

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouvère-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC CE NUMÉRO

Notre nouveau supplément illustré
« LE MONDE LOISIRS »
et le choix commenté
des programmes de la radio
et de la télévision pour la semaine

Le dollar et l'endettement international

Dans le discours qu'il a prononcé jeudi à Davos (Suisse), devant l'European Management Forum, M. A. Clausen, président de la Banque mondiale, n'a pas annoncé que de mauvaises nouvelles. Les pays du tiers-monde devraient dans leur ensemble participer en 1984 à la reprise économique qui se poursuit à un bon rythme en Amérique du Nord et qui se manifeste, avec une moindre ampleur, dans plusieurs pays d'Europe occidentale, dont l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Leur taux de croissance devrait atteindre cette année, selon les dernières estimations des experts de la Banque mondiale, 3,5 %, alors qu'il n'avait été que de 1 % en 1982, soit des pourcentages inférieurs à la progression démographique moyenne, laquelle, bien qu'en voie de diminution, reste globalement forte (+ 2 % environ).

La persistance d'un niveau élevé d'activité dans la plupart des pays du Sud-Est asiatique a pu, statistiquement, compenser au cours des deux dernières années le recul, souvent dramatique, constaté dans les pays d'Amérique latine. Il faudra, selon M. Clausen, beaucoup d'efforts et de longues années pour effacer les traces de la pire récession que le monde ait connue depuis la fin de la guerre, et, si les perspectives à court terme paraissent moins sombres, grâce notamment à l'accroissement attendu des importations des pays riches, la situation ne pourra durablement s'améliorer que si un certain nombre de conditions difficiles à réunir sont réalisées.

Or plusieurs autres chiffres cités par M. Clausen incitent au pessimisme dans la mesure où ils confirment d'inquiétantes tendances. Le président de la Banque mondiale évalue à quelque 810 milliards de dollars le montant total de la dette du tiers-monde à la fin de l'année dernière.

Les hésitations croissantes des prêteurs expliquent la diminution des crédits accordés aux pays pauvres par les banques internationales. A en croire le président de la Banque mondiale, ces pays auraient l'an dernier, par le jeu des intérêts versés et des remboursements (quand ceux-ci ne sont pas différés par des accords de rééchelonnement), transféré aux banques étrangères 21 milliards de dollars de plus qu'ils ne leur ont empruntés à moyen et long terme.

Il convient dans ces conditions de ne pas trop s'étonner du redressement en effet « spectaculaire » des balances des paiements des pays débiteurs. Le déficit globalisé des comptes courants des pays du tiers-monde aurait été, selon M. Clausen, ramené en 1983 à 48 milliards de dollars, contre 85 milliards en 1982. Faute de continuer à pouvoir financer à crédit une part croissante de leurs dépenses, ces pays ont dû, de bon ou de mauvais gré, « ajuster ».

S'il n'a pas ménagé ses critiques à l'égard de la politique budgétaire des États-Unis, M. Clausen, qui est de nationalité américaine, n'est pas allé jusqu'au bout de l'analyse. La hausse du dollar et des taux d'intérêt a pour effet d'accroître chaque année la charge de la dette même pour ceux des emprunteurs qui remboursent à l'échéance. Ne conviendrait-il pas, avant toute autre mesure, de limiter le rôle du dollar en libérant les nouveaux prêts en d'autres monnaies ou, comme l'a demandé M. Jacques Delors, en ECU ?

Paris et Madrid renforcent leur coopération contre le terrorisme

Le gouvernement espagnol lance une vaste offensive
contre les nationalistes basques
et propose la « réinsertion » des « repentis » de l'ETA

Madrid. — Le gouvernement espagnol est passé à l'offensive contre l'ETA. Une trentaine de militants de l'organisation séparatiste basque ont été arrêtés au Pays basque. Certains d'entre eux seraient impliqués dans l'assassinat, en octobre 1983, du capitaine Martin Barrios. Selon la police, plusieurs caches d'armes de l'ETA ont été découvertes, ainsi que deux « prisonniers du peuple » où des personnes enlevées étaient détenues.

Ces opérations, fait-on observer à Madrid, ce vendredi 27 janvier, font suite à celles, récentes, de la police française contre des membres de l'ETA réfugiés au Pays basque français. De source officielle, on précise que des armes de fabrication soviétique et des munitions « en grande quantité » ont été saisies.

Parallèlement à cette offensive policière, le gouvernement a lancé une campagne pour favoriser le retour des militants de l'ETA désireux de déposer les armes. Six anciens militants de l'ETA politico-militaire sont ainsi rentrés mercredi 25 janvier en Espagne. Ils ont comparu jeudi devant un juge d'instruction de Madrid qui les a laissés en liberté provisoire. Les six militants étaient réfugiés en France.

Enonçant, poli, satisfaction médiatique de scepticisme : l'opinion espagnole est encore animée de sentiments mitigés, malgré les affirmations optimistes de ses dirigeants. « Nous avons, dit M. Alfonso Guerra, vice-président du gouvernement, de très bonnes raisons de penser que le gouvernement français a décidé de changer d'attitude à notre égard dans deux domaines : notre demande d'adhésion au Marché commun, la lutte contre le terrorisme. Je dis bien de très bonnes raisons... »

« Vous êtes bien sûr de ce revirement... ? demande le directeur d'un hebdomadaire munitaire, qui vient de publier un éditorial virulent sur « l'incompréhension de la France face au problème basque ». En une semaine, M. Guindon, notre ambassadeur en Espagne, a été davantage sollicité par la presse de donner son sentiment sur la « nouvelle politique espagnole de M. Mitterrand » qu'au cours des douze derniers mois.

« Pourvu que ça dure... », disent d'un même souffle les Espagnols.

Le thème de la CEE ne les passionne pas vraiment, et le patronat espagnol se déçoit même de nouvelles et solides raisons pour justifier ses prévisions à l'égard de l'adhésion à la CEE maintenant que le gouvernement Mitterrand semble résolu à favoriser une solution positive avant la fin juin.

De notre envoyé spécial

En revanche, l'affaire basque est, avec la situation économique difficile, la préoccupation majeure des Espagnols, persuadés que leur régime démocratique n'est pas encore tout à fait à l'abri de « réactions militaires » provoquées par une aggravation du terrorisme. « Aucun Espagnol, de quelque bord qu'il se réclame, ne pouvait et ne pourrait comprendre que la France reste indifférente face à ce péril mortel... » : voilà une réflexion que l'on entend dans les milieux dirigeants comme dans la rue. Les mesures concertées prises au Pays basque français contre des membres de l'ETA suscitent donc un espoir, qui peut paraître excessif, « d'en finir bientôt avec le terrorisme ». La déportation en Amérique du Sud ou l'assignation à résidence sur les bords de la Loire de dirigeants supposés de l'ETA sont jugés comme des « pas d'une importance décisive ».

« C'est au moins 70 % de la solution du problème », affirme M. Josep Taradellas, ancien président de la Généralité de Catalogne. La certitude que le « sanctuaire français » est un atout majeur de l'ETA est si ancrée outre-Pyrénées que cette observation du très gauchiste Taradellas ne fait que redoubler l'opinion générale. « Maintenant, dit le directeur de La Vanguardia de Barcelone, les industriels basques contraindre à payer leur dîme à l'ETA n'ont plus à Bayonne ou à Saint-Jean-de-Luz, pour régler leurs cotisations ».

Le « régime de guerre » de l'ETA est estimé à 200 millions de dollars par an. En dix-huit mois, l'organisation séparatiste basque a commis plus de cent quarante attentats contre des basques. En moyenne, un tous les trois jours. En tête de liste, la Banque de Biscaye avec cinquante et une agressions.

MARCEL NIEDERGAUS.

(Lire la suite page 3.)

Le jeu libyen au Tchad

Tripoli assure n'être « pour rien » dans la destruction d'un Jaguar
mais entend bien en tirer parti pour négocier avec Paris

Tripoli. — Souvent profane, le colonel Kadhafi sait, quand il le juge nécessaire, savourer le silence. L'impression dominante à Tripoli, au lendemain des affrontements au Tchad, est cependant la satisfaction des gouvernements libyens.

Les dénégations des hauts fonctionnaires ou des médias de Tripoli quant à une éventuelle responsabilité libyenne dans l'affaire de Ziguéy et la destruction du Jaguar français, sont fournies sur un ton enjoué et empreintes d'une sérénité qui trahissent ici la satisfaction. « Le Libye, dit-on ici, n'est pas le moins du monde concerné par ce qui vient de se passer puisque chacun sait qu'elle n'a pas de troupes au Tchad. Il s'agit d'une opération de libération menée par les autorités libyennes dans leur pays contre les forces du gouvernement illégal de Hissène Habré. En poursuivant et attaquant la colonne du gouvernement libyal, la France a démontré qu'elle intervenait au Tchad. Pas nous... »

L'important, pour le « guide de la révolution libyenne », serait que les

De notre envoyé spécial

combats du mercredi 25 janvier n'ont pas vraiment remis en cause ce que l'on appelle ici le « modus vivendi tacite » entre Français et Libyens au Tchad, tout en étant de nature à faire sortir Paris de « l'indifférence » — certains responsables libyens auraient même parlé de « mépris » — manifeste envers Tripoli ces derniers temps.

Les observateurs les plus audacieux, dans les cercles diplomatiques de la capitale libyenne, se risquent à prédire dès maintenant qu'un émissaire officiel français viendra bientôt à Tripoli, comblant ainsi un vœu du colonel Kadhafi. Les mêmes milieux rappellent que le sombier de ce dernier est toujours, en dépit des apparences et des crises, de venir à Paris s'entretenir d'égal à égal à l'Élysée « du rôle de la Libye et de la France en Afrique noire ».

Les industriels et les négociants français présents en Libye, à travers près de cinquante sociétés, estiment naturellement qu'une telle rencontre

serait susceptible de faciliter le règlement de la dette commerciale libyenne à l'égard de la France (environ 1 milliard de francs), dont le blocage est, de toute évidence, politique, puisque les fournisseurs d'Algérie au Tchad, tout en étant de nature à faire sortir Paris de « l'indifférence » — certains responsables libyens auraient même parlé de « mépris » — manifeste envers Tripoli ces derniers temps.

Selon le représentant à Tripoli d'un pays africain allié de Paris, la France devrait « tenter l'expérience d'une rencontre Mitterrand-Kadhafi, car d'un tel sommet pourrait bien sortir, par exemple, la proposition libyenne, au fond souhaitée par Paris, d'un retrait progressif et simultané des Français et des Libyens du Tchad ». Cette thèse est soutenue par ceux — et ils ne manquent pas ici — qui pensent que l'expédition tchadienne est de moins en moins appréciée, par l'armée libyenne.

J.P. FÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Bilan

M. Bérégovoy vient de l'annoncer : désormais, chaque année, le gouvernement fera préparer un rapport sur l'état de santé des Français. La santé étant leur première préoccupation, on ne saurait contester cette initiative d'un bilan qu'on espère globalement positif.

On peut faire une suggestion supplémentaire : pendant qu'on y est, pourquoi ne pas faire figurer en annexe un check up comme on dit — de la France elle-même ?

On y verrait, par exemple, si son état physique lui permet les efforts qu'on exige d'elle. On y vérifierait la qualité de sa santé psychique. Et puis on saurait précisément, chaque année, si elle a toujours le cœur à gauche.

BRUNO FRAPPAT.

AMÉRICAINS ET EUROPÉENS

A chacun son espace

par ANDRÉ FONTAINE

exprimaient un ras-le-bol assez répandu dans le monde occidental devant la crise économique, les tracasseries administratives, l'insécurité, les échecs et les humiliations subies, mais beaucoup plus fort aux États-Unis parce que leurs habitants

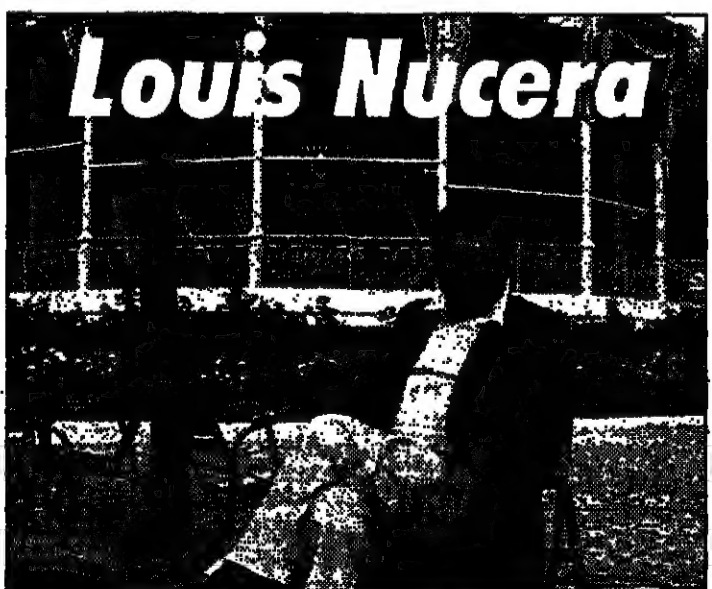
sont encore assez proches de leurs pionniers de grands-pères pour ne pas se résigner facilement.

L'histoire de leur pays, après tout, c'est celle des divers défis, tant naturels que scientifiques, technologiques, militaires ou politiques, qu'il a pour la plupart, durant deux siècles, vigoureusement relevés.

Reagan, en contraste absolu avec son prédécesseur, bien gentil, mais au regard désemparé, a su merveilleusement incarner le personnage le plus populaire des westerns, le justicier impavide qui, en un tour de main, renverse une situation apparemment désespérée.

Du coup, seuls les esprits grincheux remarqueront qu'il y a encore dans le saloon, ou à proximité, quelques belles bombes à retardement qui s'appellent déficit budgétaire énorme, endettement faramineux du tiers-monde, Liban, guerre du Golfe, Amérique centrale, course aux armements. On ne voit que le trend — la tendance — l'image de confiance retrouvée, de redémarrage, que donnent d'eux-mêmes les États-Unis.

(Lire la suite page 4.)



Le Kiosque à musique

roman

« Une sorte d'épithalame comme on n'en fait plus aujourd'hui. »

Raphaël Sorin/Le Monde

« Attendant comme une ripaille d'adultère. »

Bernard Frank/Le Matin



EUROPE

Pologne

L'art du chuintement

La télévision américaine *The Day After* — qui décrit les effets d'une guerre nucléaire entre l'URSS et les États-Unis — a été diffusée jeudi 26 janvier par la télévision polonaise. C'est la première fois que ce film est présenté dans un pays du bloc soviétique, et l'événement a été soigneusement préparé pour en faire le temps fort d'une campagne de propagande contre le « bellicisme » américain.

Depuis plusieurs jours, la télévision et la presse de Varsovie ont multiplié les attaques contre la politique « agressive » de l'Occident, et la projection du film lui-même a été précédée d'un commentaire affirmant que *The Day After* décrivait en fait les effets d'une agression américaine. Par contraste, le commentaire a souligné la volonté de « désarmement » nucléaire prônée aux pays socialistes.

La film présentait cependant un inconvénient — en dehors même de son aspect hollywoodien pas forcément adapté à un pays qui a connu, plus que tout autre, la réalité des horreurs de la seconde guerre mondiale : il mentionnait comme un élément de grande conflagration, « un vaste mouvement de rébellion de plusieurs divisions est-allemandes », et le producteur du film, la chaîne américaine ABC, avait insisté pour que sa réalisation ne soit pas censurée. Le problème a été résolu avec élégance, grâce à un chuintement opportun sur la bande son : les divisions est-

allemandes sont devenues soudainement «... et-allemandes » (en polonais, les mots ouest et est se terminent dans ce contexte de la même manière). Le procédé n'a peut-être pas convaincu grand monde, mais il ne sera pas dit que la télévision de Varsovie a lâché un mot en cause la loyauté supposée des armées d'un pays frère.

Il est impossible de juger de l'impact du film — et de son exploitation par la propagande — mais la population polonaise, mais au moins l'opération n'a pas coûté cher puisque la chaîne ABC s'est contentée de la somme modique de 5 000 dollars. — (AFP, UPI, AP).

(Lire page 2 l'article de Louis Mercier.)

● Nouvelle loi sur la presse. — La Diète polonaise a adopté, jeudi 26 janvier, une loi sur le « droit de la presse » qui officialise la reprise en main des médias par le pouvoir, après les concessions consenties du temps de Solidarité : le texte reconnaît à la presse « la liberté de parole » et « de critique », mais ajoute que les médias doivent être « guidés par les intérêts de la société et de l'Etat socialiste », et que le journaliste « a pour tâche d'être au service de la société et de l'Etat ».

La censure est renforcée : la parution de toute nouvelle publication sera autorisée seulement si elle est « indispensable du point de vue social ». — (AFP).

Turquie

CENT DEUX CADRES DU PARTI OUVRIER TURC ONT ÉTÉ CONDAMNÉS A DES PEINES DE PRISON

(De notre correspondant.)
Ankara. — Au terme d'un procès qui durait depuis près de deux ans, le tribunal militaire d'Istanbul a condamné quarante anciens dirigeants du P.D.T. (Parti ouvrier turc, communiste), dont MM. Yavuz Unal, Nurdan Orpen, Dincer Dogu et Gunduz Mutlusu, à des peines allant de huit à douze ans de prison, plus quatre ans d'assignation à résidence, pour avoir tenté de « transformer » illégalement l'organisation de cette formation « en vue de l'établissement d'un ordre marxiste-léniniste », réprimé par l'article 141 du code pénal turc. Quarante autres accusés, membres et dirigeants locaux, se sont vu infliger une peine de cinq ans tandis que trente-huit ont été acquittés, sur un total de cent quarante-cinq prévenus.
Le tribunal a ordonné l'arrestation immédiate de deux sur six des accusés présents à la dernière audience en prévenus libérés, et a également lancé un mandat d'arrêt à l'encontre de douze autres accusés qui ne s'étaient pas présentés.
Le P.D.T., héritier spirituel de la formation du même nom, dissoute en 1971 au lendemain de l'intervention militaire du 12 mars par la Cour constitutionnelle, et réconstituée légalement en 1975 sous la présidence de M. Belice Boran, sorti de prison grâce à la loi d'amnistie de 1973, avait recueilli moins de 1% aux élections de 1977. La plupart de ses leaders vivent actuellement en Europe avec le statut de réfugiés politiques. — (A.U.)

SIX DÉTENUÉS KURDES SERAIENT MORTS A LA MI-JANVIER DANS LA PRISON DE DIYARBAKIR

Ankara (AFP). — Six personnes seraient mortes, il y a une dizaine de jours, lors de graves incidents survenus dans la prison militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), où les détenus, en majorité des séparatistes kurdes, ont entrepris début janvier une nouvelle grève de la faim, s'étant arrêtés, jeudi 26 janvier, de bonne source à Ankara.
A la mi-janvier, au cours d'une manifestation de protestation contre leurs conditions de détention, les détenus de cinq cellules ont mis le feu à leur dortoir, et six d'entre eux, appartenant tous au Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.), la principale organisation séparatiste avant le coup d'Etat de 1980) sont morts asphyxiés, s'il est précisé de source proche des parents des prisonniers.
Le corps d'une des victimes, Necmettin Buyukbayrak, a été remis à ses parents. Les autorités militaires interdisent toute information sur cette prison où les conditions de détention sont des plus strictes.
Alors que les grévistes refusent toute visite et comparution à l'audience, les différents groupes incarcérés à Diyarbakir seraient très divisés face à ce mouvement.
Plusieurs centaines de membres de l'Association culturelle démocratique et révolutionnaire (DDKD) ont comparu normalement mercredi 25 janvier devant le tribunal militaire de cette même ville.

Portugal

Le Parlement a approuvé le projet de loi libéralisant l'avortement

Lisbonne. — Après toute une nuit de débats, le Parlement portugais a approuvé, ce vendredi 27 janvier, un projet du Parti socialiste libéralisant l'avortement. Ce projet a reçu l'appui du groupe parlementaire du Parti communiste, de l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste et du Mouvement démocratique portugais.
Le Centre démocratique et social (CDS) ainsi que le Parti social-démocrate (PSD), à la seule exception du représentant de l'organisation des jeunes de cette dernière formation politique, se sont prononcés contre.
Un deuxième projet sur le même thème déposé par les communistes a été rejeté. Selon ce texte, l'avor-

tement pouvait être justifié en cas de viol, de risque de malformation du nouveau-né, de danger pour la vie ou pour la santé physique ou psychique de la mère ainsi qu'en cas de difficultés économiques ou sociales de la famille. La version socialiste ne prévoit pas cette dernière condition. Les deux projets fixaient à douze semaines le délai maximal pour l'interruption de la grossesse.

Ce débat a été précédé de critiques très dures de l'Eglise. Dimanche 22 janvier, le cardinal-archevêque de Lisbonne a invité les catholiques à ne pas donner

Paris et Madrid renforcent leur coopération contre le terrorisme

(Suite de la première page.)

Mais les fonds « privés » seraient une source de financement encore plus importante. Encouragés par le « coup de poing français », les Espagnols réclament la poursuite des actions contre les membres de l'ETA. « Ils sont au moins cinq cents installés au Pays basque français et prêts à passer à l'action », affirme *La Vanguardia*, qui ajoute : « Quatre mille à cinq mille personnes sont plus ou moins directement liées à l'ETA dans cette même région. » Que le séisme quotidien catalan rattache la cohorte de tous ceux qui précèdent une action rapide et déterminée est un signe de plus de l'exaspération provoquée par le terrorisme.

« Il faut aussi demander des comptes à la Belgique, où les militants basques vont ouvertement acheter leurs armes... », déclare un haut fonctionnaire. Et M. Felipe Gonzalez, qui s'apprête à relancer son projet de conférence internationale européenne sur le terrorisme, laisse entendre que son gouvernement dispose maintenant d'informations suffisantes pour « savoir à peu près tout » ce qui se rapporte à l'ETA. Les relations des indépendantistes basques « avec les groupes armés européens, d'Amérique latine et des pays arabes sont, dit-il, parfaitement établies ». Il insiste sur « l'extension des activités de l'ETA en Amérique centrale » et la collaboration qu'elle aurait récemment prêtée à des révolutionnaires de cette région. C'est un commando de l'ETA qui aurait récemment tenté d'assassiner au Costa-Rica l'ancien commandant Zero, Eder Pastora, actuel dirigeant militaire d'une organisation maoïste. Un autre commando de l'ETA se serait rendu au Salvador en 1983 avec l'intention d'assassiner le ministre de la défense de ce pays. Opération manquée...

certaines secteurs de l'ETA ont été arrivés à la conviction que la violence armée ne débouchait sur rien. Selon lui, « la majorité des membres de l'ETA-politico-militaire, à l'assemblée (1) seraient disposés à accepter le processus de la réinsertion offerte par le gouvernement ». M. Onaindia, rattaché du procès de Burgos en 1970, est le secrétaire général de Euzkadi Ezerkera, considéré comme le « bras politique » de l'ETA politico-militaire.

Faire peur à l'ETA mais savoir pardonner et, à l'occasion, négocier : cette stratégie du gouvernement socialiste fait ricaner la droite pure et dure. Elle salue l'audace de M. Luis Olarra, un homme d'affaires basque, qui a déclaré publiquement que le GAL (les groupes d'action antiterroristes responsables de plusieurs assassinats de militants réfugiés au Pays basque français) « est une réponse encore douce au terrorisme de l'ETA ». M. Olarra, qui reconnaît — mais il n'est pas le seul — avoir pris contact « avec des membres de la mafia corse et marseillaise pour se défendre en cas de besoin », ajoute : « Le GAL, ça marche. Ce n'est pas une plaisanterie. Il n'y a pas d'autre solution. On ne peut combattre le terrorisme qu'en utilisant ses armes et ses méthodes. »

Le GAL à Valence

Sur ce mystérieux et redoutable GAL, on ne sait rien officiellement mais on peut tout supposer. « Pas de preuves... », répondent ceux qui ont enquêté et se disent convaincus que le GAL « a d'une manière ou d'une autre des liens avec l'appareil d'Etat ». Le commissaire Ballesteros, le meilleur expert espagnol en lutte antiterroriste, relégué à un obscur travail bureaucratique depuis les « bavures » qui ont impliqué certains de ses collaborateurs dans des opérations clandestines au Pays basque français, dément énergiquement avoir quelque rapport que ce soit avec le GAL. « Mot, dit-il, je ne bats à visage découvert... » Et il accuse les vrais patrons du GAL de lancer son nom pour « mieux brouiller les pistes ».

Selon certaines sources, le GAL est composé d'anciens policiers ayant appartenu aux groupes d'action formés par le commissaire Roberto Conesa et qui ont décidé « d'offrir leurs services aux banques et aux hommes d'affaires basques fatigués de payer l'impôt révolutionnaire de l'ETA ». Ces policiers seraient en liaison avec « des officines de sécurité basées à Madrid, avec les services de renseignements israéliens et avec des membres de la police marseillaise ou bordelaise ». Pour les dirigeants espagnols interrogés — et aussi pour M. Ruiz Gimenez, le GAL « est exclusivement composé de mercenaires et de truands français ».

Etrange GAL, successeur du très rétro bataillon basque espagnol dont les objectifs étaient identiques. On peut voir son sigle sur les murs de Valence, l'un des fiefs de l'extrême droite en Espagne et qui faillit basculer en 1981. Et le GAL se permet aussi de menacer de mort des militants de gauche en Andalousie.

On répète à Madrid, comme pour mieux s'en persuader, que l'ETA est démodée et que les opérations de police françaises (décidées, de bonne source, dès novembre 1983 mais retardées en raison des actions brutales du GAL) ont porté un coup très dur aux partisans de la lutte armée. Mais les autorités redoutent manifestement de nouveaux et spectaculaires attentats.

L'histoire de l'ETA n'est qu'une suite de scissions, des groupes plus radicaux surgissant, chaque fois, des discussions et des assemblées. Le gouvernement semble penser aujourd'hui que le terrorisme est « devenu une affaire de mercenaires et de délinquants poussés à la violence ».

● Transfert de militants basques à Fresnes. — Deux des quatre militants présents au mouvement séparatiste basque « Iparretarrak », arrêtés le 10 janvier lors d'une conférence de presse clandestine avortée, et qui observaient depuis une grave de la faim, ont été transférés le 27 janvier à l'hôpital-prison de Fresnes sur décision médicale, nous indique notre correspondant.

Trois des sept journalistes qui avaient tenté de se rendre à cette conférence ont fait l'objet, depuis la semaine dernière, de « compléments d'audition » par la police judiciaire de Bayonne. Les enquêteurs cherchent à identifier les personnes qui ont établi les contacts avec la presse, avant le « rendez-vous » discret du 10 janvier.

par le chômage ». En fait, bien des éléments manquent pour apprécier si l'ETA est ou non au bout du rouleau. Mikel Goicoechea, assassiné à Saint-Jean-de-Luz le 28 décembre par le GAL, souhaitait être incinéré. Ses cendres ont été symboliquement dispersées dans le golfe de Gascogne. C'est la première fois qu'un militant de l'ETA lance un tel défi, et la cérémonie n'a guère été appréciée, dit-on, dans les milieux religieux basques ultra-nationalistes et favorables aux indépendantistes. La compagnie de Goicoechea, Izaskun Ugarte, « Pasionaria » basque, a brandi la hache de guerre pendant les obsèques. Ce n'est pas tout à fait un geste de renoncement.

L'ETA militaire n'est qu'un élément de la mosaïque nationaliste. Tout le monde, à Madrid, se dit persuadé que le Parti nationaliste basque (PNB) pourrait, s'il le voulait, exercer des pressions suffisantes sur

les différents groupes de l'ETA pour l'inciter à négocier. Mais le voudrait-il, après les élections au Parlement basque de février ? Et les militaires espagnols sont-ils en état d'accepter l'hypothèse d'une « négociation » avec ceux qui ont assassiné plus de trois cents des leurs depuis 1977 ? « Pourquoi pas ? dit encore M. Tardellas, qui a d'excellents contacts dans l'armée. De Gaulle a bien négocié avec le FLN algérien... ».

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Les membres de l'ETA politico-militaire, septième assemblée, se sont pratiquement retirés de la lutte. Parmi les principaux groupes activistes, on relève actuellement l'ETA politico-militaire, huitième assemblée, l'ETA militaire, l'ETA politico-militaire ligne KAS, les commandos anticapitalistes autonomes, les commandos et les groupes d'appui à l'ETA.

A TOURS

Les inquiétudes de Txomin

De notre correspondant

Tours. — « Le gouvernement français affirme qu'il nous a délogés de la frontière espagnole pour nous protéger. C'est faux ! Sinon, il n'aurait pas rendu public le nom de la ville où je me trouve... Je me sens plus en danger à Tours qu'au Pays basque où j'avais des parents, des amis pour m'aider et m'avertir... » Assigné à résidence au nord de la Loire, Domingo turbe Abasolo voulait s'installer à Paris. Demande refusée. Il a alors choisi de s'installer en Touraine où il est arrivé, le mercredi 25 janvier. Celui qui, sous son prénom basque de Txomin, passe pour être un des chefs de l'ETA militaire, se refuse à parler politique. Mais, pour autant, il ne mâche pas ses mots, dénonçant ce qu'il appelle « la collaboration entre Paris et Madrid ».

Et d'évoquer la récente affaire des policiers espagnols arrêtés en France puis remis en liberté, d'accuser une police française qui préfère sévir contre les réfugiés, de s'inquiéter du sort de ses compatriotes expulsés vers le Panama d'où l'Espagne pourrait bien réussir à les faire extraire. « On ne pensait pas que les socialistes allaient nous faire ça, soupire-t-il. Il est vrai que Mitterrand et Gonzalez font tous deux partie de l'Internationale socialiste. A Madrid, la situation ne s'est pas améliorée. Ce sont toujours les militaires qui ont le pouvoir. Il y a encore plus de répression... Mais pour que le combat finisse, alors il faudra tuer tous les Basques. »

Et l'ETA militaire, où en est-elle ? Txomin n'en sait rien. D'ailleurs, proteste-t-il, à n'en

fait pas partie. Comment expliquer alors son actuelle assignation à résidence, qui est loin d'être la première ? Comment expliquer aussi les quatre attentats auxquels il a échappé au Pays basque et qui lui ont laissé, en guise de souvenir, une balle dans la poitrine ? « Des patriotes basques ont été torturés en Espagne, explique-t-il sobrement. Ils ont donné mon nom... » Il n'en dira pas plus. Et ce port d'arme qui lui a fait passer neuf mois en prison ? « C'était pour me défendre... »

A Tours, en tout cas, Txomin ne semble pas bénéficier de l'attention particulière de la police. Ne sachant où s'installer, il s'est adressé à la préfecture et a suivi les conseils des fonctionnaires. Il est libre de ses mouvements à la seule condition d'aller « pointer » tous les jours au commissariat. Un autre réfugié avait, lui aussi, choisi de venir à Tours. Mais, jusqu'à maintenant, il n'a pas donné de ses nouvelles. Txomin a laissé sa femme et ses trois enfants sur la côte basque. Seul, il bat le pavé, fait un peu de jogging et s'inquiète d'avoir à payer ses frais de séjour. Difficile, bien sûr, pour l'ancien ajusteur de trouver du travail. On lui parle de la grève de la faim ou du boycottage des démarches administratives entreprises par d'autres réfugiés. Il explique que, pour sa part, il a demandé à son avocat de déposer un recours. Il attend. Il attendra. Depuis son arrivée en France en 1980, l'attente, il connaît ça...

PIERRE MAILLARD.

ALAIN GERBER

Les jours de vin et de roses

NOUVELLES

Des mots qui enrichissent l'existence... Si vous attendez de la lecture de luxe inouï, jetez-vous sur les textes que voici.

B. POIROT-DELPECH (Le Monde)

Alain Gerber se montre ici l'égal des maîtres américains : Saroyan, Capote, Fitzgerald...

J.P. ENARD (V.S.D.)

Ses mots chantent, vibrent, lègent et sensibles. Appelez ça de la musique ou de la littérature, peu importe : c'est de l'art.

JÉRÔME GARCIN (Le Provençal)

Neuf récits que l'on a envie de lire pour se désaltérer, pour le plaisir. Bonheur qu'on peut déguster à l'unité comme une grappe de raisin frais.

MICHELLE GAZIER (Télérama)

ROBERT LAFFONT

JOSÉ REBELO.

FESTIVAL international de la

FOURRURE DU VENDREDI 27 JANVIER AU 4 FEVRIER

SOLDES

Spectaculaires!

MANTEAUX

Mouton Borégo	950F	450F
Lapin naturel	1450F	950F
Guinea morceaux	2650F	1450F
Patchwork Zorinos	2850F	1650F
Pettes d'Astrakan	2450F	1650F
Astrakan pleines peaux	4850F	3450F
Agneau Toscane	5350F	3750F
Zorinos pleines peaux	7250F	4350F
Ragondin	8450F	4850F
Rat d'Amérique (flancs)	9850F	5350F
Pahmi	8650F	5350F

27, 29, 30
Bd. des Capucines. PARIS
métro Opéra

**ouverture
exceptionnelle
dimanche 29 janvier
de 10h. à 19h 30.**

MANTEAUX

Opossum	2250F	5350F
Renard bleu	13250F	9450F

VESTES

Chat d'Asie	1650F	850F	Ragondin	7250F	4350F
Chacal	2350F	1250F	Marmotte pleines peaux	7850F	5850F
Agneau Toscane	3650F	2350F	Marmotte	8450F	6150F
PARKAS Lapin	2250F	1650F	Coyote	8950F	6450F
PELISSES					
Lapin morceaux, col Toscane	2650F	1350F	Lapin col flanc de Marmotte	1950F	1180F

SOLDES

Spectaculaires!

sur tous les VISIONS

*le plus grand
Choix*

manteaux pastel,
dark, pearl, blanc,
saga, lunaraïne,
blackglama,
blackdiamond, koh-i-noor.

Service après-vente • Les plus larges facilités de paiement
Garantie totale sur tous vos achats

**27, 29, Bd. des Capucines
Paris. Métro Opéra**

magasin ouvert sans interruption tous les jours de 10h. à 20h.

AMÉRIQUES

Equateur

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 29 JANVIER

Après le « festin du pétrole » une lente évolution vers la démocratie

Près de quatre millions d'Équatoriens doivent élire le dimanche 29 janvier un président et un vice-président de la République, des représentants au Parlement national, des préfets et des maires, ainsi que des conseillers municipaux et provinciaux. Neuf candidats briguent la présidence. Dix-sept partis participent au scrutin. Compte tenu de cette dispersion des forces, personne ne semble en mesure d'obtenir plus

de 50 % des voix pour l'emporter d'emblée à l'élection présidentielle, et un second tour sera sans doute nécessaire. D'après les sondages, les deux candidats les mieux placés sont M. Leon Febres Cordero, du Front de reconstruction nationale (droite), et M. Rodrigo Boria, principal dirigeant de la Gauche démocratique (ID). Quelque 500 000 analphabètes voteront pour la première fois.

De notre envoyé spécial.

Quito. — « Si, se pise ». La voix éraillée, M. Leon Febres Cordero galvanise ses partisans sur la place San-Francisco, au cœur de la vieille ville coloniale de Quito. Le lendemain, il achèvera sa campagne par un autre « festival de la victoire », dans une atmosphère encore plus chaude, à Guayaquil, le grand port du Pacifique, qui est aussi sa ville natale. Tout au long de sa campagne, le candidat de la droite a répété qu'il était possible d'en finir avec le chômage, de contenir l'inflation, de mettre un terme à la corruption, de loger les sans-abri ou de relancer l'économie. Sa pré-élection est le « homme providentiel » capable de résoudre les maux de l'Équateur.

La droite traditionnelle espère, avec M. Febres Cordero, reconquérir un pouvoir politique qui lui avait partiellement échappé sous les gouvernements timides réformistes des cinq dernières années. Au Parlement, où il était l'un des deux députés du petit Parti social-chrétien, il avait fait une obstruction systématique à la politique des présidents Roldos et Hurtado.

Avec les encouragements des milieux d'affaires et de l'ancienne oligarchie, cet ingénieur de cinquante-trois ans, lié aux principaux groupes industriels du pays, a rallié diverses forces de droite, des libéraux aux conservateurs, pour tenter de vaincre, en passant par les adeptes du « vlassisme », le mouvement populiste de l'ancien président Velasco Ibarra.

Pléthore de candidats

Sous le slogan « L'Équateur est mon parti », il a pris la tête d'un Front de reconstruction nationale, qui prône « l'ordre et la morale ». Partisan déclaré de l'économie « sociale » de marché, il propose de produire plus pour relancer l'économie et stimuler les exportations, d'ouvrir le pays au capital étranger, de réorganiser les investissements afin de créer de nouveaux emplois. Une propagande envahissante et sans précédent a été lancée en sa faveur. M. Cordero a été soutenu par une bonne partie de la presse et il a pratiquement monopolisé les espaces publicitaires à la télévision.

Si les sondages le placent parmi les deux premiers, avec quelque

30 % des suffrages, rien, cependant, n'est joué : l'issue du scrutin dépendra des alliances qui se noueront pour le second tour. En attendant cette nécessaire clarification, la pléthore de candidats ne facilite guère le choix des électeurs. Tout au plus assiste-t-on à une polarisation assez nette entre la droite, regroupée autour de M. Febres Cordero, et les autres candidats du centre et de la gauche.

Le candidat de la Gauche démocratique (ID), M. Rodrigo Boria, qui est soutenu par le parti Peuple, changement et démocratie de l'ancien président Roldos, semble avoir de meilleures chances qu'en 1979, où il était arrivé en quatrième position. Il veut frayer la voie à un « socialisme démocratique pour combler, à la gauche du centre, le vide idéologique qui existe en Équateur entre la droite et l'extrême gauche ». A quarante-cinq ans, ce professeur de sciences politiques a fait de l'ID, qu'il a fondée en 1970, l'une des formations les plus dynamiques et les mieux organisées du pays, revendiquant près de deux cent cinquante mille adhérents. Bien que son parti soit affilié à l'Internationale socialiste, M. Boria estime qu'il ne faut pas brûler les étapes dans un pays encore relativement peu politisé.

C'est donc en termes prudents et modérés qu'il aborde la réalité nationale. Tout en condamnant le néolibéralisme de son principal adversaire, il s'efforce de rassurer les milieux d'affaires et les investisseurs. « Je propose un gouvernement, dit-il, prêt au dialogue avec les différents secteurs de la vie économique pour assurer la paix sociale, mais qui puisse en même temps dire : non » aux exigences de l'oligarchie, qui prétend imposer sa loi parce qu'elle a de l'argent ».

Contrairement à la droite, qui entend réactiver l'économie de haut en bas, M. Boria souhaite la relancer de bas en haut en favorisant la petite industrie et en donnant à la population davantage de possibilités de consommation. Ainsi, il espère fournir un emploi à quelque cent mille Équatoriens en réinvestissant une partie des revenus de pétrole dans l'entretien des routes.

Tout le monde en convient : les élections de dimanche sont un test important pour la consolidation d'une démocratie encore fragile. Depuis vingt-trois ans, en effet, aucun président équatorien n'a pu mener à terme son mandat, le plus souvent interrompu par un coup de force militaire. En 1979, les forces armées avaient accepté de se retirer après sept ans de pouvoir, mais la campagne avait été émaillée d'incidents si nombreux que plus de neuf mois s'étaient écoulés entre les deux tours de scrutin. Finalement, c'est le candidat populaire, M. Jaime Roldos, qui l'avait emporté, et, après sa mort accidentelle en mai 1981, c'est son vice-président, M. Osvaldo Hurtado, qui lui avait succédé. Une fois terminée ce qu'un écrivain a appelé « le festin du pétrole », les civils n'ont cessé de payer l'imprévoyance des militaires, qui avaient profité de cette manne pour dépenser sans compter.

L'ère du pétrole a tout changé, constate amèrement M. Francisco Huerta, leader du Parti démocrate (centre gauche) et candidat à la présidence. Nous avons commencé à vivre comme des riches et nous avons continué d'être pauvres. L'agriculture a été négligée. Avec la stagnation des revenus pétroliers, le marasme s'est étendu. L'année dernière, la dette extérieure a franchi le cap des 7 milliards de dollars. L'inflation a dépassé 50 % et les mesures d'austérité prises par le gouvernement se sont traduites à de vives réactions. Le président Hurtado a néanmoins préservé l'essentiel en menant des alliances de circonstance, faute de majorité parlementaire.

Bien que ses anciens collègues soient morts, l'Équateur garde des séquelles de près de quarante ans de populisme. Durant la récente campagne, les insultes personnelles et la violence verbale ont souvent pris le pas sur le débat d'idées, tandis que la traditionnelle rivalité entre la droite et la gauche est restée manifeste. En marge des partis traditionnels, les formations nouvelles, liées à la Démocratie chrétienne ou à l'Internationale socialiste, ont fait leur apparition, ce qui fait dire à un politologue que « l'Équateur est en voie d'idéologisation ». La situation de dimanche permettra peut-être de mesurer cette évolution.

JEAN-CLAUDE BURNER.

A chacun sa place

(Suite de la première page.)

Un slogan superbe, lancé par le président méridien dans son message sur l'état de l'Union, donne le ton : « America is back » : l'Amérique est de retour.

Pour être elle-même, l'Amérique a besoin d'un but : c'était ce qu'avait si bien compris John Kennedy, lorsqu'il avait énoncé un autre slogan, dont on dirait aujourd'hui qu'il était lui aussi tout à fait « porteur » : la « nouvelle frontière », allusion à cette « frontière » que pendant un siècle les États-Unis n'avaient cessé de repousser vers l'Ouest.

Aujourd'hui il n'est plus possible d'avancer encore les limites géographiques de l'Union, même si le constant transfert de population vers la côte Ouest provoque une évidente projection de puissance en direction du Pacifique. Mais une autre dimension lui est ouverte, qui stimule les imaginations et les enthousiasmes au moins autant que l'économie : l'espace.

Avec l'annonce de la construction d'une station orbitale habitée, on pense de l'époque de l'exploration à celle de la conquête. Et, comme le progrès et la guerre ont toujours cheminé parallèlement, sinon de conserve, le « complexe militaro-industriel » que sa dénomination par Eisenhower, il y a un quart de siècle, n'a pas précisément affaibli, s'exerce à la perspective d'une « guerre des étoiles ».

A chaque fois que les États-Unis annoncent leur intention de traduire dans les faits quelque nouvelle anticipation de la science-fiction, il s'est trouvé nombre de bons esprits, dans le vieux monde, pour émettre des doutes. N'empêche que le premier homme sur la Lune a été américain, que la navette spatiale est une réussite impressionnante, et que les Yankees sont en train de rattraper le retard qu'ils avaient pris par rapport aux Japonais dans les techniques de pointe de la communication et de la robotique.

De toute façon, le mouvement se prouve en marchant. Ce qui compte, c'est la capacité d'impulsion. Une fois le moteur lancé, il tourne. Peu importe que, pour y parvenir, le superchampion de la libre entreprise qui règne à la Maison Blanche fasse entièrement fond sur la NASA, qui est une administration publique, et sur les commandes de l'État. Il a

montré un bel mobilisateur conforme à la mentalité de ses concitoyens. L'accueil chaleureux du Congrès à sa rhétorique montre que dans l'art de la communication il n'a pas son pareil.

Jean-Paul II a jadis fait partie d'une troupe de théâtre d'amateurs. Dans le sud de l'Inde, deux très populaires acteurs de cinéma sont devenus chefs de gouvernement. Yves Montand doit se défendre de songer à une carrière politique. Roger Gérard Schwartzman a pu écrire un livre très convaincant sur la politique-spectacle, mais aucun dirigeant européen n'a fait ses classes sur scène ou à l'écran. Même si l'on peut penser qu'un bon goût comme Felipe Gonzalez, par exemple, y aurait fait un malheur. Même si, dans le discours politique, il entre une part considérable de comédie.

A cette comédie, il arrivait, en des temps plus propices, que sans trop se laisser abuser, on y prenne plaisir. Récemment d'ailleurs, par exemple, Georges Marchais, par exemple, se faisait une joie de ne jamais rater l'un de ses passages à la télévision. Mais le spectacle, aujourd'hui, tend à se réduire à un vilain combat de coqs, et il est significatif que l'affaire des « avions rouilleux » ait tourné finalement, à en croire les sondages, au commun déshonneur non seulement des parties en cause, mais de l'ensemble du personnel politique.

C'est que les Français sentent bien le caractère suicidaire de ces empoignades en un moment où la compétition internationale se fait si dure que seuls peuvent espérer survivre et préserver leurs libertés ceux qui sont capables de s'unir et de bander leurs forces. Les Américains se lancent à l'assaut de l'espace, et nous avons tendance à nous contenter de notre pré carré, que nous ne nous disputons avec tant d'écharnement que parce que nous avons du mal à regarder plus loin que le bout de notre nez.

Si nous le faisons, nous commencerons par constater, comme le font aujourd'hui non sans courage François Mitterrand et Michel Rocard, que l'on ne peut pas, sans à perdre tout droit à critiquer M^{me} Thatcher, être pour l'Europe quand elle vous apporte des avantages, et contre quand elle vous défavorise.

Que l'on ne peut pas espérer rattraper l'avance technologique prise dans le domaine par les États-Unis et par le Japon sans investir dans l'entreprise des moyens qui dépassent largement le cadre national : l'Aïrbus et Ariane sont les exemples de ce dont l'Europe, si elle se mobilise, est capable.

Qu'un repli sur l'Hexagone n'a pas de sens pour un pays qui importe les deux tiers de sa consommation d'énergie et dont le marché national, même en le « reconstruisant », n'est pas de taille à absorber une grande partie de sa production industrielle et agricole.

Que Simone Veil n'a pas tort de dire que pour tel ou tel des membres de la Communauté, qui pourraient être tentés par telle ou telle dérive, l'Europe est un bien utile garde-fou.

Et enfin, que dans ce monde où les Super-Grands pratiquent chacun à sa manière la loi de la jungle, on ne peut se faire entendre, et respecter que si l'on dispose du nombre, de l'espace et de quelques idées simples.

Cette vérité ne date pas d'hier. Un précurseur des lettres confidentielles d'aujourd'hui, Frédéric Melchior, baron de Grimm, qui représentait à Paris, le duc de Saxe-Gotha, écrivait en 1790 à la Grande Catherine : « Deux empires se partagent l'Europe : tous les avantages de la civilisation, de la puissance, du génie, des lettres, des arts, des armes et de l'industrie : la Russie du côté de l'Orient et l'Amérique, devenue libre de nous lève, du côté de l'Occident, et nous autres, peuples du moyen, serons trop dégradés, trop avilis, pour savoir autrement que par une vague et stupide tradition ce que nous avons été. » (1).

Il n'est pas cinquante-six moyens de démentir cette sinistre prédiction : il faut que l'espace de liberté qu'est l'Europe devienne une puissance au service d'une volonté. À défaut, nos enfants consommeront nos querelles actuelles, hexagonales ou autres, bien que communautaires, à la longue série des guerres fratricides qui ont conduit à notre commun déclin.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Cité par Denis de Rougemont, *Finis-huit siècles d'Europe*, Payot 1961, p. 268.

مكتبة الامم المتحدة

AFRIQUE

LE CONFLIT DU TCHAD ET LA DESTRUCTION D'UN JAGUAR FRANÇAIS

Paris envisagerait une « riposte limitée »

On s'interrogeait toujours, ce vendredi 27 janvier, sur l'issue de l'opération de riposte française à la suite de la destruction d'un Jaguar - et de la mort de son pilote - l'avant-veille au Tchad. Le Quai d'Orsay ayant mis en cause, jeudi,

la Libye et ayant souligné « la gravité des événements », l'hypothèse d'une riposte française limitée sur le terrain n'était pas exclue. Depuis mercredi, le président de la République est tenu informé, de façon continue, de l'évolution de la situation.

« Ligne verte » et « zone rouge »

A la hauteur du 15^e parallèle, l'armée française s'est installée dans une série de postes, qu'elle tient elle-même, sur une ligne que les militaires appellent la « ligne verte », bien que le terme de « ligne rouge » soit passé dans le langage commun. Elle court de Soudan, à l'ouest, vers l'est, à l'est du Tchad. Cette « ligne verte », sur laquelle on trouve aussi des garnisons des Forces armées nationales tchadiennes (FANT) du président Habbé, a été instaurée en tenant compte de la capacité d'intervention des avions de combat libyens basés à Aouzou, qui dispose d'une piste d'envol suffisante pour avoir à réaction, à la différence,

contrairement à la thèse de la Libye (voir ci-contre l'article de notre envoyé spécial à Tripoli), les autorités de N'Djamena affirment que le raid de mardi sur Ziguéy a été mené par une « forte colonne libyenne » et que de « nombreux civils » ont été tués. L'agence tchadienne de presse ATP a demandé à la France d'exercer de « sévères représailles ». On ne s'attend pas à N'Djamena à un affrontement direct franco-libyen, mais plutôt à une riposte limitée ayant pour objet de rappeler à Tripoli que M. Charles Hernu devrait être pris au sérieux lorsqu'il a déclaré, voilà quelque temps déjà : « Si on tire sur un seul soldat français, la réaction sera immédiate ».

Sur place, une unité française du 21^e régiment d'infanterie de marine (RIMa) a effectué, jeudi matin à l'aube, une mission de reconnaissance à Ziguéy et, vendredi matin encore, des avions de reconnaissance ont survolé la région. Le ministre français de la Défense a indiqué dans la soirée de jeudi que, « en dépit d'une violente tempête de sable qui souffle sur toute la région, l'aviation française effectuait en permanence des patrouilles ».

Alors que quatre Jaguar, accompagnés d'un avion Breguet-Atlantique de surveillance électronique et de deux appareils de ravitaillement en vol C-135, ont quitté N'Djamena à partir de Libreville, le ministre de la Défense a reconnu, d'autre part, que des avions Mirage F-1 basés récemment en Afrique, devaient se poser dans la capitale tchadienne.

Le département d'Etat américain a « condamné et déploré » la destruction du Jaguar français. Le gouvernement américain, a ajouté jeudi un porte-parole officiel, réclame « le retrait immédiat des forces d'agression libyennes » et « soutient le gouvernement légitime du Tchad ainsi que les efforts de la France ».

A Moscou, l'hebdomadaire Temps nouveaux accuse la France de tenter de renforcer sa présence « néo-colonialiste » au Tchad et d'agir ainsi « sous la pression américaine ». L'agence Tass estime, pour sa part, que la France et les Etats-Unis « portent l'entière responsabilité de l'échec » de la réunion d'Addis-Abeba sur le Tchad.

Le jeu libyen

(Suite de la première page.)

Cette situation, ainsi que l'amélioration qui aurait été récemment constatée, assure-t-on ici, des capacités opérationnelles des forces de M. Goukouni Oueddei, font au reste dire aux observateurs étrangers informés qu'il est bien peu probable que des militaires libyens aient participé directement à l'attaque de Ziguéy. Il est vrai qu'il ne doit pas être facile de faire la différence entre un soldat libyen du Sud et un soldat tchadien du Nord, d'autant que les troupes de M. Goukouni Oueddei comptent également mille cinq cents Tchadiens de souche arabe.

Les prisonniers belges sains et saufs

La radio du GUNT, installée à Bardai, au nord du Tchad, un peu en dessous de la bande d'Aouzou annexée par la Libye, a diffusé une version des événements du mercredi 25 janvier, que se borne à reprendre, jeudi, l'unique quotidien tripolitain, l'officiel *El Fajr el Djedid* (l'Aube nouvelle), et qui nous a été communiqué par M. Tidjani Thiam. Celui-ci, ancien ministre des affaires étrangères du GUNT et représentant à Paris de sa principale composante, le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), se trouve actuellement à Tripoli « en route pour Bardai ».

A l'en croire, les hommes de M. Goukouni Oueddei, après avoir franchi quelque 500 kilomètres de désert dans l'ouest du Tchad, ont atteint le mercredi 25 janvier, le matin même, le poste militaire gouvernemental de Ziguéy, « très au sud donc de la ligne rouge fictive tracée par les militaires français à travers le Tchad pour séparer les zones d'obédience » libyenne « et » française ».

Les forces du GUNT ont fait prisonniers une quinzaine de soldats du gouvernement de N'Djamena et deux membres belges de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières. Alors qu'elle rejoignait sa base au nord, la colonne du GUNT a été « attaquée par des Jaguar français » ; elle s'est alors défendue en

tirant des missiles sol-air SAM-7, « abattant deux Jaguar » (on continue à maintenir ce chiffre à Tripoli).

La colonne, ajoute-t-on, ici n'a pas été complètement détruite par les Français, les deux prisonniers belges étant notamment parvenus sains et saufs dans une base de partisans de M. Goukouni Oueddei. L'ambassadeur de Belgique à Tripoli a effectué une démarche auprès des autorités libyennes, qui, loin de l'éconduire, au nom de leur « non-présence » au Tchad, lui auraient au contraire promis d'agir en faveur de ses deux compatriotes.

L'affaire de Ziguéy et ses suites immédiates ont amené la plupart des dirigeants tchadiens qui se trouvaient encore à Tripoli à quitter la ville. Ils seraient maintenant réunis dans la région de Bardai. M. Tidjani Thiam nous a, pour sa part, déclaré : « Nous avons tout mis sur la diplomatie. J'ai été reçu, il y a une semaine, à l'Élysée par le fils et conseiller pour les affaires africaines du chef de l'Etat, M. Jean-Christophe Mitterrand. Je lui ai dit : « Vous n'avez pas assez fait pression sur votre protégé Hissène Habré pour l'amener à assister à la récente conférence inter-tchadienne d'Addis-Abeba, d'où l'échec de cette réunion. D'où également l'opération de Ziguéy. »

« Nous abattons d'autres Jaguar »

Néanmoins, selon le délégué du CDR, « les forces du GUNT n'ont pas l'intention d'attaquer les Français au Tchad, bien qu'elles en aient parfaitement la possibilité, mais seulement les troupes du gouvernement illégal de N'Djamena. Ziguéy, où il n'y avait pas de Français, était un objectif tchadien visé par des Tchadiens et non par des Libyens. C'est la France qui nous a ensuite attaqués. Si elle veut la guerre, c'est son affaire. Nous n'avons fait qu'exercer notre droit à la légitime défense... Les Libyens nous aident, comme aurait pu le faire et peut-être le faire la France. Mais ils ne se battent pas à notre place. Les véhicules de notre opération à Ziguéy étaient de marque japonaise... et non pas libyenne. »

M. Thiam, qui reste un diplomate et cultive apparemment une certaine image francophile, conclut : « Le Tchad ne pourra se reconstruire qu'avec la France et la Libye. Nous ne comprenons pas l'intérêt que Paris peut avoir à soutenir Hissène Habré, qui a été porté au pouvoir par les Américains et qui, aujourd'hui, ne tient en place que grâce aux Français... »

Avant de regagner le Tchad, jeudi 26 janvier, des officiers du GUNT proches de M. Achekh ben Omar, mathématicien d'une trentaine d'années, devenu l'un des principaux animateurs de la lutte militaire du GUNT et sur lequel des responsa-

bles libyens ne tarissent pas d'éloges, nous ont tenu un langage évidemment plus martial que celui de M. Thiam : « Nous abattons de nouveaux des Jaguar français si la France nous attaque encore sur notre propre sol. Il faut que Paris sache, une fois pour toutes, que pour nous Tchadiens, il n'y a pas de « ligne rouge » passant à travers notre territoire. Nous pourrions très bien, si nous le voulions, attaquer dès demain des postes français ; nos soldats sont impatients. Le vent du pessimisme a définitivement changé de camp... »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

ASIE

Corée du Nord

M. KANG SONG-SAN DEVIENT PREMIER MINISTRE

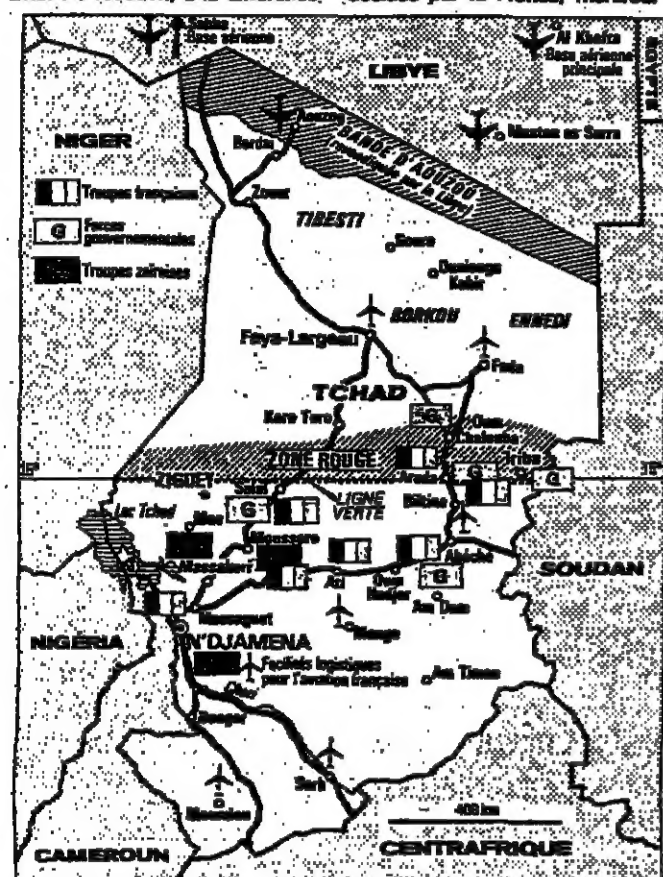
L'Assemblée suprême du peuple, le Parlement de la Corée du Nord, a conclu ce vendredi 27 janvier une session de trois jours au terme de laquelle elle a élu M. Kang Song-San au poste de premier ministre, en remplacement de M. Li Jong-Ok qui, accablé pour sa part aux fonctions essentiellement honorifiques de vice-président de la République, M. Li Jong-Ok, considéré comme un expert de l'industrie, avait pris la tête du gouvernement au mois de décembre 1977.

Ancien maire de Pyongyang, M. Kang Song-San est âgé d'une cinquantaine d'années et a notamment dirigé à partir de 1979 le ministère des chemins de fer. Il occupait le poste de premier vice-premier ministre dans le précédent gouvernement. Il avait été contraint, comme son prédécesseur, dans ses fonctions de membre du bureau du PC nord-coréen - où il siège depuis 1977 - lors de la session du comité central qui s'est tenue à Pyongyang du 29 novembre au 1^{er} décembre dernier.

Ce remaniement est le second qui intervient en quelques semaines au sein du gouvernement nord-coréen. Le 30 décembre, l'agence nord-coréenne de presse avait annoncé la nomination de M. Kim Yong-Nam au poste de ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Ho Dam qui occupait cette fonction depuis treize ans.

Rappelons que ces changements de personnel coïncident avec la récente proposition de Pyongyang d'entamer des négociations non seulement avec les Etats-Unis mais également avec les « autorités de Séoul » sur la recherche d'un règlement pacifique en Corée.

La nomination de M. Kang Song-San à la tête du gouvernement a été annoncée par l'agence nord-coréenne de presse, captée à Tokyo par les agences UPI et Reuter.



de Faya-Largeau pour l'instant dépourvu de moyens d'accès de tels appareils.

Compte tenu des caractéristiques et des performances connues de ses matériels, l'aviation libyenne n'est pas en mesure, depuis Aouzou, de se porter jusqu'à cette « ligne verte ». En revanche, si elle réussissait à s'installer à Faya-Largeau après transformation de la piste actuelle, l'aviation libyenne, notamment avec ses Tupolev-22, pourrait tenter d'acquiescer les habitants de N'Djamena. Ce qui fait considérer, par le gouvernement français, comme un casus belli toute tentative libyenne de moderniser Faya-Largeau.

Au-delà de la « ligne verte », en direction du nord, existe ce que les militaires français appellent la « zone rouge » qui a une profondeur, à partir de l'axe Soudan-Tchad, de 70 à 150 kilomètres selon les secteurs, et à l'intérieur de laquelle les FANT sont au contact des troupes du GUNT (fidèles à M. Goukouni Oueddei). Il n'y a pas de forces françaises à l'intérieur de la « zone rouge ».

25 janvier, l'attaque par des missiles SAM-7 d'un avion de combat Jaguar a eu lieu à l'intérieur de la « zone rouge ».

Plus au nord encore, les Libyens ont établi leurs propres lignes de défense, en deuxième échelon des forces du GUNT, le long d'un dispositif qui va du sud-ouest de Bardai vers Fada, en passant par Faya-Largeau. Toutes comparaisons gardées, les forces libyennes sont un peu dans la même situation vis-à-vis des unités du GUNT que la force française Menta (soit deux mille huit cent trente hommes) vis-à-vis des FANT, à ceci près, toutefois, que les troupes du colonel Kadafi, aidées de conseillers étrangers de pays de l'Est, sont davantage impliquées dans le soutien opérationnel et logistique des forces du GUNT.

Des renseignements recueillis par des « écoutes » françaises laissent cependant percevoir que l'armée libyenne, dans sa zone du nord du Tchad, rencontre d'importantes difficultés de ravitaillement en vivres, en munitions, en eau et en pièces détachées.

LE DÉBAT EN FRANCE

M. Kosciusko-Morizet (RPR) : l'immobilisme n'est pas une politique

M. Michel Debré, député RPR de la Réunion, a demandé, jeudi 26 janvier, à l'Assemblée nationale, que l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement soit élargi, afin que le gouvernement fasse une déclaration sur des questions aussi « actuelles, brûlantes et importantes » que les informations relatives au raid aérien sur Baalbek (Liban), « le sort de Mayotte et des îles éparses de l'océan Indien » et « surtout le Tchad ».

M. Georges Fillol, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, jugeant que « les événements du Tchad sont de nature à préoccuper gravement le gouvernement et le Parlement », a demandé une suspension de séance pour informer le premier ministre de la demande de M. Debré. Celui-ci a ensuite déclaré : « Si, lorsque le Parlement siège en session extraordinaire, surviennent des événements et des décisions graves, il convient de modifier le décret de convocation, de sorte que le gouvernement informe l'Assemblée, et je souhaite qu'on organise ensuite un débat sur sa déclaration. »

Dans une lettre rendue publique en fin de séance, adressée par M. Pierre Mauroy à M. Louis Mermeix, président de l'Assemblée nationale, le premier ministre indique qu'« il n'est pas possible d'accéder en séance publique » à la demande de M. Debré. Il ajoute cependant : « Les ministres des relations extérieures, de la défense, et le ministre délégué chargé de la coopération et du développement pourront être entendus sur ces sujets par la commission des affaires étrangères et par la commission de la défense nationale et des forces armées. »

De son côté, le ministre de la Défense a fait savoir, qu'« aucun élément nouveau ne pouvait être rendu public » après le communiqué publié par le Quai d'Orsay jeudi en fin d'après-midi (Le Monde du 27 janvier).

Pour sa part, M. Jacques Kosciusko-Morizet, secrétaire national du RPR pour les relations extérieures, a estimé que l'affaire du Tchad est « agissante », d'abord en raison de la mort d'un pilote français, ensuite « parce que c'est la conséquence des tergiversations et

LA VIE FRANÇAISE

• POLITIQUE INTÉRIEURE :

La fonction présidentielle.
La politique étrangère du PC.
Les clubs d'opposition.

• ÉCONOMIE :

Delors, victime de l'austérité.

• IMPÔTS :

Les plus-values immobilières - les titres participatifs.

• BOURSE :

ÉTUDES : Imetal, Barclays.
FLASHES : Matra, Bouygues, Locafrance, American Express.

LE SPÉCIAL IMPÔTS

avec son supplément de 40 pages
est toujours en vente chez votre marchand de journaux.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F. chez votre marchand de journaux

VOIR POUR LIRE

LAMPES DE LECTURE HALOGENE DOUBLE INTENSITÉ BLANC, NOIR, ROUGE

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE

38-40 RUE JACOB

75006 PARIS

Tél. : 260.28.01

LE COMMUNIQUÉ DU QUAI D'ORSAY

Le porte-parole du ministère des relations extérieures a déclaré, jeudi 26 janvier (nos dernières éditions du 27 janvier) : « On ne doit pas se dissimuler la gravité des événements survenus au Tchad. La Libye semble en porter la responsabilité. La situation sur le terrain est suivie avec la plus grande attention à tous les niveaux. La France n'entend pas modifier les objectifs qu'elle poursuit en vue de rétablir l'unité et la souveraineté du Tchad. »

2080 m²

c'est la taille exacte du "Dépôt Vente de Paris", l'équivalent de 81 stands aux Puces c'est de beaucoup le plus grand dépôt de la capitale mais aussi l'un des plus remarquables pour son choix de meubles anciens et de cadeaux, la qualité de sa présentation et l'intérêt de ses prix.

LE DÉPÔT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagny (20^e) 372.13.91

AFRIQUE

ANNONÇANT UNE « RÉVOLUTION ISLAMIQUE » AU MAROC

Le premier ministre iranien se félicite des difficultés de Hassan II

Le journal iranien *Kayhan international* écrivait, jeudi 26 janvier, dans son éditorial qu'une révolution islamique couve au Maroc. Citant le premier ministre iranien, M. Mir-Hossein Mousavi, il affirmait que les récentes émeutes dans le royaume rappellent les derniers

jours de l'empire iranien. « L'histoire commence à tourner en faveur du peuple opprimé du Maroc. Les récentes révoltes constituent le premier coup dur reçu par le roi à la suite de la conférence islamique, et l'avenir prouvera que ses difficultés ne sont pas terminées », écrivait encore *Kayhan*.

RABAT ET TRIPOLI RENFORCENT LEUR COOPÉRATION

Rabat (Reuter, AFP). — Le Maroc et la Libye ont décidé jeudi 26 janvier de consolider leur coopération dans tous les domaines, en particulier l'agriculture, la justice, l'industrie et les sports, après la réunion de la grande commission mixte qui s'est tenue pendant deux jours à Rabat. Le document signé par le premier ministre marocain, M. Karim Lamrani, et son homologue libyen, M. Jadhallah Azouzi Al Talbi, indique que les deux pays sont également convenus d'harmoniser leurs plans économiques et d'évaluer les besoins du Maroc en pétrole et en gaz. Les deux pays ont décidé la création d'une banque commune pour financer les projets, notamment dans le domaine du tourisme.

Le roi Hassan II a déclaré à cette occasion : « Le processus de l'édification du Grand Maghreb arabe doit passer par plusieurs étapes et ce que nous entreprenons actuellement sera un jalon important et efficace pour notre action commune en faveur du Grand Maghreb ». Il a souligné que les relations entre la Libye et la Tunisie, la Libye et l'Algérie, la Tunisie et l'Algérie, ne sont nullement en contradiction avec ce noble objectif ».

De son côté, l'ancien premier ministre du régime impérial, M. Ali Amini, a mis en cause implicitement le régime de l'imam Khomeiny dans les troubles qui ont éclaté au début du mois en Tunisie, nous signale notre correspondant à Tunis. Dans un message adressé au président Bourguiba pour le féliciter du « dénouement d'une crise qu'on a voulu imposer » à la Tunisie, M. Amini, qui préside le Front pour la libération de l'Iran, déclare notamment : « Vous n'êtes évidemment pas sans savoir que les hommes qui dirigent, pour le moment, les affaires de mon pays sont mus par la folle ambition de déstabiliser les pays musulmans du monde au nom d'un islam qui relève tout simplement de la fantasmagorie et de la volonté de puissance d'un seul responsable ».

Il est vrai qu'à plusieurs reprises la presse iranienne a fait état de projets de déstabilisation du Maghreb, voire de la France par le biais des travailleurs immigrés (le Monde daté 12 et 13 juin 1983). D'après le journal *Al-Ahram* (République islamique), organe du parti du même nom, écrivait à l'époque : « C'est dans des pays tels que la Tunisie que doit porter l'effort de notre propagande ». Soulignant que certains pays du Proche-Orient, « sont trop surveillés par les superpuissances », le journal ajoutait : « Au Maghreb, notre intervention est relativement plus facile et fructueuse ».

A TRAVERS LE MONDE

Angola

LIBÉRATION DE M. COSTA ANDRADE. — M. Costa Andrade, écrivain angolais et dirigeant politique du MPLA, le parti au pouvoir, incarcéré depuis décembre 1982 à Luanda, a été libéré le 25 janvier, a indiqué l'agence portugaise de presse (ANOP). M. Andrade avait été arrêté, ainsi que deux autres hauts fonctionnaires du MPLA, sous l'accusation d'avoir injurié le président de la République, M. José Eduardo Dos Santos, en ayant fait représenter une pièce de théâtre — dont M. Andrade était l'auteur, — dans laquelle certaines mesures gouvernementales étaient critiquées. M. Andrade était l'ancien directeur du quotidien de Luanda le *Jornal de Angola*.

Bolivie

LE CONGRÈS CENSURE LE GOUVERNEMENT SILES ZUAZO. — Le Congrès a voté, jeudi 26 janvier, une motion de censure contre le président Hernán Siles Zuazo pour avoir eu une « conduite anticonstitutionnelle et autocratique » en formant un gouvernement de quatorze membres en dépit de l'avis défavorable des parlementaires. D'autre part, trois mille travailleurs et dirigeants syndicaux ont amorcé une grève de la faim pour obtenir des augmentations de salaire. La situation est explosive, et des rumeurs circulent selon lesquelles l'armée pourrait intervenir. Un rapport du conseil militaire national de sécurité affirme que « les problèmes politiques mettent en danger le processus démocratique ». — (AFP).

El Salvador

UNE TOURISTE AMÉRICAINE TUÉE PAR LA GUÉRILLA. — Une jeune Américaine âgée de vingt-trois ans, M^{lle} Linda Kancel, a été mortellement blessée jeudi 26 janvier par des guérilleros qui ont ouvert le feu sur son véhicule à un barrage, dans le département de Morazan, au nord-est de San Salvador. — (AFP).

Israël

LE GOUVERNEMENT ISRAËLIEN a surmonté, le 25 janvier, l'épreuve d'une triple motion de censure de l'opposition à propos de sa politique économique, en ralliant, *in extremis*, trois députés de sa majorité qui menaçaient de ne pas l'appuyer. Le vote (62 voix contre 36 pour et 1 abstention) est intervenu après une journée de débats houleux au terme de laquelle M. Shamir a accédé à une partie des exigences des trois députés du groupe TAMI, qui se veut le champion de la lutte en faveur des couches défavorisées. — (AFP).

Mozambique

LIBÉRATION DE DOUZE TECHNICIENS SOVIÉTIQUES. — Le porte-parole de la RNM (Résistance nationale du Mozambique) à Lisbonne, M. Jorge Correia, a annoncé, mercredi 25 janvier, que douze techniciens soviétiques avaient été libérés près de la frontière du Malawi. Ils appartenaient à un groupe de vingt-quatre ressortissants soviétiques enlevés par les rebelles de la RNM le 21 août à la mine de Morrua, dans la province du Zambeze. Deux d'entre eux sont morts, huit autres ont été libérés le 22 décembre, les deux derniers sont toujours prisonniers. M. Correia a déclaré que ces libérations étaient intervenues à la suite d'un « accord avec Moscou », ce qu'a démenti un porte-parole de l'ambassade d'URSS à Maputo. — (UPI).

Ouganda

LA RESPONSABILITÉ DU MEURTRE DE QUATRE ÉTRANGERS. — Le gouvernement ougandais a accusé, mardi 24 janvier, le Mouvement national de résistance (NRM), une des principales organisations de guérilla ougandaises, d'être responsable de la mort, le 22 janvier (le Monde du 24 janvier), de quatre étrangers. Un porte-parole de la NRM a catégoriquement démenti cette accusation. De son côté, l'hebdomadaire *Mwanasi* (opposition légale) a affirmé, mercredi 25 janvier, que les meurtres portaient l'uniforme de l'armée nationale ougandaise. — (AFP).

RDA

« RACHAT » DE PRISONNIERS POLITIQUES EST-ALLEMANDS. — Soixante-quinze anciens détenus politiques est-allemands sont arrivés mercredi 25 janvier au camp d'accueil de Giessen (RFA), a annoncé un porte-parole de l'Association du 13 Août à Berlin-Ouest : ces personnes avaient été « rachetées » par le gouvernement de Bonn. Deux pacifistes originaires d'Israël, Kerstin Herget et Olivier Schwarz, condamnés à vingt mois de prison pour « entraves à l'activité de l'Etat », figurent dans ce groupe. D'autre part, selon le quotidien ouest-allemand *Bild*, la RDA a accepté de laisser passer à Berlin-Ouest douze ressortissants est-allemands qui s'étaient réfugiés mardi à la représentation diplomatique de la RFA à Berlin-Est : selon le journal, l'Allemagne de l'Est n'aurait pas exigé, cette fois, de « rançon ». Vendredi, six Allemands de l'Est qui s'étaient réfugiés à l'ambassade des Etats-Unis avaient déjà été autorisés à gagner l'Ouest. — (AFP, UPI).

DIPLOMATIE

LES RELATIONS EST-OUEST

L'agence Tass ne voit « aucune idée nouvelle » dans le discours de M. Reagan

Le discours de M. Reagan sur l'état de l'Union (le Monde du 27 janvier) a fait l'objet d'un commentaire sévère de l'agence Tass, jeudi 26 janvier. Accusant le président américain d'avoir adopté un ton « manifestement électoral », l'agence soviétique écrit que le discours a cherché à présenter sous un jour avantageux « une politique qui se distingue par une agressivité extrême dans les relations internationales, par un mépris complet pour les besoins des simples Américains en politique intérieure ».

« En ce qui concerne les déclarations de Reagan sur son désir d'améliorer les rapports avec l'URSS, ajoute Tass, elles n'ont été édictées d'aucune idée nouvelle, d'aucune proposition susceptible de favoriser des ententes concrètes. (...) Qui plus est, les prises de position de Reagan prouvent que la Maison Blanche l'intention de traiter avec l'URSS à partir d'une position stérile de force, à partir des menaces et des pressions ».

Pour sa part, M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central du PC soviétique, s'est montré un peu plus modéré dans un entretien accordé au *Washington Post* et publié par le quotidien américain jeudi 26 janvier. Il assure que l'intention de l'URSS est de « poursuivre le dialogue de manière fructueuse » avec les Etats-Unis et qu'elle est prête à « répondre à tout geste réaliste ou constructif ».

En particulier, M. Zagladine n'exclut pas une reprise des négociations sur les armements stratégiques intercontinentaux (START) lorsque Moscou aura achevé son « réexamen » de l'état des forces stratégiques dans le monde et le « contre-déploiement » des armes soviétiques destinés à répondre à l'insécurité des missiles de l'OTAN en Europe occidentale. Selon lui, ce contre-déploiement devrait être achevé avant la fin de cette année. En revanche, M. Zagladine n'a pas mentionné une éventuelle reprise

des conversations sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), rompues le 23 novembre dernier.

M. Cheysson à Berlin-Est

A Stockholm, le délégué polonais à la conférence sur le désarmement en Europe (CDE) a pratiquement rejeté jeudi le programme de mesures de confiance présenté deux jours plus tôt par les pays de l'alliance atlantique (le Monde du 26 janvier), leur reprochant, comme M. Gromyko l'avait fait dans son discours, de chercher à favoriser l'espionnage occidental. Les perspectives de la conférence de Stockholm ont néanmoins dominé les premières entretiens que M. Cheysson, arrivé jeudi à Berlin-Est, a eus avec les responsables est-allemands.

Parlant au cours d'un banquet offert en son honneur par M. Fischer, ministre des affaires étrangères de la RDA, le ministre français a demandé « des mesures concrètes et précises couvrant tout le domaine des armes classiques ». Il a ajouté : « La France n'accepte pas que la coupe de notre vieux continent se fasse à jamais des peuples unis par leur commune civilisation, à travers les siècles. Elle s'opposera à tout boycottage, à toute sanction ». — (AFP).

MM. Cheysson, Dumas et Deleors à Bonn. — Les ministres français des relations extérieures, des affaires européennes, ainsi que de l'économie et des finances, ont eu, le 26 janvier à Bonn, avec leurs collègues ouest-allemands des affaires étrangères et des finances, MM. Genscher et Stoltenberg, un échange de vues, qui fait partie de la série de contacts bilatéraux que la France souhaite avoir avec ses neuf partenaires de la CEE pour tenter de régler les différents communautaires durant sa présidence européenne, n'a cependant pas permis de régler le problème des montants compensatoires monétaires, principal dossier litigieux entre Paris et Bonn. — (AFP).

PROCHE-ORIENT

Liban

Le gouvernement accepte de réintégrer dans l'armée les militaires druzes dissidents

Dans l'espoir de débloquent les discussions sur le plan de sécurité libanais, le gouvernement de Beyrouth a fait, jeudi 26 janvier, une concession de taille à M. Walid Jumblatt, chef de file de l'opposition druze, qui réclamait la promotion d'officiers druzes.

L'acceptation du gouvernement a été annoncée par le premier ministre, M. Chafic El Wazzan, qui avait eu la veille un entretien avec l'ambassadeur d'Arabie Saoudite et des consultations avec le président Gemayel. Il a indiqué que les officiers et les soldats druzes — qui ont refusé de combattre les corréligionnaires durant la guerre du Chouf de septembre dernier — seraient invités à se joindre à l'armée au cours d'une période déterminée. M. Jumblatt avait lié son acceptation du plan de désengagement libanais à la promotion de militaires druzes, regroupés depuis la fin de l'année dernière dans une ancienne caserne de la ville d'Hamman et qui refusent d'obéir aux ordres du commandement libanais.

D'autre part, M. Saeb Salam, ancien premier ministre et l'un des dirigeants les plus influents de la communauté sunnite, a dressé un violent réquisitoire contre le gouvernement de M. Wazzan, qu'il a accusé d'« enfreindre les lois et la Constitution » et de consacrer « une dictature personnelle ». Dans un document publié jeudi, M. Salam, qui n'appartient pas à la coalition des forces de l'opposition, estime que cette « dictature » est « contraire à la raison et totalement inacceptable » dans la mesure où elle « transgresse le pouvoir législatif et enfreint le régime démocratique parlementaire ». Il affirme, documents à l'appui, que le gouvernement a outrepassé les « pleins pouvoirs » que l'Assemblée nationale lui avait accordés le 17 novembre 1982, étant précisé qu'il ne légiférerait que dans seize domaines de la vie publique, et non dans les trente initialement requis par le cabinet.

A WASHINGTON, le gouvernement américain a évoqué, jeudi, la possibilité d'un recours à une formule de remplacement de la

force multinationale au Liban qui impliquerait les Nations unies. « Nous continuons à examiner les possibilités d'un rôle de maintien de la paix, plus large pour les Nations unies », a notamment déclaré M. Alan Rosenberg, porte-parole du département d'Etat. Abondant dans ce sens, M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires du Proche-Orient, a évoqué la possibilité d'un « arrangement sous les auspices des Nations unies » et a précisé que « la force multinationale n'est pas une force permanente ». Ces déclarations ne paraissent cependant pas avoir désarmé l'opposition démocratique, qui réclame le retrait immédiat des « marines ».

« La patience du peuple de ce pays et la patience du Congrès sont à bout », a notamment affirmé le président de la sous-commission de la chambre pour les affaires du Proche-Orient, le représentant démocrate de l'Indiana, M. Lee Hamilton. Il a exprimé l'opinion que Washington devait exercer davantage de pression sur le président Gemayel pour qu'il « fasse rapidement quelques compromis nécessaires et élargisse son gouvernement ».

AU LIBAN, M. Mohamed Atef Farhat, responsable de la garde nationale (milice pro-Israélienne) dans la localité de Kfar Roumanne, proche de la ville de Nabatieh, a été tué jeudi matin de plusieurs coups de feu tirés par un inconnu. — (Reuter, AFP).

M. Gutmann au Proche-Orient. — Le secrétaire général du ministère des relations extérieures, M. Francis Gutmann, a quitté Paris le jeudi soir 26 janvier pour une mission de quelques jours au Proche-Orient, a annoncé le porte-parole du Quai d'Orsay. M. Gutmann se rendra successivement en Israël, en Jordanie et en Syrie.

ERRATUM. — Les relations diplomatiques entre Israël et la RFA ont été établies en 1965 et non en 1975 comme nous l'avions indiqué par erreur dans l'article de notre correspondant à Jérusalem paru dans le Monde du 25 janvier.

DANS LA PHASE PRÉSENTE

Pékin n'envisage pas de participer à des conversations sur la Corée

De notre correspondant

Pékin. — Les manifestations organisées à Pékin pour le vingtième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la République populaire de Chine se sont conclues, jeudi 26 janvier, par un grand banquet offert au palais de l'Assemblée nationale populaire par M. Li Xiangnan, président de la République, en l'honneur des deux membres du gouvernement français, MM. Mitterrand et Schwarzenberg, spécialement dépechés pour la circonstance et de la délégation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, conduite par son président, M. Claude Estier (1).

Le président chinois a confirmé à ses interlocuteurs qu'il acceptait l'invitation de M. Mitterrand à se rendre en France, que venait de lui remettre M. Mitterrand. Un tel voyage, toutefois, n'aurait pas lieu dans l'immédiat.

Dans la journée de jeudi, M. Estier et la délégation de l'Assemblée nationale avaient eu un entretien avec leurs homologues de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée populaire chinoise. La conversation a permis de mieux cerner le point de vue de Pékin sur certaines questions d'actualité. Ainsi, à propos de la Corée, il se confirme que la Chine n'envisage pas, pour le moment, d'être associée aux conversations proposées par le Nord en vue de la signature d'un traité de paix. Dans l'esprit des Chinois, les négociations à trois (les deux Corées et les Etats-Unis), suggérées par Pyongyang, sont destinées à discuter du retrait des troupes américaines et, apparemment, la Chine ne souhaite pas intervenir dans cette affaire.

Sans se prononcer, d'autre part, sur les responsabilités de l'attentat de Rangoon, qui avait causé la mort, en octobre dernier, de plusieurs membres du gouvernement sud-coréen, les interlocuteurs de M. Estier ont très fermement souligné que la Chine était contre tout acte terroriste.

Sur l'évolution des rapports de Pékin avec Moscou, les responsables chinois ont affirmé qu'il était exact que ces relations reviennent, dans l'avenir, le caractère qu'elles avaient dans les années 50. Outre les trois obstacles connus, qui pour Pékin, s'opposent toujours à une normalisation (troupes à la frontière, Cambodge, Afghanistan), il existe, selon

les responsables chinois, trois raisons supplémentaires qui empêchent un tel rapprochement.

L'U.R.S.S., estiment ceux-ci, veut en premier lieu renforcer son potentiel militaire, alors que la politique économique chinoise vise d'abord à augmenter le bien-être du peuple. Ensuite, les systèmes politico-économiques des deux pays, qui étaient identiques autrefois, sont devenus différents, la Chine ayant adopté une voie qui lui est propre. Enfin, les objectifs diplomatiques respectifs de Pékin et de Moscou sont différents : l'URSS veut maintenir son hégémonie et son statut de superpuissance, tandis que la Chine souhaite, au contraire, briser l'hégémonie des superpuissances.

MANUEL LUCBERT.

(1) La délégation se compose, outre de M. Estier, de M. Raymond Julien, vice-président (MRG), M^{me} Véronique Neiertz (PS), MM. Thé Vial-Massat (PC), Georges Gorce (RPR), Michel Bégué (PS) et Jacques Blanc (UDF).

M. MITTERRAND A L'AMBASSADE DE CHINE

M. Mitterrand a assisté jeudi soir, 26 janvier, à la réception offerte par l'ambassadeur de la République populaire de Chine, M. Cao Keqiang, à l'occasion du vingtième anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre Paris et Pékin. Le premier ministre, M. Mauroy, assistait également à la réception ainsi que M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur.

MM. Michel Debré, Maurice Couve de Murville et Alain Peyrefitte figuraient parmi les nombreuses personnalités présentes.

Le président de la République, M. Mitterrand, a, à l'issue, un déjeuner en l'honneur de M. Cao Keqiang.

A l'occasion du 40^e anniversaire du débarquement

M. REAGAN VIENDRA EN FRANCE LE 6 JUIN PROCHAIN

Le président Reagan assistera, le 6 juin prochain, sur l'invitation de M. Mitterrand, aux cérémonies organisées à l'occasion du quarantième anniversaire du débarquement allié de 1944, a annoncé jeudi 26 janvier la Maison Blanche.

M. Reagan se rendra, auparavant, en Irlande, du 2 au 4 juin, puis, aussitôt après sa visite en France, il ira en Grande-Bretagne pour prendre part au sommet annuel des sept pays les plus industrialisés, du 7 au 9 juin.

LA VISITE DE M. ABE AUX ETATS-UNIS

Tokyo fait face à un regain de pressions américaines en matière militaire et commerciale

De notre correspondant

Tokyo. — Le ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, effectuait cette semaine une mission difficile aux Etats-Unis. Dans deux domaines cruciaux, ceux de la défense et du commerce, le deuxième cabinet Nakasone fait face, en effet, à un regain de pressions américaines. Alors que du côté des Etats-Unis le déficit commercial s'aggrave et que l'échec de l'élection présidentielle se rapproche, ne pas offrir quelques concessions serait pour le Japon s'exposer à une détérioration des relations avec l'administration Reagan et risquer d'atténuer succès militaire au sommet des pays industrialisés de Londres qu'à celui de Williamsburg. Inversement, trop en faire entraînerait des réactions adverses des électeurs nippons. Eternel dilemme qui requiert de subtils compromis et de savants dosages.

Les exigences américaines en matière d'accroissement des responsabilités militaires du Japon et celles qui concernent l'accès au marché japonais ne sont pas inédites, mais elles tirent une vigueur nouvelle des engagements pris l'an dernier par M. Nakasone lui-même. Celui-ci avait, en effet, manifesté sa volonté à la fois de promouvoir une plus grande participation du Japon à la défense occidentale et de prendre les mesures propres à corriger un déséquilibre commercial qui s'est soldé en 1983 par quelque 20 milliards de

dollars de déficit pour les Etats-Unis.

Ces « promesses » ont été prises pour argent comptant à Washington, où l'on entend maintenant — pour des raisons économiques, stratégiques et électorales évidentes — qu'elles se traduisent par des actions spécifiques.

Depuis le début de l'année, les « pressions américaines » américaines ont repris suivant un rituel désormais établi. Non moins rituellement, les Japonais promettent, temporent et, après d'interminables tractations, consentent des concessions ponctuelles. Il n'est pas sûr que les Américains continuent à se contenter de quarts de mesures, mais, pour l'essentiel, les Japonais ne sont pas prêts à modifier des structures économiques qui ont fait leur succès.

R.-P. PARINGAUX.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les déçus de la liste unique

Après avoir, depuis des mois, accumulé les malchances, l'UDF a semblé, cette semaine, vouloir afficher une plus grande détermination. Parce qu'elle sentait que le débat, comme la campagne sur les élections européennes, lui échappait au profit de M^{me} Simone Veil et du RPR, elle a redressé la tête et s'est efforcée d'exprimer clairement quelles sont, à ses yeux, les bases indispensables d'un accord avec le RPR.

L'UDF a voulu considérer que l'essentiel n'était plus de savoir si une liste unique de l'opposition pourrait, le 17 juin, franchir la barre des 50 % - elle savait que, sur ce point, elle ne peut plus convaincre M^{me} Veil de la nécessité de deux listes - mais, plutôt, de « rallier » le RPR à ses thèses. En quatre points, elle a exposé les motifs de divergences éventuelles « sur le fond » - droit de veto, élargissement de la Communauté, renforcement de l'union politique de l'Europe, politique européenne de défense - et a affirmé, au terme de la rencontre au sommet RPR-UDF, qu'un accord était possible.

Sur les grandes orientations d'un programme européen, comme sur les modalités de la campagne et la constitution de la liste commune, voilà l'UDF satisfaite, semble-t-il, même si, pour la forme, elle a décidé de se donner le temps de la réflexion jusqu'au 2 février, date à laquelle son conseil national est convoqué pour trancher définitivement.

Tout n'est cependant pas réglé. Deux problèmes méritent d'être éclaircis. Sur le fond, les contours du compromis avec le RPR ne sont pas encore très clairs. Pour prix de son ralliement à des thèses européennes qu'il refusait en 1979, le RPR ne va-t-il pas être tenté d'obtenir une « droïtisation » du discours de l'UDF ? Une seconde difficulté tient à la principale composante de l'UDF.

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, laisse entendre qu'il pourrait constituer une liste « complémentaire d'appoint » à côté de celle de M^{me} Veil. Si cette décision pouvait apparaître logique à la suite de sa démission de la vice-présidence de l'UDF, elle semblerait aujourd'hui pour le moins tardive et hasardeuse.

Quel motif, en effet, peut-il évoquer pour la justifier si l'ensemble de l'UDF s'accommode des assurances données par le RPR quant au « message » européen ? Des raisons stratégiques ? Il n'est pas sûr que, sur ce terrain, de nombreux électeurs le suivent, si ce n'est ceux qui entretiennent une certaine « rancœur » à l'égard de M^{me} Veil, des instances dirigeantes de l'UDF, ou manifestent une allégeance au RPR. Voilà qui ne constitue pas un programme de campagne très positif, d'autant moins que M. Léotard s'efforce, lui aussi, de convaincre que seul le « message européen » l'intéresse. Il lui resterait donc à rassembler les « déçus de la liste commune », à l'heure où l'opposition cherche à ne pas accueillir une « majorité de rejet » mais une « majorité d'adhésion ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

L'UDF veut être « à égalité » avec le RPR

À la fin de la deuxième rencontre entre M^{me} Simone Veil et les délégués de l'UDF et du RPR, conduites par leur président respectif, M. Jean Locammet et M. Jacques Chirac, jeudi après-midi 26 janvier au Sénat, l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes a lu un bref communiqué qui souligne : « La réunion des délégués de l'UDF et de l'UDF a permis de déterminer, en commun, les grandes orientations d'un programme de relance de la construction européenne et les modalités de constitution d'une liste unique de l'opposition républicaine. Un accord sur ces points est intervenu ; il sera soumis à l'approbation définitive des instances des formations politiques concernées. »

Ainsi, après plus de deux heures et demie de discussion, « l'opposition républicaine » a pu jeter les bases d'un accord portant le fond - le programme européen - et sur la forme - l'organisation de la campagne et la composition de la liste - en vue de la constitution d'une liste commune RPR-UDF aux élections européennes.

L'UDF qui, le matin même, avait réuni son conseil national, avait décidé de ne pas arriver les mains vides à cette deuxième rencontre. Sous l'autorité de M^{me} Simone Veil, de M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, et de M. Jean-François Deniau, président des clubs Perspectives et Réalités, un texte avait été élaboré qui précisait les points de divergence éventuelle avec le RPR et sur lesquels, faute d'un accord, il n'aurait pas été possible d'envisager la constitution d'une liste unique. Ce texte insistait sur trois points, fondamentaux aux yeux de M^{me} Veil et de l'UDF :

« Le recours abusif au veto doit être prosaïté, et le vote à la majorité qualifiée redevenir d'usage normal pour le fonctionnement de l'acquis communautaire. »

« La Communauté est ouverte à tous États démocratiques européens qui en adoptent les règles. Pour ce qui concerne l'Espagne et le Portugal, il faut s'assurer, avant tout élargissement, d'une part, que les garanties nécessaires seront données aux citoyens producteurs de la Communauté européenne, d'autre part, que ce nouvel élargissement sur le plan de l'ensemble des mécanismes européens ne se traduira pas par un affaiblissement des structures institutionnelles de la Communauté européenne, lequel serait préjudiciable à tous. »

« L'Europe a une vocation politique. Les progrès de l'Europe politique ne sont pas dissociables de ses progrès dans les autres domaines. »

À ces trois points, le conseil national de l'UDF avait tenu à en ajouter un quatrième qui portait sur la politique de défense européenne qui, dans le cadre de l'alliance atlantique, devrait permettre de « resserrer la coopération » entre les États.

Ce texte a été soumis à l'approbation du RPR, jeudi après-midi au Sénat. La question du droit de veto a été discutée, le RPR souhaitant une autre formulation qui laisse entendre que, dans les cas importants, le droit de veto doit être maintenu. Les déclarations de M. Jacques Chirac, la veille, mercredi 25 janvier, au cours d'un déjeuner-débat offert par l'union patronale de la région Ile-de-France (le Monde avait écrit que « la règle de l'unanimité est le seul moyen de faire progresser l'Europe [et que] c'est par cette règle que l'on crée l'Europe agricole », n'avaient pas manqué d'évoquer les responsables de l'UDF et M^{me} Simone Veil. Il

semble que les assurances données par le RPR lors de la rencontre au Sénat aient dissipé ces inquiétudes. M. Jean-François Deniau et M. Christian de la Malène, président du Groupe démocratique européen de progrès à l'Assemblée de Strasbourg et sénateur (RPR) de Paris, sont chargés de rédiger dans les plus brefs délais un « document de travail » sur le programme européen de la campagne.

Une autre déclaration du RPR qui, par la voix de M. Claude Labbé, président du groupe de l'Assemblée nationale, avait jugé qu'il devait être « le moteur du dynamisme de la liste unique de l'opposition », avait, de la même façon, incité l'UDF à se montrer très vigilante quant aux principes d'organisation de la campagne.

« L'UDF », avait souligné M. Roger Chénard, conseiller politique du PR (mandaté par son parti pour les négociations avec le RPR depuis la démission de M. François Léotard de son poste de vice-président de l'UDF) « doit se retrouver à égalité avec le RPR à tous les niveaux de la campagne. Elle ne peut accepter des conditions qui seraient dommageables pour l'avenir de l'UDF. Il n'est pas question, avait-il ajouté, que le PR se sente ficelé par un accord sans avoir de réponses précises du RPR » à ses questions.

À la lecture du communiqué commun publié par le RPR et l'UDF, il semble que, sur ces modalités de la campagne et de composition de la liste, un accord a pu être esquissé, qui prévoit notamment une répartition paritaire des sièges sur la liste entre le RPR et l'UDF, dix pour cent des sièges étant réservés à des personnalités extérieures, et la constitution d'un comité de campagne animé à parts égales par le RPR et l'UDF.

Des conditions de fond

Tout en souhaitant imposer un certain nombre de conditions de fond et de forme au RPR, le conseil national de l'UDF, auquel participait M^{me} Simone Veil jeudi matin, avait voulu, notamment à la demande du PR, s'accorder un délai de réflexion avant de donner son accord définitif à la liste unique. Le conseil national de l'UDF se réunira donc à nouveau le 2 février comme cela a été précisé dans le communiqué publié par cette instance au terme de sa réunion de jeudi matin : « Le conseil national de l'UDF a arrêté à l'unanimité les principes qui doivent assurer l'existence et le succès d'une liste d'union. Il souhaite que les résultats de sa rencontre avec le RPR lui permettent de ratifier les termes de l'accord au conseil national du 2 février prochain. »

Après la rencontre au sommet RPR-UDF, il semble que seul le Parti républicain craigne encore les pieds. En tournée dans le Sud-Ouest, M. François Léotard, secrétaire général du parti, devait réaffirmer :

« Les Belges et les élections européennes... Les Belges âgés de plus de dix-huit ans résidant habituellement en France et désireux de participer aux élections européennes organisées en Belgique le 17 juin 1984 sont invités à faire connaître leur souhait, par lettre adressée à l'Ambassade de Belgique (service élections) 9, rue de Tilsit, 75840 Paris cedex 17, en joignant à leur lettre une photocopie de leur carte d'identité et de leur carte de séjour, au plus tard le 18 février 1984. »

mer, jeudi soir à Toulouse, sa préférence pour deux listes de l'opposition. Il n'a pas voulu exclure « une autre hypothèse » que celle de la liste unique. Certains militants le pressent en effet de constituer une liste à côté de celle menée par M^{me} Simone Veil, qui permettrait notamment à l'opposition d'atteindre, sans prendre en compte les voix de l'extrême droite, la barre des 50 % le 17 juin 1984.

Les partisans des deux listes au sein du PR ont tenu à faire clairement entendre leurs voix lors de la réunion du conseil national, ce qui devait donner lieu à un échange de vues assez vif entre MM. Roger Chénard et Michel d'Ornano, député du Calvados, partisans de cette solution, et MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Jean-Pierre Fourcade, président d'honneur des clubs Perspectives et Réalités, favorables à une seule liste.

Il semble ainsi que le débat sur l'opportunité d'une seule liste n'agite plus que le PR, qui laisse encore planer des doutes sur son engagement aux côtés du RPR.

Pour sa part, le CNTP, après la publication du communiqué commun RPR-UDF, a annoncé son intention de présenter sa propre liste, affirmant qu'« à ce jour, aucun programme n'est défini pour résoudre la grave crise institutionnelle et économique que traverse l'Europe ».

C. F.-M.

Les communistes ne veulent pas se laisser entraîner prématurément dans une confrontation gauche-droite

Le Parti communiste n'a pas encore fixé la date de la réunion de celle de ses instances qui devra se prononcer sur les axes de sa campagne pour les élections européennes, sur la composition de sa liste et, bien entendu, sur le choix de celui qui la conduira. Cette instance pourrait être le conseil national, qui comprend les membres du comité central, les secrétaires de fédération qui n'appartiennent pas à ce dernier, les parlementaires, les secrétaires de section des grandes entreprises et des invités choisis par le comité central.

Il est acquis, toutefois, que le PCF mènera campagne, notamment, contre l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, thème qui lui avait permis de recueillir, en juin 1979, dans le Midi, les suffrages d'électeurs ne votant pas pour lui dans d'autres scrutins et qui désiraient avant tout exprimer leur hostilité à cet élargissement (le PCF avait alors obtenu 20,52 % des suffrages exprimés).

Les communistes se déclarent plus préoccupés, dans l'immédiat, par la question des restructurations industrielles que par celle des élections européennes. Ils préparent, pour la mi-mars, un colloque, placé sous l'égide de la revue *Economia et politique*, qui sera l'occasion de préciser leurs positions et d'en débattre avec des non-communistes.

Les décisions relatives au scrutin

de juin pourraient ne pas être prises ou rendues publiques d'ici-là. Les dirigeants du PCF semblent soucieux de ne pas se laisser entraîner prématurément dans un débat majoritaire-opposition, qui les obligerait à gommer leurs différences avec les socialistes au moment où ils souhaitent, au contraire, à propos de la politique industrielle, faire valoir la « divergence » soulignée, le 20 janvier, à la télévision, par M. Georges Marchais. Ils privilégient donc le débat à l'intérieur de la gauche.

M. Marchais tête de liste ?

Le problème de la tête de liste se pose, pour les communistes, à deux niveaux. Ils doivent, d'une part, inscrire leur campagne dans la politique qui est, aujourd'hui, la leur : rester au gouvernement tout en exprimant des critiques de fond sur la politique suivie. Cela implique de ne pas modifier la forme de cette participation - personnalités et attributions - la fonction critique étant assumée par le parti et par son principal dirigeant, « Fiterman, c'est un ministre ! », avait lancé M. Marchais, à la télévision, pour souligner cette différence.

Si les socialistes avaient eux-mêmes choisi un ministre pour mener leur campagne européenne, les communistes auraient été incités à faire de même, pour éviter qu'on ne leur oppose, dans le débat, la légitimité gouvernementale qu'aurait incarnée le chef de file socialiste. Dès lors que le PS retient la candidature de son premier secrétaire, chaque parti allant à la bataille sous son seul drapeau, il revient logiquement à M. Marchais de brandir celui du PCF.

Mais les communistes peuvent s'interroger, d'autre part, sur l'opportunité de donner, à l'occasion de ce scrutin, un signe de renouvellement de la direction de leur parti. Dans cette perspective, le choix d'un autre candidat que M. Marchais aurait pu être envisagé. Certains ne cachent pas, il y a peu, leur préférence pour une telle décision. Cette préférence se heurte à deux objections. En premier lieu, il n'est pas forcément souhaitable de « lancer » une nouvelle personnalité dans une consultation qui risque d'être médiocre pour la gauche et, particulièrement, pour le PCF. En second lieu et surtout, un tel choix, dans l'année qui précède le prochain congrès du parti, introduirait inévitablement un flottement, nourri de spéculations sur l'avenir de celui qui aurait été tête de liste, alors que, succession ou pas, le secrétaire général doit maîtriser la préparation et l'orientation du congrès.

PATRICK JARREAU.

« M. Pflimlin et les élections européennes... Participant, mardi 24 janvier, à un déjeuner-débat présidé par M. Michel Juzor (CNIP), adjoint au maire de Paris, M. Pierre Pflimlin (UDF-CDS), premier vice-président de l'Assemblée des Communautés européennes, a estimé que « le risque majeur » des élections européennes est qu'elles deviennent une « confrontation politique nationale ». Une ou deux listes ? Pour l'ancien président du conseil, « l'important est que l'Europe l'emporte », et, à ce titre, a-t-il précisé, la compétition entre deux listes qui s'adressent au même courant d'opinion comporte un risque de « surenchère ». M. Pflimlin a aussi souligné que sous la présidence française, « la communauté connaît une relance ».

Propos et débats

M. Hermier (PCF) : bigre ! M. Gallo a des frissons !

M. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF, directeur de *Révolution*, consacre son éditorial, dans le numéro de cet hebdomadaire daté 27 janvier - 2 février, au livre de M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, le *Troisième Alliance* (le Monde du 24 janvier). Citant certaines formules de M. Gallo sur les communistes, adeptes des « solutions autoritaires » et des « formes violentes d'accélération de l'histoire », M. Hermier ironise : « Bigre, écrit-il, que de frissons doit se donner Max Gallo tous les matins ! »

« Qu'il y ait, écrit M. Hermier, débat, au sein de la gauche, sur les perspectives de transformation de la société, c'est l'évidence. J'ajouterais que c'est nécessaire, souhaitable. Encore faut-il que ce débat respecte les idées, les positions réelles des uns et des autres. Sinon, on verse vite dans la polémique qui divise au lieu de renforcer l'union. »

M. Poperen (PS) : le « jeu dangereux du PCF »

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, estime, dans une interview publiée vendredi 27 janvier par l'Unité, hebdomadaire du Parti socialiste, que les récentes déclarations de M. Georges Marchais sur la politique économique et sociale « ressemblent à une nouvelle escalade ». « Ce jeu est dangereux, ajoute-t-il. (...) Il ne suffit pas que Georges Marchais réplique, comme en guise d'exorcisme : « Les communistes resteront au gouvernement. » Gouverner ensemble, c'est assumer ensemble. Et que signifie « gouverner ensemble » si, sur des points importants, l'un des deux partenaires tient des propos dissonants, voire, en certains cas, contradictoires avec ce que fait le gouvernement ? »

M. Le Pen : libérer les travailleurs

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a insisté, jeudi 26 janvier, à Troyes, sur la nécessité « d'évaluation du travail manuel ». « Il faut encourager les Français à travailler, a-t-il dit, et libérer les travailleurs, du PDG au bachelier, du carcan qui les tient. »

M. Bord (RPR) : appel aux anciens

M. André Bord (RPR), ancien ministre, a lancé jeudi 26 janvier un appel à tous les anciens ministres et secrétaires d'Etat de la période 1958-1981 afin qu'ils s'associent à une démarche, auprès du président de la République, de mise en alerte « devant la gravité de la situation économique et face à l'évolution, dangereuse pour la démocratie, de la situation politique ».

FORUM RMC JACQUES DELORS

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

12h 30 dimanche 29

Au Forum RMC chaque dimanche de 12h 30 à 13h 30, une personnalité du monde politique, économique, social et culturel s'explique avec les journalistes de la station et d'un quotidien régional, commente le journal de 13h, et répond aux auditeurs.



Radio Monte Carlo

POLITIQUE

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

La majorité refuse de modifier le champ d'application du texte

Pousser M. Georges Fillioud à la faute semblait bien être l'un des buts recherchés par l'opposition tout au long des trois séances consacrées, jeudi 26 janvier, par l'Assemblée nationale, à la poursuite de l'examen du projet de loi sur la presse. Sur le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, le choix aurait pu consister soit à se taire totalement, soit à répondre aux moindres arguments soulevés et à toutes les questions posées. En choisissant de ne déferer que par intermittence à la règle du silence, M. Fillioud s'est exposé au risque de trébucher sur quelques-uns des obstacles dressés par les adversaires du projet, qui en ont tiré prétexte à des demandes de suspension de séance.

Premier exemple : M. Jacques Toubon (RPR, Paris) évoque l'annonce, faite il y a quelques semaines sur les écrans de RFO-télévision à Tahiti, de l'introduction de la publicité sur cette chaîne à partir du 1^{er} février 1984 et l'appel lancé à d'éventuels annonceurs, suivis le lendemain d'une présentation, par un envoyé spécial de Havas, de la régie créée par l'agence et de ses avantages. Ce comportement du « fait accompli », explique-t-il, ne s'appuie sur aucune base légale, les statuts de RFO n'existant pas et aucun accord, alors que la loi sur la communication audiovisuelle le prévoit, n'ayant été conclue entre RFO et la Régie française de publicité. Après que M. Fillioud eut qualifié ces informations de « fausses », M. Toubon précise qu'il était sur place au moment des faits et il demande : « Qui ment ? Vous », lui répond le secrétaire

d'Etat. Cela suffit à une première suspension, demandée par le RPR, suivie immédiatement après d'une seconde, réclamée par l'UDF.

Du coup, M. Fillioud opte, en début d'après-midi, pour le mutisme que M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) prend pour motif à une nouvelle interruption des débats. « Le refus de répondre est scandaleux », affirme-t-il, en récapitulant les interrogations, déjà formulées par lui-même et par ses collègues de l'opposition, sur Canal-Plus, Télé-Monte-Carlo et la SOFIRAD.

A cette pression, M. Fillioud oppose son refus d'ouvrir, en marge du débat, « une discussion sur l'ensemble des problèmes de la communication », et relève que beaucoup de points soulevés sont réglés par la loi sur la communication audiovisuelle. A nouveau sollicité par M. Robert André Vivien (RPR, Val-de-Marne), il évoque la possibilité, pour les parlementaires, de l'interroger, selon les procédures usuelles de communication entre le Parlement et le gouvernement, en dehors des sessions. M. Vivien en profite pour dénoncer l'absence de réponse à une question écrite qu'il avait posée à M. Fillioud, le 12 septembre 1983. Après une nouvelle interruption des travaux, le PS, par la voix de M. Alain Rodet (Haute-Vienne), appelle à la sérénité.

C'était encore un peu tôt. A M. Michel Péricard (RPR, Yvelines), qui souhaitait que le gouvernement fit établir par la commission de la concurrence un rapport sur les pratiques anticoncurrentielles et les abus de situation dominante dans le secteur de la presse, points qui justifiaient aux yeux du gouvernement, note-t-il, le dépôt du texte. M. Fillioud réplique : « Nous ne préjugeons pas de l'existence de situations dominantes ou abusives, nous la subodorons ». Le verbe fait florès, au point que M. Toubon suggère que le gouvernement puisse désormais déposer des projets de « subordination ». Le président de séance, M. Alain Chénard (PS, Loire-Atlantique), saisi alors, occasion pour souligner la charge représentée par le dépôt de deux mille trois cents amendements, dont la reproduction a nécessité l'utilisation de six cent mille feuilles de papier.

Après avoir terminé avec les amendements venant avant l'article premier, les députés entament l'examen du texte à proprement parler. Soixante-trois des cent sept amendements déposés sur ce premier article, qui définit le champ d'application de la loi, sont successivement repoussés. Pour M. Vivien, les contours du texte sont trop « flous » pour qu'il soit applicable. Aux yeux de M. Toubon, il s'agit « de jeter sur la presse française un filet à très larges mailles qui s'apparente à une loi des suspects ».

Selon un sondage de la SOFRES

L'ELECTORAT COMMUNISTE JUGE SEVEREMENT L'ACTION DE M. MITTERRAND

Un électeur sur deux de M. François Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle se déclare satisfait par son action depuis mai 1981, selon un sondage réalisé par la SOFRES pour le compte de plusieurs quotidiens de province. Ce sondage a été réalisé entre le 11 et le 14 janvier auprès d'un échantillon de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus. Ce résultat marque une nette progression par rapport à la précédente enquête publiée en septembre 1983 (50 % de satisfait au lieu de 44 %). Les « déçus » passent de 42 % à 38 %.

Sur l'ensemble de l'électorat, le nombre de satisfait, très nettement inférieur, progresse de quatre points (38 % au lieu de 34 %) et celui des « déçus » recule d'un point (58 % au lieu de 59 %). Les électeurs communistes sont partagés : 41 % de « déçus » et 42 % de « satisfait » ; 44 % des électeurs communistes estiment que le président de la République ne tient pas les engagements du candidat, alors que 45 % émettent une opinion inverse.

● M. Anicet Le Pors dans le Finistère. — M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique est arrivé vendredi matin 27 janvier à Quimper (Finistère), où il doit mettre en place un comité « Administration à votre service », opération pilote lancée dans le Finistère. M. Le Pors devait également se rendre à la sous-préfecture de Brest, saccagée il y a une semaine par de jeunes agriculteurs.

Lisez

Le Monde
doctes et documents

Pour combattre cet article, l'opposition demande, d'abord, la suppression pure et simple, puis l'extension de son champ d'application à l'ensemble des entreprises de communication, enfin l'exclusion de certains types de publications. Sur le dernier point, M. Fillioud indique que, par exemple, la presse récréative, n'est pas concernée, et il s'en tient à la formulation du texte : « Publications d'information politique et générale paraissant à intervalles réguliers, à raison d'une fois par mois au moins » ; et il rappelle la nécessité, pour toutes les publications paraissant régulièrement au moins une fois par mois, de répondre aux principes de transparence.

Trois scrutins publics, demandés par l'opposition, confirment la volonté de la majorité de maintenir cette définition du champ d'application. Un amendement du RPR, prévoyant une exception pour les « publications d'information sportive, religieuse, philosophique et confessionnelle », est repoussé par 327 voix contre 158. Un amendement de l'UDF, excluant les publications « consacrant plus de la moitié de leur surface rédactionnelle à des informations financières et juridiques », l'est également par 325 voix contre 161. Il en est de même pour un troisième amendement excluant les publications des organisations syndicales (326 voix contre 161).

● Le projet de loi sur les difficultés des entreprises au Sénat. — Le Sénat a commencé, jeudi 26 janvier, l'examen, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises. Ce texte avait été adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 5 décembre 1983 (le Monde du 7 décembre). Le projet devrait être soumis au vote du Sénat le 31 janvier.

LE CONTENTIEUX DES ELECTIONS MUNICIPALES

A Limeil-Brévannes : de part et d'autre de la frontière

Après la décision du Conseil d'Etat inversant les élections municipales à Limeil-Brévannes au profit de l'opposition, tant le maire que le conseil municipal ont été réélus. Le conseil municipal, élu le 25 janvier, a réélu M. Gérard Bessière, maire sortant, et M. Bernard For, secrétaire général du RPR, son premier adjoint. Il a aussi réélu les autres membres du conseil municipal, élus le 25 janvier, à 20 h 30, après l'installation du conseil municipal, déclare l'opposition, qui ajoute : « Depuis son élection, à 21 heures, le 25 janvier, M. Gérard Bessière est le seul maire de Limeil-Brévannes ».

Un unique problème qui se pose à ses yeux est la reconnaissance par le préfet de la légitimité de M. Bessière, celui-ci étant bien décidé, dans les heures qui viennent, à « exercer ses droits et assurer pleinement sa fonction de maire ».

FRANCIS GAUGE.

L'UPC CONDAMNE LA « MONTÉE DES EXTRÉMISMES » EN CORSE

Baria. — L'Union du peuple corse (UPC), qui n'avait pas appelé aux manifestations contre la violence organisée en Corse le 20 janvier dernier, vient de sortir de sa réserve pour déplorer « la montée des extrémismes et les tentatives de division de la Corse en deux camps ». Le mouvement autonome a pris nettement ses distances vis-à-vis du statut particulier, estimant que « les institutions sont en panne et dépourvues d'efficacité ».

Pour l'UPC, « le pouvoir s'est désengagé et l'assemblée de Corse est délégitimée ». « Nous ne sommes pas décidés à couler avec les institutions », a déclaré M. Lucien Alfonsi, porte-parole du mouvement, qui veut reprendre l'initiative sur le thème de l'autonomie, seule « solution qui reconnaît deux réalités incontestables : l'existence du peuple corse et le rattachement de la Corse à l'Etat français depuis deux siècles ».

Le docteur Max Siméoni, absent de la scène politique depuis de nombreux mois, était présent à cette conférence de presse, où il a pris la parole. — (Corresp.)

LES HOMMES DU PRÉSIDENT

M. Michel Charasse : un bon petit diable

M. Michel Charasse, conseiller auprès du président de la République. Né le 3 juillet 1941 à Chamalières (Puy-de-Dôme). Maire de Puy-Guilhem (Puy-de-Dôme). Sénateur du Puy-de-Dôme.

Définit son rôle à l'Élysée comme celui d'un « généraliste avec attributions ». S'occupe notamment de tout ce qui concerne le fonctionnement des institutions (nationales, régionales, départementales), des collectivités locales, des relations avec le Conseil constitutionnel. Est associé à la préparation du conseil des ministres (1).

Si « Dieu est un fumeur de havane », comme le prétend Serge Gainsbourg, alors Michel Charasse devrait être une sorte de dieu. Des havanes, il en fume dès le matin. Et de gigantesques. Non pas par goût de la provocation, mais parce qu'il aime ça. Comme il aime envelopper ses rondes genre radical socialiste dans des costumes gris trois pièces, gilets rayés, cravates à carreaux, bretelles incroyables.

Michel Charasse, quarante-trois ans, maire de Puy-Guilhem (1 700 habitants) dans le Puy-de-Dôme depuis 1977, sénateur de ce département depuis octobre 1981 (suppléant de M. Roger Quilliot, devenu ministre, il a été élu en septembre 1983), est conseiller auprès du président de la République, dans la hiérarchie, la politique, il a dû tomber dedans quand il était tout petit. C'est une nature plutôt qu'un métier, une passion et un jeu.

Cheveux frisés serrés, yeux bleus pointus comme la malice, il a la tête d'un bon petit diable. Ou d'un méchant, selon qu'on l'aime ou pas. Ceux qui l'aiment bien vantent ses connaissances encyclopédiques et sa puissance de travail. Sa façon et sa drôlerie

aussi. Ceux qui l'aiment moins le désignent comme un homme de droite au service — depuis toujours — de deux personnalités auxquelles il est resté fidèle : Gaston Defferre et François Mitterrand. Michel Charasse a ses têtes, et il s'y tient.

Homme de droite, pourquoi ? Parce qu'il professe quelques idées simples naguère provocatrices. Exemples : « Dans un régime républicain de liberté, il n'y a pas un ordre public de droite et un ordre public de gauche » ; « Je n'ai pas trouvé dans Karl Marx une manière socialiste de faire respecter l'ordre public » ; « Les programmes des partis politiques, c'est toujours un peu le rêve ».

« Patrie, nation, République, laïcité, tolérance » : c'est avec ces mots-là qu'il est né, à Chamalières, où ses parents, petits cadres modestes, travaillaient à l'usine de fabrication des billes de la Banque de France. Ce sont les maîtres mots dans cette famille de syndicalistes, de gauche non militante, « radicaux républicains », selon la définition élaborée par le fils.

En 1962, il avait fait son droit. Sciences-Po, voté « non » au référendum organisé par le général de Gaulle sur l'élection du président de la République au suffrage universel (moins sur le fond que sur la forme car il lui semblait anormal de faire modifier la Constitution par référendum, et il n'a pas changé d'avis) lorsque, d'un coup, trois députés socialistes tombèrent des urnes. Les « trois mousquetaires d'Auvergne », comme on les appelle, avaient besoin d'un pousse-rapide. Michel Charasse devint leur secrétaire commun à l'Assemblée nationale, en même temps qu'il commençait, au service de la législation fiscale du ministère des finances, une courte carrière de fonctionnaire.

Il a débuté comme un tâcheron de la politique, et il l'est resté. Seuls les « patrons » ont changé, les responsabilités aussi. Entré à la SFIO en 1962, Michel Charasse y a côtoyé Gaston Defferre. En 1973 il est devenu son bras droit à l'Assemblée nationale en qualité de secrétaire général adjoint du groupe socialiste que présidait M. Defferre. Entre-temps, il avait participé, en 1969, à la campagne présidentielle du maire de Marseille et à la création, en 1971, du nouveau Parti socialiste. Campagne présidentielle en 1974, campagne présidentielle en 1981, et toujours dans l'ombre.

Dressé à écrire discours et interventions pour les autres, Michel Charasse, devenu sénateur, n'a même pas, ou si peu, le plaisir de rédiger aujourd'hui les siens. Ses fonctions à l'Élysée le condamnent à une sorte d'obligation de réserve qui lui interdit pratiquement de s'exprimer en public. Car, homme de nature si prolixe devrait en souffrir. En bien ! Non, il paraît s'y faire sans déplaisir tant le goût de l'ombre — il « arrange » un peu les relations difficiles entre le Sénat et droite et le pouvoir de gauche — est le plus fort. « Nous n'avons, dit-il, aucune fonction dans l'Etat. Nous n'avons que des fonctions auprès du président de la République. Nos missions, il nous les a données personnellement. Sa personnalité, sa fonction, nous cachent à l'opinion ».

J.-Y. L.

(1) Le Monde publie une série de portraits des principaux collaborateurs du chef de l'Etat. Dans nos éditions précédentes, il a présenté MM. Erik Acemog, Jacques Attali (le Monde du 25 janvier), Jean-Louis Bianco (le Monde du 26 janvier), et Alain Boubillat (le Monde du 27 janvier).

Au conseil général des Bouches-du-Rhône

UN SIÈGE TRÈS CONVOITÉ

(De notre correspondant.)

Aix-en-Provence. — Après l'annulation des élections cantonales de mars 1982 pour le canton d'Aix-Nord-Est, la campagne ouverte depuis quelques jours se déroule dans la plus incroyable confusion. Neuf candidats se présentent pour ce siège de conseiller général à la consultation du dimanche 29 janvier.

D'abord, le conseiller sortant, le docteur Jean-Pierre de Peretti (UDF), également maire d'Aix ; M. Alain Joissains (UDF-nd), ancien maire ; M^{me} Anne-Marie Venediger (RPR), fille de M. Joseph Comiti, ancien ministre ; M^{me} Guy Mariani (Parti libéral) ; M. Alain Rodenas (PFN). A gauche, le PS présente M^{me} Germaine Pivasset, le PC M^{me} Danièle Bellan. Il convient d'ajouter un candidat écologiste, M. Ronald Rémy, et un outsider, M. Charles-Philippe Dubois, qui se présente comme « candidat de Dieu ».

En vérité, la lutte semble jusqu'ici circonscrite à deux personnes, deux frères ennemis : le docteur de Peretti et M. Joissains qui, tous deux, se réclament de l'UDF. Lors des dernières municipales, M. Joissains, maire sortant, concourut par une instruction en cours au parquet de Lyon, ne s'était pas représenté. Il avait, en revanche, fait élire comme maire son premier adjoint, le docteur de Peretti, tout en plaçant sa femme, M^{me} Maryse Joissains, comme premier adjoint.

Il semble que le nouveau maire chargé de « tenir au chaud » la place de M. Joissains, ait complètement changé d'avis en préférant plus avant dans les méthodes de gestion de son prédécesseur. Il ne veut plus partir.

Le conseil municipal d'Aix-en-Provence est profondément divisé. Oubliant leurs adversaires de la majorité gouvernementale, les deux candidats s'affrontent farouchement.

PAUL CHOVELON.

L'ÉDUCATION

JANVIER 1984

ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE :

LES FORMATIONS EFFICACES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

JEAN-PIERRE FORON.

L'ACTIVITÉ DE LA BRIGADE CRIMINELLE

Le bon cru des Maigret 1983

La règle du mythe policier : 36, quai des Orfèvres, au deuxième étage de l'escalier gris et vétuste de la police judiciaire parisienne, loge la brigade criminelle, chargée d'élucider les mystères de Paris et des trois départements limitrophes : crimes, attentats, enlèvements, disparitions... De Simeon en passant par Maigret, jusqu'à de récentes productions cinématographiques, la « crim » est un joyau de l'imaginaire policier. Sans doute parce que l'ordinateur n'y a pas encore pris l'avantage sur le facteur humain. Ainsi, dans le bureau du chef de la criminelle, occupé depuis 1982 par le commissaire Jacques Gerthel, tout à la fois matraque et réservoir, le mobilier n'a guère changé depuis qu'on le copie, juste après la guerre, pour les besoins du film *Quai des Orfèvres*. Et les « procédures » font toujours leur office, garantissant qu'une « bonne affaire » est celle qui respecte le code de procédure pénale.

La survie du mythe suppose, cependant, des résultats. Pour la deuxième année consécutive, ils sont fort honorables. Habitée à un taux d'occupation de 45 %, la « crim » a atteint, en 1983, 57 % d'affaires « sorties », comme disent les policiers, sur un total de 73 enquêtes (en 1982, 60 % avec 66 enquêtes).

Au chapitre du terrorisme, où l'année 1983 a été en retrait sur l'année 1982 (53 attentats ou tentatives d'attentats par explosifs contre 63 ; 9 morts contre 14, 103 blessés contre 133), la « crim » a réussi, avec l'aide des services de renseignements, à marquer des points, notamment

contre les militants corse (arrestation des auteurs de la « nuit bleue » du FNLC sur le continent) et arméniens (arrestation et aveux, rétractés par la suite, après l'attentat d'Orly, revendiqué par l'ASALA). Ce sont 47 personnes, dont 34 de nationalité étrangère, qui ont ainsi été défilées au parquet pour de tels actes, contre 30 en 1982.

Des fuites inopportunes

Cette comptabilité n'exclut pas la sociologie criminelle. Côté homicides, on note, sur 73 affaires, 11 meurtres d'hommes, 12 d'hommes, 12 d'hommes (12 arrestations). Drame du ghetto, revanche de la « norme » sexuelle ? Un commissaire parle d'une « frénésie sexuelle » telle que certains, « en draguant, ne prennent plus de précautions pour choisir de nouveaux partenaires ». Un casse-tête policier, en tout cas, puisque ces amours de rencontre se font sans témoin, hors des relations habituelles de la victime : « C'est très difficile à remonter ».

Classée dans le droit commun pour l'instant, mais pouvant, si l'enquête aboutit, se ranger aux marges du terrorisme, il y a aussi l'affaire de l'avenue Trudaine : deux policiers assassinés en juin 1983, lors du contrôle de trois individus « suspects », dont une femme. L'une des hypothèses de travail de la « crim », confortée par plusieurs cas de hold-up parisien, est qu'il pourrait s'agir d'un petit groupe d'anciens d'Action directe et du terrorisme italien, convertis dans le droit commun « alimentaire ». Des faits inop-

portunes dans la presse, assurément, et la malchance ont brouillé la piste suivie. « Se faire renifler lors d'une filoute, c'est un revers habituel, commente un commissaire, mais les fuites nous ont uclorés : on avait mis tout le paquet là-dessus ».

« Là-dessus », c'est-à-dire sur un ancien militant de la mouvance d'Action directe, dont le numéro de voiture avait été relevé par hasard. Ce fut l'occasion, pour M. Pierre Touraine, directeur de la police judiciaire parisienne, de décider d'une première : chercher dans toutes les rues de Paris la voiture en question. L'opération fut menée dans les vingt arrondissements, avec quarante fonctionnaires, deux par moto et arrièrément, durant la même nuit, et la voiture fut finalement trouvée. Le travail de fournir par excellence.

Peu de grosses affaires, en somme, en 1983, à l'exception peut-être du meurtre de Gilbert Zarnow, dont il n'est pas encore de retrouver prochainement l'auteur, les confidences du milieu aidant. Le patron de la « crim », à la modestie des grands seigneurs. Il insiste sur l'aide confraternelle des autres services, de l'anti-gang à la DST en passant par les RG. Il oublie, mais sans doute cela va sans dire, la collaboration cordiale avec la section criminelle du parquet de Paris et avec son substitut, M. Laurent Devaux. M. Gerthel ne se contente pas d'être un bon policier, il n'y a pas eu d'enlèvement à Paris en 1983, comme si le retour parmi nous de M. Jean-Edmond Videt y avait provisoirement mis fin.

EDWY PLENEL

AVANT LA GRÈVE DU 31 JANVIER
DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

La fin d'un état de grâce

L'enseignement secondaire devrait se trouver très perturbé, le mardi 31 janvier, en raison du mot d'ordre de grève lancé par certains syndicats membres de la Fédération de l'éducation nationale (FEN). Il s'agit des syndicats nationaux suivants : instituteurs (SNI-PEGC), enseignants du second degré (SNES), enseignement technique et apprentissage (SNETAA) et éducation physique de l'enseignement public (SNPEP).

C'est l'impression d'une cacophonie qui domine pourtant, car malgré la date commune fixée pour cette grève, les revendications divergent et l'on aperçoit, dans les écrits comme dans les propos tenus, des affrontements entre appareils syndicaux. L'exemple le plus net est la lutte d'influence qui oppose le SNES et le SNI. Le premier, plus proche des communistes, se fait le chantre des professeurs certifiés du secondaire. Le second, très investi par les socialistes, se veut le défenseur des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC). En l'absence d'un accord sur les objectifs, la FEN a choisi de « soutenir » les actions de ses syndicats, mais sans les coordonner.

La grève de mardi s'explique, bien sûr, par les négociations salariales en cours, dans lesquelles le gouvernement ne se presse pas de répondre aux demandes d'augmentations des syndicats. Autre motif : la publication des circulaires sur la rentrée scolaire de l'automne 1984. Elles prévoient la réduction de vingt et une heures à dix-huit heures du nombre des heures de cours des professeurs PEGC des établissements ayant choisi la voie de la rénovation. Cela aligne leurs obligations de service sur celles des professeurs certifiés, qui ne voient pas cette évolution d'un très bon œil.

Le gouvernement s'est trompé

Les chevaux de bataille des syndicats sont ailleurs. Pour le SNES, l'interdit de l'aggravation des conditions d'enseignement et de service, c'est d'abord dénoncer le manque d'effectifs. Le gouvernement s'est trompé, explique M. Gérard Alaphilippe, son secrétaire général. Il avait prévu une baisse démographique dans les collèges qui ne s'est pas produite, parce que les jeunes répugnent à entrer dans la vie active, où sévit le chômage. Par rapport à 1981, on y a accueilli cinquante mille élèves de plus. Il aurait fallu créer vingt mille emplois dans les lycées et les collèges pour maintenir la qualité de l'accueil de 1981.

Du côté du SNI, on se fait aussi du souci pour la rentrée de l'automne, et pour les mêmes raisons que le SNES : mais on insiste sur les

incohérences qui président à la mise en place de la réforme des collèges. Celle-ci devrait s'appliquer à partir de septembre dans 10 à 15 % des établissements, ceux qui se portent volontaires, notamment, pour créer des équipes pédagogiques chargées de suivre l'évolution de chaque élève. « La stratégie du ministre de l'éducation nationale est fondée sur le volontariat des établissements, et ce n'est pas sérieux », déclare M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SNI. Nous ne pouvons être solidaires d'une démarche vouée à l'échec, car le volontariat permettra à ceux qui ne veulent rien changer de bloquer toute réforme. Nous n'acceptons pas qu'un vote du conseil d'établissement décide des projets pédagogiques de celui-ci. Nous n'acceptons pas que la charge de travail des PEGC dépende de ce vote. Le problème est politique et tient à l'insuffisance de volonté politique en faveur du changement. Nous demandons qu'à la fin du IX^e Plan, tous les collèges soient rénovés et que tous les professeurs y fassent le même horaire ».

La grève traduira aussi une nouvelle dégradation des relations entre les enseignants et le gouvernement. L'état de grâce dont la gauche au pouvoir avait bénéficié auprès de ses soutiens naturels est en train de prendre fin. Il aura duré plus longtemps que dans le reste de la nation, parce que la majorité des professeurs se retrouvaient dans les femmes et les hommes en charge du ministère de l'éducation nationale. La crise a contraint le gouvernement à se montrer très économe dans les domaines des rémunérations et des effectifs. Les contradictions inhérentes à l'exercice du pouvoir n'ont pas permis qu'aboutissent rapidement des dossiers symboliques : la réforme des collèges, le rapprochement de l'école privée et de l'école publique. Les enseignants de gauche sont mécontents et, le 31 janvier, le feront savoir, en ordre dispersé.

ALAIN FAUJAS

■ PRÉCISION. — L'ouvrage *Libre est vraiment simple*, cité en référence dans l'article consacré à l'insertion sociale des « illettrés » (*Le Monde* du 13 janvier 1984) n'est plus diffusé par l'éditeur indiqué dans nos colonnes mais par MDI, BP 69-78630 Orgeval Cedex ; tél. : (3) 975-63-81.

■ Réduction de peine pour Monmon - Vidal. — La peine de huit ans de prison infligée le 13 juillet 1983 à Edmond dit « Monmon - Vidal » a été réduite à cinq ans le 24 janvier par la cour d'appel de Paris. Edmond Vidal est considéré comme le chef du « gang des Lyonnais ».

QUATRE NOUVELLES INCULPATIONS CHEZ LES « VERTS »

Quatre nouvelles inculpations pour « recel d'abus de biens sociaux » ont été prononcées, jeudi 26 janvier à Lyon, par M. Patrick Desmure, juge d'instruction chargé du dossier de la « caisse noire » de l'AS Saint-Etienne, à l'encontre de trois anciens joueurs du club, Oswald Piazza, Gérard Farison, Raoul Nogues et de leur ancien entraîneur Robert Herbin. Jean-François Laros, Christian Lopez, Bernard Lacombe et Gérard Janvion avaient été inculpés la veille (*Le Monde* du 27 janvier).

A sa sortie du palais de justice, Robert Herbin a indiqué qu'il avait « reconnu devant le juge avoir perçu des sommes occultes variant de 600 000 et 650 000 francs en cinq ans ». Il a ajouté que, sur cette somme, il avait acquitté 400 000 francs de redressement fiscal. L'ancien entraîneur stéphanois a contesté le motif d'inculpation : « Le recel d'abus de biens sociaux veut dire qu'on détourne de son but l'argent d'une société alors que l'argent de la caisse noire était destiné à faire « tourner » l'équipe. (...) Je reconnais qu'il y a eu une faute de ma part, de la part des joueurs et de la part du club. Nous avons fraudé. Nous avons payé pour ça ».

EN AMÉRIQUE DU NORD

Paix armée entre les contestataires et le groupe Nestlé

Le Comité pour le boycottage des produits Nestlé a annoncé, le 26 janvier à Washington, la suspension aux États-Unis et au Canada de ces mesures de boycottage. Cette décision a été adoptée en raison des « très grands progrès » réalisés par la firme multinationale dans le respect du « code de conduite » élaboré par l'Organisation mondiale de la santé.

L'OMS avait, en 1981, adopté des règles visant à limiter la pénétration commerciale de Nestlé et d'autres multinationales de plus petite dimension pour la vente de lait en poudre et d'aliments pour enfants. L'adoption de ce code faisait suite à une vigoureuse campagne internationale contre les activités commerciales de ce type, singulièrement Nestlé, qui s'était accompagnée d'un boycottage des produits de la firme de Vevey.

En 1976, plusieurs groupes contestataires suisses et britanniques avaient publié un livret-pamphlet intitulé *Nestlé tue les bébés*, dénonçant les pratiques commerciales de la firme dans le tiers-monde. Ils les rendaient responsables des effets désastreux du déclin de l'allaitement maternel dans les

La cour de cassation déclare légal le maintien en détention de Klaus Barbie

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. André Braunschweig, a rejeté, jeudi 26 janvier, le pourvoi formé par Klaus Barbie contre l'arrêt de la chambre d'accusation de Lyon qui, le 28 octobre 1983, avait estimé injustifiée sa deuxième demande de mise en liberté fondée sur l'affirmation que les crimes contre l'humanité dont il est inculpé étaient des faits prescrits lorsque fut engagé, en 1982, le poursuites dont il est actuellement l'objet.

La chambre criminelle avait déjà rejeté, le 6 octobre 1983 (*Le Monde* du 8 octobre), un premier pourvoi par lequel Barbie soutenait que son expulsion de Bolivie, le 5 février 1983, s'apparentait à une extradition déguisée, suivie d'une arrestation illégale.

Cette fois, l'ancien chef du service TV de la police allemande à Lyon, de 1942 à 1944, invoquait la loi française du 26 décembre 1964 votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale et par le Sénat. Dans un article unique, cette loi « constate » que « les crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis par la résolution des Nations unies du 13 février 1946, prennent acte de la définition des crimes contre l'humanité telle qu'elle figure dans la charte du tribunal international du 8 août 1945, sont imprescriptibles par leur nature ».

Klaus Barbie soutenait que ce texte allait à l'encontre des principes

du droit français qui déclare prescrits les crimes au bout de dix ans. Il faisait valoir, en outre, que cette loi, votée en 1964, ne pouvait avoir d'effets rétroactifs. C'est-à-dire ne pouvait s'appliquer à des actes commis avant sa promulgation. La chambre criminelle avait déjà eu à examiner cette question en 1975, puis en 1976, à l'occasion de l'affaire Tourvier, du nom de cet ancien membre de la milice à Lyon, qui était l'objet, lui aussi d'une plainte pour crimes contre l'humanité.

Carton jaune

L'arrêt rendu par la chambre criminelle — après audition du rapport de M. Christian Le Guéhec et des conclusions de M. Henri Dantonville, avocat général, — estime que la chambre d'accusation de Lyon, en rejetant la demande de Barbie, a bien jugé. Il entérine, ainsi, sa motivation qui a bien précisé que la loi de 1964, en se référant à des accords ou traités internationaux concernant la répression des crimes contre l'humanité, intégrait à l'ordre juridique interne français des dispositions internationales « dont il ne résulte ni dérogation ni restriction à la règle de l'imprescriptibilité applicable aux crimes contre l'humanité en vertu des principes du droit reconnus par l'ensemble des nations ».

L'arrêt rappelle enfin que, le 15 juin 1979, le ministre des affaires

étrangères de l'époque, M. Jean François Ponce, consulté par l'autorité judiciaire pour donner son avis sur la portée de la loi et l'interprétation qu'il convenait de faire des traités et accords auxquels elle fait référence, avait fait savoir que cette loi disposait aussi bien pour le passé que pour l'avenir.

Ainsi s'achève le deuxième acte de la bataille de procédure engagée par Klaus Barbie et son défenseur, M^{re} Jacques Vergès. La chambre criminelle ne paraît pas disposée à en accepter un troisième. L'avocat général Dantonville l'a signifié en déclarant : « La méthode employée par le demandeur tendant, sous couvert de demandes de mise en liberté, à vous faire statuer sur le fondement même de l'action publique s'apparente, par sa répétition, à une forme de détournement de procédure. Demain, sans doute, si l'on en juge par ce comportement, il vous sera peut-être demandé de vous prononcer sur la qualification même des actes reprochés. Et ainsi, pas après pas, vous seriez amenés à vous substituer aux juges du fond. Nous sommes à la limite d'une recevabilité que je serai peut-être amené à contester à l'avenir en présence d'une nouvelle démarche par l'inculpé dans le même but ».

C'est ce qu'on appelle, sur les terrains de football, sortir le carton jaune.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LA GAUCHE FACE A SES ENGAGEMENTS

L'improbable réforme du Conseil supérieur de la magistrature

La réforme du statut de la magistrature se révèle une entreprise de plus en plus difficile. La consultation des magistrats est terminée, mais ses résultats n'ont pas clarifié le débat. La seule solution sur laquelle juges et procureurs sont tombés d'accord implique une révision de la Constitution. Or, dans les

circonstances politiques actuelles, cette révision, promise par M. François Mitterrand, paraît périlleuse, c'est-à-dire improbable (1). M. Robert Badinter, ministre de la justice, le reconnaît. Dès lors, tout pousse au statu quo, solution qui, de l'avis même de la garde des sceaux, n'est pas satisfaisante non plus.

La refonte du statut de la magistrature est dans la logique des réformes entreprises par la gauche dans le domaine judiciaire, qui tendent, à peu près toutes, à accroître le pouvoir des juges du siège. Les explications d'étrangers — qui étaient autrefois de la compétence du ministère de l'Intérieur — relèvent aujourd'hui des tribunaux. De même, M. Badinter transfère-t-il bientôt à de nouvelles juridictions le pouvoir qu'il décline d'accorder certains libéralisations constitutionnelles.

Ces compétences élargies supposent que la liberté d'action des magistrats du siège soit totale et leur indépendance insusceptible. Sinon, ces réformes ne seraient qu'un trompe-l'œil. Or le statut actuel des juges n'offre pas suffisamment de garanties. Reflet des circonstances dans lesquelles il a vu le jour, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), chef de voûte de cette liberté, est composé de neuf membres, tous nommés par le président de la République.

Treize membres ?

Certes, les juges du siège sont innombrables. Mais le souci d'avancer dans la carrière ou de changer d'affectation peut les inciter à

renoncer eux-mêmes à cette immobilité. L'espoir d'une promotion favorise ainsi chez certains la docilité, incompatible avec la nécessité de bien juger.

La gauche souhaite, depuis longtemps, renforcer l'indépendance des juges. Pour cela, le ministère de la justice a d'abord nommé une commission, avertissant que ses travaux ne l'engageraient pas. Cette commission a rédigé un rapport dont se sont désolidarisés deux de ses membres, MM. Gilbert Azibert et André Braunschweig (*Le Monde* du 19 avril 1983). Ces deux personnalités, membres de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), ont publié leurs propres conclusions, qui, comme le rapport de la commission, ont été soumises à l'ensemble des magistrats.

A une forte majorité (67 %), les cinq mille cinq cent vingt-deux personnes consultées estiment qu'il faut modifier l'organisation du Conseil supérieur de la magistrature, donc réviser la Constitution. Dans la même proportion, ces personnes souhaitent étendre la composition de cet organisme à treize membres, en plus du président de la République et du garde des sceaux. Ils seraient des magistrats élus directement à la proportionnelle par les membres du siège et du parquet. Deux membres seraient désignés par le président de l'Assemblée nationale et deux par le président du Sénat. Deux personnalités seraient nommées par le président de la République et un conseiller d'Etat serait désigné par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat.

Se doutant qu'une révision de la Constitution a peu de chance d'aboutir, 51 % des magistrats — ils avaient à donner leur avis sur plusieurs scénarios — se prononcent pour une « petite » réforme du CSM. Seule serait modifiée la loi organique qui régit la désignation des membres de cet organisme. Cette modification permettrait de faire élire directement à la proportionnelle les six magistrats qui sont actuellement désignés par le président de la République sur proposition du bureau de la Cour de cassation. Limitée, cette réforme n'en favoriserait pas moins l'autonomie du Conseil supérieur.

Trois victimes de marque

Ces deux scénarios ont un point commun. Ils donnent aux magistrats de base un droit de regard sur la désignation des membres du CSM. C'est ce qui explique que la magistrature les approuve dans sa majorité. Sur le reste, en revanche, il n'existe pratiquement aucun consensus. La commission suggérerait, par exemple, un autre système d'avancement des magistrats : pendant dix ou quinze ans, ils progresseraient à l'ancienneté à l'intérieur d'un grade unique. Leur changement d'affectation n'ayant pas d'incidence sur cette progression. La suggestion à la hiérarchie en serait diminuée d'autant. Trop audacieuse,

cette proposition est repoussée par 68,5 % des magistrats.

Une solution intermédiaire, suggérée par MM. Azibert et Braunschweig, est elle aussi repoussée, mais à une courte majorité (51,5 %). Elle consisterait à distinguer deux carrières parallèles : l'une à l'ancienneté, l'autre au « choix », comme actuellement pour les magistrats assurant des responsabilités.

Au total, cette consultation aura fait trois victimes de marque : le Syndicat de la magistrature (gauche), dont les idées, assez proches de celles de la commission, sont rejetées en bloc, ou peu s'en faut ; l'USM, attachée à une révision constitutionnelle, mais dont les autres suggestions, avancées par MM. Azibert et Braunschweig, ne suscitent guère d'enthousiasme ; M. Badinter, enfin, qui espérait tirer de cette consultation des indications précieuses et n'en obtient qu'une, sous forme d'un vœu impossible à exaucer.

Le garde des sceaux peut évidemment opter pour une « petite » réforme du Conseil supérieur. Mais il risque alors de faire beaucoup de mécontents. C'est la nouvelle épreuve qu'il attend s'il veut tenir, autant que les circonstances le permettent, l'engagement de la gauche de renforcer l'indépendance de la magistrature.

BERTRAND LE GENOIRE

1) La révision de la Constitution suppose, si l'on choisit la voie parlementaire, un vote en termes identiques de l'Assemblée nationale, du Sénat, puis un second vote par le Parlement réuni en congrès à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. On n'imagine pas la réforme du Conseil supérieur de la magistrature soumise à un référendum populaire.

NOMINATIONS DE MAGISTRATS

M. Claude Salavagione vient d'être nommé procureur de Lyon. Le parquet de cette ville a donc à sa tête deux nouveaux magistrats, après la nomination de M. Pierre Truche comme procureur général (*Le Monde* du 14 janvier).

A Basses-Terre, M. Jean Thierry devient premier président de la cour d'appel. Ont été nommés présidents des tribunaux de grande instance : MM. Bernard Valette à Agen, Christian Thevenot à Cahors, Georges Moitié à Bastia, M^{re} Edith Oyl à Bergerac, MM. Vincent Garabos à Bonneville (Savoie), Charles Lonne à Vienne, Jean-Claude Xuereb à Avignon, Alain Laville à Dax et Claude Parodi à Poitiers.

Ont été nommés procureurs de la République : MM. Antoine Quilichini à Beauvais, Henri Berrou à Mans, Bernard Blais à Bourges, Jean-Louis Couste aux Sablès-d'Ornonne, Jean-Louis Coste au Puy, Marc Desert à Castres et Jean-Louis Brignol à Montauban.

C. B.

Le Monde

THÉÂTRE

« AUTANT EN EMPORTE LE VENT », au Marigny

Le conte du vieux Sud

Un film qui appartient à la légende hollywoodienne et ressort régulièrement, tiré d'un livre traduit en quarante-six langues et vendu à quarante millions d'exemplaires : *Autant en emporte le vent*, le roman de Margaret Mitchell, le seul qu'elle ait écrit. Elle l'a écrit pendant dix ans, de 1926 à 1936, en se souvenant des contes de son grand-père, qui avait combattu pour le Sud pendant la guerre de Sécession. Le Sud, un monde disparu, paré de la grâce des victimes, ces aristocrates propriétaires de coton blanc, écorchés par les Yankees, fantasmes de l'ère industrielle.

Margaret Mitchell a réinventé l'imagerie du vieux Sud : les grandes demeures à colonnes, les crinolines, les bals... et les uniformes gris, les uniformes bleus de la guerre fratricide. Ce ne serait rien si elle n'avait retrouvé la force fondroyante du mythe, à travers des personnages simples et immenses comme le sont les héros de tragédie, de fable, d'épopées populaires : à la fois Atrides, Petits Pouce, Trois Mousquetaires. Des formes irradiantes dans lesquelles chacun peut couler ses fantasmes.

Porter sur scène *Autant en emporte le vent* comme le fait Daniel Benoît avec la Comédie de Saint-Étienne, c'est prendre un risque énorme, parler sur le magistère des personnages plus que sur le spectaculaire historique. Le théâtre ne peut pas montrer l'immensité d'un pays, les batailles, l'incendie d'Atlanta. Daniel Benoît n'a pas essayé de concurrencer le cinéma. Il s'en tient à une imagerie russe-culte de paysages peints, de ciels violets, d'entrées et de sorties régionales comme pour une comédie musicale. Par bouffées, la musique du film s'introduit dans le décor unique : d'Anne Göttinger - qui symbolise plus qu'il ne représente Tara, la maison pour laquelle Scarlett se bat. Scarlett O'Hara - Gabrielle Lazure - Antigone, ravissante et capricieuse. Une fille qui ne sait pas qu'elle est libre, proie insaisissable.

de Rhett Butler - Daniel Olbrychski - élégant aventurier, macho lucide, sans scrupule, chevaleresque... Ils forment un séduisant couple canaille, dont le reflet idéalisé est le couple formé par Melanie - Martine Logier - la grande dame, et Ashley - Jean-Claude Bouillon - Hamlet-Lancelot, romantique et velléitaire.

Sous le regard de Margaret Mitchell, le spectacle tourne autour d'eux - les autres sont seulement des éléments nécessaires à leur histoire. Rhett Butler veut posséder Scarlett, qui croit aimer Ashley. Quand l'âme et épouse Melanie. Quand chacun s'avoue ses sentiments, il est trop tard. L'histoire est tellement belle que, même si on en connaît les moindres détails, on la redécouvre à chaque instant, c'est de la magie. On plonge, si on la redécouvre, c'est que, forcément, personne, aucun être vivant ne peut correspondre aux images qui se sont formées dans la tête. Même si Martine Logier possède la noblesse et la modestie qui conviennent à Melanie, elle est sa propre Melanie que peu à peu on apprend à connaître. Si Jean-Claude Bouillon est trop massif, trop solide pour être un Ashley crédible, la beauté dure et macabre de Gabrielle Lazure est celle de Scarlett. Une Scarlett énergique, courageuse, moins ambitieuse qu'affamée de vie. Mais est-elle capable de passion ? Pourtant le Rhett Butler de Daniel Olbrychski mérite qu'on prenne des risques pour lui. Il est tout ce qu'on peut rêver de Rhett Butler.

En fait, ce genre de théâtre - l'adaptation de Georges Soria est un découpage schématisé - se joue aux trois quarts sur le métier. Daniel Olbrychski domine son métier, l'utilise, le dose et, sans quitter jamais son personnage, la charge de mélancolie et d'humour, de charme décadent, de force brute ; un grand comédien.

COLETTE GODARD.

Marigny, 20 h 30.

« LA MÈRE CONFIDENTE », de Marivaux

L'Église en conflit avec la justice

Dans sa pièce *La mère confidente*, Marivaux aborde un point intéressant de droit pénal. Un garçon sans fortune, Dorante, entreprend d'épouser une très riche héritière, Angélique. Voyant que la mère d'Angélique, Madame Argante, s'opposera à ce mariage, Dorante essaie d'imposer à Angélique une solution de rechange : l'enlèvement ; il enlèvera la jeune fille, ils iront tous deux se marier, à l'écart, sans le consentement de la mère. Le tour sera joué.

Un enlèvement n'est pas un crime, dit plus tard Dorante, c'est une irrégularité que le mariage efface.

Cette phrase, sous la plume de Marivaux, est bien remarquable. Car *La mère confidente* date de 1735. Or, très peu de temps auparavant, en 1730 (le 22 novembre 1730 exactement), une déclaration royale, rendue pour tout le royaume, ordonnait que les auteurs d'un enlèvement « soient condamnés à la peine de mort » - sans que les juges puissent permettre la célébration du mariage avant ou après la condamnation pour exemplarité de la peine prononcée par les ordonnances.

L'enlèvement s'appelait alors « rapt de séduction ». Un siècle et demi plus tôt, une ordonnance royale de mai 1579, dite l'ordonnance de Blois, disait : « Voulons que ceux qui se trouveront avoir rapté des filles mineures de vingt-cinq ans, sans prétexte de mariage, sans le gré, sci, vouloir ou consentement exprès des pères, mères et des tuteurs, soient punis de mort, sans espérance de grâce et de pardon ».

Mais, à la suite de cette ordonnance de Blois, et jusque dans les premières décennies du dix-huitième siècle, la peine de mort ne fut normalement pas appliquée ; on trouvait des accommodements, en particulier sous l'influence du clergé, qui estimait que le sacrement du mariage, contracté librement entre les deux époux, était, si l'on peut dire, plus « crédible » que l'ordonnance civile.

La déclaration royale de 1730 avait pour but de mettre fin à ces laxismes ; elle précisait que la peine de mort serait appliquée à l'auteur de l'enlèvement « quand bien même la personne ravie, et les pères et mères, tuteurs ou curateurs requerront expressément le mariage ». Ce texte de 1730 est important, en ce qu'il tentait d'interrompre un très long conflit entre le droit canonique et les prérogatives civiles de la puissance paternelle.

Or, cinq ans plus tard, Marivaux, qui ne pouvait absolument pas igno-

rer la déclaration de 1730, qui avait fait grand bruit, fait donc dire à l'un de ses personnages : « Un enlèvement n'est pas un crime, c'est une irrégularité que le mariage efface ».

Il semble que cette phrase soit à double effet. D'une part, Marivaux, au premier degré, prend position contre la rigueur du texte de 1730. Et d'autre part - et cela est contradictoire - cette phrase est là pour indiquer une alliance de cynisme et de ruse chez Dorante, séducteur intéressé avant tout par une fortune. (Notons en passant qu'aujourd'hui, en 1984, l'enlèvement reste chez nous « criminel » puisque notre code pénal prévoit la prison et même la réclusion pour un enlèvement, selon les circonstances.)

A la Cité internationale universitaire, M^{me} Claudia Morin propose actuellement une mise en scène intéressante de *La mère confidente*, dans un beau décor forestier d'Anne Sargères. Avant tout sur des rapports plutôt bourgeois d'une mère et de sa fille, cette mise en scène ne rend pas compte d'un cynisme, rare chez Marivaux, dans l'exposé des instincts et des intérêts.

MICHEL COURNOT.

★ Cité internationale, 20 h 30.

CINÉMA

« MI-FIGUE, MI-RAISIN », de Srdan Karanovic

L'amour, c'est drôle

Quatrième film du réalisateur yougoslave Srdan Karanovic, *Mi-figue, mi-raisin* puise directement ses sources de la comédie américaine et de ses épigones : le thème emprunté aussi bien à *Sérendipité* de Ernst Lubitsch qu'à *Jules et Jim* de François Truffaut. Une femme, deux hommes, leur chassé-croisé amoureux, le tout saupoudré de musique un brin sirupeuse, pléonastique. L'originalité vient d'ailleurs.

La jeune femme, Eve, journaliste, américaine et joliment vue. Elle débarque de New-York en route pour Istanbul, rate l'avion de correspondance et essaie de rejoindre un ami connu aux États-Unis. Elle échoue dans une maison d'une autre époque, habitée par de vieilles dames qui la voient apparaître avec inquiétude. Au lieu de Janko, l'ami chirurgien qu'elle ne retrouvera qu'un peu plus tard, elle fait la connaissance de son copain Marko, un traino-savate et Eve décide de rester, découvre l'amour, un bonheur tout neuf. Les gens ne vivent pas seulement pour le profit. Mais si Eve et Janko s'aiment, ils sont trop différents de tempérament. L'héritage de chacun pèse trop lourd, et Eve regagne sa patrie.

L'audace du metteur en scène est d'avoir laissé ouvert le dénouement :

le sujet a été élaboré en partie à l'ombre tutéaire de ces écoles de cinéma américaines où l'on enseigne à écrire de parfaits scénarios. Srdan Karanovic a injecté dans son récit « à l'américaine » en contrepoint, une bonne dose de critique sociale qui change toutes les données. La majeure partie du film, il réussit à marcher sur la corde raide, à nous faire rire et à nous attendrir ; il échoue en partie vers la fin par surcharge mélodramatique : les passions se déchaînent, la jalousie débouche sur une violence un peu gratuite.

Nous voyons *Mi-figue, mi-raisin* en France grâce à un distributeur néo-allemand, Alain Nouvelles, également directeur de trois salles de cinéma, qui, à une époque où l'on ne montre plus chez nous que des films presque exclusivement français, américains, italiens inédits ou en reprise, ose prospecter ailleurs. La province, explique-t-il, permet de tenter ce genre d'aventure avec une petite aide de l'Etat. Le public suit.

L. M.

★ *Mi-figue, mi-raisin* a été présenté à Cannes l'année dernière dans la section « Un certain regard », et couronné dans plusieurs festivals - il a obtenu notamment le Grand Prix du Festival national de Pula en 1983.

MUSIQUE

LE MIDEM CLASSIQUE

Objectif : culture

Cannes. - Changement de temps au MIDEM classique : tandis que, au dehors, le ciel tournait à la pluie, à l'intérieur, le pessimisme était balayé. Ceux qui, la veille, offraient des mines apitoiées, déplorant que « les choses ne soient plus comme l'an passé », ont été les premiers à se réjouir bruyamment, jeudi après-midi, quand Bernard Chevry et Pierre Vozniakky annoncèrent que le MIDEM classique aurait bien lieu l'an prochain.

Quelles que soient les affaires réelles cette année par les petites et moyennes maisons de disques, qui ont ajouté à leurs productions des éléments de catalogues étrangers ou, au contraire, trouvé le moyen d'élargir leur diffusion dans des pays où elles étaient mal représentées, ce MIDEM aura surtout montré la nécessité d'un « marché aux personnes », aux professionnels de la musique, qui, pour la première fois, ont eu la possibilité de se rencontrer en dehors de leur discipline (1).

On a noté en particulier la tenue de stands collectifs qui répondaient

à un objectif non directement commercial, mais culturel, de pays ou groupes de pays tels que le Canada ou la Scandinavie, et plus encore de régions françaises qui exposaient l'éventail de leur actions musicales : ainsi l'office régional de la culture Provence-Côte d'Azur, avec ses six éditeurs de musique et de disques, Lyon, frère de ses orchestres, opéra, Festival Berlioz et Biennale de la danse. L'association pour le développement des activités musicales et chorégraphiques de la région Centre offrait une abondante documentation permettant la découverte de ses richesses musicales.

D'autres professionnels explorent un chemin qui pourrait être fructueux : le célèbre English Bach Festival et la Chapelle Royale trouvaient dans le MIDEM l'occasion d'établir des contacts et de présenter leurs actions, leur situation, leurs projets à une quantité de responsables de la musique de France et de l'étranger, qu'ils auraient eu bien du mal à rencontrer et à distraire de leurs occupations habituelles.

Le directeur de la musique, M. Maurice Fleuret, a parfaitement saisi l'importance de cette concentration, à laquelle il a puissamment contribué en favorisant la réunion de délégués régionaux et départementaux, directeurs d'écoles de musique, spécialistes de l'enseignement, directeurs d'orchestres régionaux, etc. Avec ou sans MIDEM, la nécessité de ce grand rassemblement interdisciplinaire des métiers de la musique est un fait acquis.

Pour les professionnels, c'était une occasion exceptionnelle de découvrir comment s'opère la régionalisation en Provence-Côte d'Azur, le développement de la musique dans un département-pilote tel que la Drôme, ou la réalisation dans les Landes d'une école de musique itinérante qui « couvrira » cent-vingt communes en septembre 1984.

Pour se distraire de ces travaux un peu arides, on a oublié pas que le MIDEM permet aussi d'entendre de nombreux artistes, souvent de haute qualité. Le marathon des concerts quatre fois par jour nous a valu de découvrir un authentique *händelien* wagnérien. Gary Lake, la trentaine, né à Dallas, géant blond dont la puissante stature rappelle celle de Martti Talvela, a chanté des airs et lieder de Haendel, Schubert et Saint-Saëns, et la scène finale du premier acte de *La Walkyrie*, avec beaucoup d'autorité, une très bonne prononciation même en français, et une voix d'une riche étoffe, très lyrique, assez proche de celle de Jon Vickers. Un jeune claviciniste anglais, David Moroney, nous a enchantés par son jeu fin et très saillant, doux et contemplatif, dans quatre pièces de Gibbons et surtout une splendide *Suite en ut majeur*, de Louis Couperin, dont il vient de réaliser l'intégrale, en cinq disques, chez Harmonia Mundi.

On a retrouvé avec plaisir le pianiste cubain Jorge Luis Prats, grand prix Long-Thibaud en 1977, dont le tempérament poétique est incontestable, malgré certaines infélicités techniques et des détails d'interprétation assez surprenants dans les

Impromptus, de Schubert, tandis que les *Goyescas* de Granados conviennent à merveille à sa nature. Déception, en revanche, avec le jeune Vietnamien Dang-Thai-Son, prix Chopin de Varsovie en 1981, au jeu pourtant très pur, au toucher charmant et velouté. Mais, ni dans Mozart, ni dans Debussy, ni dans les quatre scherzos de Chopin, on ne décelait d'accents indésirables.

Sans pouvoir recenser toute la musique entendue, signalons deux artistes canadiens de bel avenir : André Laplante, troisième prix du concours Long en 1973 et médaille d'argent du concours Tchaïkovsky, au jeu félin, libre, imprévu, d'un romantisme très vivant, et le jeune violoncelliste Desmond Hoebig, dont la virtuosité étincelante et la sonorité exquise ne demandent qu'à s'approfondir.

Jeu sûr, enfin, l'Orchestre symphonique de Berlin (RDA), qui sera au Théâtre des Champs-Élysées les 30 et 31 janvier, donnait son premier concert en France. C'est un ensemble de musiciens de haute qualité instrumentale, dirigé par un chef solide : Hans Peter Frank, aux interprétations rigides et assez banales. Un bon violoniste, Michael Erdleben, jouait de façon austère, sans beaucoup de charme, le *Concerto* de Mendelssohn, tandis qu'Evgueni Maline déployait avec une tout autre ampleur le *Cinquième concerto* de Beethoven.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Mille deux cent seize personnes étaient venues à Cannes pour le MIDEM classique.

PETITES NOUVELLES

■ **PRÉSENTATION DE « TO BE OR NOT TO BE »**. - Le film de Mel Brooks « To be or not to be » sera présenté le 31 janvier au cinéma le Marigny, 27, avenue des Champs-Élysées à Paris, au cours d'un gala organisé pour les œuvres sociales du Syndicat de la critique de cinéma. Prix des places : 120 F.

■ **LES BOURSES DU MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES**. - Le ministère des relations extérieures vient de désigner pour la quatrième fois trente-cinq boursiers de programme de bourses destinées aux jeunes artistes professionnels qui désirent effectuer un stage à l'étranger, non plus limités au seul continent américain mais, cette année, couvrant l'ensemble du monde. Le jury, présidé par M. Michel Guy, était composé de MM. François Adret (danse), Christian Belduc (arts plastiques), Pierre Boix (musique), Peter Brook (théâtre), Jean-François Chevrier (photographie), Jean Nouvel (architecture), Serge Tominian (cinéma et audiovisuel).

■ **RECTIFICATIF**. - Une lectrice de Rueil, M^{me} Emmanuelle Mockers, nous fait observer qu'une erreur de transcription a rendu incompréhensible l'extrait de la chanson de Renaud publié dans le *Monde* du 21 janvier. Il fallait lire :

« J'troyais qu'un mec en cuir
Ça pouvait pas plier
J'troyais même que souffrir
Ça pouvait pas l'arriver... »

VARIÉTÉS

MICHEL HERMON CHANTE PIAF

La voix de l'amour

Michel Hermon chante Piaf à Saint-Denis, dans la cave aux bancs d'écolier du Théâtre Gérard-Philipe. C'est là qu'il s'est lancé dans la chanson, il y a trois ans. Le lieu convient à sa présence, à son humour élégant, à son sex-appeal voyou. Ensuite, il a promené des histoires très noires ici et là. Il a effrit Bourges, a travaillé la musique contemporaine, s'est arrêté de fumer et revient, plus enveloppé, avec un air de Milton Brandt qui serait passé chez Genet.

Accompagné à l'accordéon par Gérard Bernad, Michel Hermon chante Piaf à travers les chansons qu'elle chantait. Il la chante, elle, la femme aux mains blanches toujours en attente d'amour, rebelle au malheur, indestructible. Debout dans ses jeans noirs, dans son blouson où reste collée de la poussière peilante, il bouge à peine - un déhanchement, un bras qui se tend, juste pour indiquer. Ses yeux sont graves, il ne sourit pas. Tout passe par sa voix, qu'il maîtrise absolument, qui s'étend, s'étire, s'empiffre, répe, fait entendre des nuances inattendues.

La voix de Piaf, c'est quelque chose qui arrache le cœur, la passion même. Elle est inoubliable, fait oublier les paroles, ou,

quand on s'en souvient, c'est pour s'étonner, tant elles sont simplistes, d'en être ému. Mais voilà que Michel Hermon fait écouter ces paroles, ce qu'elles racontent. Il joue le jeu, les prend à son compte sans y rien changer, sans ambiguïté. Alors, on s'aperçoit que ces paroles ne sont pas si stupides. Elles obéissent à une sorte de code, composent un langage singulier, fait pour transmettre, au-delà du sens premier, de l'émotion, une vérité brute, indéniable. Cette vérité, souvent, est portée par une seule phrase, solide et poétique comme un proverbe, placée juste là où il faut et qui passe sans insister, mais elle s'imprime dans la tête et colore les mots qui l'entourent.

Couplets, refrains, s'enchaînent, forment la saga des rejetés qui prennent des coups et se relèvent, qui ont à faire directement à l'amour, à l'espoir, à la mort. Avec une calme insolence, Michel Hermon traverse l'ironie, fait vibrer la corde sensible tout au fond, là où l'angoisse serre la gorge, où le bonheur prend soudain une réalité. Il n'imité pas Piaf. Il la chante.

C.G.

★ Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, à 22 h 30 les jeudis, vendredis et samedis.

DANSE

LE THÉÂTRE DE PANTOMIME DE WROCLAW

Bruits et fureur

Le Théâtre de pantomime de Wrocław ne ressemble en rien aux spectacles d'un Marcel Marceau, inspirés de Debureau et de la tradition française du dix-neuvième siècle. Fondé en 1956 par le chorégraphe polonais Henryk Tomaszewski, il se réfère plutôt à Laban et à sa science du mouvement, permettant d'exprimer une gamme complète d'émotions avec une grande finesse.

Cet art paroxysmique convient particulièrement à la *Légende du roi Arthur*, mimodrame qui remporte un beau succès populaire au Théâtre de la Ville. Jeux des muscles et du regard. Ce théâtre-là déborde de scènes baroques, suggestives, sans les ellipses d'une Martha Graham ou la stylisation du *no*, Tomaszewski ne sacrifie pas pour autant au réalisme, il use savamment des techniques du ralenti, de la métaphore, de la citation musicale, et évite les pièges du symbolisme.

Son récit épique se déroule en fondus-enchânés pendant deux heures ; il se lit d'abord à la manière d'un western, avec ses bons et ses méchants fortement typés. Certains tableaux sont particulièrement réussis, comme la scène de la forge et la commande de la table ronde, véritables charges de la Tétralogie wagnérienne. Mais c'est après l'extrait que le spectacle trouve son rythme : il bascule dans la cruauté et la déraison avec le combat où Perceval tue le cavalier rouge, l'extrait de son armure comme un viderait la carapace d'un homard pour se glisser à sa place. Il y a aussi Mordred, le bâtarde du roi Arthur, sorte d'Antéchrist façon rocker, entouré d'une horde de clowns, qui

décapite proprement sa mère Morgane.

S'ils sont habillés par une mystique, ces chevaliers-là n'en paraissent guère conscients. Rudes, sauvages, livrés aux instincts, ils émergent à peine d'une obscurité moyennégoise. Leur quête pleine de bruits et de fureur s'achève sur un constat d'incommunicabilité : Galahad, qui a trouvé le Graal, s'épuise vainement dans des gestes d'oiseau fou pour le transmettre aux autres.

M. M.

★ Théâtre de la Ville, 20 h 30.

MORT D'ÉDOUARD LOEB UN DES TÉMOINS DE L'ART CONTEMPORAIN

Nous apprenons la mort, survenue mardi 24 janvier, à Paris, d'Edouard Loeb, l'un des témoins de l'aventure de l'art contemporain.

[Né à Paris en 1897, Edouard Loeb était le frère jumeau de Pierre Loeb, l'un des peintres, qui tenait sa galerie ouverte aux quatre vents de l'art contemporain, rue Bonaparte, rue de Seine, puis rue des Beaux-Arts. La galerie d'Edouard, rue de Rennes, fut le point de rencontre privilégié des surréalistes, avec lesquels il était très lié. Intime de Max Ernst qu'il exposa, très tôt, de Picasso au temps des *Jeuneurs* de Montparnasse, Edouard Loeb fut aussi l'ami de Soutine, Fautou, Antonin Arnaud, Breton, Morandi, Magritte, Wilfredo Lam, Arp.]

Dans ses Mémoires récemment publiées, *Mon siècle sur un fil*, Edouard Loeb avait évoqué avec humour et finesse sa vie de « témoin », de regardeur qui passa à travers les drames, préservé par sa « légèreté ».



Alfa Romeo
la maestria automobilistica



PARIS-EST, 93120 - LE SECTEUR 93120
12, rue Voltaire
(1) 243.93.39

REPUBLIQUE PARIS 11
32, avenue de la République (1) 405.00.76

PARIS 12 - 27, avenue Michel Bizot (1) 340.80.47

SPECTACLES

COMMUNICATION

AU XVIII^e MIDEM

Les balbutiements du marché des programmes radio

Cannes. — Sans doute était-il très pressé et elles, trop discrètes. Il leur est passé devant, sans même faire un signe, et puis s'est dirigé vers les stands RMC, B.B.C., France-Musique... Un ministre, on sait, n'a que très peu de temps. Mais s'achève Paul Sigogneau, responsable d'une des trois sociétés prestataires de services pour radios présentes à Cannes, en inaugurant le MIDEM. M. Lang n'a pas eu le moindre geste, la moindre attention pour les radios locales présentes, ni pour ceux qui se sont joints à l'acte et ont voulu être présents à ce premier marché des programmes radiophoniques. Le ton est amer. Après tout, le dix-huitième MIDEM ne devait-il pas être une date importante dans l'univers de la radio ?

Ce MIDEM fut morose, et le marché des programmes radio en pleins balbutiements. On dirait se cachait les Français ? Trois sociétés seulement — et non des riches — avaient osé louer un stand : Fusion FM, agent et correspondant parisien d'une cinquantaine de radios locales ; Audiomax diffusion, société de production de programmes et conseils (tant pour les radios que pour d'éventuels annonceurs) ; et enfin ILP (Information, loisirs, promotion), qui proposait un premier catalogue de vents d'émissions.

« Quel dommage que tout le monde n'ait pas joué le jeu, regrette Paul Sigogneau, le directeur de Fusion FM : le MIDEM aurait pu être une formidable occasion de rencontres pour les stations, éventuellement de sponsors, et tous ceux qui

De notre envoyée spéciale

depuis de nombreux mois, collaborent avec elles et conviennent pour elles toutes sortes de projets. Or sont les Fréquences service, Europe communication, Movies FM et toutes les autres ? La concurrence ne peut qu'être stimulante. Seule Base des Anges, la riche station du maire de Nice, bénéficiait d'un stand et abritait amicalement Radio service tour Eiffel, celle du maire de Paris.

« La rencontre est un investissement utile pour consolider notre image de professionnels face aux maisons de disques, déclarait un animateur. Mais le marché des programmes ne peut rien nous apporter aujourd'hui — à des prix abordables — qu'on ne puisse faire nous-même. » Même écho du côté de RVS (de Rouen) ou de Fréquence sud (du Canard). Les radios locales, décidément, n'ont pas voulu acheter. « Peu-être à l'avenir, précisait l'animatrice d'une radio nicoise, nous serons-ils possible d'acheter ou de faire parrainer quelques émissions très courtes, quelques documents exceptionnels que nous n'aurions pu réaliser nous-mêmes. Mais pas question de confier en bloc à des sociétés le remplissage de notre antenne. »

Le mot réseau, encore, suffit à faire hurler. Mais comment comprendre alors que soixante-quinze stations locales reçoivent déjà chaque jour des émissions d'Europe communication ? On se récrie à l'idée d'acheter un kilomètre les bandes musicales que propose

ANNICK COJJEAN.

A l'imprimerie Montsouris

LE LIVRE CGT FAIT DE NOUVELLES PROPOSITIONS

La Fédération française des travailleurs du Livre (FFTL-CGT) et la section CGT de l'imprimerie Montsouris ont pris position contre le plan de reprise de l'entreprise proposé par M. Jean Didier, qui prévoit de nombreux licenciements (Le Monde du 27 janvier) et qui aurait, selon ces organisations, l'appui du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI). M. Jacques Piot, secrétaire général de la FFTL, a, en revanche, formulé une certaine solution sociale ménageant le plus possible les effectifs de l'entreprise (six cent quatre-vingt-seize salariés).

Il s'agit, en premier lieu, d'un allègement de la masse salariale par le départ de trois contingents de cent cinquante employés en stage de formation d'une année, par roulement, sur trois ans. Au terme de leur recyclage, les salariés, dont la rémunération durant cette période n'incomberait pas à Montsouris, réintégreraient l'entreprise. En outre, si la CGT reste opposée à tout licenciement, elle suggère le départ en pré-retraite de cent cinquante personnes soit sur cinq ans avec le soutien de cinquante-cinq ans, soit sur trois ans en baissant la barre.

La CGT estime qu'il serait ainsi possible d'aménager une phase transitoire de trois ans pendant laquelle les charges sociales pesant sur l'imprimerie Montsouris seraient réduites de près d'un tiers. Les investissements nécessaires ayant déjà, à ses yeux, été accomplis, le repreneur pourrait mettre ce moratoire financier à profit pour faire redémarrer l'entreprise. Et il importe peu à la CGT que celui-ci soit un pool d'imprimerie constituée autour de M. Didier ou le groupe allemand Berthelsmann.

Restait à trouver une « passe » juridique qui permettrait une telle opération. « Nous sommes conscients que nos propositions dépassent le cadre des dispositions légales et conventionnelles en vigueur actuellement, mais (...), lorsque l'innovation est le mot-clé de notre époque, voilà un terrain tout à fait privilégié pour mettre le mot et l'idée en pratique », a déclaré M. Jacques Piot.

Les propositions présentées par M. Piot marquent un inflexionnement sensible par rapport à la thèse précédemment défendue selon laquelle cette imprimerie avait besoin de ses effectifs complets pour assurer sa survie. En admettant un allègement d'effectifs de deux cents personnes par un pendant trois ans et une suppression à terme de cent cinquante emplois, sans pour autant évoquer une quelconque baisse de productivité, il fait une concession importante. C'est en fait concéder dans ce secteur du « labour », qui dénote un effort certain du Syndicat du Livre CGT, qui y domine. L'idée originale de congédiement dans le sens de ce que le gouvernement a préconisé pour accompagner les mutations industrielles. A lui de jouer. — E. E.

Grève sur FR3 : peu visible à l'antenne

La grève sur FR3, peu visible à l'antenne, a été lancée jeudi 26 janvier sur FR3 par la section du Syndicat national des journalistes (SNJ) pour protester contre l'ordre de non-diffusion d'une cassette sur la Corse (le Monde daté 22-23 janvier) — bien que suivi par 145 journalistes sur 360 inscrits au tableau de service, selon ce syndicat — n'a eu que peu de répercussions sur les journaux télévisés. Le communiqué du SNJ précisait que cette « censure » mettait en cause « la capacité des rédactions à apprécier un événement et sa couverture ».

Radios libres : la Haute Autorité se fâche

(Suite de la première page.)

La station 95.2 (1 kW) est la seule pour laquelle TDF a constaté qu'elle avait diminué sa puissance par rapport aux mesures effectuées par TDF en novembre dernier.

Deuxième critère : le refus ou la mauvaise volonté opposée par les regroupements décidés à l'initiative de la Haute Autorité de la radio à l'égard de la Haute Autorité de la radio. C'est le cas pour Nova-Info, Solidarité, Voix du Léopard, Classique, ABC. Troisième critère : émission sur des fréquences non autorisées ; ce critère concerne Solidarité, Voix du Léopard, ABC. Dernier critère, la diffusion de publicité (interdite par la loi) de manière trop marquée, la Haute Autorité faisant preuve dans ce domaine, d'une certaine complaisance ; plusieurs radios sont visées.

La Haute Autorité va, sur ces bases, en consultant la commission Galibert (dont l'avis est obligatoire) avant d'entamer la procédure de retrait. Si celui-ci est finalement décidé, les stations visées seront totalement hors la loi, et des saisies pourront être faites. Des poursuites judiciaires pourraient être alors introduites par le gouvernement. La Haute Autorité n'ayant pas la capacité juridique nécessaire.

La mise en route de ces actions, indique-t-on à la Haute Autorité, a surtout pour but de contraindre les radios locales parisiennes à se mettre en

M. Robert Hersant renforce son état-major

Survenant après l'entrée, dans le groupe Hersant, de M. Bertrand Cousin, ancien responsable du Service juridique et technique de l'Information (STI), dépendant du premier ministre (Le Monde du 10 janvier), la nomination de M. Charles Debbsch, ancien président de l'université d'Aix-Marseille-III, afin de le placer à la tête du groupe Dauphiné libéré (Le Monde du 27 janvier) confirme, s'il en était besoin, la nature de l'état-major que le propriétaire du Figaro (et de dix-huit autres quotidiens) s'efforce de mettre en place avant l'application de la nouvelle loi sur la presse.

M. Bertrand Cousin, répondant en tant que chef du STI, en décembre 1981, à une lettre de M. André Audinot, PDG du Figaro, au sujet de l'interprétation qu'il fallait donner de l'expression « personne physique » pour l'application de l'ordonnance du 26 août 1984, avait, en somme, innocenté M. Robert Hersant et ses pré-noms, par rapport à la plainte déposée par quatre syndicats de journalistes. Cet excès de zèle avait coûté sa place à M. Cousin, qui, au mois d'août 1982, regagnait son corps d'origine, le Conseil d'Etat. Entre-temps, il s'était fait élire, sur une liste d'opposition, conseiller municipal à Brest — sa ville natale — puis ensuite adjoint au maire. Sollicité en octobre 1983 par M. Robert Hersant pour entrer à la Socpresse, M. Cousin se voyait refuser la « mise en disponibilité pour

- LE RETOUR DU VEN (A. v.l.) : Capri, 2 (308-11-69).
- LE ROI DES SINGES (Chinois, v.l.) : Marais, 4 (278-47-86).
- BONDE DE NUIT (Fr.) : Forum, 1 (297-59-74) ; Impérial, 2 (742-72-32) ; Paramount Opéra, 3 (325-39-43) ; Mignard, 4 (359-92-83) ; Paramount City, 5 (562-54-76) ; Paramount Opéra, 6 (742-56-51) ; Montparnasse, 7 (770-72-86) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 14 (628-46-27) ; Pathé Clichy, 15 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (436-10-96).
- RUE BARBARE (Fr.) : Forum, 1 (297-59-74) ; Paramount Montparnasse, 2 (296-30-40) ; Paramount Opéra, 3 (325-39-43) ; Paramount City Triomphe, 4 (562-54-76) ; Publicis-Champs-Élysées, 5 (742-56-51) ; Saint-Lazare, 6 (770-72-86) ; Montparnasse, 7 (770-72-86) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 14 (628-46-27) ; Pathé Clichy, 15 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (436-10-96).
- RUE CASSES-NEGRÉS (Fr.) : Olympia, 1 (296-30-40) ; Paramount Opéra, 3 (325-39-43) ; Paramount City Triomphe, 4 (562-54-76) ; Publicis-Champs-Élysées, 5 (742-56-51) ; Saint-Lazare, 6 (770-72-86) ; Montparnasse, 7 (770-72-86) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 14 (628-46-27) ; Pathé Clichy, 15 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (436-10-96).
- LE SACRE DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6 (326-48-18).
- SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : U.G.C. Maréchal, 2 (225-18-43).
- STAR WARS, LA SAGA (A. v.l.) : La Courbe des étoiles, Paris 15 (centre-est), Le Retour du Jedi ; Eclair, 13 (707-28-04).
- TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1 (297-59-74) ; Rex, 2 (302-83-93) ; U.G.C. Odéon, 3 (325-39-43) ; Biarritz, 4 (325-39-43).

LES FILMS NOUVEAUX

- ADAM ET EVE, film français de Jean Luc, 2 (236-83-93) ; Paramount-Montparnasse, 2 (296-30-40) ; UGC Opéra, 3 (325-39-43) ; UGC Opéra, 4 (325-39-43) ; UGC Opéra, 5 (325-39-43) ; UGC Opéra, 6 (325-39-43) ; UGC Opéra, 7 (325-39-43) ; UGC Opéra, 8 (325-39-43) ; UGC Opéra, 9 (325-39-43) ; UGC Opéra, 10 (325-39-43) ; UGC Opéra, 11 (325-39-43) ; UGC Opéra, 12 (325-39-43) ; UGC Opéra, 13 (325-39-43) ; UGC Opéra, 14 (325-39-43) ; UGC Opéra, 15 (325-39-43) ; UGC Opéra, 16 (325-39-43) ; UGC Opéra, 17 (325-39-43) ; UGC Opéra, 18 (325-39-43) ; UGC Opéra, 19 (325-39-43) ; UGC Opéra, 20 (325-39-43) ; UGC Opéra, 21 (325-39-43) ; UGC Opéra, 22 (325-39-43) ; UGC Opéra, 23 (325-39-43) ; UGC Opéra, 24 (325-39-43) ; UGC Opéra, 25 (325-39-43) ; UGC Opéra, 26 (325-39-43) ; UGC Opéra, 27 (325-39-43) ; UGC Opéra, 28 (325-39-43) ; UGC Opéra, 29 (325-39-43) ; UGC Opéra, 30 (325-39-43) ; UGC Opéra, 31 (325-39-43) ; UGC Opéra, 32 (325-39-43) ; UGC Opéra, 33 (325-39-43) ; UGC Opéra, 34 (325-39-43) ; UGC Opéra, 35 (325-39-43) ; UGC Opéra, 36 (325-39-43) ; UGC Opéra, 37 (325-39-43) ; UGC Opéra, 38 (325-39-43) ; UGC Opéra, 39 (325-39-43) ; UGC Opéra, 40 (325-39-43) ; UGC Opéra, 41 (325-39-43) ; UGC Opéra, 42 (325-39-43) ; UGC Opéra, 43 (325-39-43) ; UGC Opéra, 44 (325-39-43) ; UGC Opéra, 45 (325-39-43) ; UGC Opéra, 46 (325-39-43) ; UGC Opéra, 47 (325-39-43) ; UGC Opéra, 48 (325-39-43) ; UGC Opéra, 49 (325-39-43) ; UGC Opéra, 50 (325-39-43) ; UGC Opéra, 51 (325-39-43) ; UGC Opéra, 52 (325-39-43) ; UGC Opéra, 53 (325-39-43) ; UGC Opéra, 54 (325-39-43) ; UGC Opéra, 55 (325-39-43) ; UGC Opéra, 56 (325-39-43) ; UGC Opéra, 57 (325-39-43) ; UGC Opéra, 58 (325-39-43) ; UGC Opéra, 59 (325-39-43) ; UGC Opéra, 60 (325-39-43) ; UGC Opéra, 61 (325-39-43) ; UGC Opéra, 62 (325-39-43) ; UGC Opéra, 63 (325-39-43) ; UGC Opéra, 64 (325-39-43) ; UGC Opéra, 65 (325-39-43) ; UGC Opéra, 66 (325-39-43) ; UGC Opéra, 67 (325-39-43) ; UGC Opéra, 68 (325-39-43) ; UGC Opéra, 69 (325-39-43) ; UGC Opéra, 70 (325-39-43) ; UGC Opéra, 71 (325-39-43) ; UGC Opéra, 72 (325-39-43) ; UGC Opéra, 73 (325-39-43) ; UGC Opéra, 74 (325-39-43) ; UGC Opéra, 75 (325-39-43) ; UGC Opéra, 76 (325-39-43) ; UGC Opéra, 77 (325-39-43) ; UGC Opéra, 78 (325-39-43) ; UGC Opéra, 79 (325-39-43) ; UGC Opéra, 80 (325-39-43) ; UGC Opéra, 81 (325-39-43) ; UGC Opéra, 82 (325-39-43) ; UGC Opéra, 83 (325-39-43) ; UGC Opéra, 84 (325-39-43) ; UGC Opéra, 85 (325-39-43) ; UGC Opéra, 86 (325-39-43) ; UGC Opéra, 87 (325-39-43) ; UGC Opéra, 88 (325-39-43) ; UGC Opéra, 89 (325-39-43) ; UGC Opéra, 90 (325-39-43) ; UGC Opéra, 91 (325-39-43) ; UGC Opéra, 92 (325-39-43) ; UGC Opéra, 93 (325-39-43) ; UGC Opéra, 94 (325-39-43) ; UGC Opéra, 95 (325-39-43) ; UGC Opéra, 96 (325-39-43) ; UGC Opéra, 97 (325-39-43) ; UGC Opéra, 98 (325-39-43) ; UGC Opéra, 99 (325-39-43) ; UGC Opéra, 100 (325-39-43) ; UGC Opéra, 101 (325-39-43) ; UGC Opéra, 102 (325-39-43) ; UGC Opéra, 103 (325-39-43) ; UGC Opéra, 104 (325-39-43) ; UGC Opéra, 105 (325-39-43) ; UGC Opéra, 106 (325-39-43) ; UGC Opéra, 107 (325-39-43) ; UGC Opéra, 108 (325-39-43) ; UGC Opéra, 109 (325-39-43) ; UGC Opéra, 110 (325-39-43) ; UGC Opéra, 111 (325-39-43) ; UGC Opéra, 112 (325-39-43) ; UGC Opéra, 113 (325-39-43) ; UGC Opéra, 114 (325-39-43) ; UGC Opéra, 115 (325-39-43) ; UGC Opéra, 116 (325-39-43) ; UGC Opéra, 117 (325-39-43) ; UGC Opéra, 118 (325-39-43) ; UGC Opéra, 119 (325-39-43) ; UGC Opéra, 120 (325-39-43) ; UGC Opéra, 121 (325-39-43) ; UGC Opéra, 122 (325-39-43) ; UGC Opéra, 123 (325-39-43) ; UGC Opéra, 124 (325-39-43) ; UGC Opéra, 125 (325-39-43) ; UGC Opéra, 126 (325-39-43) ; UGC Opéra, 127 (325-39-43) ; UGC Opéra, 128 (325-39-43) ; UGC Opéra, 129 (325-39-43) ; UGC Opéra, 130 (325-39-43) ; UGC Opéra, 131 (325-39-43) ; UGC Opéra, 132 (325-39-43) ; UGC Opéra, 133 (325-39-43) ; UGC Opéra, 134 (325-39-43) ; UGC Opéra, 135 (325-39-43) ; UGC Opéra, 136 (325-39-43) ; UGC Opéra, 137 (325-39-43) ; UGC Opéra, 138 (325-39-43) ; UGC Opéra, 139 (325-39-43) ; UGC Opéra, 140 (325-39-43) ; UGC Opéra, 141 (325-39-43) ; UGC Opéra, 142 (325-39-43) ; UGC Opéra, 143 (325-39-43) ; UGC Opéra, 144 (325-39-43) ; UGC Opéra, 145 (325-39-43) ; UGC Opéra, 146 (325-39-43) ; UGC Opéra, 147 (325-39-43) ; UGC Opéra, 148 (325-39-43) ; UGC Opéra, 149 (325-39-43) ; UGC Opéra, 150 (325-39-43) ; UGC Opéra, 151 (325-39-43) ; UGC Opéra, 152 (325-39-43) ; UGC Opéra, 153 (325-39-43) ; UGC Opéra, 154 (325-39-43) ; UGC Opéra, 155 (325-39-43) ; UGC Opéra, 156 (325-39-43) ; UGC Opéra, 157 (325-39-43) ; UGC Opéra, 158 (325-39-43) ; UGC Opéra, 159 (325-39-43) ; UGC Opéra, 160 (325-39-43) ; UGC Opéra, 161 (325-39-43) ; UGC Opéra, 162 (325-39-43) ; UGC Opéra, 163 (325-39-43) ; UGC Opéra, 164 (325-39-43) ; UGC Opéra, 165 (325-39-43) ; UGC Opéra, 166 (325-39-43) ; UGC Opéra, 167 (325-39-43) ; UGC Opéra, 168 (325-39-43) ; UGC Opéra, 169 (325-39-43) ; UGC Opéra, 170 (325-39-43) ; UGC Opéra, 171 (325-39-43) ; UGC Opéra, 172 (325-39-43) ; UGC Opéra, 173 (325-39-43) ; UGC Opéra, 174 (325-39-43) ; UGC Opéra, 175 (325-39-43) ; UGC Opéra, 176 (325-39-43) ; UGC Opéra, 177 (325-39-43) ; UGC Opéra, 178 (325-39-43) ; UGC Opéra, 179 (325-39-43) ; UGC Opéra, 180 (325-39-43) ; UGC Opéra, 181 (325-39-43) ; UGC Opéra, 182 (325-39-43) ; UGC Opéra, 183 (325-39-43) ; UGC Opéra, 184 (325-39-43) ; UGC Opéra, 185 (325-39-43) ; UGC Opéra, 186 (325-39-43) ; UGC Opéra, 187 (325-39-43) ; UGC Opéra, 188 (325-39-43) ; UGC Opéra, 189 (325-39-43) ; UGC Opéra, 190 (325-39-43) ; UGC Opéra, 191 (325-39-43) ; UGC Opéra, 192 (325-39-43) ; UGC Opéra, 193 (325-39-43) ; UGC Opéra, 194 (325-39-43) ; UGC Opéra, 195 (325-39-43) ; UGC Opéra, 196 (325-39-43) ; UGC Opéra, 197 (325-39-43) ; UGC Opéra, 198 (325-39-43) ; UGC Opéra, 199 (325-39-43) ; UGC Opéra, 200 (325-39-43) ; UGC Opéra, 201 (325-39-43) ; UGC Opéra, 202 (325-39-43) ; UGC Opéra, 203 (325-39-43) ; UGC Opéra, 204 (325-39-43) ; UGC Opéra, 205 (325-39-43) ; UGC Opéra, 206 (325-39-43) ; UGC Opéra, 207 (325-39-43) ; UGC Opéra, 208 (325-39-43) ; UGC Opéra, 209 (325-39-43) ; UGC Opéra, 210 (325-39-43) ; UGC Opéra, 211 (325-39-43) ; UGC Opéra, 212 (325-39-43) ; UGC Opéra, 213 (325-39-43) ; UGC Opéra, 214 (325-39-43) ; UGC Opéra, 215 (325-39-43) ; UGC Opéra, 216 (325-39-43) ; UGC Opéra, 217 (325-39-43) ; UGC Opéra, 218 (325-39-43) ; UGC Opéra, 219 (325-39-43) ; UGC Opéra, 220 (325-39-43) ; UGC Opéra, 221 (325-39-43) ; UGC Opéra, 222 (325-39-43) ; UGC Opéra, 223 (325-39-43) ; UGC Opéra, 224 (325-39-43) ; UGC Opéra, 225 (325-39-43) ; UGC Opéra, 226 (325-39-43) ; UGC Opéra, 227 (325-39-43) ; UGC Opéra, 228 (325-39-43) ; UGC Opéra, 229 (325-39-43) ; UGC Opéra, 230 (325-39-43) ; UGC Opéra, 231 (325-39-43) ; UGC Opéra, 232 (325-39-43) ; UGC Opéra, 233 (325-39-43) ; UGC Opéra, 234 (325-39-43) ; UGC Opéra, 235 (325-39-43) ; UGC Opéra, 236 (325-39-43) ; UGC Opéra, 237 (325-39-43) ; UGC Opéra, 238 (325-39-43) ; UGC Opéra, 239 (325-39-43) ; UGC Opéra, 240 (325-39-43) ; UGC Opéra, 241 (325-39-43) ; UGC Opéra, 242 (325-39-43) ; UGC Opéra, 243 (325-39-43) ; UGC Opéra, 244 (325-39-43) ; UGC Opéra, 245 (325-39-43) ; UGC Opéra, 246 (325-39-43) ; UGC Opéra, 247 (325-39-43) ; UGC Opéra, 248 (325-39-43) ; UGC Opéra, 249 (325-39-43) ; UGC Opéra, 250 (325-39-43) ; UGC Opéra, 251 (325-39-43) ; UGC Opéra, 252 (325-39-43) ; UGC Opéra, 253 (325-39-43) ; UGC Opéra, 254 (325-39-43) ; UGC Opéra, 255 (325-39-43) ; UGC Opéra, 256 (325-39-43) ; UGC Opéra, 257 (325-39-43) ; UGC Opéra, 258 (325-39-43) ; UGC Opéra, 259 (325-39-43) ; UGC Opéra, 260 (325-39-43) ; UGC Opéra, 261 (325-39-43) ; UGC Opéra, 262 (325-39-43) ; UGC Opéra, 263 (325-39-43) ; UGC Opéra, 264 (325-39-43) ; UGC Opéra, 265 (325-39-43) ; UGC Opéra, 266 (325-39-43) ; UGC Opéra, 267 (325-39-43) ; UGC Opéra, 268 (325-39-43) ; UGC Opéra, 269 (325-39-43) ; UGC Opéra, 270 (325-39-43) ; UGC Opéra, 271 (325-39-43) ; UGC Opéra, 272 (325-39-43) ; UGC Opéra, 273 (325-39-43) ; UGC Opéra, 274 (325-39-43) ; UGC Opéra, 275 (325-39-43) ; UGC Opéra, 276 (325-39-43) ; UGC Opéra, 277 (325-39-43) ; UGC Opéra, 278 (325-39-43) ; UGC Opéra, 279 (325-39-43) ; UGC Opéra, 280 (325-39-43) ; UGC Opéra, 281 (325-39-43) ; UGC Opéra, 282 (325-39-43) ; UGC Opéra, 283 (325-39-43) ; UGC Opéra, 284 (325-39-43) ; UGC Opéra, 285 (325-39-43) ; UGC Opéra, 286 (325-39-43) ; UGC Opéra, 287 (325-39-43) ; UGC Opéra, 288 (325-39-43) ; UGC Opéra, 289 (325-39-43) ; UGC Opéra, 290 (325-39-43) ; UGC Opéra, 291 (325-39-43) ; UGC Opéra, 292 (325-39-43) ; UGC Opéra, 293 (325-39-43) ; UGC Opéra, 294 (325-39-43) ; UGC Opéra, 295 (325-39-43) ; UGC Opéra, 296 (325-39-43) ; UGC Opéra, 297 (325-39-43) ; UGC Opéra, 298 (325-39-43) ; UGC Opéra, 299 (325-39-43) ; UGC Opéra, 300 (325-39-43) ; UGC Opéra, 301 (325-39-43) ; UGC Opéra, 302 (325-39-43) ; UGC Opéra, 303 (325-39-43) ; UGC Opéra, 304 (325-39-43) ; UGC Opéra, 305 (325-39-43) ; UGC Opéra, 306 (325-39-43) ; UGC Opéra, 307 (325-39-43) ; UGC Opéra, 308 (325-39-43) ; UGC Opéra, 309 (325-39-43) ; UGC Opéra, 310 (325-39-43) ; UGC Opéra, 311 (325-39-43) ; UGC Opéra, 312 (325-39-43) ; UGC Opéra, 313 (325-39-43) ; UGC Opéra, 314 (325-39-43) ; UGC Opéra, 315 (325-39-43) ; UGC Opéra, 316 (325-39-43) ; UGC Opéra, 317 (325-39-43) ; UGC Opéra, 318 (325-39-43) ; UGC Opéra, 319 (325-39-43) ; UGC Opéra, 320 (325-39-43) ; UGC Opéra, 321 (325-39-43) ; UGC Opéra, 322 (325-39-43) ; UGC Opéra, 323 (325-39-43) ; UGC Opéra, 324 (325-39-43) ; UGC Opéra, 325 (325-39-43) ; UGC Opéra, 326 (325-39-43) ; UGC Opéra, 327 (325-39-43) ; UGC Opéra, 328 (325-39-43) ; UGC Opéra, 329 (325-39-43) ; UGC Opéra, 330 (325-39-43) ; UGC Opéra, 331 (325-39-43) ; UGC Opéra, 332 (325-39-43) ; UGC Opéra, 333 (325-39-43) ; UGC Opéra, 334 (325-39-43) ; UGC Opéra, 335 (325-39-43) ; UGC Opéra, 336 (325-39-43) ; UGC Opéra, 337 (325-39-43) ; UGC Opéra, 338 (325-39-43) ; UGC Opéra, 339 (325-39-43) ; UGC Opéra, 340 (325-39-43) ; UGC Opéra, 341 (325-39-43) ; UGC Opéra, 342 (325-39-43) ; UGC Opéra, 343 (325-39-43) ; UGC Opéra, 344 (325-39-43) ; UGC Opéra, 345 (325-39-43) ; UGC Opéra, 346 (325-39-43) ; UGC Opéra, 347 (325-39-43) ; UGC Opéra, 348 (325-39-43) ; UGC Opéra, 349 (325-39-43) ; UGC Opéra, 350 (325-39-43) ; UGC Opéra, 351 (325-39-43) ; UGC Opéra, 352 (325-39-43) ; UGC Opéra, 353 (325-39-43) ; UGC Opéra, 354 (325-39-43) ; UGC Opéra, 355 (325-39-43) ; UGC Opéra, 356 (325-39-43) ; UGC Opéra, 357 (325-39-43) ; UGC Opéra, 358 (325-39-43) ; UGC Opéra, 359 (325-39-43) ; UGC Opéra, 360 (325-39-43) ; UGC Opéra, 361 (325-39-43) ; UGC Opéra, 362 (325-39-43) ; UGC Opéra, 363 (325-39-43) ; UGC Opéra, 364 (325-39-43) ; UGC Opéra, 365 (325-39-43) ; UGC Opéra, 366 (325-39-43) ; UGC Opéra, 367 (325-39-43) ; UGC Opéra, 368 (325-39-43) ; UGC Opéra, 369 (325-39-43) ; UGC Opéra, 370 (325-39-43) ; UGC Opéra, 371 (325-39-43) ; UGC Opéra, 372 (325-39-43) ; UGC Opéra, 373 (325-39-43) ; UGC Opéra, 374 (325-39-43) ; UGC Opéra, 375 (325-39-43) ; UGC Opéra, 376 (325-39-43) ; UGC Opéra, 377 (325-39-43) ; UGC Opéra, 378 (325-39-43) ; UGC Opéra, 379 (325-39-43) ; UGC Opéra, 380 (325-39-43) ; UGC Opéra, 381 (325-39-43) ; UGC Opéra, 382 (325-39-43) ; UGC Opéra, 383 (325-39-43) ; UGC Opéra, 384 (325-39-43) ; UGC Opéra, 385 (325-39-43) ; UGC Opéra, 386 (325-39-43) ; UGC Opéra, 387 (325-39-43) ; UGC Opéra, 388 (325-39-43) ; UGC Opéra, 389 (325-39-43) ; UGC Opéra, 390 (325-39-43) ; UGC Opéra, 391 (325-39-43) ; UGC Opéra, 392 (325-39-43) ; UGC Opéra, 393 (325-39-43) ; UGC Opéra, 394 (325-39-43) ; UGC Opéra, 395 (325-39-43) ; UGC Opéra, 396 (325-39-43) ; UGC Opéra, 397 (325-39-43) ; UGC Opéra, 398 (325-39-43) ; UGC Opéra, 399 (325-39-43) ; UGC Opéra, 400 (325-39-43) ; UGC Opéra, 401 (325-39-43) ; UGC Opéra, 402 (325-39-43) ; UGC Opéra, 403 (325-39-43) ; UGC Opéra, 4

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 27 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

LE SUCCÈS FRANÇAIS 83
INTERNATIONALRose
Laurens1983 : AFRICA
(Album d'Or - 45 Tours de Platine)
1984 : VIVRE
Sur disques et cassettes FLARENASCH

- 20 h 35 Variétés : les trophées du MIDEM.
Réalisation G. Barrier.
Fabrice présente Irène Cara, Crocodile Harris (Afrique du Sud), Nena (Allemagne), Bandolero, le Club, Indochine (France), The Shirts (Pays-Bas)...
- 21 h 45 L'Odyssée du commandant Cousteau.
Le sort des loutres de mer.
- 22 h 40 Branches-musique : 22, v'le le rock.
De J.-B. Hebeey.
- 23 h 25 Journal et cinq jours en Bouras.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

de la maternelle à la 5^e
Aidez-les...
... à réussir
avec la collection
APPRENDRE
ORTHOGRAPHE-LECTURE
DICTÉES-CALCUL
19,50 F
chez votre libraire. HATIER

- 20 h 45 Feuilleton : Fabien de la Drôme.
De J. Comos et S. Lorenzi, réal. M. Wyn. Avec J.-F. Garraud, B. Avoine, S. Aznar...
Rendu de sa blessure, Fabien descend vers le village accomplir sa vengeance et l'œuvre de salut qu'il doit au souvenir de Vassières. Dernier épisode d'un western qui se situe dans la France du Directoire. Lecture politique en filigrane d'une des époques les plus troubles de l'histoire.
- 21 h 35 Apogées.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : Kafka, Orwell et Kundera. Sont invités : Milan Kundera (l'Inoubliable Légende de l'ère), Simon Leys (Orwell ou l'horreur de la politique), Maurice Nadeau, directeur de la Quinzaine littéraire.
- 22 h 45 Journal.
- 23 h 55 Ciné-club : Le ciel est à vous.
Cyclo France année 40 : film français de Jean Grémillon (1943) avec M. Renard, Ch. Vanel (N).

La femme d'un garagiste réprouve le goût qu'a pour l'aviation son mari, ancien mécano de Guynemer. Mais elle en vient à partager ce goût, apprend à piloter et décide de tenter un record de distance en ligne droite. L'histoire d'un couple et d'une passion qui transforme un caractère féminin. Chronique intimiste antérieure aux valeurs humanistes. L'un des plus grands films français tournés sous l'Occupation.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

MOUVEMENT NON
CONDITION AU
MASCULINE DIVORCE
RACKET
Tél. 563.82.12 DE JOURNAL

- 20 h 35 Vendredi (carte blanche à Anne Gaillard) : compartiment divorces.
Le divorce des plus de cinquante ans. Magazine d'A. Campaux.
Denise, Jules, Ivy, Ludovic, Stéphanie, cinq personnes de cinquante à soixante ans. Le divorce des plus de cinquante ans, un phénomène social de plus en plus fréquent depuis quelques années. Des hommes pour la plupart, qui ont demandé la séparation, et des femmes qui ont vécu le divorce comme une répudiation. Témoignages recueillis par A. Gaillard, réalisation de Pierre Le Heric.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Les pionniers de la photo.
Emission de J. Bardin, P. Dugast, J. Eguer.
Cette émission regroupe les dix épisodes qui ont été diffusés séparément l'année dernière dans le magazine Flash 3. Les pionniers de la photographie au XIX^e siècle : Nicéphore, Daguerre, Bayard et Fox Talbot, Hill et Adamson, Blanquart-Evrard et Maxime Du Camp, Nadar, Disdéri.
- 22 h 55 Prélude à la nuit.
Sonate pour violon et piano de Brahms, par F. R. Duchâble (piano) et G. Cosset (violon) (en stéréo sur France-Musique).

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 18 h 5 L'auberge du silence.
Reportage sur l'abbaye de Clairvaux, où viennent se recueillir quelques jours, de plus en plus de monde.
- 18 h 30 Autour de...
La grande émeute parisienne de février 1934.
- 18 h 55 Dessin animé : Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Dessin animé : Le tour du monde en quatre-vingt jours.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Émission hebdomadaire (cette émission fait suite au magazine « Indication » diffusé sur TF 1 le mercredi 25 à 21 h 30) : dialogue précoce des tumeurs : résonance magnétique nucléaire : évolution dynamique des organes ; l'hémodialyse à domicile.
- 21 h 30 Musique : Black and Blue.
- 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 5 Jazz à Cannes.
20 h 30 Concert : « Sonate en la majeure » de Beethoven, « Études sonates » de Moré, « Gaspard de la nuit », de Ravel, « Sonate pour violoncelle et piano », de Debussy, « Perce capriciosa » pour violoncelle et piano de Tchikovsky, « Sonnets de Pétrarque », de Liszt, par Desmond Hoebig, violoncelle, A. Laplante, piano.
- 22 h 30 Fréquences de nuit.

Les programmes du samedi 28 et dimanche 29 janvier se trouvent dans « le Monde loisirs »

Pour votre
DEMEMAGEMENT
ODOUL
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
Exemplaires spécimens sur demande

Mois de l'occasion chez Renault
CREDIT 3 FOIS MOINS CHER*

* Du 14 janvier au 15 février 1984, dit total au TEG de 8,90% pour une durée de 12 mois sur les véhicules garantis O.R. ayant plus de 3 ans d'âge. Exemple pour un montant financé de Fr. 10.000 : 12 mensualités de Fr. 874,05. Coût total à crédit Fr. 10.488,61. Montant des intérêts Fr. 488,61. Sous réserve d'acceptation du dossier par O.R. 5% du capital - 350 millions de francs. RC PARIS B 542062435 - 51-53, Champs-Élysées - PARIS 8^e.

JUSQU'AU 15 FEVRIER

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

Portes ou fenêtres à remplacer ?

Appellez le spécialiste du sur mesure

BOIS PVC ALU

Vente en posé ou non posé

Agent Velux
Magasin Exposition 26, avenue Courbou 94160 St-Mandé (Porte de Vincennes) Métro Saint-Mandé-Tourville.

ISO
France Fenêtres
328 77 14

LE CARNET DU Monde

Mariages

— Sophie GUERONIK et Daniel TORRES, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 6 décembre 1983.
3, boulevard Jules-Peltier, 92210 Saint-Cloud.

Décès

— Paris, Schœgen (RFA)
Le docteur Alain Benoit et son fils Eric, Anne et Hans Heidwein et leurs enfants Lisa et Matthias, Le docteur Catherine Benoit, M^{me} Georges Naline, Les familles Naline, Lametia, Dhuide et Benoit, ont la douleur de faire part du décès de
docteur Marguerite BENOIT,
leur mère, grand-mère, fille, sœur, tante et cousine,
survenue le 25 janvier 1984, à Paris.

Le service religieux sera célébré le mardi 30 janvier 1984 en l'église de la Sainte-Trinité, place d'Estienne-d'Orves, à Paris-9^e, où l'on se réunira à 10 h 30.
— M^{me} Jeanne Bouret, M^{me} et M^{me} François Bordes, M^{me} et M^{me} Georges Bouret, M^{me} veuve Jean Eberhart, M^{me} Isabelle Bordes, M^{me} et M^{me} André Pauliant, ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean BOURET,
ingénieur en chef honoraire des Ponts et Chaussées, officier de la Légion d'honneur,
survenu le 24 janvier 1984, dans sa soixante et onzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Ablon, à l'issue de la cérémonie.
— M^{me} et M^{me} Hervé Goudchaux et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Bernard Fernet et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Philippe Chateaux et leurs enfants, M^{me} Isabelle de Gennes, M^{me} et M^{me} Guy Ebrard, leurs enfants et leur petite-fille, M^{me} Pascalette Ebrard, Les familles Gennes et Boistobal ont la douleur de faire part du décès de
comte Jean de GENNES,
officier de la Légion d'honneur, croix de guerre,

survenu le 24 janvier 1984, dans sa soixante et onzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Ablon, à l'issue de la cérémonie.
— M^{me} et M^{me} Hervé Goudchaux et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Bernard Fernet et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Philippe Chateaux et leurs enfants, M^{me} Isabelle de Gennes, M^{me} et M^{me} Guy Ebrard, leurs enfants et leur petite-fille, M^{me} Pascalette Ebrard, Les familles Gennes et Boistobal ont la douleur de faire part du décès de
comte Jean de GENNES,
officier de la Légion d'honneur, croix de guerre,

survenu le 24 janvier 1984, dans sa soixante et onzième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Ablon, 94480 Ablon, gare d'Ablon, le lundi 30 janvier, à 16 heures.

Communications diverses

— Sa famille et ses amis nous prient d'annoncer la mort de

M. Edouard LOEB, marchand de tableaux,
survenue le 25 janvier 1984 à l'âge de quatre-vingt-six ans.
Les obsèques auront lieu le samedi 28 janvier 1984, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse.

Réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.
« Nous vivons vraiment dans un drôle de monde. Un homme peut s'estimer heureux s'il en sort vivant... »
W. C. Fields.
19, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

— Le docteur Elisabeth Seier, née Adiba, Le docteur Jacques Seier, Olivier et Raphaël, M^{me} Joëlle Adiba, M^{me} et M^{me} Marcel Dajan, M^{me} et M^{me} Gérard Dajan, M^{me} et M^{me} Marcel Seier, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Mady MOUCHNINO, à l'âge de soixante-trois ans.

L'inhumation a eu lieu à Marseille, le 24 janvier.
122, rue du Commandant-Rolland, Villandry-1, 13006 Marseille.

Anniversaires

— Pour le huitième anniversaire de la mort de
Pascal PÉPIN LE HALLEUR
une pensée est demandée à sa mémoire et à celle de
Françoise.

Au Paradis des
SOUVENIRS
du 26 Janvier au 4 Février
RUE DU PARADIS (Paris 10^e)
35 boutiques vous accueillent
Porcelaine - Cristal - Orfèvrerie

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS 11, rue Payenne Paris 9^e - 271-82-20
KJELL STRANDQVIST EDNA MARTIN
peintures textiles
(jusqu'au 12 février) (jusqu'au 18 février)
lundi-vendredi 12 h-18 h / samedi-dimanche 14 h-18 h

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12^e - 347.21.32

LES LÉPREUX
sont encore 16 millions dans le monde
AIDEZ-NOUS A LES SOIGNER
ŒUVRES
HOSPITALIÈRES
FRANÇAISES
DE
L'ORDRE DE MALTE
(Association reconnue d'utilité publique)
Versez vos dons :
O.H.F.O.M.
4, avenue Marceau
75381 Paris Cedex 08
C.C.P. 12.078.45 F Paris

ROBLLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

(Publicité)
UPPSALA UNIVERSITY
Suède
Cours de suédois.
Tous niveaux. Également cours (en anglais) d'histoire de la Suède et d'histoire de l'art, institutions sociales, éducation, etc.
6 semaines : 17 juin au 27 juillet
4 semaines : 17 juin au 13 juillet
UPPSALA UNIVERSITY, INTERNATIONAL SUMMER SESSION
P.O. Box 256S-751 06 UPPSALA-Suède

مكتبة الامام

SIDÉRURGIE

Le contingentement obligatoire de la production européenne d'acier est prorogé jusqu'à la fin de 1985

Bruxelles (Communautés européennes). - Les ministres de l'industrie de la CEE ont décidé le 26 janvier 1984 de prolonger jusqu'à la fin de 1985 le contingentement obligatoire de la production européenne d'acier. Les Dix ont en outre, lancé une mise en garde aux États-Unis contre toute nouvelle tentative de réduire les ventes communautaires de produits sidérurgiques sur le marché américain.

Le 25 juillet 1983, les ministres des Dix n'avaient pu, en raison de l'opposition de l'Italie, reconduire l'application de l'article 58 du traité CEEA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) décrétant l'état de crise manifeste jusqu'au 31 décembre de l'année prochaine. Rome n'avait accepté qu'une prorogation limitée au 31 janvier 1984. Les Italiens considéraient, à l'époque, que leur engagement à plus long terme devait s'accompagner d'une révision en hausse des quotas de production octroyés à leurs sidérurgistes. Jeudi, la délégation italienne a marqué rapidement son accord sans obtenir, du moins officiellement, un accroissement des quotas autorisés. Sur ce point, personne, y compris du côté italien, n'a fait de déclaration. La Commission, qui est seule habilitée à gérer les quotas de production, a toutefois une marge de manœuvre de l'ordre de 300 000 à 400 000 tonnes de produits plats supplémentaires. Un tel supplément permettrait aux Italiens de rattraper ce qui est l'objectif avoué de Rome - l'acierie de Bagnoli dans la région de Naples avec ses six mille emplois. Au départ, l'Italie demandait un accroissement d'environ 1 million de tonnes de ses quotas. La ratiocination a obtenu - ou espère obtenir - explique probablement que ses représentants à Bruxelles n'ont annoncé le dépôt d'un recours devant la Cour européenne de justice que pour 600 000 tonnes.

En tout état de cause, la première condition pour rendre viable le plan de sauvetage de la sidérurgie européenne est remplie. Reste à trouver

De notre correspondant

un accord sur les réductions de capacité à opérer dans chaque sidérurgie nationale d'ici au 31 décembre 1985, dans le cadre d'une réduction globale de 30 millions de tonnes. Aujourd'hui, la situation est des plus confuses. Tous les États membres éprouvent de graves difficultés à opérer les arbitrages nécessaires pour répondre aux exigences du marché.

La Commission avait demandé aux gouvernements de lui communiquer à la fin de ce mois les programmes de restructuration. M. Andriessen, le commissaire chargé de la concurrence, a indiqué que seules l'Italie et l'Allemagne fédérale allaient être en mesure de respecter l'échéance. M. Fabius, le ministre français de l'industrie et de la recherche, a, pour sa part, déclaré à ce sujet que « malgré le soul de la France, la Commission ne peut pas possible d'empêcher la concentration avec les organisations syndicales ». L'inconvénient est que la Commission est décidée à n'autoriser les aides au fonctionnement et à la modernisation qu'au vu des programmes de restructuration.

Les Dix ont cependant donné leur accord de principe pour le financement à concurrence de 62,5 millions d'ECU (1 ECU = 6,57 F) de mesures d'accompagnement en 1984 (prétraitement, stages de formation, etc.).

Contentieux avec les États-Unis

A la demande de M. Davignon, responsable du dossier sidérurgique, le Conseil des Dix a chargé la Commission d'ouvrir des consultations avec Washington à propos de la plainte déposée par la société Bethlehem Steel et des syndicats américains de la métallurgie. Aux termes de cette plainte, il est demandé, en effet, à la Commission fédérale du commerce des États-Unis de contester les importations d'acier au

carbone en provenance de la CEE. Or, ces produits sont couverts par l'accord d'autolimitation conclu en octobre 1982 entre Washington et la CEE. Les craintes des instances communautaires sont d'autant plus vives qu'ils représentent 95 % des produits relevant de cet arrangement. Bruxelles fait valoir, en outre, que les exportations européennes de produits sidérurgiques vers les États-Unis ont baissé de 30 % en 1983 par rapport à 1982, alors que les ventes des autres pays fournisseurs, à l'exception du Japon, ont augmenté de 44 %. C'est ce qui explique la vigueur de la déclaration des Dix : « Cette plainte menace les importations aux États-Unis de produits sidérurgiques de la CEE, et si l'insécurité ainsi créée était maintenue, les conditions objectives seraient réunies pour abroger l'accord conclu en 1982 entre les États-Unis et la Communauté ».

MARCEL SCOTTO.

PAS DE REPRISE DE LA DEMANDE DANS L'OCDE EN 1984

La situation des secteurs consommateurs d'acier de la CEE « ne permet guère d'espérer un redressement de la demande d'acier en 1984 », estime le comité de l'acier de l'OCDE.

Dans un marché caractérisé par une légère reprise de la production du monde occidental (+1,5 %), avec 335 millions de tonnes pour les vingt-quatre pays de l'OCDE, après une baisse de 16 % en 1982, la Communauté européenne a accusé, avec 110,6 millions de tonnes, un recul de 2 %, et le taux d'utilisation des aciéries est tombé à 57 %, trente-trois mille emplois ayant été supprimés en 1983.

Les pays de l'OCDE souffrent d'une surcapacité de quelque 150 millions de tonnes dans le secteur sidérurgique, et les prix de l'acier demeurent « extrêmement déprimés », a souligné le comité de l'acier de l'OCDE.

SOCIAL

LA POLITIQUE CONTRACTUELLE EN QUESTION

Le projet de loi sur la formation continue n'intègre pas plusieurs dispositions de l'accord signé par les partenaires sociaux

L'accord du 26 octobre 1983 entre les partenaires sociaux sur la formation professionnelle en alternance et son intégration totale ou partielle dans le projet de réforme de la loi de 1971 sur la formation professionnelle continue, qui doit venir en discussion les 1^{er} et 2 février au Sénat, risque de provoquer un incident majeur entre les partenaires sociaux et le pouvoir.

A l'origine les dispositions de l'accord signé par le CNPF et la CGPME d'un côté, FO, la CFDT, la CFTC et la CGC de l'autre, devaient être reprises dans la loi sur la formation professionnelle (Le Monde du 7 et du 27 octobre 1983). Le gouvernement s'y était engagé, lors de la « table ronde » du 20 mai 1983 sur l'emploi et la formation des jeunes. M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, l'avait confirmé à l'Assemblée nationale, le 13 octobre 1983, à l'occasion de la présentation de son projet de réforme en première lecture, quand l'accord entre les partenaires sociaux n'était pas encore signé.

Mais dans une lettre adressée le 26 décembre 1983 à Pierre Mauroy, les signataires de l'accord, qui rappellent qu'ils sont « très attachés à ce que la totalité des dispositions prévues par l'accord soient reprises par la loi », font observer qu'« un certain nombre de points importants n'y figurent pas ». Et ils demandent instamment que le gouvernement respecte la parole donnée. Depuis, le gouvernement se tait et ne paraît pas disposé à modifier son attitude. Le premier ministre n'a pas répondu aux signataires de l'accord, et le ministre de la formation professionnelle continue ses discussions avec la commission sénatoriale, sans avoir la rédaction de la partie du texte en cause.

Dans l'entourage de M. Rigout, certains justifient ainsi cette position : l'accord signé, à les entendre, « ne serait pas bon » et contiendrait « des choses qui ne vont pas ». « Cela nous oblige à le tirer par le haut », affirment les mêmes personnes, qui, apparemment, ne se soucient pas d'être accusées d'intervenir dans la politique contractuelle, alors même que, hormis la CGT, dont les griefs sont très proches de ceux du ministère, patronat et syndicats ont pu aboutir à une proposition commune.

« C'est certain, il y a un blocage politique », affirme M^{me} Nicole Notat, secrétaire nationale de la CFDT, qui ne paraît pas surprise de ces réactions. « Des réserves, on avait qu'il y en avait, ajoute-t-elle, car nous avons conclu quelques choses de très nouveau par rapport aux habitudes de ce pays. Il s'agit d'une nouvelle donne, en matière de formation professionnelle, qui

remet en cause les responsabilités et les habitudes de l'éducation nationale et du gouvernement. A leurs yeux, notre accord ne pouvait être qu'un rabais... »

Réservé, le CNPF se tient également prêt à riposter. Déjà, en mai 1983, M. Yvon Chouart avait donné de la voix contre le projet de réforme de M. Rigout. A l'époque, on avait parlé d'un *casus belli* à propos de deux dispositions, l'obligation de négocier les plans de formation au sein de l'entreprise et l'agrément par les pouvoirs publics d'organismes de formation. La querelle s'était depuis apaisée, mais, pour le CNPF, elle pourrait bien être ravivée « si l'on s'avisait de bafouer les partenaires sociaux ». Et ce d'autant plus que la formation en alternance entre l'entreprise et les heures de cours était un objectif depuis longtemps recherché.

La peur de la concurrence

Dans leur lettre, les partenaires sociaux estiment que les principaux éléments qui n'ont pas été intégrés dans le projet de réforme sont : ceux qui visent à l'encadrement de notre préoccupation essentielle de donner aux entreprises les motivations suffisantes, notamment le cadre juridique et financier, leur permettant de prendre l'initiative de développer une politique d'insertion professionnelle des jeunes. Trois questions sont en litige. La première porte sur l'absence de toute allusion au financement - prévu par la déduction de 0,1 % de la taxe d'apprentissage et de 0,2 % de la formation continue, calculés sur la masse salariale. La deuxième vise la fixation à dix-huit ans plutôt qu'à seize ans l'âge minimum requis pour bénéficier des dispositions de l'accord contractuel. La dernière divergence porte sur le refus d'inscrire, dans le projet de loi, des dispositions relatives à la formation continue, à l'adaptation à un emploi d'une durée de six à douze mois, d'acquisition d'une qualification d'une durée de six mois à deux ans - et, surtout, sur l'absence de contrat de travail pour un stage rémunéré d'initiation à la vie professionnelle de trois à six mois.

Les réponses du ministère de la formation professionnelle sont techniques et juridiques. Le ministère affirme ainsi que la réduction soumise au Sénat « reprend l'accord dans ses grandes lignes », mais qu'il existe « une différence de nature entre un texte législatif et un texte contractuel ». Le problème du financement, dédié à mettre en œuvre, ne doit pas être réglé par la loi, mais devrait pouvoir figurer dans la loi de finances ; ce qui demande « un temps d'étude ». De même, des dispositions pourraient

être adoptées par décret, comme pour la dérogation à l'âge de dix-huit ans, dans le cas du contrat d'adaptation ou pour les formations qui ne garantiraient pas la rémunération minimale légale du SMIC. Surtout M. Rigout se montre préoccupé de maintenir les avantages des contrats d'apprentissage, qui ont le mérite d'exister, et s'inquiète de voir les nouvelles formules servir de « vases communicants » pour le transfert de jeunes dans un autre système « alors que nous sommes confrontés à la présence de 450 000 jeunes sans formation, de dix-huit à vingt-cinq ans, et demandeurs d'emploi ».

Cette argumentation est réfutée par M^{me} Nicole Notat. « En fait, dit-elle, on nous reproche d'avoir mis au point un dispositif qu'on veut croire concurrent des actions de formation de l'éducation nationale et des stages Rigout pour les seize-dix-huit ans ». Elle constate des « réactions de défiance », « en concurrençant le nouveau », représente « une chance unique » que tous les formateurs devraient saisir. « L'alternance ouvre enfin l'entreprise et permet une formation articulée », continue-t-elle, « ce qui offre le moyen de dépasser les limites du système Rigout ».

Pour la secrétaire nationale de la CFDT, la limite d'âge fixée pour les stages Rigout manifeste le peu que les jeunes obtiennent le système scolaire » pour d'autres formules. Quant à l'absence de financement, elle fait observer que ce moyen de formation, qui a fait ses preuves, s'adresse à un « public cible » de jeunes et d'intéressés par les mêmes entreprises, le plus souvent artisanales. « Nous voulons que le projet de loi reprenne la philosophie de notre accord », conclut M^{me} Notat.

Au moment où la formation des jeunes apparaît comme l'une des réponses positives au chômage, est-il possible qu'un accord contractuel qui permettrait l'insertion professionnelle de 300 000 à 400 000 jeunes soit démantelé ou ignoré ? Outre que la querelle retarde la mise en œuvre de la réforme de la loi de 1971 sur la formation continue, adaptée aux conditions d'une industrie en mutation, le précédent serait grave de voir le gouvernement s'opposer à la volonté contractuelle. Politiquement, ce serait une victoire pour une minorité communautaire, alors que la CGT a refusé, selon les biographies, de signer cet accord. Même si les biographies prévoient davantage de résistances corporatistes ou technocratiques dans un domaine qui touche à la formation et à l'éducation.

ALAIN LEBEAUCHE.

Le rapport Rosenwald sur la sidérurgie juge sévèrement la convention sociale de 1977

Demandé par le gouvernement pour l'aider à définir ce que pourrait être le nouveau système de protection sociale dans le secteur de la sidérurgie, le contenu du rapport Rosenwald - du nom de l'ancien premier président de la Cour des comptes - a été révélé, le 25 janvier, par une dépêche de l'AFP.

Le rapport, qui a été remis par son auteur aux ministères concernés de l'industrie, des affaires sociales et de l'emploi sera à la disposition des organisations syndicales alors que la CGT en a déjà pris connaissance. FO, qu'en a obtenu communication le 26 janvier, a porté une première appréciation très négative en sa qualité. Dans un communiqué, M. Michel Huc, secrétaire général de la métallurgie FO écrit que ses propositions relèvent « non seulement de la bêtise mais également de l'utopie et enlève toute crédibilité à ce rapport ».

Au terme de son observation, M. Jean Rosenwald juge sévèrement la façon dont a été appliquée la précédente convention de protection sociale de 1979 - en fait de 1977, fait observer FO - qui doit maintenant être rediscutée. Pour réduire les effectifs, cette convention prévoyait notamment des départs en préretraite à cinquante ans et, pendant quelques mois, facilitait les départs volontaires par le versement d'une prime de 50 000 F. Or 50 % des départs ont été à la faveur de l'âge, 9 % en bénéfice de la prime, 3 % par des mutations et 38 % par des « mouvements naturels de main-

d'œuvre ». Tandis que, entre le 1^{er} mai 1979 et le 31 décembre 1982, 65 000 personnes quittaient la sidérurgie, 19 000 nouveaux salariés étaient simultanément embauchés au prix d'un gaspillage que M. Rosenwald chiffre à 9 milliards de francs.

Considérant que ce « laxisme » n'est « pas concevable », l'auteur du rapport estime que, par la convention de 1977, « les dirigeants de l'époque se bornaient à payer les victimes des crises de l'économie. libérale sans se préoccuper de leur réinsertion dans l'activité créatrice. Ils achetaient la paix sociale ».

De plus, les avantages de la convention ont été accordés au personnel administratif, ou même aux employés des HLM thionvilloises, alors que le recensement des seuls travailleurs qui manient le métal incandescent aurait permis de diminuer de 15 % le nombre des bénéficiaires. M. Rosenwald propose donc « un échelonnement » et réclame l'exclusion du champ d'application de la convention les sidérurgistes qui entreraient dans la profession après une certaine date.

Au-delà, l'ancien premier président de la Cour des comptes met en lumière deux erreurs fondamentales de la convention dont il recommande la correction. En premier lieu, il s'agit de mesures d'âge qui ne doivent plus être mises en œuvre qu'en « l'absence de toute autre solution » et être réservées, s'il fallait en dernier ressort y recourir, « aux

sidérurgistes ayant occupé pendant au moins dix années de leur carrière des postes réputés pour leur pénibilité ».

L'auteur du rapport remarque, en effet, que ces mesures ont atteint leurs limites et que, même si elles étaient systématiquement appliquées, « on ne réglerait que dix-huit mille quatre cent cas », d'ici à la fin de 1987.

En second lieu, M. Rosenwald observe que le recours à la formation a été insuffisant, avec la convention de 1977, et qu'il faudra mettre l'accent sur ce moyen à l'avenir pour permettre la réinsertion des sidérurgistes dans d'autres professions.

A ce sujet, le rapporteur formule plusieurs propositions. Il faudrait définir les secteurs industriels susceptibles d'embaucher et, dans le même temps, sélectionner les candidats à la reconversion. Ensuite, des centres de formation devraient être créés dans les bassins d'emploi. Pendant sa formation, l'ancien sidérurgiste continuerait à percevoir l'indemnité de son salaire payé par l'entreprise, l'Etat prenant la formation à sa charge.

Enfin, M. Rosenwald préconise une procédure particulière pour privilégier l'embauché des anciens sidérurgistes, dans certaines conditions, ce qui exigerait le vote d'une loi « inspirée » des principes que l'on a fait jouer en faveur des mutilés de guerre et plus récemment des handicapés.

Le Monde

Aujourd'hui

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ

AU « MONDE » DU SAMEDI DATÉ DIMANCHE-LUNDI

SOMMAIRE DU SAMEDI 28
DATÉ DIMANCHE-LUNDI 29-30 JANVIER 1984MÉDECINE : Le tabac et
la guerre des filtresSCIENCES : De l'essence
avec moins de pétroleARCHITECTURE : Le
théâtre de BelfortPHILOSOPHIE : Le
réveil des intellectuels
espagnolset en EXCLUSIVITÉ :
Les grands de la B.D.
n'ont pas peur de 1984

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU « MONDE »

مكتبة الامم المتحدة

CONJONCTURE

SÉLON LE PRÉSIDENT DU CRÉDIT NATIONAL

La reprise de l'investissement en 1984 sera néfaste à l'emploi

L'investissement industriel, qui a sensiblement décliné ces dernières années, va, sans doute, amorcer une nette reprise en 1984, de l'ordre de 5 % à 6 % en volume, mais, dans la plupart des cas, il sera néfaste à l'emploi, a déclaré, jeudi 27 janvier, M. Jean Saint-Geours, président du Crédit national, présentant les résultats d'un sondage effectué auprès de 150 entreprises, suivies par la centrale des bilans de cet organisme. Selon ce sondage, le chiffre d'affaires devrait, cette année, augmenter de 9,6 % en valeur, soit nettement plus que le taux d'inflation prévu et la marge brute d'autofinancement de 6,8 %. Quant aux investissements industriels, ils augmenteraient de 11,4 % en valeur, soit 5 % à 6 % en volume.

Selon M. Saint-Geours, ces résultats doivent être interprétés avec prudence, en raison de la disparité dans les comportements individuels des entreprises : certaines d'entre elles prévoient un gonflement de 60 % de leur investissement en 1984, et d'autres, une contraction de 30 %. Au total, ce sondage « laisse espérer » une amélioration de la situation financière des entreprises. Par ailleurs, au cours des cinq dernières années, la nature des investissements a « totalement » changé : ils sont destinés à augmenter la productivité et non plus la capacité de production, ce qui était « indispensable » en France, à l'imitation de ce qui se passe déjà aux États-Unis, au Japon et au RFA. Ces investissements, toutefois, sont « rarement » créateurs d'emplois, et, la plupart du temps, ils en suppriment, ce qui n'est pas de nature à atténuer le chômage.

L'année dernière, le montant des investissements effectués en France a fléchi à nouveau, s'élevant à 770 milliards de francs, soit 20 % du PIB. Dans le logement, il a diminué de 5 % en volume, les grandes entreprises nationales, qui constituent les éléments moteurs des investissements depuis dix ans, réduiront les leurs de 3,5 %, en raison de l'achèvement ou du ralentissement de certains grands travaux d'équipement (TGV, nucléaire, téléphone). Dans le secteur commercial, la diminution a atteint 2 % et 4 % dans les travaux publics.

En dépit de cette conjoncture maussade, les prêts accordés par le Crédit national pour son propre compte ont augmenté de 39 % à 13,9 milliards de francs, et ceux consentis avec la garantie de l'État ont atteint 7,3 milliards de francs, auxquels il faut ajouter 7,4 milliards de francs en accords de mobilisation, soit 28,6 milliards de francs au total. Le Crédit national, par ailleurs, a distribué 12,5 milliards de francs d'emprunts bonifiés, soit 41 % de l'enveloppe totale, accordée cent cinquante et un « prêts spéciaux de refinancement » au titre du « moratoire », pour 1,3 milliard de francs, et consenti pour 177 millions de francs de prêts participatifs.

La réforme du Conseil économique et social

Ravèlement au palais d'Iéna

Place d'Iéna, sur le terrain de l'ancien Dépôt des phares, le Conseil économique et social fait quelques pas vers l'assemblée constituante. Dans le bâtiment, construit en 1937-1938 par l'architecte du béton armé, Auguste Perret, qui abrita le Musée des travaux publics jusqu'en 1956, puis l'éphémère Assemblée de l'Union française, ses deux cents

membres mènent des activités souvent intéressantes, mais légèrement marginales. Composés de représentants des organisations socio-professionnelles et de personnalités qualifiées, parfois proches du pouvoir en place, le Conseil économique et social a un rôle consultatif. Il est obligatoirement saisi par le gouvernement des projets de loi à caractère économique et social, à l'exception des lois de finances. Il peut également être consulté sur les textes de sa compétence et, de sa propre initiative, procéder à des études et émettre des avis, que le gouvernement suit ou non.

Depuis sa création par l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique, le Conseil économique et social, présidé par M. Gabriel Vintejol, ancien secrétaire confédéral de la CGT-FO, après le long règne de M. Emile Roche (1959-1974), fut, de temps en temps, l'objet des sollicitudes officielles. En 1969, il avait ainsi été question de la fusionner avec le Sénat pour donner naissance à une nouvelle assemblée représentant les forces vives de la nation. On sait que, pour des raisons plutôt extérieures au sort du palais d'Iéna, le référendum qui fut organisé à ce sujet aboutit à un résultat négatif.

L'équipe mise en place le 10 mai 1981 ne pouvait pas ne pas s'en saisir à son tour. En conseil des ministres, le 25 janvier, une communication sur la préparation de la réforme du Conseil a été présentée par le chef du gouvernement.

Cette réforme devrait, semble-t-il, entraîner une modification de la composition du Conseil économique et social, ainsi qu'un renforcement de ses attributions. Il pourrait s'agir notamment d'assurer une meilleure représentation de la vie associative, ce qui, aucune amputation d'un des quinze groupes actuels du Conseil n'étant envisagée, se traduirait par une augmentation de ses membres. En cette approche des beaux jours, l'opération s'apparenterait plus à un ravèlement qu'à une rénovation du palais d'Iéna.

MICHEL BOYER.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-AL	8,6125 8,6125	+ 185 + 185	+ 325 + 375	+ 950 + 1850
5 ans	8,6125 8,6125	+ 185 + 185	+ 325 + 375	+ 950 + 1850
Yen (100)	3,6766 3,6766	+ 185 + 185	+ 325 + 375	+ 950 + 1850
DM	3,4902 3,4902	+ 149 + 149	+ 307 + 328	+ 895 + 937
Franc	2,7192 2,7192	+ 128 + 141	+ 265 + 284	+ 799 + 838
F.R. (100)	14,9980 14,9974	+ 180 + 191	+ 135 + 297	+ 374 + 668
F.S.	3,2414 3,2414	+ 269 + 290	+ 545 + 575	+ 1584 + 1646
L.F. (100)	5,8152 5,8152	+ 298 + 169	+ 398 + 348	+ 1230 + 1154
C.	12,8978 12,8964	+ 261 + 312	+ 543 + 631	+ 1587 + 1764

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/8	3 3/4	5 7/16	9 9/16	9 15/16	9 3/4	10 1/8
SE-AL	5 3/8	5 3/4	5 9/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 7/16
DM	5 3/8	5 3/4	5 9/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 7/16
Franc	5 3/8	5 3/4	5 9/16	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 7/16
F.R. (100)	9 1/2	10 1/2	10 1/2	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
F.S.	15 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
L.F. (100)	15 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
C.	15 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
F. franc.	11 3/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

AGRICULTURE

CALME RELATIF CHEZ LES ÉLEVEURS DE PORCS

M. Mauroy reçoit une délégation de responsables bretons

Tandis qu'un calme relatif revient en Bretagne, après les mesures annoncées en conseil des ministres et la rencontre entre M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, et les responsables nationaux et bretons des agriculteurs, on attend les résultats de l'entrevue que le premier ministre, M. Pierre Mauroy, doit avoir, vendredi 27 janvier, avec une délégation de responsables bretons. La délégation, après de très longues tractations, se trouve réduite à deux personnes, M. Raymond Marcellin, président (UDF) du conseil régional de Bretagne, ancien ministre, et M. René Fou-

cauld, président du comité économique et social.

Le sujet officiel de cette rencontre porte sur les tarifs de transport des marchandises dans la région, mais les discussions s'élargiront à l'ensemble des dossiers économiques.

En Bretagne, les centres départementaux des jeunes agriculteurs (CDJA) restent mobilisés pour obtenir la libération de M. Jean-Jacques Riou, incarcéré à la suite de la mise à sac de la sous-préfecture de Brest. Le vice-président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a

déclaré à Dijon, jeudi 26 janvier, que cette incarcération « n'est pas tolérable ». « Devant certaines situations, l'exaspération conduit à un certain nombre d'excès », a-t-il ajouté.

Au marché au cadran de Lorient, le prix du kilo de porc est remonté à 10,11 F, soit une hausse de 0,53 F par rapport au cours de lundi à Châteaufort-du-Faon. Hausse exceptionnelle mais artificielle, tel est le jugement assez général porté par les éleveurs qui l'attribuent à la fermeture des fromages. Ils en redoutent la réouverture prochaine demandée par la Commission de Bruxelles.

La SNCF bouc émissaire

Une centaine de mètres de rails arrachés à Gestel, dans le Morbihan, des dizaines de mètres un peu partout ailleurs, certains sectionnés au chelou, des passages à niveau détruits entre Saint-Brieuc et Morlaix, des ponts endommagés, les liaisons téléphoniques coupées entre Brest et Morlaix, des tronçons de voie à remettre en état du nord au sud de la Bretagne.

Accoutumés à subir les violences du monde agricole — les vigneron du Midi lui ont donné, il n'y a pas si longtemps, bien du souci — la SNCF trouve quand même, cette fois, la facture un peu lourde : la journée du 24 janvier lui aura coûté plusieurs millions de francs sur le réseau breton, où la circulation ne redevenira complètement normale qu'après la remise en état de l'ensemble des installations de sécurité du trafic.

Les dirigeants des chemins de fer trouvent ces déprédations d'autant plus regrettables qu'ils ne s'estiment pas responsables de la situation qui a provoqué le colère des paysans bretons. En outre, le problème du prix du porc mis à part, les paysans bretons ont quand même, de leur côté, quelques raisons d'en vouloir à la SNCF.

Depuis le 1^{er} janvier 1984, en effet, le transport de marchandises sortant de leur région ou y entrant — c'est le cas des aliments pour le bétail — est devenu plus cher. En application d'un arrêt de la Cour européenne de Luxembourg, le gouvernement français a dû, à cette date, cesser de verser à la SNCF la subvention qu'il lui accordait jusque-là, afin

qu'elle n'applique pas à cette région un différentiel de prix prévu par « ses conditions générales de tarification du trafic marchandises ».

Mais c'est l'État lui-même qui, en d'autres temps, a demandé à la Société nationale de pratiquer une modulation de ses tarifs de transport de marchandises. La loi de coordination des transports de 1949 prévoyait un rapprochement des prix de la SNCF et du coût économique de ses prestations. Une première réforme tarifaire, en 1951, avait tenu compte, grossièrement, de ces exigences, en établissant une pondération selon les gares desservies et selon les distances les plus directes entre elles, lesquelles ne correspondaient pas toutes à des liaisons ferroviaires existantes. En 1962, une étude précisée des conditions d'exploitation aboutit à une modification du système, les indices de pondération s'appliquant désormais au profil et au relief des lignes desservies. Ce qui aboutissait, en définitive, à pénaliser les régions difficiles d'accès, lesquelles souffraient déjà, généralement, de retards économiques.

L'annexe B-ter

Aussi, les pouvoirs publics demandent-ils à la SNCF d'écarter du champ d'application de la tarification modifiée les productions traditionnelles de ces régions ou les produits importés nécessaires à la vie des habitants. Cette disposition fit l'objet de l'annexe B-ter aux « conditions générales de tarifications », qui ne touche, en définitive, qu'une part

marginal du trafic, liée pour beaucoup, il est vrai, à l'agriculture. En Bretagne, en 1982, le tonnage de marchandises relevant de l'annexe B-ter ne dépassait pas 2,1 millions de tonnes sur 181 millions de tonnes pour l'ensemble du réseau national.

A partir de 1969, l'État accepta de compenser à 80 % le manque à gagner ainsi occasionné à la SNCF, les 20 % restants correspondant aux bénéfices qu'elle était censée retirer du trafic induit pour un tarif de « faveur ».

Cette compensation, qui atteignait 75 millions de francs en 1983, a été supprimée cette année, et la SNCF en a subi le répercussion sur ses clients bretons, entre autres (1), en application de son nouveau cahier des charges, établi l'an passé, qui lui interdit de vendre ses prestations au-dessous de leur prix de revient. Elle n'en a pas moins entamé des négociations avec les chargeurs afin d'essayer de trouver des arrangements — le groupage des expéditions, par exemple — susceptibles de modérer l'effet de la hausse. En attendant une modernisation des infrastructures qui permettrait d'améliorer de façon sensible la productivité du réseau régional, et à condition, bien sûr, que l'on ne continue pas de le démolir au chalumeau et au bulldozer...

JAMES SARAZIN.

(1) Outre les départements bretons et une partie de la Loire-Atlantique, l'annexe B-ter s'applique à certaines zones de l'Aveyron, du Cantal, de la Corrèze, de la Creuse, de la Haute-Loire, ainsi qu'à des gares de Sud-Ouest et du Sud-Est.

■ Pas de progrès sur les montants compensatoires entre la France et l'Allemagne. — Trois heures de réunion à Bonn entre plusieurs ministres allemands et français, le 26 janvier, n'ont pas permis aux deux pays de surmonter leurs divergences sur le problème des montants compensatoires monétaires (MCM). Rappelons que le prochain conseil européen doit se tenir le 19 mars à Bruxelles. Ouvrant la « semaine verte internationale » de Berlin, grande foire agricole européenne, M. Ignaz Kisch, ministre ouest-allemand de l'Agriculture, a lancé un appel au renforcement de la solidarité européenne afin que la politique agricole ne devienne pas

un sujet d'éclatement de la Communauté, tout en estimant que la situation des paysans allemands deviendrait « intolérable » si les MCM positifs étaient supprimés.

■ ERRATUM. — Une erreur de transmission nous a fait écrire dans nos éditions du 27 janvier que M. François Guillaume, président de la FNSEA, regretterait qu'il ait fallu des « exactions » aussi importantes pour que, enfin, on se préoccupe de trouver une solution réelle au problème porcin. M. Guillaume avait parlé d'« actions » aussi importantes et non d'« exactions ».

Nominations

■ M. JEAN-CLAUDE DURIAUD a été nommé président de Micro-Gitane, troisième fabricant de cycles français, filiale de la Régie Renault. Il remplace à ce poste M. Louillet.

■ M. JOHN GOOSSENS a été nommé président de Texaco France.

■ M. HICKS B. WALDRON succède à M. David W. Mitchell au poste de président de la firme américaine Avon Products, premier fabricant mondial de produits cosmétiques.

■ M. JOHN MCPHEE (53 ans) vient d'être nommé directeur général, pour le monde, du Secrétariat international de la laine (International Wool Secretariat - IWS - Woolmark).

Il était entré en 1986 dans cette organisation fondée en 1937 et qui regroupe les éleveurs de moutons d'Australie, de Nouvelle-Zélande, d'Afrique du Sud et d'Uruguay, pays qui produisent les quatrèmes de la laine brute dans le monde.

C'est M. David Asmus qui préside actuellement l'AWS.

■ M. CLAUDE MANDIL, 42 ans, directeur général de l'IDI (Institut de développement industriel), a été nommé président de la SOPAR, filiale de l'IDI, chargée des dossiers industriels lourds comme Bousac-Saint Frères ou la machine-outil. Cette société, constituée en société anonyme, sera administrée à parité par des membres de l'institut et par des chefs d'entreprise. M. Mandil, ingénieur des mines, a été chargé de mission à la Datar et conseiller technique auprès du premier ministre, M. Mauroy.

■ M. CHARLES RANUNKEL, âgé de quarante-neuf ans, vient d'être nommé président-directeur général de la CERCI, filiale de Jeumont-Schneider, un remplacement de M. Yves Paris, responsable des transports ferroviaires du groupe. Ingénieur de l'École centrale de Paris et diplômé de l'Institut de Technologie de Pasadena, M. Ranunkel a travaillé chez Honeywell, Schlumberger et Alcatel avant d'entrer en 1982 chez Jeumont-Schneider dont il dirigeait la branche électronique et communication.

■ M. JEAN-PIERRE BOUYS-SOINIE, président d'honneur de Thomson, a été nommé président de la société des Ingénieurs et scientifiques de France (ISF), dont le nouveau bureau pour 1984 a été officiellement installé le 25 janvier. Il remplace M. Jean Bizey, président d'honneur de Jaeger. MM. François De Laage De Meux, président d'Alethom-Atlantique, Pierre Courau, président de la société de l'industrie minière et Pierre Aguirre, conseiller scientifique à Thomson, ont été nommés vice-présidents de l'ISF.

ÉCONOMIE ET HUMANISME

N° 273 septembre-octobre 1983

DOSSIER :

LA MER : 1,37 milliard de km³... et quelques enjeux

- Les négociations de Genève sur le contrôle des armements nucléaires : bilan et perspectives.
- Y a-t-il « mel bouffe » en U.R.S.S. ?

Abonnement 1984 : 200 F

Le numéro : 35 F

ÉCONOMIE ET HUMANISME, 14, rue Antoine-Dumont

69372 LYON Cedex 08

(Publicité)

L'argent ne pousse pas sur les arbres...

MAIS IL POUSSE SUR LES GAZONS !

Avec une Franchise de Super Lawns®

La demande de services de gazons a beaucoup augmenté dernièrement. Aux États-Unis, en 1982, l'industrie d'entretien des gazons avec des produits chimiques, groupant plus de 2 000 entreprises, a réalisé un chiffre d'affaires de 1,85 milliard de dollars.

Avec une franchise de « Super Lawns », vous pouvez avoir votre propre affaire qui vous rapporte énormément de profit chaque année. « Super Lawns » cherche des gens qui veulent leur propre commerce, et une indépendance financière et personnelle. Nous vous fournirons des instructions, de meilleurs équipements et de meilleurs produits, et plus. Nous donnerons même une assistance financière à une personne qualifiée. Nous vous donnerons le désir de réussite.

Pour toutes informations complémentaires, téléphonez à Paris, à (1) 723-78-33 ou écrivez aux États-Unis.

Super Lawns®
P.O. Box 5677, Rockville, MD 20855 U.S.A.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE TUNISienne
ET MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3546

AVIS DE PRÉSELECTION

La Compagnie des Phosphates de Gafsa lance un avis de préselection auprès des sociétés d'engineering ou bureaux d'études, pour la réalisation d'une étude relative à :

- L'utilisation du phosphate humide en vue de la réalisation d'une substation électrique d'énergie par l'élimination de l'opération de séchage dans ses usines de lavage.
- Cette étude s'intéressera à l'ensemble des laves II et IV de Melhoul à la laverie III de M'Dhilla, aux équipements ferroviaires de la Société nationale de chemins de fer tunisiens (SNCF) transportant le phosphate de Melhoul et M'Dhilla à Gafsa, ainsi qu'aux unités de production d'engrais, industries chimiques maghrébines (ICM) et Société arabe d'engrais phosphates et azotes (SAEPA) situées dans l'enceinte du complexe chimique de Gafsa.
- Les sociétés d'engineering, ou autres, spécialisées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement d'une somme de 20 dinars auprès de notre service général, 9, rue du Royaume d'Ambre-Séoudite, Tunis.
- Les demandes de candidatures rédigées en langue française doivent parvenir au nom de Monsieur le Directeur des achats - 2130 Melhoul (Tunis) et seront reçues au plus tard le 15 février 1984.
- Les dossiers de candidatures doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :
 - Capital social et le chiffre d'affaires des trois dernières années.
 - Références dans ce domaine ou dans des opérations similaires.
 - Effectifs permanents avec curriculum vitae des principaux responsables et du personnel d'encadrement.
- Liste du personnel avec CV que vous vous proposez d'utiliser pour la réalisation de cette étude.
- Liste des principales études effectuées au cours des cinq dernières années et en cours d'exécution ou prévoyant pour chaque étude : nom et adresse du maître de l'ouvrage et objet de l'étude.

AFFAIRES

LE CONTRAT D'ARMEMENT SIGNÉ AVEC L'ARABIE SAOUDITE

Thomson sauvé par « Œil de faucon »

« Les entreprises nationalisées du secteur concurrentiel devront être rentables en 1985. Sinon... », déclarait récemment M. Fabius en rappelant aux PDG concernés que leur avenir était lié à la réalisation de cet objectif. Dans la petite classe des nationalisées, bien peu auraient misé, il y a encore quelques semaines, sur les chances de Thomson et de son PDG d'atteindre cet objectif.

Après un exercice 1982 marqué par des pertes considérables et une année 1983 qui vit l'échec de l'opération Grundig et le largage des activités communication à la CGE, M. Alain Gomez et son groupe semblaient bien mal en point. Les critiques contre le jeune PDG se faisaient de moins en moins feutrées, y compris dans certains cercles du pouvoir.

Or, en l'espace de quelques jours, le climat a totalement changé. L'action Thomson-CSF s'envole en Bourse (1) ; M. Gomez paraît soudainement assis dans son fauteuil ; même si un « imprécateur maison » continue ses libelles, les critiques se sont transformées en jugements admiratifs, voire envieux.

Ce petit miracle a une origine : Shabine 2 (« Œil de faucon »), du nom de ce nouveau et vaste contrat d'armement que la France et l'Arabie Saoudite ont signé voilà un peu plus de deux semaines (le Monde du 17 janvier). Ce contrat spectaculaire tombe à pic pour la France et son industrie d'armement. Il sauve le groupe Thomson - principal bénéficiaire de Shabine 2 - en lui apportant un ballon d'oxygène au moment où il en avait le plus besoin.

A vrai dire, il y a déjà longtemps que Shabine 2 hante les nuits des dirigeants de Thomson et, accessoirement, celles des responsables du ministère de la Défense. Trouvé dans les cartons par M. Gomez, lorsqu'il prend en main les destinées du groupe en février 1982, Shabine 2 va jouer le rôle du joker dans la partie qu'engage alors le nouveau PDG.

35 milliards de francs

Convaincu qu'il sera jugé sur sa capacité à refaire de Thomson un groupe bénéficiaire, sceptique sur les possibilités de l'Etat de lui fournir les financements nécessaires, M. Gomez, plus tacticien que stratège, va engager une action dans deux directions : remise en ordre de la gestion interne et recentrage des activités. Deux conditions qu'il juge nécessaires à la survie du groupe. Puisqu'il estime ne pas avoir les moyens pour financer les développements de toutes les activités du groupe, il se sépare de la communication. Un secteur d'avenir, dont la rentabilité semblait s'améliorer mais qui mobilisait d'importants moyens de financement (plusieurs milliards de francs sur cinq ans).

Sans doute, M. Gomez a-t-il fait alors le calcul suivant : « Si Shabine 2 capote, le groupe a quand même une petite chance de s'en sortir, à condition de se débarrasser de la communication. Si Shabine 2 est signé, le groupe est sauvé et à quel-ques belles années devant lui, alors que la CGE risque, elle, de connaître des difficultés. Un retour dans la communication pourrait alors être envisagé. »

Le schéma juridique et financier de l'accord avec la CGE permet effectivement - en théorie, du moins - un tel come-back.

Le recentrage mené à bien, il restait à toucher le joker. Les négociations avec l'Arabie Saoudite, menées de concert par le ministère de la Défense et l'équipe Thomson, animées notamment par M. Canvin - l'ancien directeur des affaires internationales du groupe, devenu le conseiller de M. Gomez - sont entrées dans une phase active à l'automne. Face aux propositions américaines (Raytheon, notamment), les industriels français ont alors baissé sensiblement leurs prix. Mais ils ont obtenu, en contrepartie, des conditions de paiement fort avantageuses.

Le contrat conclu début janvier prévoit, on le sait, la livraison - « clé en main » - d'un système complet de défense antiaérienne (chars AMX-30 et batteries dotés de missiles, radars, etc.). Sa durée n'est pas précisée. Toutefois, compte tenu de l'expérience du premier contrat Shabine de 1975 et de la complexité du système, il devrait s'échelonner sur un peu plus de cinq ans.

Le montant total du contrat, libellé en dollars, est d'environ 4 mil-

liards de dollars, soit quelque 35 milliards de francs (commissions habituelles comprises). Le ministère de la Défense percevra les sommes versées par l'Arabie Saoudite et les redistribuera aux industriels en fonction de leurs fournitures. Thomson-CSF assure la maîtrise d'œuvre. Le groupe de M. Gomez devrait percevoir les trois quarts du contrat, le reste se partageant entre Matra (10 %), le Groupement industriel de l'armement terrestre (10 %) et trois entreprises françaises de travaux publics (5 %), qui assureront le génie civil : Bouygues, SAE et Campeon Bernard.

L'Arabie Saoudite, qui connaît elle aussi des problèmes financiers, a réduit dernièrement de 30 à 10 % le montant des avances sur contrat qu'elle consentait aux industriels étrangers. Or les négociateurs français auraient obtenu pour Shabine 2 une avance bien supérieure à ce pourcentage (40 % en 1984), avec un échelonnement également très favorable.

La trésorerie de Thomson-CSF devrait en profiter dès cette année et surtout en 1985. D'emprunteur à court terme, le groupe deviendrait prêteur en dollars, ses frais financiers se transformant en produits, du moins en 1984 et en 1985. Une opération qui fera entrer dans ses caisses des centaines de millions de francs en 1984 et en 1985. A cela s'ajouteront les profits industriels normaux sur la vente des matériels. Même réduits, ils représenteront quelques milliards de francs étalés sur la durée du contrat. Bref, Shabine 2 est une bien belle affaire pour Thomson, et il serait malvenu de

faire la fine bouche. De l'avis général, M. Gomez a su, à l'occasion de ce contrat, jouer la continuité là où il le fallait, se couler dans la tradition Thomson-CSF et apporter certains changements (rapidité de décision, ingénierie financière) là où c'était nécessaire. Resté que toute médaille a son revers.

N'y a-t-il pas quelque danger à ce que Shabine 2 devienne ainsi la béquille du groupe ? Si ce contrat sauve Thomson à court terme, il ne saurait tenir lieu de stratégie à long terme. L'avenir d'un groupe industriel ne peut être suspendu à l'obtention de contrats militaires, aussi fabuleux soient-ils.

Il ne faudrait pas non plus que les pouvoirs publics prennent prétexte de Shabine pour refuser à Thomson les crédits nécessaires, notamment pour le développement de sa branche circuits intégrés. Les sommes et les enjeux sont tels qu'il appartient aux Etats, et au Japon, de participer activement au financement des recherches dans les composants. Le gouvernement a déjà fait suffisamment de pas de clerc dans le pilotage de la filière électronique pour qu'il n'en ajoute un de plus.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Des achats importants d'actions ont eu lieu avant l'annonce publique de la signature du contrat. De tels mouvements boursiers ont déjà eu lieu, ces deux dernières années, sur les actions des sociétés nationalisées, sur Matra, sur Bouygues, sur SAE, sur Thomson-CSF au début du mois de septembre.



ECONOMICA

LE RECUEIL MÉTHODIQUE DU PLAN COMPTABLE RÉVISÉ

Définitions - Procédures comptables - Écritures

de MAURICE PETITJEAN

Diplômé Expert Comptable - Commissaire aux Comptes inscrit

Rédigé par un praticien d'entreprise - bien connu - confronté aux possibilités d'application et à la mise en place de solutions manuelles et informatisées, cet ouvrage doit pouvoir vous apporter, ainsi qu'à vos collaborateurs, une aide efficace : c'est l'objectif recherché.

Format 21 x 28, 385 pages, 125 francs

49, rue Héricart, 75015 PARIS - Tél. : 578-12-82

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE DE SYRIE
ENTREPRISE PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ
APPEL D'OFFRES EXTÉRIEUR N° 1536

pour l'extension de la centrale thermique de Mehardeh, par l'installation de deux unités de 150 MW

L'Entreprise publique d'électricité annonce le projet ci-dessus référencé, portant sur la conception, la fourniture et le montage des équipements et l'exécution des ouvrages civils requis pour l'extension de la centrale thermique de Mehardeh par deux unités de 150 MW, à livrer clés en main, prêtes à entrer en service.

Site :

près de la ville de Mehardeh, à environ 20 km de Hama.

Carburant : fuel de pétrole brut.

Refroidissement : circuit fermé (refroidissement humide).

Branchement : raccordement au réseau national 230 kV, par une sous-station incluse dans cet appel d'offres.

Les offres doivent s'entendre clés en main, sinon elles seront rejetées. Le coût des ouvrages civils doit être indiqué séparément dans l'offre et seule l'Entreprise publique d'électricité a le droit d'exclure les ouvrages civils lorsqu'elle adjudiquera le projet ou de les confier au sous-traitant qui remportera l'adjudication.

Financement : les soumissionnaires présenteront deux propositions, la première financée par l'Entreprise et la deuxième financée par ou au travers du sous-traitant.

Caution provisoire : 4 millions de livres syriennes ou l'équivalent.

Garantie de bonne fin : sera équivalente à 5 % de la valeur du contrat.

Acompte :

L'Entreprise pourra accorder à l'adjudicataire un acompte représentant au maximum 10 % de la valeur du contrat.

Délai d'exécution :

Vingt-quatre mois pour la première unité et la sous-station (première partie), et vingt-huit mois pour la deuxième unité (deuxième partie).

Pénalités de retard :

En cas de retard dans l'exécution des travaux, les pénalités prévues dans le cahier des charges seront appliquées, à condition que le plafond de ces pénalités, à l'exclusion des pénalités techniques, ne dépasse pas 20 % de la valeur du contrat.

Langue de l'offre :

Les offres seront établies en anglais.

Les sociétés intéressées peuvent obtenir les documents correspondant au Département des contrats étrangers de l'Entreprise publique d'électricité, contre paiement de 5 000 livres syriennes, entre 12 et 14 heures tous les jours ouvrables officiels, à compter du 1^{er} février 1984.

Les offres seront présentées à l'Entreprise publique d'électricité avant la fin des heures de bureau, le lundi 30 avril 1984.

Damas, le 10 janvier 1984.

Le directeur général de l'EPE : Ingénieur R. IDRIS.

ÉTRANGER

DOUBLE SUCCÈS AUX ÉTATS-UNIS ET AU JAPON

Le style, c'est l'Italie

De notre correspondant.

Rome. - Coup sur coup, le style italien vient de remporter deux succès notables sur des marchés pourtant difficiles, les États-Unis et le Japon. Dans le premier cas, c'est le constructeur Pininfarina qui a signé un contrat estimé à 1 000 milliards de lire (1) sur six ans avec General Motors pour la conception et la production des nouveaux modèles de Cadillac. Au Japon, c'est Olivetti qui marque un point en obtenant de la part du MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur) un label de qualité pour ses produits, soit une garantie de diffusion sur le marché nippon.

Le succès d'Olivetti est exemplaire de la politique industrielle de la firme, qui, depuis des années, a mis l'accent non seulement sur les technologies de pointe, mais également sur le design de ses produits. C'est d'ailleurs, sans doute, pense-t-on dans les milieux spécialisés, une des raisons qui ont poussé ATT, l'entreprise américaine de télécommunications, à s'associer au groupe italien. Olivetti s'emploie

à soigner tant la présentation que l'aspect pratique de sa production, estimant que le style est l'un des éléments importants de sa politique de diffusion.

Au Japon, l'un des pays les plus avancés en matière de ligne industrielle et qui, dans le secteur électronique, a peu de rivaux, ce sont deux machines à écrire électroniques qui ont été reconnues par le MITI comme présentant des caractères de qualité et d'esthétique.

Dans le cas de Pininfarina, le contrat signé avec General Motors - mais dont les termes n'ont pas encore été rendus publics - apparaît colossal : il ne portera pas seulement, en effet, sur le dessin de la nouvelle carrosserie du cabriolet Cadillac, mais également sur la production de cette voiture en Italie. Le contrat prévoit en effet la fourniture de huit mille carrosseries par an entre 1984 et 1991. Elles seront expédiées par avion aux États-Unis et l'assemblage sera

réalisé par Cadillac. Les avantages de ce contrat, tant du point de vue de l'image pour la firme italienne qu'en termes de production, sont évidents.

Après avoir signé la carrosserie du modèle Camaro, de Roll-Royce, tous les modèles Ferrari sortis depuis 1953 et la ligne de plus de vingt-cinq mille voitures de nombreux fabricants à travers le monde, la société Pininfarina se prépare à faire son entrée sur le marché américain. Surtout, ce contrat est le signe que la firme est sortie du tunnel. En 1982, elle enregistrait, en effet, un déficit de 1 milliard de lire. Un an plus tard, après une restructuration de l'entreprise, qui compte désormais mille huit cents employés (dont trois cents sont en chômage technique), elle aurait réalisé un chiffre d'affaires de 130 milliards de lire et prévoit, pour 1984, une croissance soutenue.

PHILIPPE PONS.

(1) 1 lire = 0,005 franc.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Cressot-Loire cède Erment à une société américaine. - La société Standard Havens, cotée au Stock Exchange de New-York, vient de signer un accord avec Cressot-Loire pour la reprise d'Erment, spécialisée dans la fabrication de matériels de revêtement routier. Cet accord est encore sujet à l'approbation des pouvoirs publics. Les deux sociétés ont une gamme complémentaire, ce qui assurera à Erment un plus large accès au marché international. Cette cession entre dans la stratégie de Cressot-Loire « nouvelle formule », qui a pour objectif de vendre les activités peu rentables du groupe.

● Navires de Delmas : la Yougoslavie demande une « révision » de la décision française. - Le gouvernement yougoslave a souhaité jeudi que la France procède, « dans l'intérêt de l'ensemble des relations franco-yougoslaves », à une « révision » de sa décision d'interdire l'importation de Yougoslavie de quatre navires pour l'armateur Delmas Vieilleux. Cette décision ne favorise pas les efforts conjoints visant à développer la coopération économique sur des bases équitables », a déclaré le porte-parole officiel du gouvernement de Belgrade, M. Zeljko Jeglic. Les raisons unilatérales de l'interdiction, a-t-il ajouté, cette décision « est contraire à l'esprit de l'accord » intervenu lors de la récente visite en Yougoslavie de M. François Mitterrand. - (A.F.P.)

● Bouygues reprendra en partie les activités de BTP de l'entreprise toulonnaise CRACCO. - Aux termes d'un accord de principe homologué par le tribunal de commerce de Nancy, l'entreprise toulonnaise de BTP, Fertuy, filiale régionale de Bouygues, reprendra fin janvier, à l'expiration du délai pendant lequel peuvent jouer les clauses suspensives, un certain nombre des chantiers en cours, ainsi que la moitié des trois cents salariés de l'entreprise CRACCO. CRACCO a été admise au régime de la suspension provisoire des poursuites en mars 1983.

● 400 000 tonnes d'acier d'Urss pour l'U.R.S.S. - Petite bouffée d'oxygène pour la sidérurgie française qui en a bien besoin. Un nor vient de signer un accord avec l'U.R.S.S. pour la vente de 400 000 tonnes d'acier sur les deux années 1984 et 1985. Ce contrat s'ajoute à celui remporté par Vallourec et Pont-A-Mousson il y a quelques jours, qui porte sur 250 000 tonnes de tubes soudés, destinés à la pose de gazoducs en U.R.S.S. et partagés en deux tiers et un tiers entre les deux entreprises françaises. Ces exportations s'inscrivent dans l'effort des autorités françaises pour redresser le déficit commercial entre les deux pays.

● Pertes records pour ATT au quatrième trimestre. - La société American Telephone and Telegraph (ATT) a annoncé une perte nette comptable de 4,9 milliards de dollars (42,1 milliards de francs) pour le quatrième trimestre, soit la perte trimestrielle la plus importante jamais annoncée par une compagnie aux États-Unis.

Cette perte exceptionnelle résulte de la constitution d'une « provision pour pertes » de 5,5 milliards de dollars, liée aux dépréciations d'actifs découlant du démantèlement de la société intervenu le 1^{er} janvier 1984.

(Le Monde daté 1-2 janvier). Cette provision n'a pu être que très partiellement compensée par les résultats d'exploitation d'ATT, bénéficiaires de 623 millions de dollars au quatrième trimestre. Au total, pour l'année 1983, ATT a vu son bénéfice net comptable chuter à 249 millions de dollars, contre 7,28 milliards de dollars en 1982.

Énergie

● Découverte d'un important gisement de pétrole et de gaz au nord du Nord. - Un consortium pétrolier comprenant principalement les sociétés britanniques Britoil et oest-allemande Deminor a annoncé qu'il venait de faire une découverte « considérable » de pétrole et de gaz

en mer du Nord. Le site est dans le parc britannique des zones d'exploitation près de la ligne de démarcation avec la zone norvégienne, et à proximité d'un endroit où une autre découverte a été annoncée récemment par un groupement dirigé par Saxon Oil. - (A.F.P.)

Étranger

● États-Unis : augmentation de 60 % des salaires en chaudière, de logements. - Selon la département du Commerce, les mises en chantier de logements ont augmenté aux États-Unis de 60 % en 1983 : au total 1 703 millions de logements ont été commencés, contre 1 062 millions seulement en 1982. Il s'agit là du niveau le plus élevé depuis 1979.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNBAL

Le conseil d'administration, réuni le 24 janvier 1984, a constaté l'augmentation du capital social 156 131 100 F à 156 981 600 F consécutive à la conversion de 4 505 obligations en 1983. Après mise en réserve de la prime de conversion, le total des capitaux propres s'élève à 263 millions. A ce jour, seules 2,60 % des obligations émises en 1974 restent en circulation, pour 1,8 million.

Le Conseil a également examiné la situation du patrimoine local. Le chiffre d'affaires s'établit à 50,3 millions (46 millions en 1982), en croissance de 9,3 %, avec un taux d'occupation des immeubles de 97 % au 31-12-1983. Une estimation prudente, établie par le service de la société, permet d'attribuer au patrimoine local une valeur de l'ordre de 545 millions, dont 32 correspondent à des investissements réalisés pendant l'exercice (deux immeubles de bureaux à PARIS 8^e, en cours de rénovation). Au 31 décembre 1983, la valeur nette comptable de ces immeubles est de 329 millions.

Enfin, le Conseil a décidé de convoquer une A.G.E. le 5 mars prochain, en vue de lui demander l'autorisation d'émettre un emprunt d'un montant maximum de 200 millions, avec souscription d'actions. Cette émission doit permettre à la société de maintenir son rythme de développement en regard de la réglementation du crédit, tout en lui procurant les ressources à long terme adaptées à ses besoins.

Monsieur A.-D. SEZE, P.-D. G. de VOLVO BM Matériels TP SA

Volvo BM, filiale du groupe Volvo, annonce la nomination de M. Amaury Daniel de Seze, au poste de Président Directeur Général de Volvo BM Matériels TP SA.

Volvo BM Matériels TP SA assure la distribution des matériels TP du Groupe Volvo (21^e Européenne) sur le territoire français et s'appuie sur un réseau de formation.

Les matériels Volvo BM sont déjà bien connus sur le Marché français, plus de 3 000 engins de la marque sont déjà en service.

La majorité des tombereaux articulés vendus en France sont des Volvo BM. La marque détient aussi une part importante du marché des chargeurs à pneus.

M. Amaury-Daniel de Seze est actuellement Directeur Général de Volvo France, (camions, voitures, bus, moteurs marins et industriels), il chassera ce poste.

Damart serviposte

La société Damart-Serviposte et la société Carpeno et Pons-Industrie à Cluses ont élaboré un projet visant à la prise de contrôle par Damart-Serviposte des filiales Serviposte du groupe Carpeno, implantées en France et dans un certain nombre de pays étrangers (notamment Allemagne, Italie, Pays-Bas, Suisse, États-Unis, Suède).

Ces sociétés fabriquent et vendent sous la marque Serviposte des matériels pour le transport de courrier, de lettres et le bâtiment (normes, volets roulants, persiennes).

Elles réalisent un chiffre d'affaires annuel d'environ 200 millions de francs H.T., et des résultats très satisfaisants.

La réalisation de ce projet de prise de contrôle est subordonnée à la réunion d'un certain nombre de conditions relatives au financement de l'investissement et aux autorisations administratives.

L'objectif poursuivi par Damart-Serviposte est de s'intéresser à des produits français de haute qualité, pouvant contribuer aux économies d'énergie, à la sécurité des biens et des personnes, et dont 80 % sont exportés par un réseau solidement implanté à l'étranger qui a su créer une excellente image de marque.

Bien entendu Damart-Serviposte entend poursuivre son développement et sa croissance dans ses activités traditionnelles d'articles textiles spécialisés vendus par catalogues et centres-COOP.

HAUSSMANN OBLIGATIONS

Hausmann Obligations. S'agit d'être par la Banque Worms et dotée d'un capital initial de 50 000 000 F, est ouverte au public depuis le 13 décembre 1982.

Au 30 décembre 1983, elle disposait d'un actif net de 993 076 903,77 F, réparti de la manière suivante :

Obligations françaises :	
Indexées	13,64 %
A taux fixe	57,20 %
A taux variable	5,35 %
Convertibles	7,11 %
	83,30 %
Obligations étrangères :	
Liquidités	15,52 %
	3,18 %
	100,00 %

À la même date, la valeur liquidative s'établissait à 1 187,82 F. Compte tenu de l'acompte sur dividende servi aux actionnaires le 2 juin 1983, soit 35,00 F par titre, le dividende s'établit à 1 222,82 F. La performance obtenue entre la date d'ouverture au public (13-12-1982) et le 30 décembre 1983 s'établit ainsi à 22,40 %.

مجلس إدارة

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **DEMAIN L'APOCALYPSE ?** : le Jour d'après, un film de Nicolas Meyer, par Louis Mercier et André Fontaine ; « Chacun son pacifisme », par Rudolf von Thadden ; « Une autre voie », par Marcel Canetti ; « Les SS-22 : réplique ou prédictation ? », par François de Rosé ; « Un dialogue à poursuivre », par Edouard Arsenier, LU : ... Et pour finir, le terrorisme, de Casanayor.

ÉTRANGER

3. **EUROPE**
- PORTUGAL : le Parlement a approuvé le projet de loi libéralisant l'avortement.
4. **AMÉRIQUES**
- ÉQUATEUR : les élections générales du 28 janvier.
5-6. **AFRIQUE**
- **DIPLOMATIE**
- La visite du ministre japonais des affaires étrangères aux États-Unis.
- **PROCHE-ORIENT**
- LIBAN : le gouvernement accepte de réintégrer dans l'armée les militaires druzes dissidents.

POLITIQUE

7. La préparation des élections européennes.
8. L'examen du projet de loi sur la presse à l'Assemblée nationale.
- Les hommes du président : M. Michel Charasse.

SOCIÉTÉ

9. **POLICE** : les succès de la brigade criminelle.
- **JUSTICE** : la réforme du Conseil supérieur de la magistrature.
- **ÉDUCATION** : avant la grève des enseignants.
10. **SCIENCES** : les ambitions japonaises.

CULTURE

11. **THÉÂTRE** : autant en emporte le vent au Marigny ; la Mère confidente, de Marivaux.
- **MUSIQUE** : le MIDEM classique.
13. **COMMUNICATION** : le XVIII^e MIDEM, les bouleversements du marché des programmes radio.

ÉCONOMIE

16. **SIDÉRURGIE** : le contingentement obligatoire de la production européenne d'acier est prorogé jusqu'à la fin de 1985.
- **SOCIAL** : la politique contractuelle en question.
- Le rapport Rosenwald sur le séisme jugé sévèrement la convention sociale de 1977.
17. **AGRICULTURE**.
18. **AFFAIRES**.

RADIO-TÉLÉVISION (14)
INFORMATIONS
- **SERVICES** : (10) : Mode ; Météorologie ; Bulletin d'enseignement ; Loto ; Journal officiel.
- **annonces classées (15)** : Programmes des spectacles (12-13) ; Carnet (14) ; Marchés financiers (19) ; Mots croisés (14).

SYDNEY DE SWANN

Canapé-lit 2 ou 3 places cuir pleine fleur (tous coloris), se fait également en canapé fixe.

CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
75011 PARIS - M^e Parmentier
TEL. 357.46.35

LATREILLE

Promotion Avant - Saison
Mesure Industrielle
du 28 janvier au 18 février
L750F
Costumes pure laine peignée
Fabrication cousue non collée
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel: 329.44.10
PARKING ATTENDANT NOS MAGASINS

A B C D E F G

L'accompagnement des mutations industrielles

Le gouvernement examine des propositions patronales

Pour « traiter socialement » les restructurations industrielles, le gouvernement est à la recherche de nouvelles mesures (Le Monde du 24 janvier) qui devraient être examinées lors du séminaire gouvernemental du 30 janvier.

Les dirigeants du patronat, qu'il s'agisse de M. Yvon Gattaz pour le CNPF ou de M. René Bernasconi pour la CGPME, ont présenté leurs propositions au premier ministre et ont réagi aux diverses hypothèses évoquées par ses services. M. Gattaz, comme il l'a indiqué à TF1 le 26 janvier, a demandé un relèvement des « seuils fiscaux et sociaux de dix à vingt salariés et de cinquante à cent salariés. Cela permettrait une vague d'embauches dans les petites entreprises ». Mais il s'est montré quelque peu réservé devant l'idée de limiter de telles mesures à des périmètres de reconversion ou « de renaissance » : « mieux vaut faire des expériences novatrices que ne rien faire du tout. Mais des zones risquent d'être trop limitées et de devenir des zones d'exception. Il serait préférable que les mesures mises en place dans ces zones soient étendues à toute la France. » M. Bernasconi s'interroge sur la légalité même de mesures qui pourraient ne bénéficier dans une certaine région qu'à certaines entreprises : peut-il exister une réglementation différenciée pour les seuils suivant la situation des entreprises ?

Le relèvement des seuils sociaux et fiscaux, considérés comme autant d'obstacles à l'embauche, constitue une vieille revendication patronale. En juin 1979, M. Jacques Legendre, alors secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle dans le gouvernement de M. Barre, avait estimé que « la suppression des seuils n'aurait pas d'effets spectaculaires ». M. Giscard d'Estaing avait cependant été intéressé par l'idée de la CGPME d'instaurer un « délai de carence », en clair de ne faire jouer les seuils sociaux et fiscaux qu'au bout de quelques années. Entreprise et Progrès avait de son côté proposé de supprimer les seuils d'effectifs afin que « les différentes

obligations financières à la charge de l'entreprise soient fonction du nombre total d'heures de travail effectuées dans l'entreprise pendant l'année ».

Déjà, certains assouplissements sont intervenus. Ainsi, la loi Auroux du 28 octobre 1982 a prévu que pour la mise en place de délégués du personnel ou d'un comité d'entreprise « le calcul des effectifs doit être effectué chaque mois puisque la mise en place de l'institution n'est obligatoire que si l'effectif (au moins 11 ou au moins 50) est atteint pendant douze mois consécutifs ou non, au cours des trois années précédentes ». Tant pour l'aide fiscale à l'investissement que pour les exonérations d'impôts sur les sociétés et d'impôts locaux pour les entreprises venant de se créer il n'y a pas ou plus de seuils d'effectifs.

Dans l'entourage de M. Mauroy, on souligne que rien n'est arrêté et que « tout est à l'étude ». Il s'agit à la fois d'associer certains outils (comme les contrats de solidarité « durée du travail »), d'en créer de nouveaux (comme les congés de reconversion) et « dans un certain nombre de bassins d'emploi en très grave difficulté de favoriser des reclassements dans des emplois sur place ».

Ainsi le projet prévu au gouvernement de relever les obligations sociales et fiscales de dix à vingt salariés et cinquante à cent dans certains bassins d'emploi en difficulté n'est considéré pour l'heure que comme une piste de réflexion. Quant à la dispense d'autorisation administrative pour les licenciements économiques dans les entreprises de moins de cinquante salariés elle n'a pas davantage fait l'objet d'une décision.

En tout état de cause les projets de M. Mauroy doivent faire l'objet d'un examen interministériel - certaines mesures pouvant susciter de vifs débats - et d'une concertation avec les partenaires sociaux qui n'est encore qu'à ses débuts.

M. N.

UN SONDAGE INTERNATIONAL GALLUP - L'EXPRESS

La France ne pèse pas lourd...

Aux yeux de l'opinion internationale, la France n'est ni une grande ni une petite puissance mais une simple puissance moyenne. Tel est le moins l'avis d'une majorité d'Américains (64 %), de Japonais (66 %), de Brésiliens (57 %), d'Espagnols (62 %), d'Allemands de l'Ouest (76 %), de Britanniques (83 %), recueilli pour L'Express par le groupe Gallup International au cours d'un sondage réalisé du 9 décembre 1983 au 4 janvier 1984 (1) dans les six pays considérés.

L'amour-propre national ne devrait guère souffrir outre mesure de cette appréciation, puisque les Français, en majorité, sont, eux aussi, de cet avis (64 %). Il reste que 27 % des Américains et 26 % des Britanniques ont classé la France dans la catégorie des petites puissances. Peut-on, en cas de conflit, compter sur la France ? Est-elle, autrement dit, un allié sûr ? Dans cette évaluation de la confiance, la France n'arrive pas en tête : elle est précédée, largement, par les États-Unis, qui recueillent les suffrages de 83 % des Japonais, 67 % des Allemands, 58 % des Britanniques. Bons princes, les Américains accordent à la France 60 % de « oui » à cette question (à égalité avec la RFA), mais ils préfèrent de loin la Grande-Bretagne (87 %). En revanche, les Japonais se méfient beaucoup plus de la France (4 % de réponses positives) que de la Chine, par exemple (23 %).

Quelle est l'influence de la France dans le monde depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 ? La plupart des pays interrogés estiment qu'elle est restée la même, à l'exception du Brésil où l'on pense, à une courte majorité, qu'elle a augmenté. Si ce score est relativement flatter pour la première moitié, il semble en contradiction avec le poids que l'on prête à la France en Europe : dût l'orgueil national en pâtir, nous n'apparaissions, aux yeux de quatre pays (États-Unis, Japon, Brésil, Espagne), qu'en troisième position derrière la Grande-Bretagne et l'Allemagne, deux voisins qui hésitent probablement à se brouiller avec la France, puisque, pour leur part, ils la classent en deuxième position.

Sommes-nous sur la pente du déclin ou avons-nous entrepris une ascension qui, dans vingt ans, consacrera une progression de la France sur l'échiquier mondial ? Quelle que soit la fragilité de ce genre de pronostic, la France ne pèse pas lourd chez les cercles de quatre pays sur six : Américains, Japonais, Allemands et Britanniques nous promettent, à des degrés divers, un avenir de décadence relative (tout-il dira « abaissement » ?). Seuls le Brésil (encore) et l'Espagne nous font la grâce de croire en des jours meilleurs pour la France...

PIERRE TREY.

(1) 5742 personnes ont été interrogées au total.

Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR, SR ou GT! une 505 TURBO! INJECTION! une 604 GT!

Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT

Le bon prix - le bon service

NEUBAUER

M. GERARD 821.60.21

LÉGÈRE REMONTÉE DU DOLLAR: 8,61 F

Après son repli de la veille (8,59 F contre 8,64 F à Paris), le dollar s'est légèrement raffermi vendredi 27 janvier sur le marché des changes, repassant à 8,61 F. A Francfort, il est passé de 2,8075 DM à 2,8130 DM.

Aucune raison particulière n'est avancée pour expliquer cette remontée. Les marchés attendaient la publication des résultats du commerce extérieur des États-Unis en décembre et le discours du président Reagan dimanche soir, au cours duquel il devrait, en principe, annoncer officiellement sa candidature à la prochaine élection présidentielle.

LE PS CONVOQUE SON COMITÉ DIRECTEUR LES 10 ET 11 MARS

Après la décision du bureau exécutif du P.S. de proposer au comité directeur M. Lionel Jospin comme tête de liste socialiste aux élections européennes du 17 juin 1984 (Le Monde du 27 janvier), le secrétariat national du PS a fixé la date de ce comité directeur aux 10 et 11 mars. Le comité directeur retiendra quatre-vingt-neuf noms et procédera à leur classement, sur la liste des trois cents « candidats à la candidature ». Ces quatre-vingt-neuf noms seront soumis à l'approbation des fédérations. Une convention nationale réunie les 24 et 25 mars adoptera définitivement la liste après lui avoir apporté d'éventuelles modifications. La convention adoptera également le manifeste européen du PS en vue de ces élections.

ARRESTATION D'UN MALFAITEUR FRANÇAIS AUX PAYS-BAS

Un malfaiteur, Patrick Langlois, trente-quatre ans, libéré le 22 février 1983 alors qu'il était en détention provisoire parce qu'un magistrat avait oublié de renouveler un mandat de dépôt dans le délai légal (Le Monde du 24 février 1983) a été arrêté aux Pays-Bas. Langlois avait été appréhendé en 1983 alors qu'il s'apprêtait à commettre un hold-up dans un magasin à grande surface de Villejuif (Val-de-Marne). Après sa libération inattendue, Langlois ne s'était pas présenté à son procès en correctionnel et avait été condamné par défaut à quatre ans de prison ferme. Depuis, Langlois est soupçonné d'avoir participé à plusieurs hold-up en France et aux Pays-Bas et notamment au meurtre, le 18 avril 1983, d'André Lessou, notaire et onze ans, bijoutier à Paris.

NOUVELLES BRÈVES

• **Non-parution du Times**. - Le Times de Londres n'a pas paru vendredi 27 janvier, à la suite d'une grève de certains membres du syndicat des ouvriers de l'imprimerie SOGAT 82. Le conflit a pour origine la nomination par la direction d'un nouveau responsable des archives photographiques, qui a provoqué une grève de protestation, elle-même suivie par le licenciement de sept cent cinquante membres du syndicat. - (AFP).

• **La fille du général Bethel** Sereni à l'Élysée. - La fille de l'ancien candidat de la gauche à l'élection présidentielle d'Uruguay en 1971, emprisonné dans son pays depuis huit ans, a été reçue jeudi matin par M. Mitterrand à l'Élysée. À sa sortie, elle a indiqué que le président de la République lui avait exprimé sa « solidarité personnelle et celle du gouvernement français ». Elle s'est montrée pleine d'espoir à l'égard des « démarches effectuées par ce gouvernement ami » en faveur de la libération du général Sereni. - (A.F.P.).

• **Tuerie d'Avignon** : deux mises en liberté. - Deux des inculpés dans l'affaire de la tuerie du SÔFTEL d'Avignon - sept personnes avaient été tuées dans la nuit du 4 août 1983 - viennent d'être remis en liberté par le juge d'instruction, M^e Denise Roussel, vingt-quatre ans (sœur de Jean Roussel, vingt-trois ans, principal inculpé) et de son ami, M. Vincent Picoe, trente et un ans. L'un et l'autre avaient été écroués sous l'inculpation de recel de malfaiteur. - (Corresp.).

• **Rallye de Monte-Carlo** : Walter Rohrl toujours en tête. - Alors qu'il ne restait plus que trois épreuves spéciales à disputer avant l'arrivée du Rallye de Monte-Carlo prévue ce 27 janvier en début d'après-midi, l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl (Audi Quattro) avançait toujours ses coéquipiers chez Audi, le Suédois Blomqvist de 1 min 23 sec et le Finlandais Hannu Mikkola de 9 min 38 sec. Le Français Jean-Luc Thérier était en quatrième position à 21 min 10 sec.

Le numéro du « Monde » daté 27 janvier 1984 a été tiré à 467 127 exemplaires

Sur le vif

Etre ou ne pas être...

Je reçois une lettre d'un ancien présentateur de l'ORTF, aujourd'hui à la retraite, Jean Favre. Beaucoup d'entre vous se souviendront de lui. Voici ce qu'il me dit. Le 20 août dernier, il ne reçoit pas sa pension trimestrielle. Il a un copain à la Sécurité sociale. Il l'appelle. L'autre va aux nouvelles et revient pour lui apprendre, un peu gêné, qu'il est mort. Oulà, désolé, l'ordinateur l'a tué. Ce sont des choses qui arrivent. Et qui peuvent s'arranger. Favre est invité à passer rue de Flandres avec son livret de famille. On l'accueille comme un rescapé, à bras ouverts. On lui établit un certificat de vie et on l'inscrit sur le registre des décédés par erreur.

Arrive le mois d'octobre et, avec lui, la pension du mois d'août. L'ordinateur semble avoir fait amende honorable. Pourtant, le 8 novembre, M^e «Veuve» Favre trouve dans son courrier une lettre la priant d'établir son dossier de reconversion en y joignant le certificat de décès de son mari, intervenu le... 11 juillet. L'ordinateur persiste, précise et signe apparemment, Favre prend lui-même la plume pour signer à l'administration, qui

vient de lui délivrer un certificat de vie, que sa femme est au regret de ne pas pouvoir lui envoyer un certificat de décès.

Et puis, quand même un peu inquiet, il retourne rue de Flandres. Il voudrait savoir à quoi s'en tenir sur la réalité de son existence. On le reçoit, comme un chien, très en colère. Qu'est-ce qu'il vient faire là, embêter les gens. Si on lui a dit qu'il était en vie pourquoi penser qu'on le croit mort ? Bon, OK, le rentre chez lui, tête basse. Le 20 novembre, date habituelle du versement de sa retraite : rien. Nouvelle démarche auprès de la Sécurité sociale. Cette fois, on le regarde comme un revenant, les yeux déformés. Il est encore de ce monde ? Ça, par exemple ! L'ordinateur était pourtant formel.

Vous croyez que j'invente ? Regardez « A nous deux » samedi en fin de soirée à la télé. Favre vous racontera tout ça mieux que moi. Il espère qu'en le voyant passer à l'écran, l'ordinateur acceptera de reconnaître qu'il a pu se tromper.

CLAUDE SARRAUTE.

UN QUESTIONNAIRE CONTROVERSÉ

Les quotidiens régionaux s'interrogent sur la qualité de l'information fournie par l'AFP

Le Syndicat national de la presse quotidienne régionale (SNPQR) - la plus puissante organisation des patrons de presse - a envoyé un questionnaire à ses adhérents au sujet de l'Agence France-press, leur demandant de se prononcer, point par point, sur la qualité de l'information fournie par l'AFP et d'apporter ainsi des « éléments de preuve (ou non) d'alimentation d'un dossier basé sur des preuves concrètes et précises ».

La section CFDT des journalistes de l'Agence, qui révèle cette affaire dans un tract distribué jeudi 26 janvier, précise que ce questionnaire fait suite à une réunion interne du SNPQR au cours de laquelle auraient été évoqués les « problèmes politiques » qui se posent à l'AFP. La CFDT invite le représentant du personnel au conseil d'administration de l'AFP à interpeller ceux du SNPQR (ils sont trois) pour savoir s'il s'agit de placer l'Agence « sous haute surveillance ».

À la direction du SNPQR, si l'on confirme la matérialité de ce questionnaire, on lui dénie le caractère de « chasse aux sorcières » qu'on lui prête : « Il s'agit simplement d'éclaircir quelques réclamations verbales exprimées par quelques clients vis à vis d'un fournisseur, mais pas spécialement à caractère politique ».

SOLD

MAXIMILIEN M.

Accompagnement Collection Hiver

Lawin • Cerruti • Christian Dior
Yves Saint Laurent • Hugo Boss
Francesco Smalto

93-95 Champs-Élysées • Paris • 106, Bd St-Germain

PIANO: LE BON CHOIX

• Location à partir de 220 F par mois.
• Vente à partir de 329,72 F par mois.
(Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
• Service après-vente garanti.

Point de vente du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Théâtre de l'Opéra.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

**Les Soldes
Revilleon**

Derniers jours du 25 au 31 janvier 84

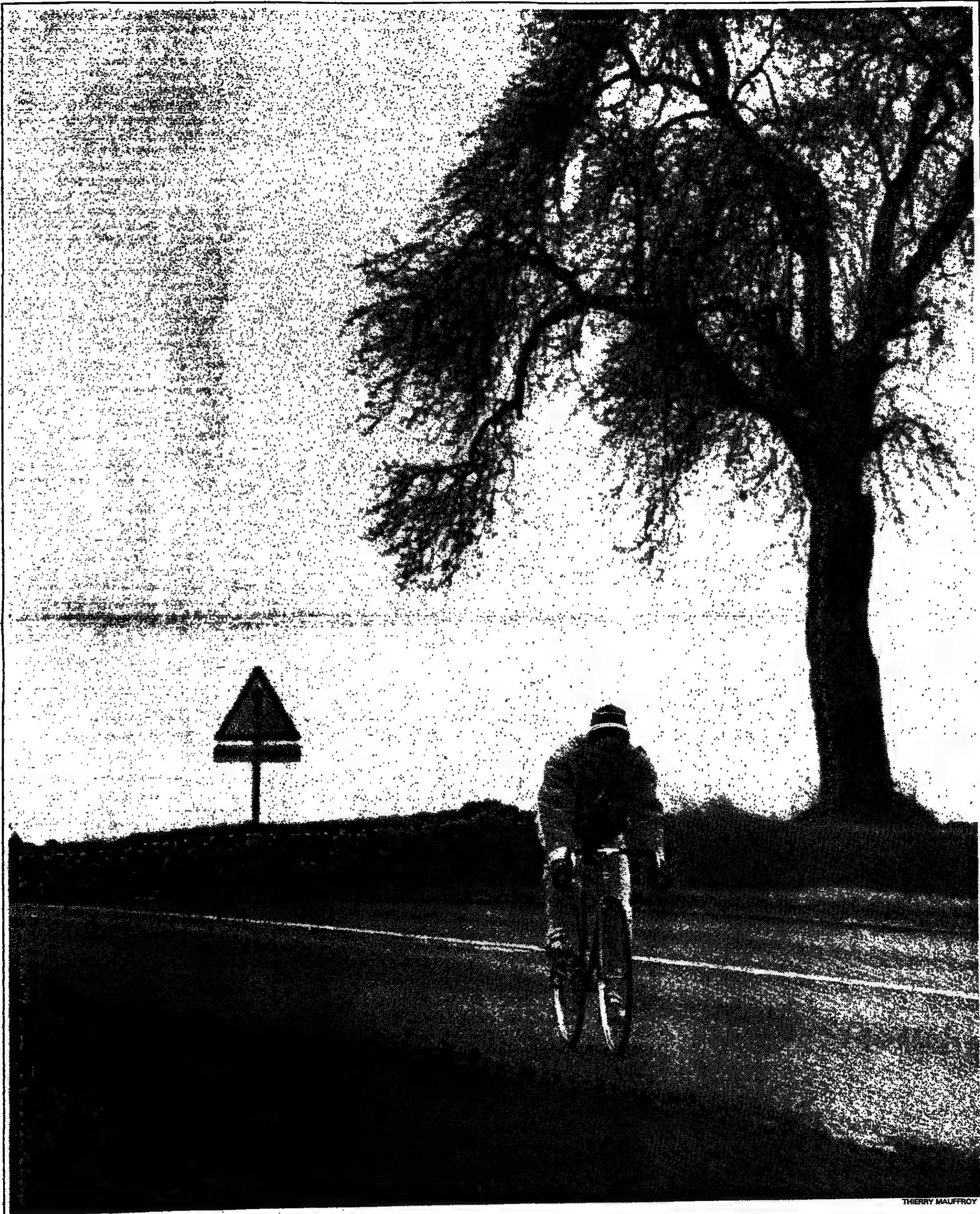
Revilleon

40, rue La Boétie, Paris 8^e
44, rue du Dragon, Paris 6^e

مقداد من الاصل

Le Monde

Loisirs



THIERRY MAUFFROY

Pas de mauvaise saison pour les fanas du vélo, page VI

L'île Maurice quand on pêche au "tout-gros", page IV

Révolution, les photos en couleurs vont garder leurs couleurs, page XII

Idéal du Gazeau trotte à Vincennes pour la dernière fois, page XVI

Supplément au numéro 12132. Ne peut être vendu séparément. Samedi 28 janvier 1984.

Hugo dans ses meubles

L'exilé de Guernesey revient place des Vosges et expose ses dessins chez Balzac...

PARIS est peuplé de fantômes, de vies éteintes dont la pierre a gardé la marque. Plaque et pierres tombales, voilà le chemin de croix du promeneur qui sait s'attacher aux détails de la rue. Mais Paris a aussi ses temples, ses lieux de pèlerinage. Ce sont, devenues musées, les maisons de quelques hommes politiques, écrivains, artistes et guerriers. Il ne s'agit pas de ces basiliques qu'ils se sont vu attribuer post mortem, comme le futur musée Picasso. C'est bien là, en général, qu'ils ont vécu, mangé, dormi, qu'ils se sont lavés, chambrillés avec leur femme ou leur amie, leur mari ou leur amant, et tutti quanti...

Gérées par la Ville ou par l'Etat, selon l'humeur des testateurs, ces maisons-musées ont en commun d'être assez peu visitées, ce qui est regrettable, et de concerner presque exclusivement comme le meilleur du Père-Lachaise, les grands ou moindres noms du dix-neuvième siècle.

Le moindre n'est pas celui de Victor Hugo, dont la maison occupe l'angle sud-est de

la place des Vosges. Sa restauration vient de s'achever, et l'on peut à nouveau entrer dans l'inquiétante intimité du poète-dessinateur, dans son rituel quotidien, ses obsessions mémorielles.

Victor Hugo avait trente ans quand il s'installa place des Vosges, et il y resta jusqu'en 1848. A son retour d'exil, il devait habiter d'autres quartiers, et c'est de tous ces horizons que viennent les ensembles ici restitués, comme dans une maison idéale où se superposeraient tous les passés de l'écrivain. Une maison, ou plus exactement un appartement, consistant selon le bail « en une antichambre, salle à manger et salon sur le devant, cuisine sur la cour, plusieurs pièces en aile desservies par un corridor, avec sortie par un petit escalier, lieux d'aisance, bûcher, trois chambres de domestiques et une cave ».

Dans l'ancienne antichambre sont présentés les documents illustrant l'enfance et la jeunesse du poète jusqu'à son arrivée place des Vosges, alors placée Royale, en 1832. Le « salon rouge » donne une image des seize années qui suivent dans l'appartement même. La salle à manger « chinoise », imaginée par Hugo pour sa maison de Guernesey — léguée aussi à la Ville de Paris — a été remanée pour la première fois dans ses proportions d'origine. C'est l'ensemble le plus bizarre et le plus spectaculaire, avec ses boiseries tarabiscotées, ses rangées d'assiettes, et l'obscur monogramme VH, dissimulé partout d'improbable manière dans le décor et ses motifs. Unique occasion de tester nos dons d'observation.

Les trois pièces « en aile », elles aussi, ont permis de

montrer la passion de Victor Hugo pour les meubles, de quelles tortures et de quels feux il savait marquer les styles et les bois : ou sa passion pour la photographie au temps de l'exil. Le voici de retour, et voici l'avenue d'Eylau, où il devait mourir. La chambre des derniers jours ferme l'étage : un bon gros lit et quelques solides meubles parmi lesquels trône singulièrement un secrétaire en marqueterie.

Le rez-de-chaussée, annexé par les mânes d'Hugo, a gardé sa vocation illustrative, pittoresque, et les précieux, les fantastiques dessins de cet homme à tout faire, les sombres et puissantes visions du poète.

Bucolique

Quelques-uns de ces dessins sont en ce moment partis chez Honoré de Balzac. Une autre maison de la Ville, et un tout autre univers, plus bucolique, sur les flancs de la colline de Chaillot. Balzac et sa cafetière. Balzac, sa vie, son œuvre, et, surtout, jusqu'au 26 février, une belle exposition : « Dessins d'écrivains français du dix-neuvième siècle ». Tous n'avaient pas le talent d'un Hugo, et sous le terme de dessin sont parfois rangés ces grimoires de coin de page que peut produire, par exemple, une saute d'inspiration, ou qu'aurait pu susciter, si l'engin avait existé, le coup de téléphone d'un créancier.

Les plus tenus de ces dessins ont cependant leur charme, et il en est de très savants qui révèlent une surprenante maîtrise du crayon, de la plume, du pastel.

La douceur, l'humour, le fantastique, et jusqu'au souci archéologique, tout le dix-

neuvième siècle littéraire est réuni dans ce curieux et furtif salon, dont une synthèse paraît bien difficile. Sinon pour constater qu'à l'exception près d'Hugo, toujours lui, nos écrivains étaient plutôt bien ou mieux inspirés de s'en tenir à l'écriture...

La peinture, le dessin, la sculpture, il faut aller les chercher dans leurs propres demeures. Celle de Rodin bien sûr, et celle de Delacroix, la merveilleuse « campagne » de la place Furstemberg, ne sont pas à rappeler, le peintre et le sculpteur n'étant pas à proprement parler des inconnus. Et guère plus l'atelier du sculpteur Bourdelle, même s'il nous fait déjà entrer dans les rigueurs du vingtième siècle. Cependant, plusieurs étapes restent en dehors des circuits parisiens et ne bénéficient trop souvent que de la curiosité des touristes étrangers. Ainsi, une même promenade dominicale peut associer à Delacroix ou au musée Rodin, Ernest Hébert (1817-1908), peintre jadis très célèbre, dont on a réinventé le domicile rue du Cherche-Midi : ce petit musée, créé il y a quelques années, vient d'être agrandi de cinq nouvelles salles qui recréent la vie de l'artiste ami de la princesse Mathilde.

Et puisque nous suffoquons ici sous le poids des célébrités, allons donc prendre l'air sur l'autre rive de la Seine. Là, le circuit s'impose de lui-même. On le commence près du parc Monceau, au musée Jean-Jacques-Henner, avenue de Villiers. Sur les fonds sombres des sous-bois, dans la pure lumière du jour déclinant, le peintre plaçait de chastes jeunes filles, aux chairs blanches, rayonnantes quoiqu'un peu flaccides, et

dont l'érotisme « torride » n'est qu'à peine tempéré par la proximité des portraits de famille.

Chez Jean-Jacques Henner palpite un talent qui ne parvient jamais au seuil du génie, même s'il donne sa mesure de bon dix-neuvième siècle. Pour parvenir au seuil du génie, on laisse le dix-septième arrondissement, et l'on entre chez Gustave Moreau, rue de La Rochefoucauld.

Naguère encore, cette institution magnifique prêtait à sourire, et Gustave Moreau n'aurait pas été accepté même au seuil du talent. Or voici les symboles rentrés en grâce, le temps des lumières revenu, le délire visionnaire réhabilité par la bande dessinée... et l'électricité installée. L'espace du musée et les ateliers désormais éclairés sont exceptionnels, et si toutes les peintures ne sont pas d'un égal niveau, il faut aller chercher dans les placards à dessin, bourrés de petites merveilles. Déglingués par le temps et le nouvel afflux des visiteurs, ces placards ingénieux exigent une immédiate subvention du ministère de la culture, qui est censé en avoir la responsabilité et le devoir de protection.

L'usurpateur

A deux pas de là, habitent le peintre Ary Scheffer et la famille d'Ernest Renan. La maison, au fond d'une cour de la rue Chaptal, de proportions charmantes, tout d'écaille revêtue, volets fermés, paraît s'être échappée d'Italie. Et si l'on pousse jusqu'à la place Saint-Georges, on trouve la Fondation Thiers, qui abrite, dans les salles nobles et dorées du rez-de-chaussée, le musée Frédéric-Masson, un des innombrables musées

consacrés à Napoléon, son épée, sa gloire. Celui-ci est plutôt un magasin d'antiquités où l'on trouve le plus chic de la décoration du temps, et, sauf « l'usurpateur », comme disait Hugo, toutes les formules possibles de l'empereur corse, pot à tabac, couteau de poche, et tous les objets que peuvent contenir une poche ou supporter un dessus de cheminée.

L'usurpateur a laissé à Thiers, son historien, l'étage qu'il habitait. Un jeune homme bienveillant, les clefs à la main, vous le fera visiter. Où l'on s'aperçoit que l'un et l'autre homme ne pechaient pas par excès de taille. En témoignent les redingotes de l'homme politique, dans une armoire de sa salle de bains. Quant au miroir, qui lui permettait peut-être de se raser, il indique plutôt au visiteur la place de son nombril. Un portrait d'Ary Scheffer, précieuse illustration de manuel scolaire, est aussi là pour confirmer qu'on peut être un grand homme et petit par la taille. Mais n'est-ce pas la démonstration première de ces musées-maisons ?

FREDERIC EDELMAN.

- Maison de Victor Hugo, place des Vosges, 75004 Paris (F. le lundi).
- Musée de Balzac, 47, rue Raymond, 75016 Paris (F. le lundi).
- Musée Rodin, 77, rue de Varenne, 75007 (F. le mardi).
- Musée National Eugène-Delacroix, 6, place Furstemberg, 75006 (F. le mardi).
- Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 (F. le lundi).
- Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi, 75006 (F. le mardi).
- Musée J.-J. Henner, 43, avenue de Villiers, 75017 (F. le lundi).
- Musée Gustave-Moreau, 14, rue de La Rochefoucauld, 75009 (F. les lundi et mardi).
- Musée Jean-Jacques-Henner, 16, rue Chaptal, 75008 (F. le lundi).
- Musée Frédéric-Masson, 27, pl. Saint-Georges, 75009 (F. le lundi).

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

12380 SAINT-SERNIN
L'AVEYRON AU SOLEIL
HOTEL DE FRANCE ***
Sal. TV, Prom., calme, camp., ver-
rues, pêche. Pens. compl. (boiss. in-
cluse) à part. 140 F TTC. Ser. pr. rue.
Doc. T. (65) 99-60-26.

Côte d'Azur

06600 MENTON
HOTEL DU PARC ***
Tél. (93) 37-66-66. Près mer. Centre
ville. Parking. Grand jardin. Cuisine
réputée. Déjeuner sur demande.

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD. Tél. : (92) 45-82-08
Studios + cuisinettes 2 à 6 pers.
Plais. fond. Forfaits plein ski janvier.
Tarif spécial mars.

Jura

74120 MEGEVE
HOTEL NID DU MAGE **
Tél. (50) 21-13-96
Près des pistes, au calme.
Vue panoramique.
Séjours fondus.
PENSION : 200 F à 240 F.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORGES
Le petit hôtel de charme du Lubéron
ouvert toute l'année. Haut confort.
Cuisine de femme. Forfaits hiver.
Randonnées équestres dans monts
Ventoux et Lubéron avec guide. Semaines
initiation au tourisme équestre.
MAS DE GARRIGON ***
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

Stations thermales

38410 URIAGE
A 12 km de GRENOBLE
URIAO LES BAINS
- Rhumatologie ;
- Dermatologie ;
- O.R.L.
Renseignements :
S.I. R.P. 10 D. 38410 URIAGE
Tél. (16/76) 89-10-27.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE
Tél. : 411150 FENICE I
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

CH-1838 CHAMPEX-LAC
(Valais)
Vacances blanches en Valais
Hôtel familial, détente, bien-être où les
enfants sont les bienvenus. Paradis du ski
de fond - Ski alpin - Promenades
7 JOURS en pens. compl. skipass
+ ESS FF 2 250 (base saison : 2 040)
Non-déjeuner FF 1 360 à 1 630.
HOTEL SPLENIDE **
1941/26/41145

CH-3962 CRANS-MONTANA
(Valais)
Hôtel CRANS-AMBAASSADOR ****
Tél. : 19-41/27-41-52-22
Chambres tout confort,
piscine couverte, sauna,
Massage, bar, dancing.
Au départ des randonnées mégalithiques
et à l'arrivée des pistes de ski.
Forfaits « Ski-Soleil » 7 Jours
demi-pension de 3 355 FF
J. REV.
membre « Chaîne des Rôtisseurs »

Hôtel DERBY ***
Tél. 1941/27/413213. Forfait ski 7 jours
demi-pension avec randonnées mégalithiques
de 521 FF (nov. 1 860 FF), week-ends de 378 FF
(nov. 1 350 FF).
Chambres avec bain/douche, w.c., balcon au
sud. Réduction pour enfants.
A 100 mètres des remontées.

RÉSIDENCES

Côte d'Azur - Cap d'Antibes -
Le Roi Soleil
133, bd Kennedy 06600
Studios meublés -
parking, piscine -
Prix divers : 2 pers.
semaine à partir de 960 F
quinzaine 1 480 F/mois 2 350 F
(L. comp.) tél. : 16 (93) 61-68-30.

La Troumaz 1914 Mayens-
de-Riddes/Valais/Suisse, station
religieuse à Verbier, locations
avancées et gîtes pour fé-
vrier/mars, Pâques, châteaux,
appartements, studios.
Agence Etablissements.
tél. : 19-41-27/
86-25-41, télex ETAB 38141.

40 km nord-ouest de Beauvois,
limite du Pays de Bray, ancien XVII^e
siècle - 12 pièces, cadre ancien, très
belles écuries et dépendances, colombiers,
puits, chapelle.
Superficie : 1 hectare 74.
Prix très intéressant :
750 000 F.

M. GIBON, notaire à AUMALE (76).
Tél. : (35) 93-40-05

A GORGES, dans le cadre
très beau, 10 pers. + belles annexes sur
5 000 m² de terrain. Piscine, vue et environne-
ment magnifiques. Prix : 1 800 000 F.
GORGES IMMOBILIER
84220 GORGES (90) 72-00-70

Résidence-Club RIVIERA I
PEYMEINDAD PAR GRASSE
Pour cadres, professions libérales, commerciales, retraités
VIVEZ dans un cadre magnifique de 8 ha
ACHAT en copropriété et LOCATION de studios simples ou
doubles. Possibilité garages.
Tous les services au prix de revient pour une vie facile, heureuse
EN SÉCURITÉ
avec en plus un matériel paramédical 24 h sur 24.
Prix à partir de 138 000 F.
Contacter Mlle JALIBERT, tél. : (93) 66-16-93
ou Michel BERGÉ, tél. : (93) 68-30-25
91, bd Carnot - 06400 CANNES.

TOURISME

SKI DE FOND ET DÉCOUVERTE DE LA NATURE À SAINT-VERAN

Blotti au sein du parc régional du Queyras, le village de Saint-Veran, situé à
2 040 mètres d'altitude, et à 100 km à vol d'oiseau de Nice, associe l'émotion du
climat méditerranéen à un enseignement exceptionnel de décembre à avril.

Si près des cimes, qui l'entourent, le ski de fond est roi. Cent trente kilomètres d'itiné-
raires et de pistes tracées permettent à tout fondeur de découvrir des vallées riches
d'une faune variée et d'une architecture typique.
Gravir les cols du Long, de la Cavale, d'Agnel, le sommet Bucher satisfera les
plus chevronnés, qui trouveront la compensation de leurs efforts au travers de la
contemplation d'un panorama grandiose.

A Saint-Veran, l'École de ski français, grâce à son équipe de moniteurs diplômés et
expérimentés, propose tout un programme de cours allant de l'initiation à la préparation
à la compétition. Un encadrement de promenades et de randonnées intéressera ceux
qui désirent avoir une meilleure approche de la vie montagnarde hivernale.

LECONS : 6 jours, matin et après-midi, 255,00 F
MATÉRIEL : Ski, bâtons et chaussures, 165,00 F

ÉCOLE DE SKI DE FOND
05470 SAINT-VERAN
Tél. : (92) 45-81-77

05490 SAINT-VERAN alt. 2 040 m

Hautes-Alpes

Paro régional du Queyras

NEIGE ET SOLEIL

HOTEL BEAUREGARD *** NN

Tél. : (92) 45-82-62
« Logis de France »

Dans le charme d'un vieux village de montagne
(XVIII^e siècle), équipé pour toutes les activités de ski,
l'hôtel Beauregard vous propose :

Février : 7 jours en pension complète de 1 330 à
1 540 francs par personne (base 2 personnes).

Mars : « prix promotionnels » 7 jours en demi-
pension à partir de 910 francs par personne (base 2 per-
sonnes).

Possibilité de séjours réduits

MAROC

*2880 F

0 F

Le séjour d'une semaine à
l'hôtel Chems de Marrakech.
Une semaine au Chems, c'est
une semaine inoubliable, dans
un hôtel 4 étoiles, à quel-
ques pas de la grandiose
Koutoubia et de la place
Djemaa el Fna. Une se-
maine au cœur de
Marrakech, la perle du
Sud. 7^e semaine
en demi-pension, du
7 janvier au
3 février 1984 au
départ de Paris et
Lyon sur vols spéciaux
REPUBLIQUE TOURS.

Le séjour d'une semaine à
l'hôtel Chems de Marrakech.
Vous avez bien lu : zéro franc
Pour bénéficier de cette offre,
participez à notre jeu « Gagnez
le Maroc ». Ce jeu gratuit est or-
ganisé du 6 janvier au 18 février
1984 par REPUBLIQUE TOURS,
avec la participation de
l'Office National Marocain
du Tourisme. Rendez-vous
chez votre Agent de voya-
ges, avant le 18 février,
pour gagner le Maroc a-
vec REPUBLIQUE TOURS.

REPUBLIQUE TOURS

1, avenue de la République
75011 PARIS
Tél. : (1) 355.39.30

22, rue Grégoire
69002 LYON
Tél. : (7) 837.72.38

مركز الامم المتحدة

مقداد صبر الاميل



Un seul ski peut suffire

Attention devant, le monoski arrive !

nouveau coup de foudre. En quelques mois, le Normand met au point une méthode de progression qui sera adoptée par l'Ecole du ski français.

« A l'origine, le « mono » était essentiellement réservé à la neige poudreuse ou profonde. C'était une nouvelle approche du hors-piste. Ma méthode permet d'aborder les neiges damées dures et les bosses », affirme Pierre Raison.

Et il nous le prouve. Début décembre, nous dévalons avec lui, sans problème, les pistes tranquilles. C'est rigolo le mono. A condition de suivre quelques conseils. Tout d'abord, oublier tout ce que l'on sait du ski traditionnel. Ensuite se tenir droit, les chevilles fléchies, bras déployés au-dessus des épaules, le regard perdu dans la vallée et les genoux serrés. Emboîter le genou quand on a l'habitude d'une grande indépendance des jambes, ce n'est pas évident a priori, mais la sensation est nouvelle, déjà grisante. L'important est de bien garder

le buste orienté vers la pente. Le reste suit facilement : une poussée des genoux déclenche un virage court, type godille, une inclinaison du corps assure une courbe à grand rayon.

Le fait d'avoir les deux pieds dans le même sabot permet de se jouer des pièges des neiges travaillées, croûtes ou soufflées. Les règles bien assimilées, on pourra goûter à l'ivresse du schuss en poudreuse : « Tu laisses basculer ton corps en arrière, reins un peu cambrés et tu « t'éclates ». On peut commencer à skier directement en mono. Les skieurs moyens et confirmés s'adaptent en quelques heures », assure Pierre Raison.

Pas de grand danger cependant. Les chutes sur neiges dures sont douloureuses pour les hanches, mais on compte peu d'entorses et de fractures, la résistance des jambes couplées étant apparemment très supérieure.

Les difficultés commencent avec les faux plats. Il faut alors pousser sur les bâtons, ce qui est épuisant, ou déchausser un

piet et faire de la patinette, ce qui est déplaisant en neige vierge. Les problèmes s'aggravent au moment de prendre les remontées mécaniques. Peu de télécabines sont encore équipées de porte-skis larges. Il faut rentrer cette étrange planche à repasser dans l'habitacle au prix d'une petite gymnastique. L'exercice est plus périlleux lorsqu'il s'agit de prendre le téléski. A tel point que certaines stations refusent l'accès de leurs engins aux monoskieurs. L'idéal serait d'accéder au sommet des pistes en téléphérique.

Mais Pierre Raison ne doute pas que ces obstacles seront rapidement surmontés. Il a adressé un mémoire à tous les fabricants français de skis pour les convaincre du potentiel de ce nouveau marché. Six mille paires ont été vendues en 1983, soit quinze fois plus qu'en 1979, début de la fabrication industrielle. « Dans cinq ans, au moins la moitié des skieurs seront convertis au mono », estime Pierre Raison.

ALAIN GIRAUDO.

« Le « mono », c'est l'avenir. Il y a la conviction, passionnée du missionnaire dans les propos de Pierre Raison. Ancien étudiant en médecine, le Normand a plaqué le bocage pour la montagne. Coup de foudre pour le ski découvert par hasard à dix-huit ans.

Il fait tous les petits métiers des stations : ouvrier du bâtiment, pisteux et puis moniteur. C'est, en exerçant le « sacerdoce » aux Arcs qu'il découvre le monoski ramené des Etats-Unis par Pierre Poncet en 1977. Les évolutions sur cette large planche où les deux pieds

sont rivés comme dans le même sabot sont alors réservées à quelques acrobates.

« D'abord, je n'ai pas voulu essayer. Je trouvais que c'était de la « frime », reconnaît Pierre Raison. Mais Alain Gaimars, le directeur des sports de la station, le convainc de tenter l'expérience. C'est un

Quatre « sabots »

Les quatre principaux types de mono-ski sont les suivants :
- Rossignol (sandwich Lycral - fibre de verre - métal), efficace sur toute neige pour débutant et confirmé. Trois tailles (1,50 m, 1,85 m, 1,90 m). Prix : environ 1 480 F.
- Duret (sandwich bois - fibre de verre), préfère la poudreuse pour débutant et bons skieurs. Quatre tailles (1,55 m, 1,75 m, 1,85 m, 1,90 m). Prix : de 1 300 à 1 400 F.
- Tus Surf (sandwich de fibre de verre et de mousse poly-

wathene), champion de la poudreuse douce. Pour connaisseurs. Prix : environ 1 500 F.
- Monoski and Co (sandwich bois - fibre de verre - fibre de carbone). Polyvalent hormis sur la glace. Pour tous niveaux. Trois tailles : 1,50 m, 1,75 m, 1,85 m. Prix : environ 1 700 F.

Stages

Pour apprendre l'A.S.C. du « mono », on peut suivre les stages suivants :

Pierre Raison (Les Arcs 1 800). Renseignements à la Maison des Arcs de Paris. Tél. : (1) 322-43-32 - 222-15-30 - 553-80-75.

Nano Pourtier (Les Deux-Alpes). Renseignements à la Maison des Deux-Alpes de Paris. Tél. : (1) 887-74-98.

Philippe Lucadre et Alain Revel (Argentan). Renseignements à Namaste, 39, Chemin de la Rosière, 74 400 Argenteuil. Tél. : (50) 54-03-04.

Partir

La mer, Papa!

Une initiation à la croisière côtière pour les plus de cinquante ans est organisée par l'association Renouveau. Au programme : manœuvres, navigation et cours théoriques. Séjours dans le village de vacances de Locudy (Finistère-Sud). D'autres activités sont prévues pour ceux qui n'ont pas le pied marin. Du 16 au 30 avril, ou du 3 au 17 octobre. Prix en pension complète : 1 498 F par personne (supplément pour l'initiation à la croisière : 400 F).
● Renouveau, 16, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris. Tél. : 276-26-42.

Al galop

A Chamberet (Corrèze), l'OCCAJ (Organisation centrale des camps et activités de jeunesse) propose des stages équestres aux jeunes de onze à dix-sept ans. Soixante bacheliers réservés aux cavaliers hébergés par le club hippique, qui possède deux manèges et une quarantaine de chevaux. Des randonnées sont également inscrites au programme. Du 19 au 25 février. Prix : 2 030 F, tout compris.
● OCCAJ, 95, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : 526-21-21.

Ski à l'étranger

Il reste encore des places pour les vacances de février à l'auberge de Savines-le-Lac, dans les

Hautes-Alpes. On peut venir en groupe ou individuellement pour skier sur les pistes de la station des Orres. Prix : 1 395 F pour une semaine (pension, matériel de ski et assurance compris).
● Auberge de Jeunesse, 05160 Savines-le-Lac. Tél. : (82) 44-20-16.

4 x 4 au Soudan

Une belle aventure de seize jours, en camion 4 x 4 aménagé, à l'intérieur du triangle Khartoum - Kassala - Port-Soudan, entre le Nil et la mer Rouge. Un itinéraire qui permet de découvrir les tribus sédentaires et nomades, blanches et noires, qui peuplent cette région. Coutumes, types d'habitat et costumes. Nuits sous la tente (sauf dans les quelques villes du parcours). Avec les voyageurs, un chauffeur, un cuisinier et un guide parlant arabe. Départ les 17 et 31 mars, 14 et 28 avril, et 19 mai. Prix : 12 000 F.
● Peuples du monde - Voyages insolites, et culturels, 10, rue de Turenne, 75004 Paris. Tél. : 271-50-56.

Découvrir la Grande-Bretagne

Pour 1 909 F, le « Britain Airpass » permet de découvrir la Grande-Bretagne en avion grâce au réseau intérieur British Airways (seize villes desservies). Valable un mois pour un maxi-

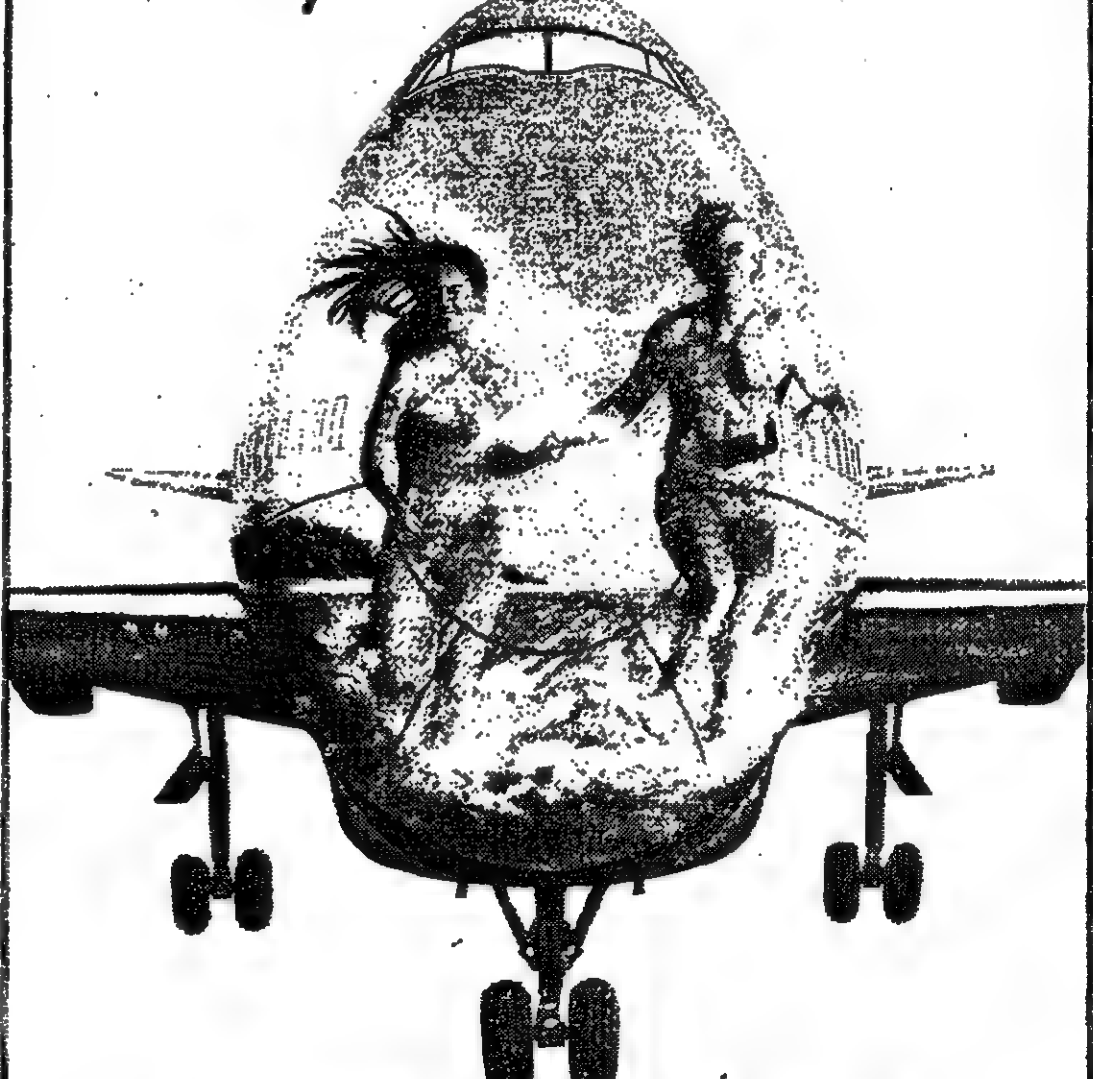
mum de huit secteurs sur certains vols du réseau intérieur, il peut se combiner avec un tarif promotionnel sur le secteur international. Il est valable jusqu'au 1^{er} novembre.

Cap sur l'avenir

Une traversée de l'Atlantique nord en bateau, baptisée « Cap sur l'avenir », est organisée par l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour trois cents Québécois et autant de Français de dix-huit à trente ans, du 28 mai au 8 juin. Cette manifestation est prévue pour célébrer le quatre-cent-cinquantième anniversaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier. Cette traversée de l'Atlantique sera précédée par une semaine de découverte du Québec. Prix total : 3 700 F. Date limite de dépôt des candidatures le 2 mars.
● OFQJ, 5, rue de Logelbach, 75847 Paris Cedex 17. Tél. : 788-04-76.

Un catalogue sur le Morbihan. - Le catalogue Loisirs-accueil en Morbihan permet, grâce à une centrale de réservations unique, de choisir son hébergement. Egalement disponible en anglais et en allemand, il est adressé, contre 10 F en timbres, sur demande à Loisirs-accueil en Morbihan, B.P. 400, 56008 Vannes Cedex. Tél. : (97) 42-81-80.

DÉCOLLEZ POUR VOS VACANCES par IBERIA



TARIF AMIGO* DES PRIX A PARTIR EN VACANCES !

PALMA	1 325 ^F AR	LAS PALMAS	2 430 ^F AR
ALICANTE	1 630 ^F AR	VALENCE	1 485 ^F AR
MALAGA	1 770 ^F AR	BILBAO	1 095 ^F AR
MADRID	1 610 ^F AR	SEVILLE	1 770 ^F AR
BARCELONE	1 240 ^F AR		

* Prix au départ de Paris, valables jusqu'au 31 Mars 1984. Autres tarifs Amigo au départ de Lyon, Marseille et Nice. Conditions spéciales d'application. Consultez votre agence de voyages, ou téléphonez à Iberia - 720-21-31.



L'ASIE c'est PACIFIC HOLIDAYS de l'INDE à la CHINE

Notre Guide du Voyage en ASIE vous propose :

- Tous les Charters à partir de 4 100^F A/R
- Circuits Individuels ou en petits groupes
- Voyages d'affaires
- Location de voitures avec ou sans chauffeur
- Expéditions et Trekkings
- Circuits insolites • Séjours

Si vous ne pouvez passer chercher notre guide pratique nous vous l'envoyons contre 6,50 F en timbres exclusivement

PACIFIC HOLIDAYS tél: 541.52.58
34, Av. du Gén. Leclerc Paris 75014 métro: Mouton Duvernet

Le "tout-gros" attaque à Maurice

« Dans la pêche à la ligne, il y a un hameçon à un bout et un naif à l'autre » (Jonathan Swift, 1753).

RIVIÈRE-NOIRE. 7 heures du matin. Adieu, langueur des lagon, adieu, tiédeur des sables, douceur du vent dans les filets. Le soleil, seul, est demeuré captif au-dessus des îlots. Adieu, nous embarquons. Le centre de pêche de l'île Maurice propose, après quelques jours de farniente, une journée de pêche au « tout-gros ».

A bord de *Flipper III*, quatre touristes parisiens ingénus, lestés de nautamine et bardés de crème solaire jusqu'aux dents, avec, en tête, la perspective d'une promenade au large des côtes mauriciennes et celle d'une tranquille rêverie devant une ligne plongeant dans une mer d'huile. Quant à l'objet de la pêche — le poisson, — rien ne leur permet de l'imaginer ailleurs que dans la paix d'une assiette.

Bien sûr, il y a cette expression, le « tout-gros », ces images de monstres haut peudus par la queue (mais peut-on encore nommer cela poissons ?) auprès desquels posent, avantageux pour l'éternité, de solides quinquagénaires, de préférence « yankees », la visière de la casquette pointant comme le rostre d'un espadon. Et il y a ce nom, marlin, qui fait frémir tous ceux qui, dans l'île, ont touché de près ou de loin à la pêche, quelque chose qui tient du marin et du malin, de celui qui voyage et de celui qui ruse, un pied, ou plutôt une nageoire, dans les mers et l'autre en enfer : marlin l'enchanteur.

Mais tout cela est l'écume qui file derrière le bateau. Tandis que Simon, le pilote, s'adonne aux lèvres, pique droit vers le large de toute la puissance des deux fois 115 Ch, Mariou, l'aide, prépare des hameçons grands comme le poing et y attache des leurres étincelants. Trois lignes de 130 livres (1) sont lancées dans l'axe des fauteuils arrière, deux d'entre elles remontées aux tangons latéraux pour éviter qu'elles ne s'emmêlent. Deux autres plus petites sont mises en batterie sur le bordage. A 20 mètres de la poupe, les appâts dansent dans le sillage. Ne manque plus que l'araignée au creux de ces fils et le poisson qui doit s'y prendre.

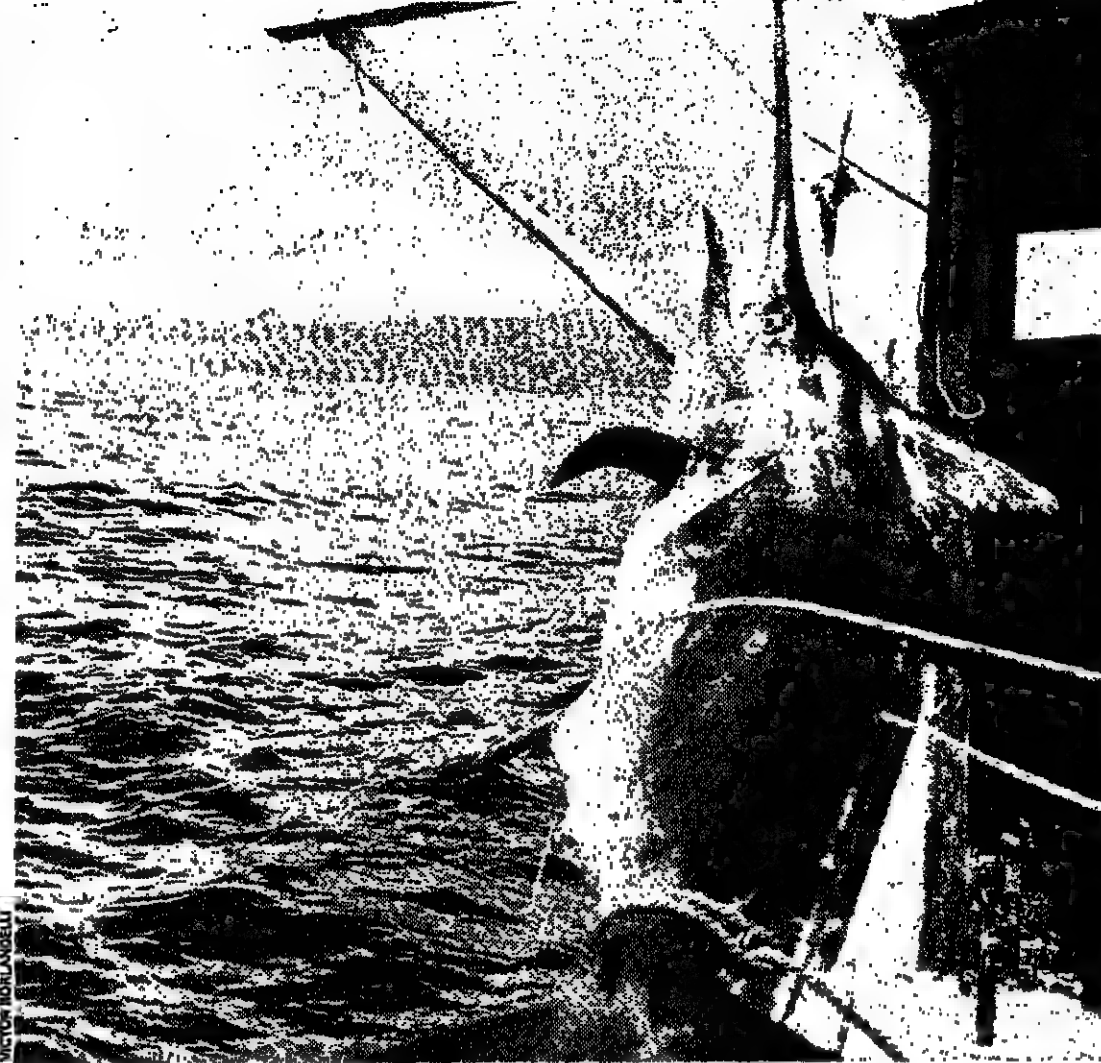
Car, petit à petit, par bribes, dans un demi-crêole tout à fait accessible, les touristes ont découvert le programme implacable de la journée. Les rôles ont été distribués : ils sont là pour pêcher, du gros de préférence, et il est hors de question de revenir à terre sans quelque prise. Premier objectif : la bonite, qui doit servir d'appât vivant au marlin.

8 heures : l'embarcation a doublé depuis longtemps les quelques pêcheurs du cru qui tirent à la palangre capitaines, vieilles, cayas, gueules-pavées ou sacrés-chiens. Depuis un moment, Simon est penché à l'avant, cherchant du regard les pailles-en-queue, yéyés, mouettes ou pétrels qui volent, rapides, au-dessus des bancs de poisson. Après un léger contretemps (deux lignes emmêlées que Mariou va casser d'un simple coup de dents comme on le ferait d'un vulgaire coton à repasser), une petite bonite a été prise mais est morte presque aussitôt. La houle, qui vient du nord, a forcé. *Flipper III* rejoint au large les cinq ou six autres embarcations parties plus tôt. A les voir piquer du nez dans la vague, les touristes se cramponnent de plus belle au bastingage. Des paquets de mer éclaboussent jusqu'au pont supérieur, obligeant à fermer les issues. A la recherche des bancs, les bateaux se croisent à toute allure, voguent de conserve un instant, s'éloignent et se perdent. Bientôt trois heures que *Flipper III* sillonne l'océan Indien, au large du Morne-Brabant, et rien, pas la plus petite bonite. L'attente, la recherche.

Soudain un éclair au-dessus des eaux, et un cri : marlin ! L'animal s'est jeté sur un leurre, ferré dans l'instant, bousculant de sa trajectoire les 13 mètres de *Flipper III* et jetant au sol des passagers.

En un tournemain, Simon et Mariou ont fait passer la ligne qu'il tire au fauteuil central. Le touriste enhardi s'est jeté sur le siège, où il a été saisi à la canne par des bras solides, tandis que se dévide interminablement le moulinet. 150 mètres de nylon triple sont ainsi engloutis. Puis le silence.

En quelques gestes, Simon explique au pêcheur improvisé les mouvements à faire pour



330 livres, une bonne moyenne.

amener l'animal : tirer la ligne en arrière et mouliner rapidement en la redescendant, ne pas croiser les mains, éprouver la tension du fil avec le pouce. Lui se charge d'ajuster la pression du frein sur le moulinet. Mariou a hissé un petit pavillon rouge pour signaler la prise aux autres embarcations et éviter qu'elles ne coupent la ligne.

Maintenant, centimètre par centimètre, il faut regagner du fil. Arc-bouté sur son siège, les jambes tendues, les reins creusés, la bouche sèche sous le soleil brûlant, le néophyte saisit brutalement la réalité de la pêche au « tout-gros ». Il se sent dans la peau d'un paisible promeneur en forêt qui se trouverait soudain aux prises avec un sanglier. Pas question, cependant, de relâcher l'effort. Paradoxalement, les seuls instants de répit sont accordés quand le marlin tire trop fort. Encore faut-il veiller à ajuster

le frein pour ne pas se laisser entraîner.

Difficile d'évaluer le temps passé : une demi-heure peut-être, avant que le marlin n'apparaisse, d'un bleu irisé, juste sous la surface, à deux pas de la poupe. « Il est énorme, il doit faire plus de 2 mètres », crie l'un des passagers. Mariou fait zigzaguer l'embarcation pour éviter qu'il ne se glisse au-dessous et ne se blesse avec l'hélice.

Au moment où il semble s'avouer vaincu, le long du bord où l'on s'appuie à le gaffer, il donne un furieux coup de queue qui fait ployer la canne comme un vulgaire fouet. Et le voilà reparti à toute allure dans un cliquetis de moulinet. Heureusement, l'hameçon tient bon.

Il faut tout reprendre. S'il n'était aidé par Simon, qui donne du moulinet lorsque le

marlin laisse aller et replace le fauteuil dans l'axe du fil, le pêcheur improvisé crierait grâce. Et puis, malgré les ampoules aux mains et la sueur qui aveugle, tout paraît plus facile, plus rapide soudain. Après un nouveau quart d'heure d'efforts, l'animal (on aimerait lui donner un nom plus familier maintenant) est ramené le long du bateau.

Il est gaffé et ficelé. Sous les cris des passagers, Mariou, une

matraque de bois à la main, s'est mis à califourchon sur le bordage et commence à assommer la bête. Il lui faudra une dizaine de minutes avant d'être certain de son immobilité. Il n'y a plus qu'à le hisser avec le treuil et à le ficeler sur le plat-bord. Le pêcheur improvisé, titubant, n'a que la force de se jeter sur une couchette avant de s'endormir profondément.

12 h 30. La terre enfin ! Le marlin, la peau noircie, vidé de sa splendeur au soleil, est amené pour la pesée et la photo rituelle. Il fait 330 livres anglaises (150 kilos). Une bonne moyenne.

Au club-house, à deux pas d'un marlin naturalisé, noir et long comme une limousine (celui-là pesait 1 000 livres), les animateurs du centre de pêche de Rivière-Neire parlent de la chance du pêcheur improvisé :

— Chance d'avoir pris un marlin à sa première pêche (ils ont vu un pêcheur aguerri demeurer trois semaines sans en ramener un).

— Chance de l'avoir pris au leurre (neuf fois sur dix, les marlins s'en libèrent).

— Chance qu'entre les mains d'un novice la ligne n'ait pas cédé.

— Chance d'un combat bref (une heure). Ils ont vu un pêcheur se battre vingt-trois heures avec un marlin, et les combats durent souvent plus de deux ou trois heures.

Et l'on s'enquiert, souriant et un peu ironique, A-t-il mordu ? Est-il prêt à recommencer.

Oui. Mais cette fois, seul jusqu'au bout.

JEAN-LOUIS PERRIER.

(1) Les lignes utilisées pour la pêche sportive sont de 150, 80, et 50 livres. On considère généralement que pour un pêcheur débutant, le rapport entre la résistance de la ligne et le poids du poisson peut être de 1 à 3 (une ligne de 150 pour un poisson de 300 livres). Pour un pêcheur expérimenté, ce rapport est de 1 à 10.

L'île aux records

La saison de pêche au tout-gros à l'île Maurice s'étend du 15 octobre au 15 mars. Attention, toutefois, aux cyclones en janvier. Dans les eaux de l'île, particulièrement au sud-ouest, au large du Morne-Brabant, on trouve la plupart des grandes camassiers : marlins, espadons, requins, barracudas, thons. Plusieurs centaines de marlins y sont pêchés chaque année. L'île a détenu, jusqu'à l'an passé, le record mondial pour le marlin bleu (1100 livres) et détient toujours celui du requin bleu (400 livres), et de la bonite (41 livres).

On peut louer sur place une vingtaine de bateaux tout équipés avec un équipage de deux hommes (environ 2600 F pour une sortie de neuf heures). Trois pêcheurs et quelques passagers peuvent prendre place à bord.

La plupart des grands hôtels de l'île se chargent également d'organiser des sorties « au tout-gros ».

Des réservations peuvent être faites chez MVM, 16, rue Littré, à Paris, tél. : 544-38-41.

* Centre de pêche de l'île Maurice. Rivière-Neire, Maurice. Tél. : 53-65-22.

du 10 au 19 février
Saison du tourisme et du voyage
CWI - Stand 19 USA

VISITEZ L'AMERIQUE en version française

En Amérique, le problème c'est l'accent... Mais soyez rassuré, votre accompagnateur CAMINO chevronné, parfaitement bilingue, vous fera comprendre et sinner l'Amérique.

CAMINO : circuits accompagnés
Conçus par des Français, pour des Français. 88 départs en 1984 sur 7 itinéraires différents.

CAMINO : l'expérience
Seule organisation à ne "faire" que l'Amérique depuis 22 ans, CAMINO la connaît sur le bout du doigt et vous en fait profiter.

CAMINO : le confort
Pour ses circuits, CAMINO a choisi les vols réguliers Air France et les Amériques des cars climatisés et les vols réguliers de compagnies réputées. Les hôtels sont de tout premier ordre, et la plupart des repas inclus.

CAMINO : le prix
Fort de son expérience de sa compétence et du poids de ses achats, CAMINO vous en donne plus pour le même prix.

CAMINO : prix garantis
Si vous réglez 70% des frais de votre voyage, au moment de l'inscription, CAMINO garantit votre prix ferme, définitif et non révisable, quelle que soit la hausse du dollar, et même en cas de dévaluation.

Vous pouvez aussi ne verser que 25%, mais le prix reste révisable.

Visitez l'Amérique en V.O.
Si vous parlez bien l'anglais, demandez notre brochure : Séjours et Circuits individuels qui vous permettra de découvrir l'Amérique à votre gré et sur mesure.

Renseignements, inscriptions :
AGENCES DE VOYAGES, LE PLUS COURT CHEMIN pour l'Amérique de CAMINO
coupon à découper et adresser à CAMINO, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris - Tél. (1) 572.06.11

Je désire recevoir sans frais, ni engagement vos programmes 1984 :
() circuits accompagnés
() séjours et circuits individuels

Nom _____
Prénom _____
Profession _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Vile _____
LIC A 478, M CA 84

A ALPBACH, renommé pour être un des plus beaux villages du Tyrol, nous vous offrons repos et détente dans une maison de campagne neuve avec des appartements confortables, meubles rustiques, équipée de piscine en falaise ou de chalet.

Ecrivez en allemand ou en anglais à :
FAM. DAXENBICHLER «LANDHAUS ALPBACH»
A - 6236 ALPBACH 542

PARIS
RIO 5450 AR
LA COMPAGNIE DES VOYAGES
28, RUE FIERRE LESCOT
75001 PARIS - TEL. : 508.44.88

BHOUTAN
5 circuits différents
de 18500 F à 26900 F
PEUPLES DU MONDE
10, rue de Turenne
75004 PARIS
271-50-56

U.S.A. NEW-YORK à partir de 3 090 F A.R.
CANADA MONTREAL à partir de 3 150 F A.R.

Tourisme S.N.C.F. vous propose en exclusivité sur un bateau spécialement affrété (350 passagers maximum) sept mini-croisières au départ de Toulon

LES ILES DE LA MÉDITERRANÉE : du 4 au 8 avril 1984 :
TOULON - AJACCIO - MAHON (Minorque) - TRIZZA - TOULON -
PRIX : de 2300 F à 5700 F.

CAP SUR ORAN (Algérie) : du 8 au 12 avril, du 15 au 19 avril, du 5 au 10 mai 1984 :
TOULON - TRIZZA - ORAN (excursions ORAN et MERS-EL-KHEIR ou ORAN - MASCARA - SAIDA ou ORAN - AJN-TEMOUCHENT - TLEMCEIN - SIDI-BEL-ABBES) - ALICANTE - TOULON (la croisière du 5 mai fait escale à Minorque). - PRIX : de 2300 F à 5700 F.

ESCAPADE EN TOSCANE : du 12 au 15 avril 1984 :
TOULON - LIVOURNE (PISE - FLORENCE) - PORTO-FERRAIO (île d'Elbe) - BASTIA - TOULON. - PRIX : de 1810 F à 4250 F.

PAQUES A ROME : du 19 au 24 avril 1984 :
TOULON - LIVOURNE (PISE - FLORENCE) - PORTO-FERRAIO (île d'Elbe) - BASTIA - CIVITA-VECCHIA (ROME) - OLIVIA (Sardaigne) - TOULON. - PRIX : de 3020 F à 7195 F.

CAP SUR L'ESPAGNE : du 28 avril au 1^{er} mai (week-end du 1^{er} mai).
TOULON - MAHON (Minorque) - PALMA - BARCELONE - TOULON. - PRIX : de 1810 F à 4250 F.

Les prix sont donnés au départ de TOULON - croisières non complètes - selon la catégorie de cabine choisie, en pension complète, vin aux repas, assurance annulation-rapatriement compris. Pour rejoindre TOULON par les trains, conditions spéciales tarifaires.

RENSSEIGNEMENTS & INSCRIPTIONS : chez les Agences de Tourisme S.N.C.F. - L.A.E. 17A.
- Par correspondance : TOURISME CIBEX 127 - 75045 Paris.
- Par téléphone : (1) 321-49-44.

مكتبة الامم المتحدة

مقداد من الاموال

Brésil grand spleen

Au retour s'installe le mal délicieux qui va vous miner : repartir

CA vous arrive à 3 h 30 du matin. En un tour-nemain, vous êtes pris, enveloppé, submergé. On ne peut même pas dire que ça vous tombe dessus. C'est l'inverse. Cette odeur de chaleur mouillée est comme tellurique. Elle monte du sol et vous noie les genoux. Une présence végétale a pris possession de vous. Elle ne vous lâchera plus. Déjà, vous savez que l'on ne touche pas au Brésil du bout des doigts.

Du bus qui relie l'aéroport de Recife à l'hôtel, ce sera le deuxième choc. L'aube n'est pas encore promise et pourtant la plage de *Bon-Viagem* s'agit. Ça vit, ça rit, ça bouge. Dort-on jamais ici ? Au passage, surmontant les palmiers d'ombre, une enseigne éclatante vous aura accroché : « Use a cabeça e siga o coração ; compre a Olinda, per amor a Olinda » (« Sers-toi de ta tête et suis ton cœur ; achète à Olinda pour l'amour d'Olinda »). Le cœur pour acheter un appartement dans l'ancienne capitainerie du Pernambouc qui domine Recife, le cœur toujours et partout. La cordialité, non plus, ne vous sera pas mesurée.

Un cœur gros comme ça, rien d'étonnant au fond. Les villes, les distances, la sécheresse, l'endettement public, les fleuves, la richesse et la misère : ici tout est immense. Un séjour d'une semaine et demie dans le Nord-Est et le Nord avec cinq villes visitées - Recife, Fortaleza, São-Luis, Belém et Manaus - pourrait se comparer au tour de l'Europe : deux jours à Paris, un à Amsterdam, un autre à Rome, à Athènes, à Prague...

Dans ce trop bref voyage alors, combien de réalités seront-elles dérobées ? D'autant que, pour être chaleureux, les Brésiliens n'en fuient pas moins l'impudeur. Difficile en si peu de temps, sauf à renoncer aux étapes suivantes, de



Olinda, la belle qui surplombe Recife et ses buildings de plomb

pénétrer au cœur de l'arrière-pays du Nord-Est, dans la fournaise du sertão où la pluie a cessé depuis cinq ans. On des millions de flagelados - sont menacés de mort.

Cette présence des éléments jusqu'à l'excès, même si, avec la privation de l'eau c'est une présence « en creux », comme « en négatif », se sent aussi sur la côte par une exubérance verdoyante. Terres de goyaves, d'ananas, de bananes, de groviols et de canne à sucre. La fraîcheur que les eaux tièdes de l'océan vous refusent, quelques lieux généreux la consentent.

Impossible de quitter Recife sans monter à Olinda. La petite cité, qui fut capitale, regarde de haut Recife et ses buildings couleuvre de plomb. « O linda ! » (« Oh, la

belle ! »), se serait écrit un capitaine portugais en quête d'un site propice à fonder une ville. Il avait du goût. En ce dimanche après-midi, une procession au retour de la restauration d'une statue s'est insensiblement mêlée aux joueurs de bombos et de tambourins de la « grande école de samba preto Velho », qui répète à deux mois du carnaval.

Vers Alcantara

Fortaleza, capitale de l'Etat du Ceará (prononcez quelque chose qui ressemble à « Sahara »...), c'est le pays où les nuages ne s'arrêtent jamais. Une brise obstinée accompagne le flux marin et vient essuyer les dunes où commence le désert. Les favelas ont été rasées sur le bord de mer voici une douzaine d'années. Mais la population n'a cessé d'augmenter, grossie par l'exode des flagelados : aujourd'hui, sept cent mille habitants logent dans des bidonvilles barloches en retrait du rivage. La forteresse blanche du gouverneur a des allures d'opérette. Son charme est rpoliné et coquet. Celui du port des jangaras est plus rustique. Sur ces radeaux plantés

d'une voile triangulaire, les pêcheurs vont puiser aux prodigalités océanes.

L'impression est étrange. A quoi tient-elle ? Vous avez embarqué, à São-Luis, ce rafiot qui va, près de deux heures durant, brinquebaler vers Alcantara. Vous quittez une île pour aborder le continent. Et vous êtes inexplicablement persuadé d'avoir laissé la terre ferme pour toucher à des rives insulaires. Facétie des dieux autotones, une de plus depuis que vous avez passé l'équateur. Il y en aura d'autres. Les lunettes qui s'embuent, par exemple, lorsqu'on sort d'une pièce tempérée vers le brasier du dehors.

Peu importe. L'impression est plus vraie que la vérité. Alcantara a beau appartenir au continent, ce n'en est pas moins une île abandonnée au sommeil solitaire. Gracie la rue montante pavée à la diable, on débouche sur la place de la cathédrale. Carrée, muette. Un décor en majesté. Pêtrifié sous le soleil en train de fondre au ralenti. Tout autour, des maisons coloniales aux murs couverts d'azulejos,

assomées de torpeur derrière leurs balcons. A droite, les ruines en rouille de la cathédrale inachevée. Et le pilori, taillé au Portugal et planté là en 1648.

Alcantara ne s'est pas remise du retour à São-Luis des aristocrates portugais, venus un temps déployer leurs fastes et leur ostentation. Les frontons du palais se sont émoussés, et les colonnes effondrées. Les bananiers et les figueiras ont envahi les jardins. Quelques gamins hilares crient dans cette *rua da amargura*, la rue des amertumes, où, face à la baie, les riches Portugaises promenaient leurs rêves dorés.

La vie, cependant, ne s'est pas interrompue ; elle a changé de destination. Aujourd'hui, une base de lancement de satellites s'installe. Pêcheurs et commerçants tirent petitement parti d'un tourisme rudimentaire : si l'on peut boire et manger à Alcantara, au restaurant *Pelourinho*, où jadis étaient battus les esclaves indociles, on ne peut y dormir. Il faut repartir avant la nuit.

Déluge immobile

L'Amazone, comme un scandale après le Nordeste asséché. Belém, à l'embouchure du seul fleuve qui fut exploré dans le sens descendant. Et puis Manaus. Au cœur du bassin qui charrie le cinquième du volume d'eau douce de la planète. Manaus, océan d'eau, montagne d'eau, déluge immobile. 8 kilomètres d'une rive à l'autre du « fleuve-mer ». Manaus, opéra d'eau. Le théâtre lui-même, importé d'Europe à la fin du siècle dernier par la nostalgie des riches marchands de caoutchouc, n'y échappe pas. L'illustration du rideau de scène dégoûline en nappes vertes sur les fauteuils cramois. Elle a pour thème la « rencontre des eaux » !

C'est que toute la vie est réglée par l'eau. Le port flottant construit par les Anglais monte à la saison des pluies. Les maisons des *caboclos*, les pêcheurs-agriculteurs, amarrées au bord du fleuve, elles aussi s'élèvent et s'abaissent au gré du niveau, quand elles ne sont pas bâties sur pilotis.

Dans l'île de Terra-Nova, la forêt amazonienne se dévoile que discrètement ses mystères. Si les nénuphars géants sont là, les catmans, traqués par le guide se font prier pour jouer le spectacle. Heureusement, il y a les oiseaux, aux cris humides comme des clapotis.

Ville d'eau. Manaus est aussi une ville franche. Les Brésiliens fortunés accourent y dépenser les 600 dollars exempts de taxe. Une industrie prend place - montage d'appareils électroniques en particulier. Il doit y avoir quelques autres activités, puisqu'une école de samba de Rio a choisi pour sujet, cette année : « *Contrebando à Manaus*... »

Rio, comme un point de passage obligé au terme du voyage. Qui s'en plaindrait ? D'ailleurs, le voyage est-il vraiment terminé ? Quand, au retour, les images se superposent et que le film s'emballe, c'est seulement le temps d'incubation qui s'achève. Alors débute le mal délicieux qui va vous miner : repartir.

CHARLES VIAL

Vois pour Manaus

Au départ de Paris, Air France dessert Recife deux fois par semaine (les mardi et vendredi) et Manaus une fois par semaine (le mercredi).

Des tarifs « visite » sont proposés aller-retour : 6 730 F pour Recife, 7 350 F pour Manaus. Ces prix sont de 55 % inférieurs au plein tarif de la classe économique. Mais certaines conditions sont exigées. Il est possible d'entrer au Brésil par l'une des quatre escales d'Air France (outre les deux citées, São-Paulo et Rio) et d'en repartir par une autre.

Les tarifs « visite » peuvent être combinés avec le forfait « Brésil Airpass », qui permet d'emprunter les lignes intérieures pendant trois semaines pour la somme de 330 dollars U.S.

* Selon Embraer (Office national du tourisme brésilien, 3, avenue de l'Ordre, 75001 Paris. Tél. : (1) 261-50-30), il existe plus de deux cents hôtels et treize mille huit cents chambres au Nordeste. Les prix peuvent atteindre 30 à 50 dollars, la nuit, dans un hôtel deux étoiles ; de 100 à 200 dollars dans un cinq-étoiles.

* A lire : *Brésil*, par Charles Vanhecke. Editions du Seuil, collection « Microcosme », « Petite Pléiade ».

La liberté a son club

ZARZIS
(Sud Tunisien)



2650^F Paris/Paris

Club Sangho

TUNISIE CONTACT

30 rue de Richelieu 75001 PARIS

Tél: 296.02.25 296.14.23

L'Afrique du Sud.

C'est l'Afrique.

De prime abord, c'est en Afrique puisque c'est le point Sud du continent Africain. Mais ce n'est pas tout. Comme au cœur de l'Afrique, on y trouve de vastes réserves d'animaux sauvages. Des plaines infinies bornées de montagnes grandioses. Des déserts, des savanes arides coiffant de vastes forêts. Des hivers doux, un ciel toujours bleu. Une multitude de tribus, de coutumes, de cultures différentes. Une nature absolument vierge. L'Afrique du Sud, c'est l'âme de l'Afrique. Sauvage. Sensuelle. Somptueuse. Comme elle.

Et ce n'est pas l'Afrique.

En 1652, les Hollandais arrivèrent. Avec leur architecture. Puis les Anglais. Avec leurs traditions. Les Allemands, avec leur culture. Les Français, quant à eux, apportèrent l'art du vin.

Une civilisation aux multiples facettes était née. En 1871, des diamants furent découverts à Kimberley. Quinze ans plus tard, de for à Johannesburg. Avec les chercheurs de fortune, fleurit cette ambiance de prospérité qui est l'un des charmes du pays.

Maintenant, fermez les yeux et imaginez. Le Cap. Des plages dorées bordées d'un océan de fleurs rares, de toutes sortes et de toutes les couleurs. Une ville dont les fondations sont fort. Avec ses luxueuses boutiques de mode, entre des hommes d'affaires voyageant avec leurs femmes.

Une population cosmopolite. Tout un monde de traditions linguistiques et culturelles. Tout un monde rassemblé dans un pays. Unique. L'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud. Un monde en un seul pays.



Demandez le Recueil des Voyages en Afrique du Sud et une documentation générale. Office du Tourisme Sud-Africain, 9, Bd de la Madeleine, 75001 Paris. Tél 261 82 30. Telex 250090.

Nom: _____
Adresse: _____

Larguez les amarres.



C'est en creant une vraie rupture que vous réussirez vos vacances. Vous vivez toute l'année à 200 à l'heure ? Flânez à 8 km/h. La routine vous lasse ? Partez à l'aventure. Vous connaissez la mer ? La montagne ? Découvrez le canal du Midi.

Beaver Fleet vous offre le confort total pour 2 à 10 personnes sur des house-boats sans permis qui pourront vous mener de la Camargue à la Garonne dans mille endroits différents et secrets.

En 3 jours ou plusieurs semaines ensoleillées, un choix de formules pour tous les budgets. Renseignements, réservations, chez Beaver Fleet: 16 (67) 90.91.70 et 90.93.44, ou dans les agences de voyages.

Beaver Fleet M2 - SEDIP: 51, av. Georges Clemenceau, 34000 Montpellier. Veuillez m'envoyer votre brochure gratuite.

Nom: _____
Adresse: _____

BEAVER FLEET

MAROC
à partir de 2300 F

AGADIR
MARRAKECH

ALLER-RETOUR à partir de 1250 F
ALLER-RETOUR à partir de 1050 F

JET EVASION
la liberté retrouvée
260.30.85

15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. : (1) 296.96.06
20, rue Monge - 75005 Paris - Tél. : (1) 354.86.28

Les pépés "flingueurs" du dimanche matin

Ils ne sont plus très jeunes, mais quand ils affolent les braquets, faut suivre...

« **P**OUR le cyclotouriste, la bicyclette est de toutes les saisons. » Énoncée par Jean Bobet, frère de Louison le flamboyant, aux côtés duquel il fut voilà trente ans un professionnel de bonne race lui aussi, voilà une affirmation aussi simple que péremptoire. C'est aussi une constatation en forme de commandement. Car, assurément, ils sont moins nombreux à pédaler de novembre à février, ces amateurs en tous genres.

Le dimanche matin, aux alentours des grandes villes, ils se font plus rares, et plus rares encore lorsque la bourrasque s'en mêle, poussée par des vents contraires et frisquets, sous des ciels de plomb sans espoir de soleil, qui rendent incertaine la route et aléatoire l'équilibre. Mais le seul fait d'être là, d'avoir surmonté

une dizaine ou une quinzaine de tours. Les autres préféreront plus de nature ou plus de tranquillité en retrouvant, l'automobile aidant, les paysages de la vallée de Chevreuse et les côtes très prisées de Port-Royal et des dix-sept tournaux, les arbres sans feuilles encore sucrés de givre, les brouillards blancs sur les chaumes, la froide lumière changeante des soleils rasants qui hésitent et tâtonnent.

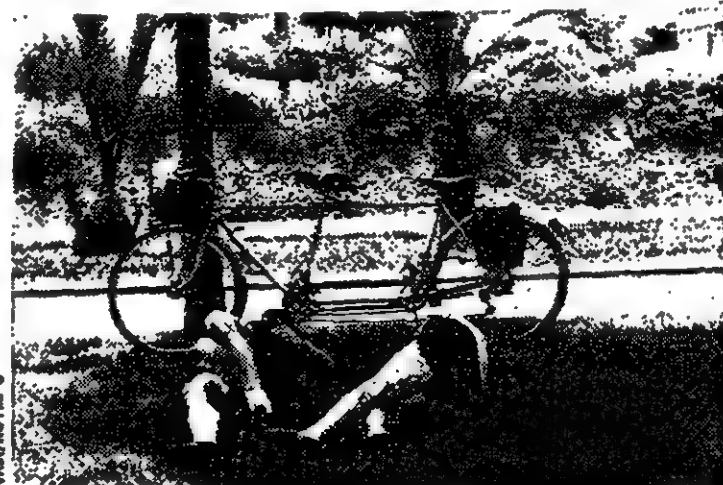
D'autres, pendant ce temps-là, qui, peut-être un matin de Noël ou de 1^{er} janvier, le fin du fin, s'offriront le luxe, du côté des Pyrénées ou de l'Auvergne, d'une randonnée totale et solitaire avec, pourquoi pas ? le paysage d'un col entre des rives de neige douce, halte de midi dans le havre d'un refuge familial et dégustation sans fin de vues sur des vallées sombres à rejoindre avant la nuit. Sans

s'il y a toujours des forcenés du grand plateau. Et une fois de plus, nous y voilà. Quel cyclisme ? Elles ne sont pas près de s'éteindre, les discussions sur la philosophie, sur les conceptions de ce sport ou plus précisément de cette pratique depuis qu'elle s'est répandue.

Cyclotouriste ? Cyclospor-tif ? Cyclomanie ? Le plaisir ou la défonce ? La machine solide avec ses garde-boue, son éclairage, son porte-sac, ou le vélo dépouillé, allégé, copié sur celui des champions ? Ce n'est pas une affaire de prix, l'un peut coûter aussi cher que l'autre. C'est bien une affaire d'éthique. Le nez au vent ou la tête dans le guidon ? « Baisse la tête, tu auras l'air d'un coureur ! » Le lazzi est connu, que lance toujours en se croyant drôles ceux qui n'ont jamais mis les fesses sur une selle.

Plus tard, après l'heure ou la demi-heure de suée, on « décrochera » pour un de ces bons retours pépés chez bobonne, à deux ou trois, côte à côte dans un petit vingt à l'heure qui, alors, mais alors seulement, autorise ces bonnes bavettes, mains en haut du guidon. Echanges très ordinaires sur la vie, la famille, les affaires du jour. Curieusement, il n'y est presque jamais question de vélo. Au fait, que s'apprendrait-on mutuellement sur le sujet ? Rien, cela va de soi. A un carrefour, les chemins se séparent. A dimanche ? A dimanche !

Là-bas, seul file un autre sur son vélo à garde-boue, muni d'un sac de guidon. Celui-là va son train régulièrement, sans à-coups, ignorant les derniers pelotons du matin qui rentrent. Lui est parti pour sa journée. Il sait qu'à l'heure du déjeuner et



« La banlieue parisienne des dimanches matin, c'est bien celle des pelotons habités par un goût de la performance, ne serait-ce que pour transpirer un bon coup. »

l'humaine tendance à la léthargie dominicale, les rend d'autant plus fiers.

Au fond de chacun, il y a bel et bien une sorte d'orgueil secret qui le chatouille agréablement. Sans éprouver en aucune façon, ni en aucune occasion surtout, le besoin de l'exprimer, c'est un sentiment délicieusement partagé. Que l'on se connaisse ou non, ces pelotons de l'hiver ont quelque chose de différent de ceux des beaux jours. C'est le temps des rencontres plus solides, des naissances plus faciles, sinon d'amitiés, du moins de ces complicités nouées, sans clin d'œil, à la faveur d'un partage de quelque chose qu'on serait bien en peine de définir clairement mais que chacun éprouve intensément.

Car pour le reste, il n'y a pas grande différence. Ce sont bien les mêmes parcours, les mêmes itinéraires qu'en d'autres saisons. Ceux qui entendent « rouler » bon train se retrouveront toujours sur les circuits parisiens de Longchamp ou de Vincennes pour y avaler leurs quarante ou soixante kilomètres en

parler des privilégiés de la Côte d'Azur pour qui l'arrière-pays niçois reste le terrain idéal où l'on peut encore rencontrer René Vietto, l'exemplaire, le « Roi René » des années 30. A chacun sa prouesse, mais pour chacun aussi un plaisir de même intensité, même si les raisons en sont différentes sans que soient nécessaires de trop subtiles analyses.

C'est le temps du cyclisme emmitouflé, de la panoplie du bonnet ou de la casquette de laine sur les oreilles, de la veste moletonnée, du collant noir ou de la culotte de montagnard, du couvre-chaussure et des gants, armures très nécessaires des pieds et des mains, ces plus mal lotis de l'hiver cycliste. Chaque année, les fabricants proposent de nouveaux modèles. Chaque année, ils en vantent les mérites. Les anciens vous diront que rien encore n'a détrôné la bonne et simple laine.

C'est aussi le temps des petits braquets, des développements de quatre mètres, des moyennes raisonnables, même

Il n'y a pas de doute. La banlieue parisienne des dimanches matin, en hiver ou en été, c'est bien celle des pelotons habités par un goût de la performance, ne serait-ce que pour transpirer un bon coup. Dans ces pelotons qui se forment un peu au hasard, au gré des uns et des autres, on joue au professionnel, on assouvit ses ambitions secrètes, on comble des rêves cachés. La tenue elle-même en porte l'éloquent témoignage avec ses maillots bariolés des grandes équipes. Et plus encore, la mise en pratique de tous les petits et grands trucs de la compétition sur route : la bordure, l'éventail. Et le vocabulaire est à l'unisson : on « flingue », autrement dit, on va au maximum. Suivra qui peut. Ils s'en payent, ceux-là. Leur peloton est sans mystère. On y serre les dents, et il ne s'agit pas de déviser. L'âge ne fait rien à l'affaire. Les plus anciens bien souvent mènent le bal. C'est tout simplement quand leurs plus jeunes années ils ont été un peu coureurs amateurs et qu'ils connaissent les ficelles.

même jusqu'à trois ou quatre heures la route lui appartient. Sa pédalée pour n'être pas spectaculaire est efficace. Il respire.

Il regarde. Il vit son bonheur. Sur sa route, il est fort possible qu'il rencontre un autre comme lui. Ils se salueront très simplement comme des gens qui se reconnaissent d'un même bord. Cela suffira. Chacun se dira de l'autre : « Voilà un pur. »

Ces purs du cyclotourisme se lamentent. Mais ils se divisent aussi. Adhètes inconditionnels pour les uns de Paul de Vivie dit « Velocio », qui fut au cyclotourisme ce qu'Henri Desgranges, le père du Tour de France, fut au cyclisme, ils songent aux mânes de leur père spirituel, de leur prophète, renversé bêtement par un tramway à Saint-Etienne, alors qu'il partait pour sa randonnée quotidienne.

Les bulletins, les revues des sociétés de cyclotourisme, regorgent de plus en plus des doléances et des nostalgies. Les sages se lamentent. L'un d'eux

soupire dans *Cyclotourisme*, revue de l'officielle Fédération française de cyclotourisme : « Quand reverrons-nous nos randonnées, celles où l'on roulait en groupe tout le long, à des altures modérées, où l'on s'arrêtait pour contempler le paysage et tirer une photo, où la plaisanterie régnait au sein du peloton ; celles à l'arrivée desquelles on avait l'impression d'avoir fait quelque chose de bénéfique pour sa santé, où l'on se retrouvait en pleine forme quelques heures après avoir fini, non fatigué comme maintenant, tout juste capable de reprendre son travail le lendemain. Croyez-vous que rouler des kilomètres durant à des altures folles soit bon pour votre organisme ? » Conclusion : « Si vous voulez vous dépenser sans compter, il y a, au-dessus de « cyclo », une catégorie qui s'appelle « coureurs ». Voilà qui dit tout et bien. Mais à ces sages, toujours un peu donneurs de leçons, on répond de plus en plus souvent en invoquant le simple droit à la liberté et l'éternel « Fais ce qu'il te plaît ». Que chacun

pratique à sa guise ou à sa fantaisie. Que chacun aussi puisse rêver tout à loisir à ces expéditions de plus en plus répandues et ignorées menées par des solitaires du vélo dans tous les déserts du globe, des montagnes Rocheuses aux solitudes rocailleuses du Thar indien. Les « cyclo » s'offrent là, sans le crier aux quatre vents, des épreuves physiques et morales qui valent autrement que celles du Paris-Dakar.

Mais ils savent aussi, et c'est toute la différence, que l'aventure peut commencer à se rêver dès l'hiver, à ces heures où, le nez sur la plus banale des cartes Michelin, se prépare pour les futures vacances une toute simple randonnée familiale avec des enfants de dix ans. Les modestes vallonnements de l'Yonne ou la traversée du Marais-poitevin, même très bien et très raisonnablement programmés, peuvent faire battre le cœur bien à l'avance et aussi fort que la perspective d'un périple africain.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE

SUISSE
LA BONNE ADRESSE

Vos vacances familiales à

EUROTEL Christina Crans

7 jours demi-pens. dès 465 F par pers. Enfants dans la chambre des parents gratuits. Valable du 7-1/4-2 et 3-31-3-31. Eurotel Christina Crans, CH-3963 Crans-Montana. Tél. : 1941-27-43/18-91

SUISSE

CH-3925 - GRACHEN (ville de Zermatt)

Hôtel beau site chambre-douche - wc

FS : 52 - Pension complète - piscine

Tél : 19-412862656

1 enfant de moins de 6 ans : GRATUIT

TGV-direct Paris-Six

Pour un agréable séjour en Alsace à 10 km de la Suisse

« Au Soleil »

Hôtel-Restaurant

LESDORF 68480 FERNETTE

Pension complète 90 francs par jour

Pour réservation Tél. : (03) 40-80-56

AMERIQUE

LE GUIDE DU VOYAGE EN AMERIQUE

(est paru et est gratuit) il comprend :

- Tous les VOLS A TARIF RÉDUITS (exemples au 1.12.83)
NEW YORK, à partir de 2290 F.A.R.
MONTREAL, 2090 F.A.R.
LOS ANGELES, à partir de 3990 F.A.R.
MEXICO 3990 F.A.R.
RIO 5450 F.A.R.
- Les TARIFS DE LOCATION DE VOITURE et CAMPING CARS
- Des TARIFS D'HOTELS
- Des CIRCUITS A LA CARTE
- Des TOURS INSOLITES
- Les TRANSPORTS INTERIEURS
- Des CIRCUITS EN GROUPE
- Des RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Si vous ne pouvez passer chercher notre guide pratique nous vous l'enversons contre 6,50 F en timbres exclusivement

PACIFIC HOLIDAYS tél: 541.52.58

34, Av. du Gén. Leclerc Paris 75014 métro : Mouton Duvernet

NOS TOURS DU MONDE 1984

Du 29 juin au 4 août et du 12 octobre au 17 novembre

Singapour - Grande Barrière de Corail - Alice Springs - Sydney - Nouvelle-Zélande - Tahiti - Rangiroa - Ile de Pâques - Santiago - Rio

5 semaines de Paris à Paris

38 700 F

LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise 75002 Paris

Tél. : 261-82-70 - Lit. AS81

Les films de

FRANCIS 28 JANVIER

« Nous tous sommes »

de Enrico Scola (1983)

V. Rossmann & S. Sander

« Teresa la Ladrone »

de Carlo di Palma (1983)

1 valise FR 3 20 h

« Appeler Nord 777 »

de Henry Hathaway (1983)

1 valise FR 3 22 h 50

UNO 30 JANVIER

« Les vies de Garçon »

de Jean Boyer (1983)

1 valise FR 3 22 h 50

« L'Amant »

de Jean YVES ESCOFFIER

قناة الأولى

TF1, professeur d'informatique

Une chaîne veut en terminer avec l'ignorance du public.

C'EST bien connu, « en informatique, il n'y a rien à voir ». Sans doute cette boutade qui court les milieux de spécialistes est-elle exagérée. Mais il est vrai que le phénomène d'informatisation est quelque chose de difficile à montrer et à expliquer. Quoi de plus déconcertant que cette « science » pénétrant tous les domaines, d'activités sous les formes les plus diverses : facture d'électricité, portillons de métro, jeux de bistrô, appareils à sonder le corps humain, indicateurs de gestion dans une entreprise...

C'est cet univers gigantesque et embrouillé que TF1 a entrepris d'explorer. A tétos. En commençant par deux émissions de « sensibilisation » : « Ordinal 1 » (tous les lundis à 17 h 45) et « Micropuce » (les samedis à 18 h 15). Deux séries d'un quart d'heure chacune, une manière de lever le rideau à une présence beaucoup plus importante de l'informatique, non seulement dans les programmes, mais dans les rapports que la chaîne veut entretenir avec ses téléspectateurs. C'est en fait un vaste « plan informatique » que prépare TF1 pour 1984, en collaboration avec l'Agence de l'informatique (ADI) et le ministère de l'éducation, un plan auquel ces trois partenaires devraient consacrer à part égale quelque 20 millions de francs.

« Cours » et « leçons »

« Trop souvent encore les romans ou les films de science-fiction se font l'écho ou amplifient le mythe de l'ordinateur », écrit-il dans la note d'intention diffusée par TF1. C'est en combattant cette vision que la chaîne veut commencer l'initiation des téléspectateurs. En montrant le visage « amical » de l'informatique.

Même méthode pour les deux séries, le reportage. Michel Chevalier, qui présente « Ordinal 1 », nous emmène par exemple

chez Henri Salvador, qui veut informatiser ses archives et même faire faire de la musique à son micro-ordinateur, ou dans un atelier de confection du Sentier à Paris. « Micropuce » nous montre un ordinateur mis à contribution par un père de famille pour régler le trafic de son chemin de fer miniature, un autre, employé par un grossiste de Runis pour le traitement des commandes ou des réassortiments et qui traite la comptabilité au fur et à mesure des ventes.

Ces courtes séquences répondront-elles à cette « grande demande et grande ignorance » que différentes études, selon Jean-François Doumic, coordonnateur du « plan » pour l'ADI, auraient permis de déceler parmi le public ? « Pour vous donner une idée, dit-il, plus d'un tiers des gens, par exemple assimilent les réponses téléphoniques à des ordinateurs ». C'est peu probable. Il est même vraisemblable que ces reportages accroîtront la confusion dans les esprits peu avertis. La chaîne n'offrirait que cette seule nourriture. Et ce n'est non plus un dessin animé quotidien devant être réalisé avec l'Agence Octet du ministère de la culture à la manière d'Ulysse (prévu pour décembre) qui pallierait ce manque pédagogique.

C'est pour cette raison que TF1 prévoit (pour l'automne) deux autres émissions sur l'informatique plus didactiques. Une série en treize épisodes de cinquante-deux minutes aura pour but de fournir une réelle formation aux téléspectateurs ; une autre — treize épisodes également, mais de vingt-six minutes seulement, — sera consacrée plus particulièrement à la micro-informatique.

Ces émissions, dont le contenu est encore en cours d'élaboration, seront diffusées à des heures de moins grande écoute que les premières. Mais elles devraient être éditées sous forme de vidéocassettes et accompagnées de livres ou fascicules qui permettront au téléspec-

tateur de se repasser les « cours » tranquillement chez lui avec documents explicatifs à l'appui. Il n'est pas exclu que les logiciels (programmes informatiques) qui auront été traités durant les « leçons » soient mis en vente.

Tous ces éléments seraient disponibles dans les « centres de ressources » informatiques du réseau X 2000 que l'ADI compte tisser dans toute la France. Des centres où le public pourra obtenir un complément d'explication, trouver du matériel pour s'exercer, des conseils, etc.

Dialogue télématique

La première chaîne étudie aussi la possibilité d'offrir le service d'une banque de données et l'usage d'une « messagerie électronique » aux téléspectateurs. Pour quoi faire ? La banque contiendrait bien sûr les programmes détaillés de la chaîne mais sans doute aussi des informations pratiques, comme celles fournies par Annik Beauchamps ou lors de l'émission « La maison de TF1 ». On pourrait interroger cette documentation par le terminal minitel que les PTT ont commencé d'installer chez les abonnés au téléphone. La messagerie, quant à elle, permettrait, toujours par l'intermédiaire du minitel, de dialoguer avec les responsables de la chaîne. On peut ainsi imaginer que les téléspectateurs pourraient faire part de leurs réactions à telle ou telle émission, poser des questions sur ce qui leur paraît traité trop rapidement (ou imparfaitement), voire participer en direct à des jeux ou des débats. On peut imaginer aussi que, dans un avenir proche, l'informatique — ou plus exactement l'occurrence la télématique, — permette enfin de rompre avec cette communication à sens unique d'une chaîne avec — comme disait notre confrère *Télérama* — ceux qui sont simplement ses « télégebeurs ».

ÉRIC RONDE.

Vu pour Vous

Spécial « polar »

● Série noire : « L'ennemi public n° 2 », TF1, le samedi 28 janvier, 20 h 35.

Un beau coup d'entrée. Du suspense et du plaisir (fin) en perspective si l'on en juge par le premier film proposé en guise d'apéritif à cette nouvelle série lancée par TF1.

Du polar, du vrai, avec petits et grands truands, de l'immoralité à la paille, de la violence, mais aux antipodes des « Cinq dernières minutes », de l'intrigue à la Sherlock Holmes. Plutôt style nouveau polar avec « personnages » et regard féroce sur la société d'aujourd'hui, où l'immoralité est admise « uniquement pour servir de repoussoir à la moralité conventionnelle », pour reprendre une formule de Marcel Duhamel, fondateur de la fameuse « Série noire ». Du travail intelligent — et bien fait.

C'est Pierre Grimblat, fondateur de la société privée Hamster Production, une des « têtes » de la CLT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion), qui a eu l'idée d'adapter pour le petit écran quelques-uns des romans de la « Série noire ». Avec Jean Lallier, directeur des programmes, et Marcel Moussy, responsable de l'unité de fiction à TF1, il a peaufiné le projet, en coordination avec Gallimard (maison mère de la série), la SFP et Hamster Production. Ambition affirmée : haut niveau, pas question de parler de « téléfilms », non, du vrai cinéma. Les réalisateurs ont été très sur le volet : Édouard Niermans, Jacques Rouffio, Daniel Duval, Jean-Louis Bunuel, François Cluzet, Paul Vecchiali, Jean-Pierre Decourt. On pourra donc se réserver quelques soirées au chaud.

« L'ennemi public n° 2 », d'Édouard Niermans, est l'histoire de trois copains marginaux confrontés par hasard à la « haute » pègre, pris dans l'engrenage de la convoitise (et de la violence). Le roman de Gérard

Lacaz était nettement plus trouble côté policiers et les petits truands étaient de vrais truands, même s'ils étaient amateurs. Niermans a choisi ses personnages dans la marge, intellectuels en rupture de classe, héros-nomades, jeunes paumés dérisoires et attachants, brutaux et complexes, inconscients totalement de leur propre violence, à mille lieues des notions du Bien et du Mal. C'est ce qui est intéressant, comme la frontière — légère — qui sépare les fils des escrocs, le passage — rapide — de la fauche au crime. Le tout est extraordinairement bien joué.

CATHERINE HUMBLLOT.

Images sans relief

● « Chefs-d'œuvre en péril », A 2, samedi 31 janvier, 22 h 45.

Certes, de très antiques bâtisses, châteaux ou gentilhommières en péril qui ne demandent que des bonnes volontés pour les remettre sur pied. Ces bonnes volontés, n'en déplaise à certaines mauvaises langues, ne sont pas forcément des châtelains nostalgiques des temps immémoriaux. Ce sont aussi des gens simplement animés d'un profond désir de rebâtir ce que le temps ou les négligences des hommes ont laissé périr. Ces hommes et ces femmes ont été récompensés le vendredi 13 janvier à Marseille en présence de notables, de M. Joseph Pasteur d'Antenne 2, et de Pierre de Lagarde, réalisateur de l'émission.

Cette émission, composée d'une série de séquences sur ces hommes et ces femmes et sur leurs travaux, est un modèle de tout ce qu'il ne faut pas faire en matière de reportage télévisé ! Une caméra fixe un bâtiment comme une vache voit passer le train. Un commentaire souvent redondant d'inspiration vaguement bariolée (une

apologie de nos belles terres de France) est collé sur des images sans relief.

MARC GIANNESINI.

Indiscrétions

● « Désirs de femmes : un désir nommé Céline », TF1, vendredi 3 février, 21 h 50.

Le désir d'avoir un enfant. Le désir de faire l'amour. Thèmes aussi enivrants que périlleux pour un réalisateur. Nombreux sont les poncifs auxquels peuvent donner lieu des sujets qui, comme ceux-ci, sont connus de tous. D'autant que le parti d'exploiter des témoignages n'offre pas forcément la garantie de soutenir l'intérêt, pas plus qu'il n'est un gage d'authenticité.

« Un désir nommé Céline » — première émission de cette série, — c'est celui d'une jeune femme qui parle de sa grossesse avec un bonheur seulement troublé par le souvenir d'une première liaison malheureuse. Est-ce parce que ce récit a du mal à « décoller » que les auteurs provoquent une rencontre avec la mère de deux délicieuses petites jumelles ? Est-ce parce que le dialogue entre les deux femmes ne suffit pas à donner corps et âme à ce « documentaire d'auteur » que l'on a voulu le corser d'une séquence d'un franc mauvais goût : l'évocation d'un enfant mort-né, les appétitions d'un berceau-linceul sur fond noir et d'une poupée entre les jambes de laquelle s'échappe un fil de sang comme celui d'une menstruation, marque d'une coupable infécondité ?

« Désirs d'amour », autre émission de la série, nous enseigne qu'on peut éprouver l'envie de faire l'amour à tout âge et la satisfaire sans trop de problèmes. Pour ceux qui l'ignoraient encore.

E. R.

■ A voir
■ Grand film

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier

DIMANCHE 29 JANVIER
■ « Nos deux semaines tant aimées »
De Ettore Scola (1974), avec N. Manfredi, V. Gassman, S. Sandrelli. TF1, 20 h 35.
■ Teresa la Laitière
De Carlo di Palma (1972), avec M. Vitti, V. Valtolina. FR3, 20 h 35.
■ Appellez Henri 777
De Henry Hathaway (1947), avec J. Stewart, R. Conte. FR3, 22 h 50.

LUNDI 30 JANVIER
■ Vie de garçon
De Jean Boyer (1953), avec R. Pierre et J.-M. Thibaut. TF1, 14 h.

■ Braille-bas au casino
De Richard Thorpe (1961), avec S. McQueen, J. Hutton, J. Mullaney. TF1, 20 h 35.
■ La Femme du boulanger
De Marcel Pagnol (1938), avec Raimu, G. Lelercq, Charpin. FR3, 20 h 30.

MARDI 31 JANVIER
■ El Dorado
De Howard Hawks (1967), avec J. Wayne, R. Mitchum. A2, 20 h 40.

Le Grand National
De Clarence Brown (1944), avec E. Taylor, M. Rooney. FR3, 20 h 35.

JEUDI 2 FÉVRIER
■ Relais-tél. théâtre
De Jean Boyer (1964), avec Fernandel, S. Milo. A2, 14 h 55.

VENDREDI 3 FÉVRIER
■ Les Dames du bois de Boulogne
De Robert Bresson (1944), avec P. Bernard, M. Casares, E. Labouret. A2, 23 h.

Samedi 28 janvier

TÉLÉVISION FRANÇAISE

1

- 10.00 Vision plus.
- 10.30 La maison de TF1.
- 11.00 Bonjour, bon appétit.
- 11.30 Magazine culinaire de M. Oliver.
- 12.30 La séquence du spectateur.
- 13.00 Journal.
- 13.35 Amuse-gueule.
- 14.05 Série : Pour l'amour du risque.
- 14.55 Grand ring d'ingue.
- 15.35 C'est super.
- 15.55 Dessin animé : Capitaine Flam.
- 16.20 Casaque et bortes de cuir.
- 16.50 Série : Joëlle Mazart.
- 17.45 Trente millions d'amis.
- 18.15 Micro-puce.
- 18.35 Le magazine de l'informatique.
- 19.30 Magazine auto-moto.
- 19.05 D'accord pas d'accord.
- 19.15 Emissions régionales.
- 19.40 Jeu : Les petits drôles.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Série noire : L'ennemi public n° 2.
- 21.00 C'est le comédien Victor Lanoux qui présentera chaque samedi du mois cette nouvelle série policière, décor des années 40, texte de Jean-Patrick Manchette. (Lire ci-contre.)
- 22.10 Droit de réponse : L'esprit de contradiction.
- 22.15 Emission de Michel Polac.
- 22.45 Aujourd'hui : Revue de presse avec T. Ferenczi (le Monde), D. Jamer (le Quotidien), M. Bénichou (le Nouvel Observateur), J.-M. Bouguereau (Libération), N. Copin (la Croix), C. Colombas (l'Unité), G. Claisse (le Matin), P. Péan (le Capard enchaîné).
- 0.00 Journal.

ANTENNE

2

- 9.55 Ski : Slalom géant dames.
- 11.10 Première manche, à Saint-Gervais.
- 11.30 Journal des sourds et des malentendants.
- 11.30 Platine 45.
- 12.00 Avec Roman Holiday, Gap Band, J.-B. Mondino, Imagination, The Rock Steady Crew.
- 12.45 (Diff. le 25 janvier.)
- 13.00 A nous deux.
- 13.35 Série : La vie secrète d'E. Briggs.
- 14.00 La course autour du monde.
- 14.55 Les jeux du stade.
- 15.00 Ski, à Saint-Gervais : boxe ; basket-ball : Antibes-Le Mans ; automobile : le Rallye de Monte-Carlo.
- 17.00 Réoré A 2.
- 17.50 Les secrets de l'aventure.
- 18.50 Le voyage de Sindbad.
- 19.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.15 D'accord pas d'accord.
- 19.15 Emissions régionales.
- 19.40 Le théâtre de Boulevard.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker.
- 21.00 Avec Sylvie Vartan, Pierre Bachelet, Laurent Voulzy, Marcel Amont, la Compagnie créole...
- 22.05 Magazine : Les enfants du rock.
- 22.15 de J.-P. Dionnet et Ph. Manœuvre. Réal. J.-L. Cap.
- 22.45 Sex Machine, avec Earth Wind and Fire, Bonnavara, Cub Koda, Lionel Ritchie, Farid Chopal, Haute Tension, avec Bauhaus, New Order, Joy Division.
- 23.20 Journal.

FRANCE RÉGIONS

3

- 12.30 Les pieds sur terre : Des bûcherons à bonne école.
- 14.00 Entrée libre...
- 14.05 Emission du CNDD. Invité du jour : Jacques Lacarrière.
- 14.15 Images d'histoire : portraits de Serge de Beurecueil ; les rendez-vous de samedi soir ; les chemins de la sérénité ; les liaisons dangereuses, de C. de Laclos ; la balance.
- 16.15 Liberté 3.
- 16.20 Emission proposée par J.-C. Courdy.
- 16.25 Sur le thème : le système électoral, avec les associations : Perspectives et Réalités, Parti démocrate, Mouvement des démocrates, PSD, OURS (Office universel de recherche socialiste).
- 17.30 Télévision régionale.
- 17.35 Programmes autonomes des douze régions.
- 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
- 20.05 Les jeux.
- 20.35 Téléfilm : Charlie Lester, alcoolique.
- 20.45 de R.-T. Heffron, scénario R. Matheson, d'après J. Weiner.
- 20.55 Tentatives et échec d'un journaliste, spécialiste des affaires judiciaires, pour s'arrêter de boire. Un drame où il affronte famille et employeurs.
- 21.45 Journal.
- 22.05 La vie de château.
- 22.10 Emission de J.-C. Brialy.
- 22.15 Jean-Claude Brialy reçoit un à un dans son château quelques-uns de ses amis. Ici, Philippe de Broca, Marie-José Nat, Jacques Villeret. Intelligence et intimité.
- 22.30 Festival de la BD à Angoulême.
- 22.45 de W. Gari.
- 22.55 La BD, langage cinématographique. Avec Morris, J.-M. Charlier, Derib, Cl.-J. Philippe, Margerita.
- 23.05 Musiclub.
- 23.10 Les trois péchés capitaux : l'avarice, l'orgueil, la colère, par le mime Marceau.

PÉRIPHÉRIE

- R.T.I., 20 h, A vous de choisir : Folies d'avril, film de Stuart Rosenberg, ou Marie-Chantal contre le docteur Koh, film de Claude Chabrol ; 21 h 35, Fimback ; 22 h 5, Ciné-club : A bout de souffle, film de Jean-Luc Godard.
- T.M.C., 19 h 35, Les mystères de l'Ouest ; 20 h 40, Monnaie de singe, film d'Yves Robert.
- R.T.B., 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, la Grande Vadrouille, film de Gérard Oury (avec Bourvil...).
- T.S.B., 20 h 5, Kojak ; 21 h, Jardins d'hiver ; 22 h 25, sport ; 23 h 25, les Extrémistes Aventure d'un visage pâle, film d'Arthur Penn.

	Dimanche 29 janvier	Lundi 30 janvier	Mardi 31 janvier
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>9.00 Emission islamique : connaître l'Islam.</p> <p>9.15 La Source de vie : Histoire de David.</p> <p>9.30 Orthodoxie : les livres orthodoxes 1983.</p> <p>10.00 Présence protestante : « La Durance, prisonnière du Roy ».</p> <p>10.30 Le jour du Seigneur.</p> <p>11.00 Messe : célébrée avec la paroisse Saint-Gabriel à Paris 20^e.</p> <p>12.00 Télé-foot 1.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : <i>Starzky et Hutch</i>.</p> <p>14.20 Hip-hop.</p> <p>14.35 Champions. Sports, variétés et divertissements.</p> <p>17.30 Les animaux du monde : la rivière évangélique.</p> <p>18.00 Frank, chasseur de fauves.</p> <p>19.00 Magazine de la semaine : Sept sur sept. De J.-L. Burgat, F.-L. Boulay et E. Gilbert. Le grand témoin sera M^{me} Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Nous nous sommes tant aimés. Film italien d'Ettore Scola (1974), avec N. Manfredi, V. Gassman, S. Sandrelli (115 mn). De 1945, aux années 70, les destins sociaux de trois amis qui furent compagnons dans la Résistance. La chronique, empreinte de nostalgie, d'une génération qui a perdu ses illusions. Scola raconte l'Italie, les compromis de la vie, les retrouvailles décevantes et retraces, en même temps, l'évolution du cinéma italien depuis le « néo-réalisme ». Chez lui, la lucidité et le pessimisme n'excluent pas la tendresse. — J.S.</p> <p>22.35 Sports dimanche.</p> <p>23.20 Journal.</p>	<p>11.30 Vision plus.</p> <p>12.00 Les rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Ces chers disparus : Jules Barry.</p> <p>14.00 Cinéma : Une vie de garçon. Film français de Jean Boyer (1953) avec R. Pierre et J.-M. Thiébaud (N.) (75 mn). Deux acteurs comiques, venus du cabaret, dans un vaudeville qui, sans eux, s'écroulerait comme un château de cartes. — J.S.</p> <p>15.15 L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le sort des loutres de mer.</p> <p>16.15 C'est arrivé à Hollywood. Les personnages et les rôles des « méchants ».</p> <p>16.30 Vivre en famille. Qui du père, de la mère ou des enfants est en réalité le chef ? Reportage et débat.</p> <p>17.45 Ordinal 1. Un nouveau magazine de J. Chevalier, consacré à l'actualité informelle. (Lire notre article page VII.)</p> <p>18.00 Feuilleton : le Neveu d'Amérique.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variétéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins 5.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : Les petits drôles.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>20.35 L'avenir du futur : Branle-bas au casino. Film américain de Richard Thorpe (1961) avec S. McQueen, J. Hutton, J. McQuay (85 mn). Une partie de roulette menée dans un casino de Vegas grâce au cerveau électronique d'un navire américain. Comédie farfelue avec incidents diplomatiques. On s'amuse. — J.S.</p> <p>22.00 Débat : 30 janvier 2000. Comment l'informatique, les ordinateurs, nous feront-ils vivre en l'an 2000 ? Avec M^{me} C. Garrigues, présidente de l'Agence de l'Informatique, Y. Stourdzé, sociologue, directeur général du CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées), et A. Warusfel, mathématicien.</p> <p>23.00 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Portes ouvertes. le magazine des handicapés.</p> <p>14.05 Série : Jo Gaillard.</p> <p>15.00 Trésor des cinémathèques : Du côté de Memphis. Reportage sur le Centre pour le folklore du Sud qui se propose de rassembler tout ce qui représente les traditions humaines et culturelles du sud des Etats-Unis. C'est arrivé à Hollywood. Les héros de guerre, du capif au pilote jusqu'à l'anti-héros. Le forum du mardi : les femmes et le militantisme.</p> <p>16.20 T.V. Service.</p> <p>17.30 Microdieu.</p> <p>18.00 Feuilleton : Le nouveau d'Amérique.</p> <p>18.15 Le village dans les nuages.</p> <p>18.40 Variétéscope.</p> <p>18.55 7 heures moins cinq.</p> <p>19.00 Météo première.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : Les petits drôles.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>20.35 Politiques : Edmond Maire. Emission proposée par Jean Landi et Igor Baraton. M. Edmond Maire, premier secrétaire de la CFDT est l'invité de ce nouveau magazine « Politique » que l'on retrouvera tous les mois.</p> <p>21.35 Les grandes expositions : Raphaël et l'art français. de J. Plessis. Premier volet. Aux sources de Raphaël. Ses dessins, ses soies, ses fresques sur des commentaires de S. Beguin, conservateur en chef du département des peintures.</p> <p>22.05 Café-théâtre : Apocalypses. D'Eric Assau, mise en scène P. Jacob, avec M. Crémade, N. Belvonnat, R. Aguilera. Une satire de la guerre, jouée par un trio hétéroclite qui se métamorphose en une vingtaine de personnages.</p> <p>23.20 Journal.</p>
ANTENNE 2	<p>10.05 Cheval 2-S. Magazine du cheval.</p> <p>10.30 Gym tonic.</p> <p>11.15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Dimanche Martin (suite). Si j'ai bonne mémoire : 14.30 : Série : Magnum ; 15.20 : L'école des fans ; 16.05 : Dessin animé ; 16.25 : Thé dansant.</p> <p>17.05 Série : Papa poule.</p> <p>18.00 Dimanche magazine. Emission de M. Thoulouze. Au sommaire : Ambassadeur, fiction on réalité (le dernier film de R. Mitchum tourné en Israël) ; les catacombes, à Paris.</p> <p>19.00 Stade 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Jeu : La chasse aux trésors. A La Napoule.</p> <p>21.45 Document : Vietnam. Série de H. de Turenne. Troisième volet de cette grande rétrospective sur l'Indochine, les années 1953-1954, Dien-Bien-Phu. La guerre est devenue impopulaire en France. Les Russes et les Chinois, encore alliés, souhaitent arrêter le conflit. Même Ho Chi Minh et Giap savent qu'ils vont être obligés de faire la paix. Et c'est le faux-pas de l'état-major français : Dien-Bien-Phu. Malgré un commentaire parfois un peu pesant, un document riche en souvenirs, interviews et trésors tirés des cinémathèques.</p> <p>22.40 Concert magazine. Emission proposée par E. Ruggieri. Consacré au MIDEM classique dont c'est le deuxième anniversaire, l'émission propose un éventail très large de musiciens de toutes les nationalités. Américains, Chinois, Canadiens, Russes, Français.</p> <p>23.20 Journal.</p>	<p>12.00 Journal (et à 12.45).</p> <p>12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilleton : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie. Vincent Scotto, l'homme au 4 200 chansons.</p> <p>14.55 Série : Têtes brûlées.</p> <p>15.45 Cette semaine sur l'A 2.</p> <p>16.00 Rapports : Apocalypses. « Kafka, Orwell et Kundera » (diff. le 27 janvier).</p> <p>17.10 La télévision des téléopérateurs.</p> <p>17.40 Récré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Emmenez-moi au théâtre : le Préféré de Barillet et Gredy, mise en scène Jean Fiat. Avec Jean Fiat, S. Demarets, C. Claire.</p> <p>Un quinquagénaire charmeur et charmant redécouvre sa fille après dix-huit ans d'absence. Ils s'amusent à se faire passer aux yeux des autres pour des amants, mais se prennent bientôt au jeu de cet impossible amour.</p> <p>22.40 Francis Huster, Tartuffe ; Tobin-Tobin, Jacqueline Cormier, l'oiseau vert... l'actualité du théâtre.</p> <p>23.40 Journal.</p>	<p>10.30 Antipode.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilleton : Les amours romantiques.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie. Faut-il travailler moins ?</p> <p>14.55 Série : Têtes brûlées.</p> <p>15.45 Reprise : La chasse aux trésors. La Napoule (diff. le 29 janvier).</p> <p>16.45 Entre vous, de L. Beriot. L'orfèvre, le verre.</p> <p>17.45 Récré A2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord pas d'accord.</p> <p>20.40 Cinéma : El Dorado. Film américain de Howard Hawks (1967), avec J. Wayne, B. Mitchum (125 mn). Nouvelle version de Rio Bravo (1959) avec autant de scènes d'action mais beaucoup plus d'humour. John Wayne, à des crises de paralysie, Mitchum des crampes d'estomac et une béquille. Les femmes sont piquantes et très volontaires. — J.S.</p> <p>22.45 Concours 1983 : objets d'œuvre en péril. de P. de Lagarde. (Lire page VII.)</p> <p>23.30 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>10.30 Mosaïque. Spécial Yougoslavie.</p> <p>17.20 Résonance. Résonances : quel théâtre aujourd'hui ? Après les deux enquêtes sur la musique, le théâtre aujourd'hui. Du Festival d'Avignon à Paris, des grands théâtres décentralisés à ceux de la banlieue, de ceux qui sont subventionnés aux privés... Les demeures, les publics, les artistes. Avec entre autres Lavandant, Mezguich, Bourdet, Barbra, Vincent, des journalistes dont notre collaboratrice Colette Godard.</p> <p>19.20 Emissions pour la jeunesse.</p> <p>19.40 RFO Hédo. L'actualité dans les DOM-TOM.</p> <p>20.00 Fraggie Rock.</p> <p>20.35 Cinéma : Teresa la Ladrà. Film italien de Carlo di Palma (1972), avec M. Vitti, V. Valente (v.o. sous-titré) (115 mn). Les malchances d'une fille du peuple, toujours déçue par les hommes et qui devient une voleuse professionnelle. Cette comédie, inédite en France, réalisée par un chef-opérateur d'Antonio est, surtout, un récit de Monica Vitti. — J.S.</p> <p>22.30 Journal.</p> <p>22.50 Cinéma : Appelez Nord 777. Cycle aspects du film noir : film américain de Henry Hathaway (1947), avec J. Stewart, R. Conte (v.o. sous-titré, N.) (110 mn). Une erreur judiciaire à Chicago et sa réparation onze ans après, par un journaliste. Tourné en décors réels, dans un style de reportage, à partir d'un fait divers authentique. L'aspect « documentaire » de la mise en scène fit grand effet, à l'époque. — J.S.</p> <p>0 h 40 Prélude à la nuit. « Rondo pour quatuor à cordes » d'A. Webern, par le Quatuor Bartholdy.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : La femme du boulanger. Cycle Pagnol : film français de Marcel Pagnol (1938), avec Raimu, G. Leclerc, Charpin (N.) (130 mn). Sur un argument emprunté à Giono, le monde provençal de Pagnol à l'état pur. Prodigeur succès d'un réalisme français régional qui s'imposera jusqu'aux Etats-Unis. Raimu saisi par le naturel, en boulanger trompé. Union d'un village pour ramener l'infidèle : Ginette Leclerc, transformée, dans un rôle presque must. — J.S.</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>23.00 Thalassa, magazine de la mer de G. Pernoud. Résultat du concours : Dessine-moi la mer ; reportage sur l'Optimist, le petit dériveur à la portée de tous.</p> <p>23.45 Parole de régions. Dans cette nouvelle émission, une région parlera d'elle-même tous les jours pendant une semaine par mois, comme elle le veut. Cette semaine, la région Rhône-Alpes a choisi le thème de la montagne. Aujourd'hui : que reste-t-il des Jeux olympiques de Grenoble ?</p> <p>23.55 Prélude à la nuit. Symphonie passion, de M. Dupré, par L. Robillard, orgue.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : Le grand national. Film américain de Clarence Brown (1944), avec E. Taylor, M. Rooney (118 mn). Liz Taylor âgée de douze ans entraîne un cheval pour une course hippique dans le Sussex. Film M.G.M. pour enfants sages. — J.S.</p> <p>22.36 Journal.</p> <p>22.55 Parole de régions. Ambitions, projets, de FR3 Rhône-Alpes-Auvergne. Toujours sur le thème de la montagne. Tenues du décor, la vie d'une station, les métiers, les conditions de travail.</p> <p>23.05 Prélude à la nuit. Stabat Mater Doloresa, de Palestrina, par le groupe vocal, occeur de France, dir. M. Tranchant.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>• R.T.L., 20 h, Cette année-là, film de Georges Lautner ; 21 h 35, R.T.L. le Monde. 21 h 55, Hippocrate et Cie : l'asthme ; 22 h 25, R.T.L. Théâtre.</p> <p>• T.M.C., 20 h, Un peu, beaucoup, passionnément ; 20 h 35, Evénement sportif : rétrospective sur le 52^e Rallye automobile.</p> <p>• R.T.B., 20 h 15, Variétés ; 21 h 25, téléfilm : Passes Noces.</p> <p>• T.S.R., 20 h, Les oiseaux se cachent pour mourir ; 20 h 30, Tickets de première (finale du concours international pour jeunes danseurs).</p>	<p>• R.T.L., 20 h, Quincy ; 21 h, la Mort de Mario Ricci, film de Claude Goretz ; 22 h 40, Histoire du Vietnam.</p> <p>• T.M.C., 19 h 35, Dallas ; 20 h 40, la Violente, film de L. C. Anandori ; 22 h 25, Variétés.</p> <p>• R.T.S., 20 h, Ecran témoin : le Tourment de la vie, film de Herbert Ross.</p> <p>• T.E.L., 20 h, Sonoramas ; 20 h 30, Chansons nouvelles ; 21 h 30, Théâtre wallon : Une seule nuit dans le monde, réal. André Gervay ; 22 h 10, Informations agricoles.</p> <p>• T.S.R., 20 h 10, A bon entendeur ; 20 h 15, Spécial cinéma ; 23 h 5, L'antenne est à vous.</p>	<p>• R.T.L., 20 h, Chips ; 21 h, Sur un arbre perché, film de Serge Korber (avec L. de Funès, G. Chaplin...).</p> <p>• T.M.C., 19 h 35, Feuilleton : Papa-Poulet ; 20 h 40, Sept coûts du tonnerre, film de R. Girault.</p> <p>• R.T.B., 20 h, Conquête ; 20 h 5, Les oiseaux se cachent pour mourir ; 21 h 5, Vidéo ; 21 h 55, Salut l'artiste ; 23 h 10, Tribune économique et sociale.</p> <p>• T.E.L., 20 h, Documentaire : le rêve de Darwin ; 21 h 20, Théâtre club : Dreyfus, de J.-C. Grunberg.</p> <p>• T.S.R., 20 h 5, La chasse aux trésors ; 21 h 15, Bali et les secrets de Tenganan ; 22 h 30, Le Temps d'une mariée, film de Nicole Brunet et Jean Arlaud.</p>

هنا من العمل

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 28 JANVIER 1984 IX

Mercredi 1 ^{er} février	Jeudi 2 février	Vendredi 3 février	
<p>11.30 Vision plus. 12.00 Le rendez-vous d'Annik. 12.30 Atout cœur. 13.00 Journal. 13.35 Un métier pour demain. Photographe. 13.50 Vitamine. Un patchwork de petits sujets qui vont du gruyère au zèbre en passant par des dessins animés aux jeux vidéos. A 15.40, Peinture fraîche propose un reportage sur Cucco. Cucco, le peintre des chiens, de l'herbe, découvert par des enfants au milieu d'un fouillis végétal : un vrai jeu de piste. 16.40 Jouer le jeu de la santé. 16.45 Temps X. 17.40 Les infos. 17.55 Jack spot. 18.15 Le village dans les nuages. 18.40 Variétéscope. 18.55 7 heures moins cinq. 19.00 Météo première. 19.05 Emissions régionales. 19.40 Les petites drôles. 19.53 Tirage de la loterie nationale. 20.00 Journal. 20.30 Tirage du loto. 20.35 Feuilleton : Dallas. Coup bas, coups de pieds, la « famille » Ewing se déchire allégrement. 21.25 Sage. Magazine des sciences, de M. Tréguer. Le magazine de Michel Tréguer prend un nouveau visage, il change d'horaires et de durée, s'ouvre à tout le champ de la connaissance - des connaissances - de leurs histoires, applications, résonances ; utilise, si besoin est, mise en scène et confidences. Une émission à séquences et à facettes qui parle de choses réputées difficiles de manière imaginative. 22.55 Les grandes expositions : Raphaël et l'art français. Deuxième partie par J. Ploin. L'influence de Raphaël au XVIII^e et au XIX^e siècle. 23.25 Journal.</p>	<p>11.30 Vision plus. 12.00 Les rendez-vous d'Annik. 12.30 Atout cœur. 13.00 Journal. 13.45 Objectif santé : Surveillance gynécologique. 13.55 Série : Jo Gaillard. 14.50 Les choses du jeudi (et à 15.55). A partir d'aujourd'hui, Jean Bertho vous dira chaque semaine : attention, ne jetez pas vos vieux objets, regardez-les... et gardez-les ! Cette fois, les poupées (avec commissaires-priseurs et spécialistes). 15.30 Quartiers en direct de Vincennes. 16.30 Images d'histoire. 17.00 Croque venances. Destins animés, l'unité de Clémentine et Isidore ; variétés, informations et le feuilleton : Salty. 18.00 Feuilleton : Le nouveau d'Amérique. 18.15 Le village dans les nuages. 18.40 Variétéscope. 18.55 7 heures moins 5. 19.00 Météo première. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Les petites drôles. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton : La chambre des dames. D'après le roman de J. Bostin, adaptation F. Veray, réalisation Y. André, avec H. Virjozeux, N. Jamet, S. Barjac... Plus de dix ans ont passé, mais Etienne pense toujours à Mathilde malgré leur séparation. Un feuilleton médiéval, à la fois coquin et pudique, dans la tradition des Buttes-Chaumont. 21.35 L'enjeu. Magazine économique de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weill. On trouvera dorénavant régulièrement - le premier jeudi de chaque mois - autour de 21.30 cet excellent magazine, qui traite de l'économie sous toutes ses formes. Cette semaine : la griffe de la fortune ; Roger Godino, chercheur d'or blanc ; Hollande, les fonctionnaires au point ; quand les immigrés réussissent ; ardoises, le match France-Espagne ; les caricaturistes. 22.50 Histoires naturelles : La passion du sandre. Emission d'E. Laou, L. Barrière et J.-P. Fleury. Un poisson chasseur venu de Hongrie : le sandre. 23.20 Journal.</p>	<p>11.30 Vision plus. 12.00 Le rendez-vous d'Annik. 12.30 Atout cœur. 13.00 Journal. 14.00 Série : Jo Gaillard. 14.40 Temps libres. Un nouveau magazine des loisirs peaufiné par Jean-Claude Narcy. Du sport au cinéma, en passant par le théâtre et autres idées parfois insolites. 16.40 Destination... France ou d'un département à l'autre. Nouvelle série encore, proposée par Yves Gautier, Christian Duroc et François Saint-Félix. Pour mieux connaître les mille et une ressources touristiques et humaines des quelques cents départements français. Aujourd'hui le Vaucluse. 17.00 Croque-venances. Destins animés, bricolage, info-magazine, divertissement folklorique. 18.00 Feuilleton : Le nouveau d'Amérique. 18.15 Le village dans les nuages. 18.40 Variétéscope. 18.55 7 heures moins 5. 19.00 Météo première. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Les petites drôles. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Porte-bonheur. Emission de P. Sabatier. Avec Sylvie Varian, Bonnie Tyler, Nana Mouskouri, Gilbert Bécaud, Daniel Balavoine, Alice Dona, la Compagnie créole, Daniel Tell. 21.50 Désirs de femmes : Un désir nommé Cécile. Emission proposée par C. Castagnet et C. Djidou. (Lire page VII.) 22.15 Branches-musique : 22. V'la le rock. Réalisation F. Loris. John Lennon au Madison Square Garden 1982. Mink Deville au Balala. Séquence hard rock : Clémentine Salarie. 23.35 Journal et cinq jours en Bourse.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE 1</p>
<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12.45). 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 13.35 Feuilleton : Les amours romantiques. 13.50 Les oernets de l'aventure. Ponape, île volcanique en plein Pacifique. 14.25 Dessin animé. 15.00 Récit A2. 17.25 Platine 45. Avec Erha Klu, Armand Duchien, Frankie Goes To Hollywood, Mathilde Santing, Eurythmics. 18.00 Divertissement : On fera mieux la prochaine fois. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Aéroport : Le ciel et le feu. Proposé par la communauté des télévisions francophones et la télévision suisse romande. Scénario D. Gouverneur, réal. R. Barthelemy. 6 septembre 1970 : Des commandos du FLP défont quatre long-courriers sur un désert de la Jordanie. L'opération vise à forcer l'attention du monde sur le drame qui représente pour un peuple son exclusion de la scène politique. Les cent cinquante-cinq occupants d'un DC-8 se trouvent brusquement confrontés aux fedayins. Après une semaine, quelques otages dissimulés découvrent les réalités de cette guerre. Le scénario de ce film est basé sur les témoignages recueillis auprès des acteurs de cette aventure. 21.55 Cinéma-cinéma. Magazine de M. Boujut, A. Andrieu et Cl. Ventura. Pour la première fois, l'équipe de Cinéma-cinéma consacre une émission entière à un cinéaste, à l'occasion de la sortie prochaine à Paris de cinq films d'Alfred Hitchcock. On fait confiance, ce magazine est toujours un plaisir. 22.55 Journal.</p>	<p>10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal (et à 12.45). 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 13.35 Feuilleton : Les amours romantiques. 13.50 Aujourd'hui la vie. Le comédien Francis Huster. 14.55 Cinéma : Relaxer-roi chéri. Film français de Jean Boyer (1964), avec Fernandel, S. Milo (N.) (90 mn). « Le complexe de Philémon », de Jean Bernard-Luc (saigne superficielle de la psychanalyse), comme si vous étiez au théâtre. - J. S. 16.35 Magazine : Un temps pour tout. Les yéyés. 17.45 Récit A2. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Expression directe. La FEN (Fédération de l'éducation nationale). 20.00 Journal. 20.35 Série : Marco Polo. De D. Butler, V. Lavella et G. Montaldo. Avec K. Marshall, A. Picolo, T. Vogel... Dixième épisode d'un feuilleton qui se situe dans le Japon ancien. Complots, enlèvements, aventures. 21.30 Résistances. Magazine des droits de l'homme, de Bernard Langlois. Quatre ans de résistance en Afghanistan (un document tourné à 15 kilomètres de la frontière soviétique, une rétrospective de quatre ans de guérilla et un reportage sur un camp au Pakistan). Salvador (les vœux d'un torseur). Argentine (à l'heure où s'établit publiquement le bilan de la dictature militaire). Philippines (le régime de Marcos menacé de l'intérieur). Opération Handicap international (le travail d'une association française dans les camps de réfugiés de Thaïlande). 22.45 Journal.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12 h 45). 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 13.35 Feuilleton : Les amours romantiques. 13.50 Aujourd'hui la vie. 14.55 Série : Têtes brûlées. 15.45 Reprise : Lire c'est vivre (diff. le 17 janvier). 16.40 Itinéraires. De Sophie Richard. 17.45 Récit A2. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. Dernier finale. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Série : Gueule ou les démentes de la guerre. De J. Sempura, R. Azoua, E. Chamorro, réal. M. Camus. En 1808, Napoléon installe sur le trône d'Espagne son frère Joseph Bonaparte. Le peuple de Madrid se soulève ; un simple paysan, Juan Martin, prend la tête de la guérilla, l'insurrection gagne, déferlant en atrocités réciproques tandis que Goya dresse un panorama saisissant des « tristes pressentiments de ce qui doit arriver ». Une coproduction ambitieuse, un peu lourde. 21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de R. Pivo. Sur le thème : Racines, sont invités : Eugène Weber (la fin des terroirs), Marguerite Leaut (Quand les travailleurs couraient la terre), Michel Ragon (les Mouchoirs rouges de Cholet), Nicolas Werth (la Vie quotidienne des paysans russes, de la révolution à la collectivisation), avec Jean Malaurie, pour le Vinaigre et le flet, la vie d'une paysanne hongroise, par Margit Gari. 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club : Les Dames du bois de Boulogne. Cycle France année 40 : film français de Robert Bresson (1944) avec P. Bernier, M. Casares, E. Labouret (N.). Tourant décisif du cinéma français entre la fin de l'Occupation et l'après-guerre (sortie du film en septembre 1945). Bresson et sa conception nouvelle du « cinématographe » appuyée par les dialogues de Cocteau. Ecriture d'images et de signes pour une analyse glorieuse de la jeunesse et de la vengeance. Des acteurs professionnels sublimes. - J. S.</p>	<p>ANTENNE 2</p>
<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Portrait : Elia Kazan, outsider. D'A. Tresgot et M. Cipriani. Sélectionné au Festival international du film, section « Un certain regard », en 1982. Dirigé par Annie Tresgot et photographié par Michel Brault, Elia Kazan a été filmé sur une période de trois semaines à New-York, à Long Island et dans le Connecticut. Le réalisateur discute avec Michel Ciment des diverses étapes de sa carrière, de son engagement politique et de ce qu'il ont représenté pour lui ses deux épouses, Molly d'abord, puis Barbara Loden, tour à tour comédienne et cinéaste. Portrait grandeur nature d'un homme toujours passionné et jeune. 21.25 Journal. 21.45 Feuilleton : Exil. De R. Müller et E. Günther, d'après L. Feuchtwanger. Réal. E. Günther, avec K. Löwisch, L. Martini, V. Glowna... Cinquième épisode. Le complot tramé contre le journal le « Pariser Nachrichten » commence à porter ses fruits. 22.40 Parole de régions. Ambitions, projets de FR 3 Rhône-Alpes-Auvergne, sur le thème de la montagne, l'isolement en moyenne montagne (vie au quotidien, école, transports, élevage...) 22.50 Prélude à la nuit. Suite lyrique, d'A. Jolivet, par les Solistes de Marseille, dir. D. Erlik.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma 16 : la Fête. Scénario E. le Hing. Adapt. J. Jaquelin. Réal. E. le Hing. Avec E. Boule, D. Sauvageon. De l'hôpital où elle affronte la mort, Zita écrit à son mari Antoine. Ses lettres forment un contrepoint à l'aventure qu'Antoine noue avec une autre femme dans l'effervescence d'une fête. Aventure sans lendemain, celle-ci repartira avec son fiancé. Confrontation de moeurs, de personnages, de milieux différents. 22.00 Journal. 22.20 Parole de régions. Ambitions, projets de FR 3 Rhône-Alpes-Auvergne, sur le thème de la montagne, aujourd'hui, les industries du ski. 22.30 Prélude à la nuit. Quatuor en la mineur, de F. Schubert, par le Quatuor Bartholdy.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC. 20.35 Vendredi : les Français d'abord. Magazine d'A. Campana. Renard Delorme et Dominique Neaplezeas sont allés dans une rue du 20^e arrondissement - où ils ont vécu beaucoup d'immigrés, en majorité Algériens - ils les ont filmés eux et des Français, dans leur vie quotidienne, parlent de la cohabitation difficile, de l'insécurité, du racisme. Un jour ordinaire du début de l'année 1984. Ils ont également interviewé M. Jean-Marie Le Pen, dont le score aux dernières élections a été particulièrement important. 21.30 Variétés : Laissez passer la chanson. Une émission de Pascal Sevran. Une nouvelle série, une réponse souriante, paraît-il, aux « Enfants du rock », loin du show-business, ouverte aux chanteurs connus et à ceux qui ne le sont pas, au rock, au tango et à la « qualité française ». C'est filmé en décor hyper-réaliste par Jacques Audou. 22.25 Journal. 22.45 Parole de régions. Ambitions, projets de FR 3 Rhône-Alpes-Auvergne, sur le thème de la montagne. Silicône. Vallée à la française. 22.55 Prélude à la nuit. Duo n° 1 pour violon et alto de Mozart, par H. Le Floch et B. Pasquier.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS 3</p>
<p>● R.T.L., 20 h, Le souffle de la guerre ; 21 h, les Proies, film de Don Siegel ; 22 h 45, Turbo : sport automobile. ● T.M.C., 19 h 35, Alerta dans l'espace ; 20 h 40, les Hommes de Las Vegas, film d'A. Laski. ● E.T.R., 20 h, Risques tout ; 21 h 5, Feuilleton : Le parrain ; 22 h, Document : « A la recherche de soi », réal. F. Rosati. ● TELE 2, 20 h, Sports 2. ● T.S.R., 20 h 5, L'Homme à la Ferrari, film de Dino Risi ; 21 h 40, Télécopie ; 22 h 25, Rock et belles oreilles.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, La croisière d'automne ; 21 h, Dallas ; 22 h, R.T.L.-Plus. ● T.M.C., 19 h 35, Série : Alerta dans l'espace ; 20 h 40, les Hommes de Las Vegas, film d'A. Laski. ● E.T.R., 20 h, Autant savoir ; 20 h 30, Joseph, film de Christopher Frank ; 22 h 20, Carrousel aux images et le monde du cinéma. ● TELE 2, 20 h, Boule Matar ; 21 h 5, Concert avec les jeunes solistes francophones ; 22 h 15, Vidéographie. ● T.S.R., 20 h 5, Temps présent ; 21 h 10, Dynasty ; 22 h 10, Sur Solenne, émission spéciale à l'occasion des Journées cinématographiques suisses de Solenne.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Starsky et Hatch ; 21 h, Dynasty ; 22 h, On achève bien les chevaux, film de Sidney Pollack ; 0 h, Goodnight vidéos. ● T.M.C., 19 h 35, Série : Quelques hommes de bonne volonté ; 20 h 40, Pain, Amour et Andalouse, film de J. Seta. ● E.T.R., 20 h, Au nom de la loi : la justice au quotidien ; 21 h 15, Dernière chance : Deux moments du passé, film de Carlos Saura. ● TELE 2, 20 h, Contact ; 20 h 5, Billet de faveur ; 22 h 10, Le passé composé : Albert I^{er} et son temps. ● T.S.R., 20 h 5, Tell Quel ; 20 h 35, Téléfilm : Aveugle, que veux-tu ? ; 22 h 15, André Goux, parles-moi du vent, film de Jaroslav Vizer.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

A Ecouter

Nuits folles

- Fréquence de nuit, France-Musique, le samedi 28 janvier, de 23 h 30 à 6 h du matin.

La battement ininterrompu d'un tambour (d'un cœur ?) frappé par un chercheur de sons infatigable. Depuis qu'il vit, Martin Saint-Pierre recommence sans fin le voyage qui le mène de l'Amérique latine à l'Afrique en même temps qu'au plus profond de lui-même. Martin Saint-Pierre sera l'âme d'une nuit très spéciale à laquelle tout un chœur est convié d'écouter (s'il le peut), d'écouter (à défaut). Nuit blanche à la Maison de la culture de Reims qui organise avec France-Musique du samedi 28 janvier au dimanche 29 une Nuit d'Amérique latine qui sera retransmise en direct intégral.

Pour ceux qui habitent Reims, cette nuit commencera l'après-midi, avec des tables rondes sur la littérature sud-américaine (en présence de nombreux écrivains), du cinéma (les Trois couronnes du maître, de Raoul Ruiz). Ceux qui habitent Paris pourront prendre le train musical qui conduira de Paris à Reims au rythme des tambours : à Reims, la fête commence. Au programme : les ensembles Los Jaivas (Chili), Mossini, Betyman, Caratini (Argentine), Bolivia Manta (Bolivie), Sacy Peres (Brésil), Ado y sus Valientes (Colombie), et Martin Saint-Pierre.

La SNCF propose un tarif spécial train + spectacle (aller retour Paris Reims + entrée spectacle = 150 F. Départ samedi gare de l'Est à 18 h 52, retour dimanche à 7 h 2. Reims : Maison de la culture de Reims 18 (28) 40-23-28. Location : trois FNAC, Librairie l'Hermite et Maison de la culture André Malraux de Reims). — C. H.

Le son prend la parole

- Le Paradoxe du musicien, France-Culture, dimanche 29 janvier, 11 h, 12 h 45, 16 h 05 et 23 h.

En signant le Paradoxe du musicien, Pierre-Michel Menger a fait œuvre de sociologue. Rien d'étonnant : ce normalien méthodique, philosophe à l'esprit critique aigu et non dénué d'humour est précisément chercheur en sociologie au CNRS. Son livre-constat fera probablement date. Quand bien même il ne se lit pas comme un roman, on trouve dans une analyse fouillée, exhaustive et pointue des raisons pour lesquelles, depuis le sérialisme, la musique n'est plus ce qu'elle était.

Pour que tout cela ne reste pas seulement sur la table des spécialistes, ou dans les archives des nombreux compositeurs contemporains interrogés par l'auteur, Alain Ferri et le musicologue Remy Stricker ont élaboré une « transcription radiophonique » de l'ouvrage, en guise de « digest » clair et bien découpé.

A l'aide d'associations d'idées ou d'anecdotes personnelles, leurs invités — Michel Levinas, Alain Dubois et François Bouché — commentent, illustrent, réfutent les propos de Menger. Des morceaux de musique en tous genres ponctuent leurs propos. Un cheminement : de l'invention du phonographe aux moyens actuels que le compositeur trouve pour survivre en marge de son art, en passant par le vieux débat sur le sérialisme... on écoute.

Radio-France internationale

- En ondes courtes 49 M., en France et en Europe : Service mondial en français : informations tous les quarts d'heure, de 5 h à 9 h et à 20 h 15, 21 h 25, 22 h, 23 h, 1 h et 2 h.

Parmi les magazines, signaux :

- Carrefour, le dossier d'actualité de 14 h 15 est consacré le lundi 30 janvier à la Déclaration des droits de l'homme ; le mercredi 1^{er} février à un reportage sur la Costa Rica aujourd'hui ; le jeudi 2 février à la sécurité qui atteint une vingtaine de pays africains.

Cases noires, cases blanches

- Les mots croisés : France-Culture, du lundi 30 janvier au vendredi 3 février, 8 h 32.

Beaucoup d'écrivains se sont pris au jeu, ont goûté au « noble sport des mots en croix ». Jules Verne dans son *Mathias Sandorf*, Jules Renard, Tristan Bernard... et plus près Georges Perec qui avec la *Vie mode d'emploi* davantage qu'un roman compose un « mot croisé géométrique dans l'espace du livre ». L'humanité lisante et écrivante se décomposent-elle en deux mondes : ceux qui font des mots croisés et ceux qui n'en font pas ?

Drogue ou passe-temps anodin ? Manie du rébus ou refuge inconscient dans la satisfaction d'une grille vite et bien « remplie ». Lacan dans ses écrits recommandait aux analystes la casse-tête des cases noires et blanches. Mais Lacan aimait trop les mots. Gérard Gromer en tout cas risque d'amuser horizontalement les cruciverbistes et verticalement les non-initiés en proposant cinq matinées de suite, avec des invités « connus ». Pour commencer : *Mots croisés, mots croisés*, une étude sur les combines des Océides et des Spynx (les premiers chercheurs, et remplissent les cases, les seconds inventent les définitions). Ou parfois l'on tire par les cheveux... Ensuite une petite *Sociologie*, puis on brode sur les Mots fantômes, etc. — M. L. B.

Vingt-cinq ans à 1 000 francs

- France-Inter, du lundi au vendredi, 12 h 45.

« Chers amis, bonjour ! » Depuis vingt-cinq ans, cette apostrophe retentit aux oreilles de centaines de milliers d'auditeurs, introduisant les sept minutes les plus célèbres de la radio. « Le jeu des 1 000 francs » fête vingt-cinq années de voyages à travers la France profonde, plus de six mille émissions, une institution : plusieurs fois menacée, son existence sur un créneau horaire enviable est préservée par un important courrier d'auditeurs.

Il y a quelques années, Lucien Jeunesse résumait ainsi l'émission dans la revue *Antennes* : « Quand Henry Kubrick a inventé le jeu, sa trouvaille a été de faire envoyer des questions par les auditeurs. Les gens étaient tellement contents d'entendre M. Dumouchel de Carpentras ! Et quand le facteur amenait le mandat, ça faisait bouillir de joie... Ce que j'ai apporté personnellement c'est l'aspect fête au village : la fanfare, les majorettes. Ce sont les comités des fêtes, ou bien les maires qui me demandent de venir, pour leur faire un peu de publicité. Ils s'occupent de louer la salle, d'organiser le service d'ordre, de faire coller les affiches dans les boutiques. »

Qu'importe si les gagnants du « Jeu des 1 000 francs » doivent se contenter de lots bien inférieurs à ceux des autres jeux. L'essentiel est de participer. Pour fêter son anniversaire, l'émission de France-Inter a néanmoins décidé de faire un effort : le super-banco passe de 3 000 F à 5 000 F. Cela s'appellera toujours le *Jeu des 1 000 francs* : droit d'auteur oblige ! — J.-F. L.

France-Culture

SAMEDI 28 JANVIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : dérivés, avec A. Finkelkraut, écrivain et philosophe.
- 8.30 Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : cadres et techniciens : quelle formation pour quels emplois face au développement des nouvelles technologies.
- 9.07 Matinée du monde contemporain.
- 10.45 Dénarçhes avec... Bernard Delvalle (Londres).
- 11.02 Musique : un certain voyage.
- 12.05 Le pont des arts.
- 14.00 Sons.
- 14.05 Les samedi de France-Culture : Kéroun : la révolution du silence.
- 15.00 Les manuels scolaires.
- 15.00 Revue de presse internationale.
- 19.25 Jazz à l'ancienne.
- 19.30 Histoire-actualité : L'amour n'est plus ce qu'il était.
- 21.55 *Aut Lib.*
- 22.05 La fugue du samedi.

DIMANCHE 29 JANVIER

- 7.02 Les feuillets ouverts.
- 7.16 Horizon, magazine religieux.
- 7.40 Chasseurs de son : les rencontres de Marcel Dauter.
- 8.00 Orchestre.
- 8.25 Processionnaires.
- 8.10 Écoute latérale.
- 8.40 Divers aspects de la pensée contemporaine : la Fédération française de droit humain.
- 10.00 Mente à Saint-Lambert-des-Bois.
- 11.00 Musique : le paradoxe du musicien (à 12 h 45, 16 h 5 et 23 h).
- 12.05 Allégo.
- 14.00 Sons.
- 14.05 Le roi se meurt, d'E. Ionesco, avec C. Ales, M. Dalmat.
- 18.30 Ma non trop.
- 19.10 La cinémas des cinéastes.
- 20.00 Albatros : Amérique en images de minéraux.

MARDI 31 JANVIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

MERCREDI 1^{er} FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

JEUDI 2 FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

LUNDI 30 JANVIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés.
- 8.50 Échec au hasard.
- 9.07 Les fonds de l'histoire : les maîtres à l'aube de la civilisation occidentale.
- 10.45 Le texte et le langage : « La Chine après l'Occident » ; avec J. Gravier.
- 11.02 Musique : La musique traditionnelle à Radio-France (à 13 h 30).
- 12.05 Agora.
- 12.45 Panorama.
- 14.00 Sons.
- 14.05 Un livre, des voix : « La plume » d'A. Enaut.
- 14.47 Les après-midi de France-Culture : Quatre fois l'espace : à 15 h 20, Laboratoire ; à 17 h, Raison d'être.
- 17.32 Instantané, magazine musical.
- 18.30 Feuilleton : les Éthiopiennes.
- 19.25 Jazz à l'ancienne.
- 19.30 Présence des arts : Raphaël, un jeune loup du Cinquantième.
- 20.00 Dans la série « Passages » : Quartett, de H. Müller ; Réal, J. P. Colas ; avec J. Martin, C. Bellet.
- 21.00 L'autre scène, ou les vivants et les défunts : Vers Samuel Beckett ou le lueur de la voix.
- 22.30 Nuits magnétiques.

MARDI 31 JANVIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

MERCREDI 1^{er} FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

JEUDI 2 FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

- 12.05 Agora.
- 12.45 Panorama.
- 14.00 Sons.
- 14.05 Un livre, des voix : « Les jeux de Tour de Ville », de Daniel Boulanger.
- 14.47 Les après-midi de France-Culture : Titres cherchés à Villeneuve ; à 15 h 20, Rubriques internationales ; à 17 h, Raison d'être.
- 18.30 Feuilleton : les Éthiopiennes.
- 19.25 Jazz à l'ancienne.
- 19.30 Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles.
- 20.00 Dialogues : Roman, histoire, psychanalyse : une histoire de famille ?
- 21.15 Les musiciens français contemporains : Jean-Jacques Werner.
- 22.30 Nuits magnétiques.

MERCREDI 1^{er} FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés.
- 8.50 Échec au hasard.
- 9.07 Matinée des sciences et des techniques.
- 10.45 La livre, ouverture sur la vie.
- 11.02 Musique : La Belle œuvre : Sébastien, de R. Strauss (à 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).
- 12.05 Agora.
- 12.45 Panorama.
- 14.00 Sons.
- 14.05 Un livre, des voix : « Histoire d'un fœtus », de P. Heude.
- 14.47 L'école des parents et des éducateurs : La politique éducatrice aux différents stades.
- 15.02 Les après-midi de France-Culture : Titres cherchés à Villeneuve ; à 15 h 20, les cosmologies ; à 16 h 10, science-hédo ; à 16 h 20, science à l'infinitif ; à 17 h 00, raison d'être.
- 18.30 Feuilleton : les Éthiopiennes.
- 19.25 Jazz à l'ancienne.
- 19.30 Perspectives scientifiques : linguistiques formelles.
- 20.00 La Belle œuvre : Sébastien, de R. Strauss.
- 22.30 Nuits magnétiques.

JEUDI 2 FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

MERCREDI 1^{er} FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

JEUDI 2 FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

- mots croisés ; à 8 h 50, le Pont du Nord.
- 9.07 Matinée de la littérature.
- 10.45 Marguerite Yourcenar et l'amour de la terre.
- 11.02 Musique : Libre parcours-voix (à 13 h 30).
- 12.05 Agora.
- 12.45 Panorama.
- 14.00 Sons.
- 14.05 Un livre, des voix : « L'aveugle » de F.S. Fitzgerald.
- 14.47 Les après-midi de France-Culture : Titres cherchés à Villeneuve ; à 15 h 20, dilant : médecine d'urgence, la médecine de catastrophe ; à 16 h, reportage : vers un nouveau cirque ? ; à 17 h, Raison d'être.
- 18.30 Feuilleton : les Éthiopiennes.
- 19.25 Jazz à l'ancienne.
- 19.30 Les progrès de la biologie et de la médecine.
- 20.00 Nouvelles répertoriées dramatiques : « Portrait de famille », de D. Bosc ; avec R. Solé, A. Leduc, C. Arditi.
- 22.30 Nuits magnétiques.

MERCREDI 1^{er} FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés.
- 8.50 Échec au hasard.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 La livre, ouverture sur la vie.
- 11.02 Musique : La Belle œuvre : Sébastien, de R. Strauss (à 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).
- 12.05 Agora.
- 12.45 Panorama.
- 14.00 Sons.
- 14.05 Un livre, des voix : « Histoire d'un fœtus », de P. Heude.
- 14.47 L'école des parents et des éducateurs : La politique éducatrice aux différents stades.
- 15.02 Les après-midi de France-Culture : Titres cherchés à Villeneuve ; à 15 h 20, les cosmologies ; à 16 h 10, science-hédo ; à 16 h 20, science à l'infinitif ; à 17 h 00, raison d'être.
- 18.30 Feuilleton : les Éthiopiennes.
- 19.25 Jazz à l'ancienne.
- 19.30 Perspectives scientifiques : linguistiques formelles.
- 20.00 La Belle œuvre : Sébastien, de R. Strauss.
- 22.30 Nuits magnétiques.

JEUDI 2 FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

MERCREDI 1^{er} FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

JEUDI 2 FEVRIER

- 7.02 Matinales.
- 8.00 Les chemins de la connaissance : la femme adulte ; à 8 h 32, les mots croisés ; à 8 h 50, le pont du Nord.
- 9.07 La méthode des autres : les Orphes.
- 10.45 Les jeunes entrepreneurs.
- 11.02 Musique : les musiciens français contemporains (à 13 h 30, 17 h 32, 21 h 18).

مقداد من الاميل

Effraction...

Deux jeunes stylistes viennent d'entrer dans le club de la haute couture parisienne. Sans frapper.

CES deux-là vont ratisser large, leurs prétentions sont exorbitantes. Ça se voit comme le nez au milieu de la figure : Didier Lecoanet, vingt-huit ans, né quelque part en Haute-Marne, a des taches de rousseur, le cheveu blond — long dessus, court dessous — du jeune stylistes français ambitieux ; Hemant Shagar, vingt-six ans, né entre l'Inde et l'Allemagne, a la force bouillonnante du cosmopolite, le cheveu brun et l'œil dépourvu de complexés.

Gare ! Une nouvelle maison de couture parisienne dans les mains de ces deux bons-hommes, cela doit faire boum ! Leur habileté a déjà fait des siennes : ils entrent cette semaine dans le club très fermé des grands couturiers à la vitesse supersonique.

Bafouant les règles des vingt-trois « grands » qui les ont précédés — ils n'ont que quinze ouvrières au lieu des vingt requises par le Syndicat de la couture, — ils ont tout de même réussi à imposer leur premier défilé haute couture en promettant de se mettre en conformité avec les textes dans l'année qui vient.

Premier défilé, première grosse surprise. Ils ont choisi pour présenter leurs soixante-quinze modèles les salles les plus chères de Paris : celles du musée Jacquemart-André, dans le huitième arrondissement, après avoir ouvert leur boutique couture non loin de là, rue Lamennais, à deux pas de Taillevent, noblesse oblige.

C'est là que, sur trois étages, ils ont « cocoté » leurs débuts. Entre deux boîtes à chapeaux de Jacques Pintrier, des cartons de chaussures Charles Jourdan, des montagnes de pastels Rembrandt, tissus, rubans, épingles, bret, entre tout ce qui fait la base de leur première collection, ils reçoivent les curieux qui veulent en savoir plus.

Les principes d'abord : « Une femme doit toujours être habillée avec élégance sans avoir besoin de se changer du matin au soir, cela est ma conception de la mode », avertit Didier Lecoanet, en avant-propos de son premier dossier



A gauche, Hemant Shagar ; à droite, Didier Lecoanet

de presse. Aussi emploie-t-il des tissus nobles — soie, cachemire, laine vierge et coton — choisis dans les rejets des autres couturiers. Pour un premier défilé, on ne peut pas se payer le luxe de faire faire les tissus.

Les particularités de la maison Lecoanet-Hemant : créer une nouvelle silhouette parisienne qui ne colle pas trop au corps, d'inspiration orientale et aux couleurs vives. « Nous avons choisi les couleurs les plus flash possibles », explique Hemant Shagar. « Beaucoup de jaune, orange, rouge, bleu. Nous faisons les mariages les plus inattendus comme celui du rose et du jaune. L'Orient se signale dans la ligne plutôt

droite, l'absence systématique de revers. On ne verra jamais chez nous de tailleur bleu ou pied-de-poule, pas de noir et blanc tout seul, pas de petites robes-noires-très-parisiennes. »

Tout pour le confort aussi. Didier Lecoanet veut que ses modèles puissent mettre les pieds sur la table — en restant insolentement élégants. « Finies les robes où ça pique, où ça gratte, où ça colle. Tous mes vêtements sont doublés de soie naturelle. »

La force de ces jeunes stylistes de formation, élevés au sérial de l'école de couture de la chambre syndicale, réside dans leur absence de préjugés. Ils ont érigé leur distinction en dogme : leur style est original parce qu'ils n'ont jamais tra-

vaillé dans une autre maison de couture parisienne. Partout où ils se sont présentés, on leur a dit d'aller à l'école, celle-là même qu'ils venaient de quitter.

Aussi se sont-ils expatriés en Allemagne en 1979 en associant leurs efforts. Ils ont alors réalisé deux ou trois collections de prêt-à-porter grand luxe pour le Studio Dress, près de Bonn. Puis ils ont décidé de revenir à Paris car « c'est ici que l'on fait sa voie dans la mode ». Ils prennent un appartement tous les deux et se mettent à coudre. En août 1980, ils cherchent et trouvent tout de suite — à croire qu'ils sont couturiers de droit divin — un pas-de-porte rue du Faubourg-Saint-Honoré, en face de l'Elysée.

Ils soumettent un dossier de financement à des amis allemands, gros bailleurs de fonds, qui leur prêtent aussitôt l'argent nécessaire ; argent aujourd'hui remboursé après le succès qu'ils ont connu immédiatement.

C'est là qu'ils coupent leurs huit cents premiers modèles d'un prêt-à-porter de grand luxe et recherchent déjà les financements d'une vraie maison de couture. Les amis d'outre-Rhin renouvellent leur confiance et les voilà placés sur les rails du prestige.

Musée Jacquemart-André, boutique rue Lamennais, mannequins exotiques à souhait, accessoires de luxe, ils affirment que leur premier défilé ne coûte pas plus de 400 000 francs. Certainement leur premier mensonge. « Optimisme aveugle », réplique Hemant Shagar, qui a abandonné les ciseaux et les épingles pour gérer totalement son affaire.

« Je suis sûr que cela va marcher », explique-t-il. « J'ai déjà des contacts avec un grossiste japonais qui veut ouvrir dans un grand hôtel d'Osaka une boutique Lecoanet-Hemant de prêt-à-porter de luxe. Je veux aussi mettre en place un réseau de licences pour tout ce qui concerne la couture. » Et comme si cela ne suffisait pas à cet incroyable, infatigable, défricheur, Hemant Shagar voudrait ouvrir des restaurants sous un nom d'emprunt. Il est aussi gastronome impénitent.

Depuis 1977, année de l'entrée du couturier danois Per Spook dans le club de la haute couture parisienne, personne n'avait osé tenter la grande aventure. Lecoanet-Hemant s'apprêtent-ils à monter plus haut, plus vite, que leur prédécesseur ? L'accueil mitigé qu'ils ont reçu à l'issue de leur premier défilé, la finition souvent aléatoire de certains de leurs modèles, donnent à penser qu'ils ont encore beaucoup de pain sur la planche. Il leur faudra plus que de l'énergie pour gagner leur pari et s'imposer chez les grands.

OLIVIER SCHMITT.

L'habit électronique

La Redoute installe en exclusivité dans une dizaine de bureaux à travers la France « Le miroir d'Alice », un système de vidéo informatisé de Jean-Claude Bourdier, professeur à l'Ecole nationale supérieure de création industrielle (48, rue Saint-Sabin, 75011 Paris).

Les photos de modèles, grâce à un ajustage électronique de taille et de poids, permettent, en effet, de se voir « habillé » de pied en cap dans les vêtements et de juger de leur effet. Cette invention sera inaugurée le 30 janvier à Lille (52-54, rue de Paris), puis à Paris, au centre commercial Galaxie.

Damart étouffe ses panoplies d'été d'une excellente collection de chaussures pour pieds sensibles, en formes seyantes, allant jusqu'à 9 1/2 de largeur. Elles comprennent une série artisanale en lanières de cuir tressées à la main, des mocassins extensibles en cuir cousu sur élastique, des talonnettes anti-chocs, voire des semelles à coussin d'air. De la sandale au style ballerine à talon de 4 centimètres, elles se vendent de 285 F à 575 F, en coloris classiques, gris ou bordeaux. — N.M.S.

12 volts

pour Cézanne

Pour qu'un tableau soit bien éclairé, la source de lumière doit être placée au-dessus et aussi près que possible de l'œuvre à mettre en valeur.

Deux nouveaux réflecteurs utilisant des lampes miniaturisées à halogènes, en basse tension de 12 volts, ont été présentés au récent Salon du luminaire de Paris. L'appareil de Diaderot, de classique forme tubulaire, est en métal chromé, doré, de ton bronze ou laqué noir ou blanc. Il est relié par une tige flexible au boîtier d'alimentation qui se dissimule derrière le tableau. Un variateur permet de régler l'intensité lumineuse des deux ampoules de 20 watts. Les deux caissons cylindriques du réflecteur pivotent séparément pour diriger les faisceaux de lumière (1 640 F environ).

Le « Réfectableau » d'Electrorama est d'aspect plus moderne. De forme triangulaire originale (avec une lampe de 20 watts), il est fixé au bout d'une tige à rotule qui permet de l'orienter. Le transformateur peut être installé de l'autre côté du mur ou être apparent, point de départ de la tige à rotule. (950 F environ). — J. AU.

● Diaderot, 12 bis, rue du Docteur-Roux, 94800 Chelles-le-Roi. Tél. : 580-87-00. Indique ses revendeurs. ● Electrorama, 11, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris. Tél. : 325-31-30 ; 8, cours Liebaud, 13000 Marseille. Tél. : (91) 64-83-23.

Publicité

CRÉATIONS PERSONNALISÉES

et sur mesures de vêtements comprenant en cuir et daim vous trouverez une boutique exclusive de mode à la pointe du raffinement et de l'élégance.

CRÉASTYL, 24, rue Jean-Ciraudoux
75116 PARIS - Tél. : 723-43-87

N°1 DE LA FOURRURE D'OCCASION

SOLDÉS

-20 -50 %

LES DEUX OURS

106 Bd de Grenelle 575.10.77

AUX LAINES ECOSSAISES

Choix exceptionnel de plaids et demi-Plaids

181 boulevard Saint Germain
Paris 7ème - 548.53.41
Près carrefour
St Péres - St Germain

MONIKA fourrures d'occasion

136, rue Emile Zola 75015 Paris
dépot-vente 578.87.67

Sulka

COSTUMES, VESTES, PANTALONS
IMPERMEABLES, MANTEAUX
VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS
CHEMISES, ACCESSOIRES

SOLDÉS

2, rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260-38-08)
angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement

vous offre
jusqu'au 25 février
mesure industrielle 1990F
avec gilet 2250F

NICOLL, à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

FORSHO

LA MAISON DU LODEN

le véritable
LODEN AUTRICHIEN

146, rue de Rivoli Paris 1^{er} Tél : 260.13.51

ARNYS

SOLDE

ARNYS 14, rue de Sèvres (7^e) - Tél. 548-76-99

Et le rouge restera rouge...

Les couleurs se fanaient. C'est fini.

La photo a été marquée en 1983 par l'arrivée d'une nouvelle génération de pellicules couleur. Tous les grands ont été dans le coup : Kodak, Polaroid, 3 M aux États-Unis, Fuji et Sakura au Japon (1). Seule, la firme européenne Agfa-Gevaert aura attendu les premiers mois de 1984 pour renouveler ses émulsions.

Lors du lancement des nouveaux produits, Américains et Japonais ont mis l'accent sur deux améliorations spectaculaires : augmentation de la sensibilité (qui passe de 400/27 à 1000/31) ; gains importants de finesse et de netteté. Ils ont, en revanche, peu parlé d'un progrès tout aussi important et, semble-t-il, plus décisif : la stabilité des couleurs au fil du temps.

Les progrès dans ce domaine permettent maintenant d'espérer une conservation des photos en couleurs pendant une centaine d'années. C'est un pas en avant considérable, car on n'avait pas assez vu que l'altération des images était rapide et que bien peu de photos couleur résistaient plus de dix ans aux assauts du temps sans modifications importantes.

Paradoxalement, ce sont les photos obtenues avec les plus anciens procédés qui, jusqu'ici, ont le mieux vieilli. C'est le cas des plaques autochromes lancées en 1907 par les frères Lumière et commercialisées durant une trentaine d'années : celles qui ont été rangées à l'abri de la lumière, de la chaleur et de l'humidité ont gardé des couleurs intactes. Cette longévité est due aux colorants utilisés, qui n'étaient pas chimiques, mais de simples teintures. L'autochrome ne comportait qu'une émulsion noir et blanc revêtue d'une

mosaïque de filtres constitués de grains de fécule de pomme de terre teintés. Le Kodachrome, créé par Kodak en 1935, dans lequel les colorants sont introduits durant le développement, est également un film qui a toujours bien résisté au vieillissement. Par contre, toutes les émulsions commercialisées à partir de 1945, et qui comportaient des leur fabrication les substances destinées à former les colorants durant le développement, ont donné des photos et des films de cinéma qui se sont altérés ou se sont entièrement effacés, parfois en quelques mois.

A partir des années 70, les chimistes ont créé de nouveaux colorants qui ont amélioré la conservation. Mais le progrès n'a été net que pour les films inversibles de faible sensibilité. (La conservation des émulsions de haute sensibilité, des négatifs couleur et des tirages sur papier classique était restée médiocre.) D'une façon générale, le temps de conservation sans altération était limité à quelques années. Le Kodachrome résistait mieux, mais il fallait ranger les images à basse température (moins 10°) et contrôler l'hygrométrie ambiante. L'installation de locaux climatisés n'a jamais été à la portée des amateurs ou même des agences photographiques. Elle n'a guère été possible que pour les grandes cinémathèques.

Les laboratoires de recherche n'ont jamais pu produire des couches sensibles donnant à la fois des couleurs pures et très résistantes au vieillissement. Le problème de la stabilité des colorants est, en effet, fort complexe, mettant en œuvre des réactions physico-chimiques lentes, dépendant

de nombreux facteurs comme les conditions de développement des films (un mauvais lavage empêche une longue conservation) ou les conditions de stockage des photos (la lumière, la chaleur, l'humidité, certains gaz acides dans l'atmosphère, favorisent la destruction des couches colorées).

C'est dans le domaine du cinéma que la mauvaise conservation des films soulevait rapidement des inquiétudes, dès qu'il apparut aux responsables des cinémathèques que les copies en couleurs allaient rapidement s'effacer et disparaître à tout jamais. A partir de 1950, une part de plus en plus grande du patrimoine cinématographique fut menacée. Aussi est-ce pour le cinéma que les industriels (Kodak et Agfa) ont poussé les recherches et annoncé les progrès les plus spectaculaires.

En 1980, Kodak proposait un Eastman Color LFSP 7379

pour la copie des films, dont les couleurs pouvaient résister plusieurs siècles à + 7° C. Mais cette pellicule, trop chère, n'obtint aucun succès. A la fin de 1982, elle fut remplacée par une Eastman Color SP 5384, moins coûteuse (même prix que les films courants), aussi stable que la LFSP 7379 et donnant, au surmenage, des couleurs plus fines.

Pour améliorer la résistance au vieillissement, les chimistes ont avant tout créé un colorant cyan (bleu-vert) plus stable. Dans son émulsion en couleurs, c'est, en effet, traditionnellement la couche cyan qui est la plus fragile. Le Dr Charlton C. Bard, directeur du département de l'Estman CO, à Rochester (Etats-Unis) a précisé qu'avec ces nouveaux colorants, le film stocké dans des conditions de température et d'humidité normales (+ 24° C et 40 % d'humidité relative) et à l'abri de la lumière se conserverait aisément cinquante ans. Cette durée passerait à deux cents ans avec un stockage à + 13° C, à huit cents ans à + 4° C et à plusieurs milliers d'années à - 10° C. En fait, les cinémathèques adoptent le plus souvent des températures de + 7 à + 13° C car le passage à - 10° C a des inconvénients : coût excessif en énergie et en isolation, impossibilité de visionner les films sans les ramener à température normale extrêmement lentement pour éviter les chocs thermiques.

LFSP 7379 et donnant, au surmenage, des couleurs plus fines.

Un an après Kodak, Agfa-Gevaert, en Allemagne, proposait un film de copie en couleurs de grande longévité, le Gevacolor 982. Selon les calculs effectués par ses techniciens, la couche la plus fragile, le cyan, ne perd 1 % de densité qu'au bout de quarante-quatre ans d'archivage à + 5° C et 40 % d'humidité relative (et de quatre cents ans à - 10° C).

L'ensemble de ces travaux a bénéficié aux films photographiques. Dès 1982, Kodak annonçait l'arrivée d'un négatif professionnel Vericolor III, dont la durée de conservation par rapport au Vericolor II était multipliée par dix. Dans des conditions normales de stockage pour un particulier (amateur ou professionnel), à l'abri de la lumière, de la chaleur (- 24° C) et pour une humidité relative de (40 %) ce film devrait rester stable durant quarante à soixante ans environ.

Pour les films très récents (Kodachrome VR, Fujichrome HR, Fujichrome), les fabricants ont annoncé une nette amélioration du temps de conservation, mais ils n'ont, pour l'instant, donné aucun renseignement chiffré. Il est probable qu'elle sera du même ordre, c'est-à-dire dix fois. Ce qui apparaît déjà par extrapolation lorsqu'on compare la durée de vie des émulsions de la génération précédente (voir notre tableau) et de plus récentes comme le Vericolor III ou les Ektachrome 64 à 400 (2).

L'espérance de vie serait de plusieurs centaines d'années. Mieux que les autochromes des frères Lumière. Une référence...

ROGER BELLONE

TEMPS DE CONSERVATION DES PHOTOS EN COULEURS (1)

Tirage Dye-Transfer Kodak	300 ans	Tirage Ektachrome 14	10 ans
Tirage Cibachrome (support papier seulement) ..	100 ans	Kodachrome 400 (ancien film) ..	10 ans
Kodachrome 25 ou 64	80 ans	Fujicolor II ou 400 (ancien film) ..	10 ans
Kodachrome II (ancienne émulsion)	50 ans	Agfachrome 100 ou 64	8 ans
Ektachrome 64-200 ou 400	50 ans	Epreuve Polaroid SX 70 et 800	8 ans
Vericolor II Kodak	60 ans	Vericolor II Kodak (ancien) ..	8 ans
Fujichrome 100 (type années 1962-1983) ..	40 ans	Kodachrome II (ancien film) ..	6 ans
Ektachrome X ou HS (ancienne)	20 ans		

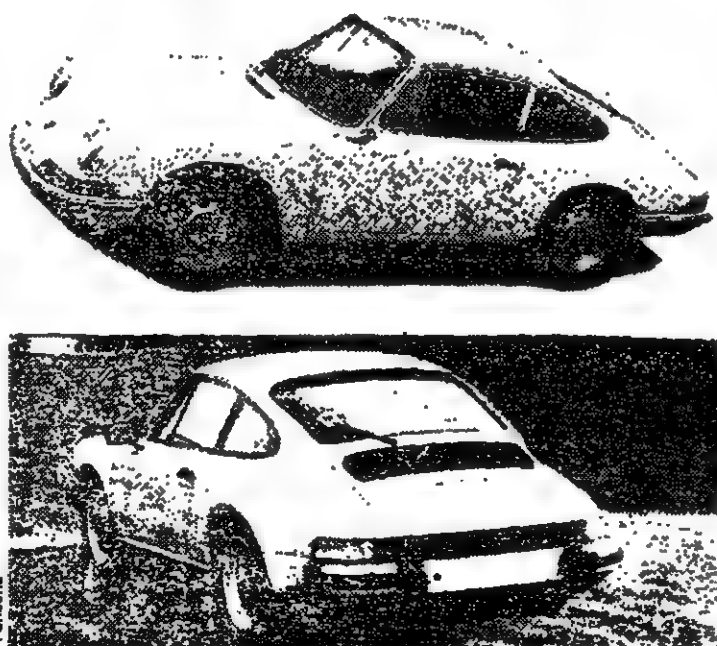
(1) Estimation pour un stockage dans l'obscurité à 24° C et 40 % d'humidité relative. (Données relevées dans les publications Eastman-Kodak de Rochester et à la conférence 1982 sur la conservation, à l'université du Texas).

Auto

Vingt ans en 911

Une Porsche qui ne veut pas vieillir

PORSCHE vient de fêter un anniversaire. Ce n'est pas celui d'une victoire — elles sont multiples dans sa carrière sportive, et la dernière en date est celle du Paris-Dakar. Cet anniversaire est celui d'un modèle, la 911, en effet, vingt ans. Son apparition au Salon de Francfort (millésime 1964) avait fait sensation : caisse plate, freins à disques sur les quatre roues, six cylindres à plat installés à l'arrière avec un arbre à cardes par rangée, refroidissement à air et 130 chevaux. Elle succédait alors à la 356, qui avait montré la voie, et allait, au cours des ans, gagner en cylindrée et en puissance pour, aujourd'hui, avec l'apport d'une technologie moderne, sortir 231 chevaux de son 3,2 litres pour un couple



1964... et 1984.

moteur de 28,6 Mkg. De quoi pousser la caisse à quelque 250 km/h. Sur les routes allemandes, bien sûr. En version turbo — une variante qui fête,

de son côté, ses dix ans d'existence, — on passe à 260 km/h et 300 chevaux moteur.

On est fidèle, décidément, dans la firme de Stuttgart. Il est vrai qu'il y a d'autres précédents, car après tout n'est-ce pas Ferdinand Porsche qui tint sur les fonts baptismaux la Coccinelle VW, toujours fabriquée au Brésil quarante-cinq ans après sa naissance ?

La fidélité réclame, en retour, souvent de la passion, car il en faut pour posséder une Porsche de nos jours, en même temps que des moyens financiers solides. Une 911 coûte de 253 000 F à 265 000 F et, pour la turbo, 454 000 F. Les 924, 944 et 928, autre série célèbre, sont vendues en France de 135 000 F à 358 000 F selon le modèle. On peut en déduire qu'il y a en France 2000 passionnés, car c'est le chiffre des voitures de la marque vendues dans l'Hexagone en 1983. Quarante cents d'entre elles étaient des 911. — C. L.

Philatélie

Un nouveau pays philatélique l'archipel d'Aland

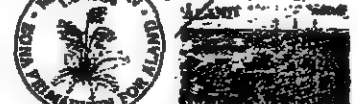
Suivant un décret signé par le Président de la République finlandaise, le 5 février 1982, la province autonome finlandaise, l'archipel d'Aland, se situant sur le plan sphérique à l'intersection des 20° et 60°, est autorisé d'émettre ses propres timbres-poste (le Monde, du 11 décembre 1982, p. 24) dès le 1er mars prochain, par l'intermédiaire des postes finlandaises.

Cette première émission comporte sept valeurs, en cinq sujets différents.

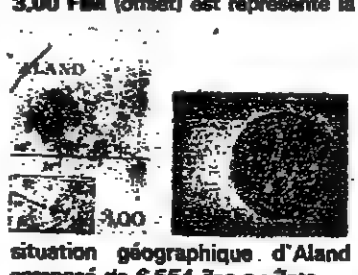
Les trois premiers timbres d'usage courant représentent un-



formément en taille-douce, un bateau de pêche sur les 0,20, 0,50 et 1,10 FIM. — Le 1,40 FIM (offset) a



pour sujet le drapeau d'Aland (bleu, jaune et rouge) crée il y a trente ans, le 7 avril 1954. — La navigation et l'armement sont les thèmes du 2,00 FIM (offset). — Sur le 3,00 FIM (offset) est représenté la



situation géographique d'Aland composé de 6554 îles ou îlots. —

Visitez le site de la JURA «HOTEL DES ROCHES» SYAM (39300) à 5 km de CHAMAGNOLLE par RN 6 et D 127. Cuisine, confort, animations, piscine, culture régionale, prix modérés. Au pied des pentes de ski de fond : Les Pêcheurs-en-Montagne, Porciaux, Montreuil, Port de la Haute-Jura. Tél. : (04) 82-00-88.

La forte valeur de 10,00 FIM

(offset-taille-douce) nous montre le symbole historique de l'autonomie de l'archipel, le sceau du saint Olaf, patron de la province dès le Moyen-Âge.

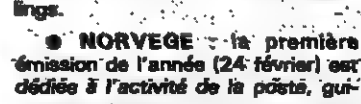
Il sera édités trois enveloppes illustrées par les postes et cachet « P.J. » sera utilisé, dans la capitale d'Aland, à Mariehamn.

Service Philatélique, B.P. 100, 22101 Mariehamn, Åland (Finlande) ou B.P. 584, 00101 Helsinki 10, Finlande.

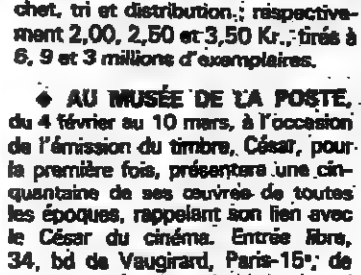
● FALKLAND (Iles) : Nouvelle



émission de l'année (24 février) est dédiée à l'activité de la pêche, qui-



chet, tri et distribution ; respectivement 2,00, 2,50 et 3,50 Kr., tirés à 6, 9 et 3 millions d'exemplaires.



● AU MUSÉE DE LA POSTE, du 4 février au 10 mars, à l'occasion de l'émission du timbre, César, pour la première fois, présentera une cinquantaine de ses œuvres de toutes les époques, rappelant son lien avec le César du cinéma. Entrée libre, 34, bd de Vaugirard, Paris-15°, de 10 h à 17 h (sauf les dimanches).

CANADA MONTREAL 3 150 AIRCOM SETI 93, rue de Moncton, 75008, Paris, tél. : 522.86.46 UC 4562

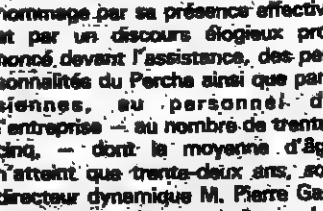
Une PME « philatélique » à l'honneur

Le nom de Carron n'est pas inconnu de nos lecteurs, il figure souvent dans nos informations, précédé du mot « offset ».

Cette société nouvelle, à l'Aigle, consacre 80 % de ses activités à l'impression des timbres-poste pour le compte de quarante pays dont le plus désigné est la Thaïlande. Le 20 janvier dernier, au cours de l'inauguration de ses nouvelles installations, c'est vu consacrer un des modèles de la PME régionale.

M. Louis Meunier a rendu hommage par sa présence effective et par un discours élogieux prononcé devant l'assistance, des personnalités du Perche ainsi que parisiennes, au personnel de l'entreprise — au nombre de trente-cinq — dont le moyen d'âge n'atteint que trente-deux ans, son directeur dynamique M. Pierre Garreau et ses collaborateurs directs, les deux frères Gilbert, y compris.

ABALBERT VITALYOS.



St-Mont PHILATÉLISTES

la revue de janvier (80 pages)

LES NOUVEAUX PHILATÉLISTES 2° dossier d'initiation à la philatélie

Surviv des « Helvetia Debout »

Livres et prix offerts pour le concours de dessin réservé au moins de 15 ans

CARTOPHILIE Timbres et types En vente dans les kiosques 10,50 F

Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR, SR ou GT! une 505 TURBO! INJECTION! une 604 GTI!

Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT

Le bon prix — le bon service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

مكتبة الامم المتحدة

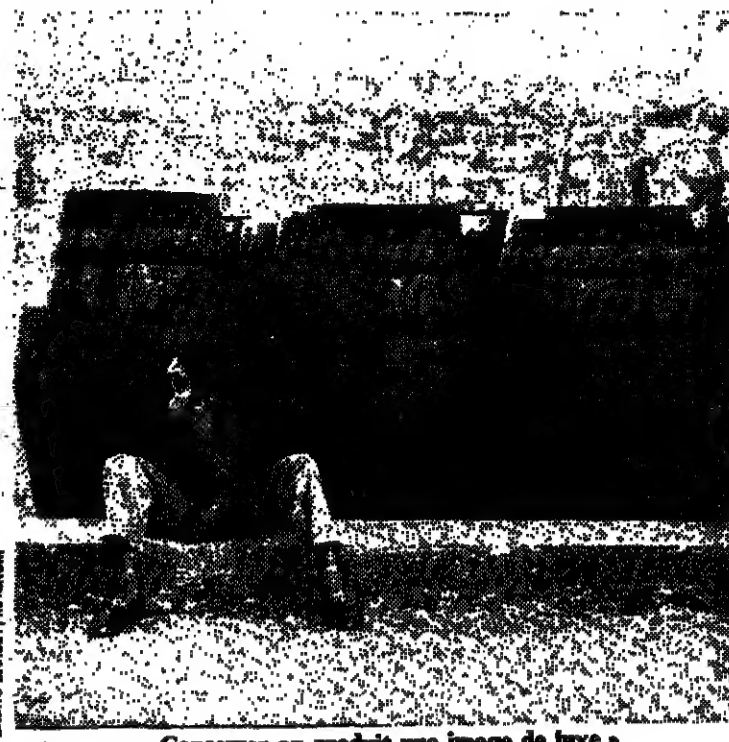
هذه من الامم

La main de fer du "roi du porto"

« Dans la nuit, j'allai avec mes vignerons désarmer les gardes communistes de nos chais. »

DANS les états-majors de Vila Nova Gaia, un faubourg de Porto, autour des tables d'acajou polies par les coudes et les comptés de dix générations de négociants, on a soigneusement échafaudé la bataille.

D'abord, la situation des troupes. Le porto a pour lui une « dévaluationnisme » chronique de l'escudo (25 % depuis dix-huit mois). Cette faiblesse monétaire aboutit à ce qu'il vaut en France environ 15 % de moins qu'un apéritif de marque à base de vins cuits ; qu'en Allemagne, il coûte moins cher qu'un bordeaux courant, et qu'il peut arriver à New-York à meilleur compte qu'un vin de Californie.



« Conserver au produit une image de luxe »

Pas de problème de production. 30 000 hectares de vignes bénéficiant de l'appellation « porto » sont actuellement en exploitation ; on pourrait replanter 200 000 autres hectares, désertés lors de la grande calamité du phylloxéra. La main-d'œuvre, qui essaime à travers l'Europe, reviendrait volontiers se fixer sous le soleil natal. Enfin le volume d'affaires depuis vingt ans a permis de se moderniser et par conséquent de faire face à un essor du marché. Pourqu'il, alors, avec tous ces atouts, l'essor ne se réalise-t-il pas ?

Du côté des États-Unis, deux handicaps majeurs. La Californie produit un « port » (elle n'est tout de même pas étiquetée « porto ») de qualité ; surtout, le « port » — ou le porto — est essentiellement consommé par la population noire, par conséquent, a priori, rejeté par la population blanche. « Une perte en Amérique », explique un négociant, nous faisant passer en revue ses « pipes » dotant des vins de vingt ans dans le clair-obscur à la Rembrandt d'un chais vieux de quatre siècles, nécessiterait une colossale campagne de publicité. L'Angleterre, premier importateur volé dix ans encore, n'est plus que le troisième, derrière la France, la Belgique et le Luxembourg. Le commerce anglais s'est obstiné à conserver au produit une image de luxe : pas de distribu-

tion dans les grandes surfaces et les épiceries self-service. Le volume des ventes a diminué à mesure que ces circuits attirent une plus large clientèle. C'est la France, premier consommateur mondial de porto (environ trente millions de bouteilles par an), qui se prête le mieux à une offensive. Manuel da Silva Reis, soixante-deux ans, même l'attaque.

Manuel da Silva Reis est fils de caviste et a débuté lui-même, comme petit caviste, à l'âge de quatorze ans, au salaire de 30 escudos par mois. De cave en vignes et en cours du soir (il parle maintenant cinq langues), il put, à trente-cinq ans, acheter une première affaire de négoce : celle où il avait débuté enfant, et dont le propriétaire souhaitait qu'il fût son successeur. Puis, avec les bénéfices de cette première affaire, il en acheta une deuxième, une troisième, etc.

Il est maintenant quelque chose comme le « roi du porto », à la fois respecté, admiré, redouté, adulé, parfois

haï. Chacun de ses mille ouvriers sait qu'il peut tout aussi bien arriver comme un copain, prendre les enfants sur ses genoux en les appelant par leur prénom et manger avec la famille le chou à la saucisse, que tempêter parce qu'on a ouvert la bonde d'une cave de fermentation une minute avant l'instant optimum.

Le grand propriétaire d'hacienda ou de quinta à la façon du dix-neuvième siècle : il fait installer à ses frais, sur la plus haute colline, un relais de télévision pour que toute la vallée capte les télévisions espagnole et portugaise ; il héberge un prêtre à l'année pour le salut de l'âme des vignerons ; le dimanche, il accueille ceux-ci dans sa maison pour la messe, célébrée dans une chapelle contiguë aux salons ; mais il demande des explications si des vendeurs descendent des coteaux cinq minutes avant 5 heures, l'heure de la fin du travail.

Le royaume du roi : treize ou quatorze compagnies de production ou de négoce (il ne sait pas très bien le chiffre exact : « La quatorzième n'est peut-

être pas encore finie d'achever » : une production annuelle de 12 millions de litres de porto ; des stocks de plus de 30 millions de litres (on peut faire un calcul, même simplement, à un prix moyen de 12 F le litre...) ; 3 000 hectares des meilleures vignes.

Il nous faut visiter l'un de ses « Etats » : Carvalhas, toute une colline (500 hectares) s'enfonçant dans une anse du Douro, le fleuve nourricier du porto ; le meilleur cru, né de l'union désespérée de rocaïlles torturées et d'un climat impitoyable.

An lendemain de la révolution de 1974, les affaires de Manuel da Silva Reis furent, non pas exactement nationalisées, au sens juridique du terme, mais occupées et autogérées par le personnel. Pas de transfert de propriété : une propriété qui ne s'exerçait plus. Le gouvernement reconduisait cet état de fait par décret, tous les six mois. Une catastrophe commerciale. Le porto — au demeurant de moins bonne qualité — ne se vendait plus. A l'inverse, Manuel da Silva Reis avait recréé, au Brésil, une affaire qui devenait prospère. En 1978, il fut averti que, au terme de la période alors en cours, le gouvernement ne signerait pas un nouveau décret d'occupation. Ce fut le destin.

« Dans la nuit, j'allai avec mes vignerons désarmer les gardes communistes de nos chais de Gala. Ils ne résistèrent pas. A l'aube, nous ouvrimmes les portes. Mille vignerons, venus de nos quintas, étaient là, entourant et protégeant ma femme et mes enfants. Tout le monde chantait et pleurait à la fois. A 8 heures, j'étais à nouveau le patron de mes affaires. »

La preuve : cette étiquette, blanc, noir et rouge, ou or, noir et rouge (selon la qualité) qui part aujourd'hui à la conquête du monde. Il la caresse de la main et du regard, comme il caresse, mais seulement du regard (car elle est conservée dans une vitrine), la plus vieille bouteille de ses chais : 1765.

MARC LAMBERT.

Pain, vin et fromages...

L'ANNÉE où le camembert obtient, enfin ! son label d'origine, paraît un remarquable ouvrage : *Fromages et fromagers de Normandie*, par François Mackiewicz (Christian Bourinon, éd.). Il s'agit bien entendu de camemberts au lait cru comme on en trouve encore dans les bonnes maisons (sinon dans les restaurants !). Méritent-ils alors d'être « frits » ? Cela amuse notamment les touristes et je ne protesterais point de les trouver à la carte de *Chez Androuet* (41, rue d'Amsterdam. Tél. : 874-26-93). Aussi bien la carte du cher Pierre comporte-t-elle une vingtaine d'entrées fromagères, depuis la gratinée (lyonnaise, mais la soupe à l'oignon est parisienne, aussi !) jusqu'aux caufs brouillés au crottin, en soufflé au parmesan, en passant par le welsh rarebit, devenu rare aux cartes parisiennes — cette merveille ; la fondue neuchâteloise ; le feuilleté au roquefort ; le croque-monsieur... Entre 19 et 26 F et bien servi.

Le fromage triomphant on le retrouve dans les plats de poisson, avec ces filets de sole au brillat-savarin, et dans les viandes, avec le tourmeson au li-vart entre autres classiques.

Qui dit fromage dit bon pain (et non l'affreux pain moulu du quotidien que trop de boulangers encore nous imposent), et bons vins. La cave de *Chez Androuet* est intéressante, et l'on y trouvera même un excellent vin de porto pour accompagner le divin Stilton.

Et à propos de cave voici un autre ouvrage intéressant. C'est

le *Savoir-Boire*, (de Jean-Luc Pouteau et Nicolas de Rabeau (Lattès éd.). Jean-Luc Pouteau vient d'être couronné « Meilleur sommelier du monde ». C'est la première fois qu'un Français accède à cette récompense, et il me plaît que l'Académie du Pure Malt vienne de lui décerner son Glenfiddich Award. Ce fut au cours d'un déjeuner chez *Lassalle*, où figurait un excellent Stilton après des saint-jacques au whisky et un train de côtes de boeuf remarquablement à point, qualité comme cuisson, ce qui n'est pas si facile.

Jean-Luc Pouteau est le sommelier de *La Marée* (1, rue Daru. Tél. : 227-59-32) on le sait. Je relève dans son livre cette remarque : « Beaucoup de vins rouges sortent diminués de la confrontation avec les pâtes sèches ou molles. » Il a raison, sans doute. Mais je ne le suivrais pas lorsqu'il y préfère les blancs. Avec les chèvres peut-être, mais avec les persilles ce n'est pas toujours vrai, et avec les autres cela est faux en général.

Revenons-en aux fromages au restaurant. Tout comme le pain, ils y sont trop souvent médiocres. Et le plateau décevant. C'est pourquoi, lorsqu'il ne s'agit pas d'un « très grand », je maintiens que mieux vaut un seul fromage bien choisi, bien de saison. Profitez, messieurs les restaurateurs, de la réédition, chez Stock, du *Guide des fromages*, de Pierre Androuet, qui vient de « sortir », pour nous offrir « the fromage ».

LA REYNIÈRE.

(Publicité)

1983 : La Bourgogne s'en tire bien !

La Bourgogne se sent mieux après le temps exceptionnel qui a précédé pendant toute la vendange 1983.

Il faut dire que les pluies persistantes du printemps et les quelques orages de grêle très violents du mois de juillet ont donné des sursurfaces aux vignes : certaines grandes crus de la Côte de Nuits, comme la célèbre vignoble de la Romanée, ont ainsi été détruits à 80 %.

Mais la nature sait aussi parfois faire bien les choses, fort heureusement ; en effet, le soleil était au rendez-vous dès le début de la floraison et le temps a été exceptionnellement chaud et sec depuis lors, à part quelques averses début septembre.

Les conditions météorologiques particulièrement favorables ont donné des raisins très riches en sucre et des degrés alcooliques élevés : 13,5 - 14° : le plus célèbre grand cru blanc des Domaines du Château de Beaune, le grand « Montrachet », affichait même 14° 3, au moment de la récolte.

Les rendements sont normaux et même faibles dans certaines vignes : les vins ont beaucoup de couleur et de « moelle », leurs arômes sont également très profonds. Il faut également souligner le fait nouveau que la qualité des Bourgognes reste dans des prix raisonnables depuis le milieu 1982.

Amis connaisseurs, renseignez-vous ! Vous serez heureusement surpris !

Maison BOUCHARD PÈRE & FILS
Au Château -
21202 BEAUNE CEDEX
Tél. : (80) 22.14.41

Rive gauche

le bar à huîtres

Poissons et coquillages

L'après-midi
dégustation de fruits de mer

VENTE À EMPORTER

112, bd du Montparnasse 144 - 320.71.01
Tous les jours de 11h à 2h du matin
marque-possibilité de parking

SAM KEARNEY

RESTAURANT

COCKTAIL BAR

Open every days from noon to 1.00 a.m.
BRUNCH SATURDAY AND SUNDAY

9, rue Princesse - Paris VI
Tél. : 329.89.80

FACE GARE DE L'EST
LA STRASBOURGEOISE

Dans un cadre récent, vous proposez toutes les spécialités : Charcuteries, fruits de mer, viande d'agneau, poissons et légumes ou légumes Charcuteries, Pâtisseries, Salades jusqu'à 25 personnes. Rapide d'affaires.

15, rue du 8 Mai 1945, 17^e - Téléphone : 205.502.40. Tous les jours de 11h à 2h du matin

Charlot

la fraîcheur du poisson
la finesse des cuissons

CHARLOT
ROIDES COQUILLAGES
12, place de Clichy
874.49.64 et 65

CHARLOT F^r
MERVEILLES DES MERS
128 bis, bd de Clichy
522.47.08

les 3 limousins

8, rue de Berri (8^e)
562-35-97. Ts le jrs

Salle climatisée
GRANDE CARTE DES
VIANDES DE BOEUF

OUVERT après le SPECTACLE

A LA CARTE

"Faisau roté à l'alsacienne"

BOFINGER

1864 - 1984

La plus ancienne brasserie de Paris
vous accueille jusqu'à 1 heure du matin.

Menu gastronomique à 115 F. vin compris
7 rue de la Bastille. Tél. : 272.87.82.

Chez Claude

SPECIALITÉS

Poissons, fruits de mer
Langoustes et homards en vivier
et ses viandes cuisinées

Menu à 120 F.

Accueil et décor agréables

35, rue du Roi-de-Sicile, PARIS-4^e
M. Hôtel de Ville, Saint-Paul, le Marais
Réservation : 278-80-98 - Fermé dim.

PRUNIER - MADELEINE

Fête son 112^e Anniversaire

A cette occasion
Sa Direction fait bénéficier
sa fidèle Clientèle
de son TARIF COUPLE.

Tout le mois de Février les
Femmes accompagnées bénéficieront
d'une RÉDUCTION de 50 %
sur tous les plats.

RÉSERVATIONS : 9, rue Duphot 75001
Tél. 260.36.04

les gourmets
font la différence

GLACES-SORBETS

Dégustation - A emporter

RAIMO GLACIER

de père en fils.

59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS
Tél. 343.70.17
M. DAUMESNIL (Félix Eboud)

GRAND VIN DE BORDEAUX
CHATEAU DE BARBE-BLANCHE
LUSSAC-SAINT-EMILION
33 LUSSAC

LE CHALUT

84, bd Beaugrenelle (17^e)
Tél. 387-28-84

SON POISSON DU JOUR
SON HOMARD

Salles climatisées
F. dim. soir et lundi

GARNIER

Le Restaurant de nuit
Djazz, Blues, Swing

Booz d'illaires

111, rue Saint Lazare,
75008 PARIS 8^e 367.30.40

AMBRASSADE D'AUVERGNE

Entre le Centre Bourgogne et le Morvan

Pâtisseries fines

Grande Cuisine Régionale et Traditionnelle
Vins de France, Grande Crus

23, rue de Grenelle 75003 Paris
Tél. 272.31.22

Il y a des femmes qui vous servent à dîner
jusqu'à 3 heures du matin.

Huîtres, fruits de mer, coquillages toute l'année,
chouchoutes de la mer, choucroutes paysannes.

LE BAYERN

La grande brasserie bavaroise de Paris
avec orchestre bavarois tous les soirs.
Saloons de 10 à 150 personnes.
Place du Châtelet.
Réservation : 231.48.44

LA CHAMPAGNE

La grande brasserie de la mer
Vins de Bordeaux et de Languedoc.
10 bis, place Châtelet, Paris 9^e
Réservation : 874.44.78

CHEZ HANSI

La grande brasserie d'Alsace
3, place du 16 Juin 1944, Paris 6^e
Face à la Tour Montparnasse
Réservation : 548.90.42

227.82.14 **Dessirier** 380.50.72

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

مقداد من الاصل

Disques

CLASSIQUE

«Manon», de Massenet

L'opéra français du dix-neuvième siècle retrouvant, pour le meilleur et... pour le reste, les faveurs du public, il était prévisible qu'on enregistrât une nouvelle version de cette Manon, qui a fait pleurer des générations d'amateurs et dont les airs ont été fredonnés dans toutes les chaumières. C'était aussi une justice, car le catalogue est particulièrement pauvre en enregistrements de qualité.

Signe des temps, les deux rôles principaux sont tenus par des chanteurs étrangers. Au demeurant, parfaitement à l'aise dans ce répertoire et tout à fait familiers de leurs personnages : Ilseana Cotrubas, avec son soprano souple, sa grâce fragile, sa musicalité délicate et ces «larmes» dans la voix, cette tendresse du chant qui seuls donnent à Manon tout son mystère et son charme ; Alfredo Kraus, dont l'éclat du style, l'honnêteté et aussi la rigueur musicale font oublier un vieillissement, désormais perceptible, des moyens.

Mais Manon, par la variété de son écriture vocale et l'importance de ses scènes d'ensemble, c'est aussi une épreuve. Elle est, ici, de premier ordre, cohérente et engagée : Gino Quilico, José van Dam, Charles Burles, apportent leur verve et leur métier pour animer l'atmosphère agitée dans laquelle se déroule l'aventure des amants illustres



Jules Massenet.

et soutenir l'intérêt au cours d'une œuvre parfois un peu... longue !

Michel Plasson conduit «son» orchestre et «ses» chœurs du Capitole de Toulouse avec sa fougue coutumière, qui lui tient souvent lieu d'inspiration, mais aussi un amour réel pour cette musique qui, finalement, l'emporte.

Un jalon du répertoire national et du catalogue. (Avec aussi : Jean-Marie Frémus, Ghislaine Raphaël, Colette Alliot-Lugaz, Martine Mahé.)

ALAIN ARNAUD.

• Trois disques EMI, 1731.413.

«La Flûte enchantée», par Sir Beecham

Plus encore qu'un enregistrement «historique», il s'agit d'un moment d'histoire conservé par l'enregistrement. Walter Legge et Sir Thomas Beecham, en pleine période nazie (1937), décidant de graver la Flûte, sa beauté, son chant d'espérance, c'était un premier défi. Réunir à cet effet, et dans ce contexte, les Berliner Philharmoniker et une distribution qui aujourd'hui encore, aujourd'hui surtout, est surprenante, c'était un second défi.

Bien sûr, les récitatifs ont été supprimés ; bien sûr, la technique est celle de la mono ; bien sûr, les trois Knaben sont trois... Mädchen. Mais il y a cette texture sonore tissée par Beecham, transparente, ductile, d'une sobriété qui atteint l'essentiel de l'esthétique mozartienne, un geste de reconnaissance et d'hommage au pur hétéronisme musical. Et puis il y a ces étoiles qui illuminent l'art du chant : Helge Rosvinge, ténor versatile et sûr, dont les déconcertantes facilités de moyens ne sacrifiaient jamais la rigueur du style et la discipline d'équipe ; Gerhard Hüsch, bien-disant, formé aux intimités du lied, jaloux de ses moyens et ne les offrant qu'à leur juste mesure, ici accompli ; et plus lumineuse encore, Tiana Lemnitz avec son timbre liquide, son legato miraculeux, cette grâce qui tire des larmes (on peut penser que, anonyme dans la chorale de la société Favre, la jeune Elisabeth Schwarzkopf y faisait son miel pour l'avenir). Avec aussi Erna Berger, Irma Belk.

ALAIN ARNAUD.

• 3 disques EMI. Références : 1434.653.

«Mélodies de Fauré», par Gregory Reinhart

D'abord on est quelque peu heurté par la prononciation, qui, malgré sa clarté et sa précision dans la balance des consonnes et des voyelles, conserve les accents de la langue natale de l'interprète, ce coulé, ce lié de certains sons qui s'opposent au mordant et à la découpe exigés par le verbe français et indispensables pour servir la mélodie.

Ensuite on est saisi par la justesse du ton et du style. Apprise de Pierre Bernac et de Camille Mau-

rande, maîtres de ce répertoire, voici la vérité de la mélodie française : le phrasé subtil, la dynamique mouvante, les demi-teintes mélancoliques.

Chantées dans leur ton original, superbement accompagnées par Dalton Baldwin discret mais présent, ces mélodies distillent l'essence même d'un art proprement national, tissé d'intimité et de rêve.

ALAIN ARNAUD.

• Harmonia Mundi, 1117.

«Le Chant du cygne» par Fischer-Dieskau

En recevant l'enregistrement du Chant du cygne, de Schubert, par Dietrich Fischer-Dieskau, avec Alfred Brendel, comment ne pas le comparer à celui de 1972 (qui était déjà le troisième réalisé avec Gerald Moore) ? La confrontation est cruelle, presque imperceptible, à chaque note ; la voix a légèrement vieilli, n'a plus la même souplesse ni la même fermeté et, de ce fait, plus la même emprise sur les mots, le phrasé, l'expression. En outre, le grand Alfred Brendel n'a pas le génie d'accompagnateur de Gerald Moore, cette présence en dialogue qui enrichit la voix, double la personnalité et la densité musicales. Pourtant, il y a parfois des différences d'expression si bouleversantes, comme dans l'ultime Taubenpost, entre lesquelles on se sent incapable de choisir, qu'on ne saurait se résoudre à se séparer de l'un ou l'autre.

JACQUES LONCHAMPT.

• Avec Gerald Moore, en un coffret comprenant aussi la Belle Meunière et le Voyage d'hiver, quatre disques DG, 2720.059 ; avec Alfred Brendel, Philips 6514.383.

Nous avons remarqué aussi

• BACH : «Concertos pour un et deux violons», par Anne-Sophie Mutter, Salvatore Accardo et l'English Chamber Orchestra. — Du violon vigoureux et brillant, qui mord à belles dents dans la musique, une grande intensité chez la jeune virtuose, dont Accardo se fait le partenaire plein de sollicitude, comme jadis Enesco pour Menuhin. Il n'y manque peut-être que l'arrière-plan plus spirituel de ces derniers. Mais quelle santé ! (EMI, 1435.201.)

• BARTOK : «Le Mandarin merveilleux» et «Deux portraits», par l'Orchestre symphonique de Londres, direction Claudio Abbado, et Shlomo Mintz, violon. — Une interprétation éclatante, scintillante, du terrible Mandarin et des deux Portraits : l'admirable poème d'amour mystique en l'honneur de Staphi Geyer, que ne peut effacer la

brève fête foraine caricaturale où Bartok, après avoir rompu, essaye de s'étonner. (DG, 410.598-1.)

• BEETHOVEN : «Sidière» Symphonie «Pastorale», par la Philharmonie de Vienne, direction Wilhelm Furtwängler. — Même si on en a dix enregistrements, il faut connaître cette Pastorale de 1952 par les Vienne et Furtwängler : le calme idéal de cette musique contemporaine, délaissée note par note, et cependant sublime tant que que note est habitée ; tout à la fois la fraîcheur de l'impression première et une plongée métaphysique dans la nature. (EMI, Références, 1008.071.)

• BRAHMS : «Troisième Sonate op. 5», «Thème et Variations op. 18», par Radu Lupu. — Un tempérament poétique, un toucher de velours et d'ém-

raude ; des interprétations lentes jusqu'à la pâmoison, parfois déconcertantes, mais visionnaires. Avec une curieuse transcription de l'andante du «Deuxième Sax-tuor à cordes». (Decca, 591.227.)

• BRAHMS : «Ballades op. 10» et «Klavierstücke op. 118», par Michel Delorto. — Une autre grande nature de pianiste brahmien, plus fougueuse et nerveuse, mais non moins profonde. (Erato, NUM 75087.)

• DEBUSSY et RAVEL : «Quatuors à cordes», par le Quatuor Orlando. — De très bonnes interprétations, un peu littérales cependant, où l'on ne retrouve pas la subtilité et les arrière-pensées du Quatuor Calvet, par exemple. Mais ce jeune quatuor international promet beaucoup. (Philips, 6514.387.)

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES

Nous publions, chaque quinzaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous proposons en outre une sélection de compact-discs.

	CLASSIQUE		JAZZ		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	J. HAYDN Quatuor C. Beggard (Barclay)	SCHUBERT Grosse Fugue (Philips)	SUPERMIX AND L.A. VOICES And L.A. Voices (CBS)	FRANCO D'ANDREA My One and Only Love (H. Mundi)	JANE BIRKIN Baby Alone in Babylone (Polygram)	HATZ 7 ans même par vous (CBS)	MICHAEL JACKSON Thriller (CBS)	JON GIBSON Standing on the One (WEA)
2	W.A. MOZART Cof. 100 ans Dir. H. Rosand (Rappel 4-FNAC)	TERESA BERGANZA Héroïne espagnole et brésilienne (Claves)	HERBIE HANCOCK Future Shock (CBS)	KIP HANRAHAN Destiny Dreams on Edge (Arista)	J. BIGLIN Café de Paris (P. Marconi)	BERNARD LAVILLIERS Rue Barbare (Barclay)	YES 90125 (WEA)	THE PRETENDERS Learning to Crawl (WEA)
3	HAENDL Hector E. Gardiner (Philips)	BEETHOVEN Symphonies 12-14 ALBAN BERG, 12-17 (EMI)	KEITH JARRETT Solo Vol. 1 (ECM)	DAVE FELLOCIET Carnegie Hop (Média 7)	RENAUD Morgane de toi (Polygram)	JEAN-JACQUES GOLDMAN Fautif (CBS)	VAN HALEN 1984 (WEA)	THE ART OF NOISE Into Battle (Polygram)
4	R. STRAUSS Für Jenny Lind Jean Sorensen (Philips)	MOZART Cof. 100 ans Dir. H. Rosand (Rappel 4-FNAC)	OLIVIER HUTMAN Six Songs (ADES)	BOB MOSES When Elephants Dream of Music (Média 7)	CHARLÉNE COUTURE Océanide (Polygram)	APC Pescador (Polygram)	JUDAS PRIEST Defenders of the Faith (CBS)	BERNARD WRIGHT Funky Beat (Arista)
5	VERDI Aïda Dir. G. Carlini (Orfeo)	HAYDN Concerto pour violoncelle C. Coen Dir. C. Hogwood (Disques-Lyric)	THE CLARKE/DUKE PROJECT II (CBS)	DANNY RICHMOND Dinner (Harmonia Mundi)	ALAIN SOUCHON En public (ECA)	CLAUDE ENGEL Guitarisme (WEA)	GENESIS Mama (Polygram)	WHODINI The Real House of Rock (CBS)
6	GUILAUME BOUZIGNAC (Arista)	GUILAUME BOUZIGNAC (Arista)	DIZZY GILLESPIE One Night in Washington (WEA)	PAUL GONSALVES Getting Together (Carrere)	TOM NOVEMBRE Telle étoile (Polygram)	REFLEXES 84 (Média 7)	LIONEL RICHIE Can't Slow Down (Turtle Mountain)	U2 Live (Polygram)

UNE SÉLECTION DE COMPACT-DISCS

	CLASSIQUE		VARIÉTÉS	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	VERDI Nabucco Sopoli (DG)	HAENDL, Mendel E. GARDINER (Philips)	SUPERTRAMP Crise of the Century (CBS)	PAUL SIMON Hearns and Bower (WEA)
2	VIVALDI Gloria G. Gant (Argo)	C. FRANCK, BERNSTEIN Symphonie (DG)	POLICE Synchronicity (Polygram)	PETER GABRIEL Plays Live (Polygram)

JAZZ

Série Blue Note : «Hard boppers»

Les rééditions françaises de Blue Note — disques d'une grande aventure, qui reviennent sous leur lourd carton avec leur revêtement de jadis — connaissent un succès indéniable qui confirme la continuité dans la politique de réimpression et la régularité dans l'entreprise de distribution. Par séries de vingt et un albums tous les six mois, on retrouve dans les bacs des magasins spécialisés ces objets réussis dont les attraits pour l'œil et même le toucher sont comme la promesse du plaisir acoustique.

Le catalogue contient l'essentiel du jazz «soûlé» qui régnait entre 1954 et 1964. Plus concis mélodiquement, plus simple harmoniquement et rythmiquement que le premier bop, cet art fut une réaction intelligente, une régression féconde, un choix délibéré de limitations qui n'excluaient pas, au gré de la fantaisie, des emprunts aux richesses antérieurement amassées. Avec son insistance particulière sur les contretemps, ses notes «blue» très fréquentes, ses «amen chords» — accords importés de la musique religieuse — il est la réponse esthétique d'un groupe d'hommes qui prennent leurs distances à l'égard du monde de Parker et qui, simultanément, s'opposent à celui de Lester — ou de Miles à cette époque-là — par la durée du discours, la rudesse des sonorités.

Ce «hard bop», relativement insouciant du jugement des élites, a sans doute son origine dans le style pianistique de Horace Silver (1) et dans la conception que pouvait se faire du jeu de batterie un franc coiffeur comme Blakey (2). L'orgue électrique de Jimmy Smith (3) vint y ajouter une couleur sonore que l'on ne pourra plus, par la suite, que difficilement séparer de l'atmosphère «funky». Ajoutons que les saxophonistes y régnent en maîtres : John Gilmore, Cliff Jordan (4), Sonny Red (5), Jackie McLean (6), Don Wilkerson (7), Joe Henderson (8), Leo Parker (9), Dexter Gordon (10). Ils disputent la place de vedettes aux pianistes qui, à l'instar de Silver, sont des meneurs du mouvement : Herbie Nichols (11), Andrew Hill (12), Freddie Redd (13), Sonny Clark (14), Horace Parlan (15). Si l'on excepte trois volumes, de Bechet et d'Ammons-Johnson, c'est le «hard bop» presque seul qui véhicule ce lot de disques prestigieux. — (Blue Note : (1) 1539 et 84008, (2) 81554 et 84003, (3) 1514 et 84050, (4) 1549, (5) 4032, (6) 84089 et 84003, (7) 84107, (8) 84166, (9) 84087, (10) 84112, (11) 1519, (12) 84167, (13) 84027, (14) 81588 ; (15) 4037.)

LUCIEN MALSON.

• Réimprimés et distribués en France par Pathé-Marconi-EMI.

Vidéocassettes

Deux inédits

• Les Armes du pouvoir, de James Toback, avec Ornella Muti et Klaus Kinski. Edité par Sasset vidéo et distribué par GCR.

• Dénouement en attente de jugement, de Nanni Loy, avec Alberto Sordi et Elga Andersen. Edité et distribué par Proserpine Editions.

Alors que la plupart des éditeurs se contentent d'exploiter les succès des salles et les films spécialisés (pornographie, épouvante), il arrive que certains d'entre eux prennent le risque de sortir des films inédits en France. En ces temps de récession du marché vidéo, l'initiative est assez courageuse pour qu'on la salue. Mieux exploitée (pourquoi ne pas le signaler par un bandeau sur la cassette ?), elle contribuerait à attirer un nouveau public vers la location de cassettes.

Les Armes du pouvoir est signé par James Toback, le réalisateur de l'étrange Fingers (Médias pour un tueur). On retrouve, au sein de cette intrigue érotico-politique, la violence déconcertante de la mise en scène. Le film vaut surtout par la présence dans les deux principaux rôles de Klaus Kinski et d'Ornella Muti.

Dénouement en attente de jugement est beaucoup plus intéressant. Pris sans savoir pourquoi dans la machine infernale de la justice, un Italien tranquille et un peu naïf sombre lentement

dans la folie. L'admirable interprétation d'Alberto Sordi fait de ce thème kafkaïen classique un violent réquisitoire contre l'état d'exception et l'enfer mou de la bureaucratie judiciaire italienne.

Le Mépris

• Le Mépris, de Jean-Luc Godard, avec Brigitte Bardot, Michel Piccoli, Jack Palance et Fritz Lang. Edité et distribué par UGC vidéo.

Adaptation très libre du roman d'Alberto Moravia par Jean-Luc Godard, visiblement plus préoccupé par la morale cinématographique de Fritz Lang (qui joue son propre rôle dans le film) que par celle de l'écrivain italien. Le cinéaste utilise en toute ambiguïté les charmes de Brigitte Bardot, rend hommage au CinémaScope et à l'Odyssée. Récentement repris en salles, ce film de 1963 a mieux vieilli que d'autres réalisations de Godard.

Un lion en hiver

• Un lion en hiver, d'Anthony Harvey, avec Peter O'Toole et Katharine Hepburn.

Henri II et Aliénor d'Aquitaine s'affrontent dans le château de Chinon pour la succession du trône d'Angleterre. Pour Peter O'Toole et surtout la grande Katharine Hepburn enfin couronnée par Hollywood pour sa fabuleuse interprétation.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Nouveautés
Janvier 1984

O. CHARLIER Mendelssohn - Dir. L. Foster
NUM 75096 (E) MCE 75096

M. DALBERTO Brahms : 4 Ballades op. 10
6 Klavierstücke op. 118
NUM 75097

P. DEVOYON Frank : Prélude, Choral et Fugue
Prélude, Aria et Final
NUM 75098

F. LODEON St-Saëns - Tchaïkovsky - Fauré
Dir. A. Jordan
NUM 75102 (E) MCE 75102

A. QUEFFELEC Haydn - Dir. A. Jordan
STU 71536

Les adieux du cheval aux jambes bleues

Idéal du Gazeau va trotter pour la dernière fois à Vincennes dans le Prix d'Amérique.



« Aucun trottteur n'avait été invité à sortir de sa retraite pour un tel hommage et un tel triomphe. »

VINCENNES devrait vivre, dimanche, un des grands moments de son histoire. *Idéal du Gazeau*, le merveilleux petit champion aux jambes bleues — il courait toujours les jambes ceintes d'un bandage bleu, la couleur de sa casaque, — y est attendu pour la dernière fois.

Acheté près de 20 millions de francs par un consortium d'éleveurs scandinaves et néerlandais, il est en Suède depuis trois semaines. Mais ses nouveaux propriétaires ont accédé à la demande de la Société du cheval français de le renvoyer, pour quelques heures, sur la piste de ses plus mémorables exploits.

Sauf événement imprévu de dernière heure, c'est lui qui, dirigé par le compagnon de toute sa carrière, le populaire « Gégène » Lefèvre, ouvrira le défilé des concurrents du Prix d'Amérique. Avant que ses successeurs ne s'élancent à la poursuite de la couronne qu'il a abandonnée, il accomplira, sous sa casaque bleue, avec ses bandages bleus — au petit trot car il n'est plus entraîné depuis trois mois, — un ultime tour d'honneur.

On imagine à l'avance l'enthousiasme et l'émotion qui vont saisir les cinquante mille spectateurs de Vincennes et les téléspectateurs amateurs de courses de l'Europe entière (le reportage doit être transmis en Eurovision).

Le cérémonial est sans précédent. *Ozo*, *Roquépine*, *Une de Mai*, *Tidalium Polo*, *Bellino II*, les plus grands, avaient quitté la piste sur une course comme une autre, parfois sans qu'on sût que c'était la dernière, quelque faille dans des organismes usés par les efforts n'en ayant qu'ensuite décidé ainsi. Aucun, jamais, n'avait été invité à sortir de sa retraite

pour un tel hommage et un tel triomphe. Point d'orgue unique à une légende unique.

Rappelons là pour ceux qui, dimanche, pourraient s'étonner, devant leur écran, que la caméra s'attardât tant de temps sur un cheval. Elle a commencé dans le drame. A Saint-Jean-le-Thomas (Manche), une jeune fille de vingt ans s'était tuée dans un accident de voiture. Son père, un cafetier-hôtelier, ne parvenait pas, des mois plus tard, à échapper à son désespoir. D'autres petits commerçants du bourg — un boucher, un grainetier, deux éleveurs de volailles — avec qui, naguère, il avait joué au tiercé lui proposèrent, comme dérivatif, d'acheter en commun un trottteur que, le dimanche, on irait voir courir en groupe.

Ainsi fut fait, le trottteur fut assez bon, un second également, un troisième et un quatrième achetés avec les bénéfices, meilleurs encore. En sorte que, deux ou trois ans après, les cinq amis se trouvaient à la tête d'une véritable petite écurie de course qui ne leur avait pratiquement rien coûté.

Il fallait franchir une étape : construire des boxes, engager un entraîneur.

Un gars du village, « Gégène », travaillait chez un petit entraîneur d'Avranches. Oh, certes ce n'était pas Jean-René Gougeon ; mais il était brave, loyal, toujours souriant, en dépit d'une infirmité rendant son élocution difficile. Il fut promu entraîneur. Pour les boxes, on s'accommoda d'un terrain appartenant au boucher près de la plage. Avec celle-ci, ce serait



commode : on aurait gratuitement la disposition d'une piste remise en état et nivelée — toujours gratuitement — à chaque marée.

Chez son patron d'Avranches, « Gégène » avait été très impressionné par un cheval du nom d' *Alexis III* qui avait été vendu comme étalon aux Haras nationaux. « Vous devriez acheter un de ses fils, conseilla-t-il à ses cinq nouveaux employeurs. Je suis sûr qu'ils vont trotter... » *Alexis III* avait été affecté par les Haras nationaux au dépôt d'étalons de la Roche-sur-Yon.

Voilà les cinq amis et « Gégène » partis en expédition au pays des *Alexis III* : la région de Challans, sous-dépôt dans lequel l'étalon avait, selon le terme technique, « fonctionné ». Ils rendent visite au brigadier :

— Vous connaissez des fils d' *Alexis III* à vendre ?
L'homme donne une liste de fermiers. Les amis et « Gégène » vont de ferme en ferme, examinant les fils d' *Alexis III*, discutant les prix.

Chez les Fradin, à la ferme du Gazeau, ils trouvent leur affaire. Ils la trouvent même doublement. Ils repartent avec une pouliche, payée 5 000 francs, et un poulain payé, 15 000 francs comptant plus 5 000 francs de redevance sur sa première victoire éventuelle.

Plus personne ne se souvient même du nom de la pouliche. Le poulain était *Idéal du Gazeau*.

Il a gagné trois fois le championnat du monde (triple sans précédent) à New-York, deux fois le Prix d'Amérique. Il a triomphé en Italie, en Suède, en Allemagne, en Finlande... Ses gains de courses se sont

comme on dit au pays, des « gros riches ».

« Gégène » Lefèvre s'est fait construire une des plus belles maisons du village. Pierre Morin, le grainetier, s'est lancé dans l'élevage des bovins. Lefranc, le « volailleux », a monté un élevage industriel de dindes...

Au sein du petit groupe, l'amitié n'a pas tout à fait résisté à la fortune. Des heurts se sont produits lors des négociations pour la vente du cheval. Pourtant, l'écurie continue, avec une vingtaine de chevaux, au rythme des marées nivelant et renouvelant la plage, où naît un petit cheval noir, entré dans la légende, faisait jaillir de ses sabots des étincelles d'embruns et de sable doré.

Et déjà on pense, à Saint-Jean-le-Thomas, partir quelques jours, l'an prochain, quand les aigreurs seront oubliées, à la recherche d'un nouveau poulain, cette fois au pays des *Idéal du Gazeau*, du côté de Malmot. L'histoire (hippique) ne peut-elle pas être un recommencement ?

Quelques mots, tout de même, de ceux qui, dans l'immédiat, briguent la succession du petit cheval aux jambes bleues. Le Prix d'Amérique — à l'occasion duquel, le retentissement de la venue d' *Idéal du Gazeau* aidant, le PMU battra sans doute le record des enjeux (197 706 035 F lors de l'édition 1983 de la course) — devrait se disputer entre *Lurabo*, *Lorabello*, *Kaiser Trot* (gagnant dimanche du Prix de Cornulier), *Minou du Donjon*, *Mon Tourbillon*, et *Lutin d'Isigny*.

Le grand favori sera *Lurabo*. Lui aussi fera revivre maints souvenirs : il porte la même ca-



« Le cheval le plus riche du monde. »

élevés à 13 500 000 francs. Il est devenu le trottteur le plus riche du monde, par le palmart et par l'argent. Avec le chèque signé par le consortium suédois, il a fait tomber 3 milliards de centimes dans les escarcelles de Saint-Jean-le-Thomas. Ses propriétaires sont devenus,

M. Macheret, un fabricant de salaisons d'Annemasse — que le prédécesseur d' *Idéal* dans le cœur du public : *Bellino II*. La preuve que l'histoire des pistes peut être un recommencement...

LOUIS DÉNIEL

STAGES D'EQUITATION

Toute l'année dans la forêt des LANDES (60 kms au sud de Bordeaux)
Reprises par moniteur D.E. Promoteur des Landes : 820 F par semaine.
Prix spéciaux Comité d'Entreprise
CENTRE ÉQUESTRE de la PETITE-LEVRE
à BELHADE, 40410 PISSOS
Tél. (58) 07-77-19 ou 07-78-31

مكتبة الامم المتحدة